

**CONSEIL MÉTROPOLITAIN
SEANCE DU 16 DECEMBRE 2022**

PROCÈS-VERBAL

Sommaire

I - Séance.....	03
II - Ordre du jour.....	09
III - Délibérations.....	13
IV - Débats.....	125
V - Vote électronique	199

I - SÉANCE

CONSEIL DU 16 DECEMBRE 2022

SALLE 300 – CITÉ DES CONGRÈS – 9 HEURES

Séance ouverte à 9h10 et levée à 17h16

Le Conseil de Nantes Métropole, dûment convoqué le 9 décembre 2022, a délibéré sur les questions suivantes :

Présidents de séance : Mme Johanna ROLLAND – Présidente de Nantes Métropole
M. Fabrice ROUSSEL – 1^{er} Vice-président de Nantes Métropole (Point 22)
M. Bertrand AFFILE – 2^e Vice-président de Nantes Métropole (Point 32)

Secrétaire de séance : Monsieur Patrick GROLIER

Quorum :

- Délibération 21 : 45
- Délibération 22 : 42
- Délibération 29 : 43
- Délibération 42 : 44
- Délibération 44 : 46
- Délibération 51 : 40
- Autres délibérations : 50

Présents et absents :

Points 1 et 2 (9h10 à 9h28)

Présents : 79

M. AFFILE Bertrand, M. AMAILLAND Rodolphe, M. ANNÉREAU Matthieu, M. ARROUET Sébastien, M. AZZI Elhadi, M. BAINVEL Julien, Mme BASSAL Aïcha, Mme BENATRE Marie-Annick, M. BERTHELOT Anthony, Mme BESLIER Laure, Mme BIR Cécile, Mme BLIN Nathalie, M. BOILEAU Vincent, M. BOLO Pascal, Mme BONNET Michèle, M. BOUVAIS Erwan, M. BRILAUD DE LAUJARDIERE François, M. BUREAU Jocelyn, Mme CADIEU Véronique, Mme COLLINEAU Marlène, Mme COPPEY Mahel, M. COUVEZ Eric, Mme DELABY Françoise, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. FOURNIER Hervé, Mme GARNIER Laurence, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, M. GRACIA Fabien, Mme GRELAUD Carole, M. GROLIER Patrick, Mme GUERRA Anne-Sophie, Mme GUERRIAU Christine, Mme GUILLON Stéphanie, M. GUINE Thibaut, Mme HAKEM Abassia, M. JOUIN Christophe, Mme JUDALET Anne-Sophie, M. KABBAJ Anas, Mme LANGLOIS Pauline, M. LE CORRE Philippe, Mme LE COULM Juliette, Mme LEBLANC Nathalie, M. LEMASSON Jean-Claude, Mme LERAY Isabelle, Mme LOBO Dolorès, M. LUCAS Michel, M. MARTIN Nicolas, Mme METAYER Martine, Mme NGENDAHAYO Liliane, M. NICOLAS François, Mme OGER Martine, Mme OPPELT Valérie, M. PARAGOT Stephane, M. PASCOUAT Yves, M. PETIT Primaël, M. PINEAU Jacques, M. PRAS Pascal, M. PROCHASSON François, M. QUENEA Pierre, M. QUERO Thomas, M. REBOUH Ali, M. RICHARD Guillaume, M. RIOM Tristan, Mme ROBERT Pascale, Mme RODRIGUEZ Ghislaine, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, M. SALAUN André, M. SALECROIX Robin, Mme SCUOTTO-CALVEZ Christelle, M. SEASSAU Aymeric, M. TALLEDEC Denis, M. TERRIEN Emmanuel, M. TRICHET Franckie, Mme VAN GOETHEM Sophie, M. VEY Alain, Mme VITOUX Marie, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 9

Mme BASSANI Catherine (pouvoir à Mme COPPEY Mahel), M. BELHAMITI Mounir (pouvoir à M. ANNÉREAU Matthieu), Mme BONAMY Delphine (pouvoir à M. GRACIA Fabien), Mme EL HAIRY Sarah (pouvoir à Mme OPPELT Valérie), Mme FIGULS Séverine (pouvoir à Mme RODRIGUEZ Ghislaine), M. GUITTON Jean-Sébastien (pouvoir à M. BOILEAU Vincent), M. LE TEUFF Florian (pouvoir à M. MARTIN Nicolas), M. THIRIET Richard (pouvoir à Mme VAN GOETHEM Sophie), Mme VIALARD Louise (pouvoir à Mme VITOUX Marie)

Absents : 10

M. ASSEH Bassem, Mme BERTU Mahaut, M. BOULE Aurélien, M. DANTEC Ronan, M. DESCLOZIERS Anthony, Mme GOUEZ Aziliz, Mme IMPERIALE Sandra, Mme LEFRANC Elisabeth, Mme SOTTER Jeanne, M. TURQUOIS Laurent

Point 3 (9h29 à 9h43)**Présents : 81, Absents et représentés : 10, Absents : 7**

- Arrivée de Mme Impériale
- Arrivée de Mme Lefranc
- Mme Bertu donne pouvoir à Mme Lefranc

Point 4 (9h44 à 10h03)**Présents : 81, Absents et représentés : 16, Absent : 1**

- M. Asseh donne pouvoir à M. Berthelot
- M. Boulé donne pouvoir à M. Pascouau
- M. Dantec donne pouvoir à Mme Scuotto-Calvez
- M. Descloziers donne pouvoir à Mme Cadieu
- Mme Sotter donne pouvoir à Mme Ngendahayo
- Mme Gouez donne pouvoir à M. Fournier

Point 5 (10h04 à 10h56)**Présents : 80, Absents et représentés : 18, Absent : 0**

- M. Turquois donne pouvoir à Mme Bonnet
- départ de Mme Garnier qui donne pouvoir à Mme Guerra

Point 6 (10h57 à 11h37)**Présents : 78, Absents et représentés : 18, Absents : 2**

- départ de M. Arrouët qui donne pouvoir à M. Bainvel
- départ de Mme Guerra qui annule le pouvoir donné par Mme Garnier

Point 7 (11h38 à 11h43)**Présents : 80, Absents et représentés : 18, Absent : 0**

- arrivée de Mme Guerra qui rétablit le pouvoir donné par Mme Garnier
- arrivée de Mme Bertu qui annule le pouvoir donné à Mme Lefranc

Points 8 à 11 (11h44 à 12h35)**Présents : 79, Absents et représentés : 19, Absent : 0**

- départ de Mme Hakem, donne pouvoir à M. Rebouh

Point 12 (14h20 à 14h49)

Présents : 75

M. AFFILE Bertrand, M. AMAILLAND Rodolphe, M. ANNÉREAU Matthieu, M. AZZI Elhadi, M. BAINVEL Julien, Mme BASSAL Aïcha, M. BERTHELOT Anthony, Mme BERTU Mahaut, Mme BESLIER Laure, Mme BIR Cécile, Mme BLIN Nathalie, M. BOILEAU Vincent, M. BOLO Pascal, Mme BONNET Michèle, M. BRILLAUD DE LAUJARDIERE François, M. BUREAU Jocelyn, Mme CADIEU Véronique, Mme COLLINEAU Marlène, Mme COPPEY Mahel, M. COUVEZ Eric, Mme DELABY Françoise, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. FOURNIER Hervé, Mme GARNIER Laurence, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, M. GRACIA Fabien, Mme GRELAUD Carole, M. GROLIER Patrick, Mme GUERRA Anne-Sophie, Mme GUERRIAU Christine, Mme GUILLON Stéphanie, M. GUINE Thibaut, Mme IMPERIALE Sandra, M. JOUIN Christophe, Mme JUDALET Anne-Sophie, M. KABBAJ Anas, Mme LANGLOIS Pauline, M. LE CORRE Philippe, Mme LEBLANC Nathalie, Mme LEFRANC Elisabeth, M. LEMASSON Jean-Claude, Mme LERAY Isabelle, Mme LOBO Dolorès, M. LUCAS Michel, M. MARTIN Nicolas, Mme METAYER Martine, M. NICOLAS François, Mme OGER Martine, Mme OPPELT Valérie, M. PARAGOT Stéphane, M. PASCOUAY Yves, M. PETIT Primaël, M. PINEAU Jacques, M. PRAS Pascal, M. PROCHASSON François, M. QUENEA Pierre, M. QUERO Thomas, M. REBOUH Ali, M. RIOM Tristan, Mme ROBERT Pascale, Mme RODRIGUEZ Ghislaine, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, M. SALAUN André, M. SALECROIX Robin, Mme SCUOTTO-CALVEZ Christelle, M. SEASSAU Aymeric, M. TALLEDEC Denis, M. TERRIEN Emmanuel, M. TRICHET Franckie, Mme VAN GOETHEM Sophie, M. VEY Alain, Mme VITOUX Marie, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 21

M. ARROUET Sébastien (pouvoir à M. BAINVEL Julien), M. ASSEH Bassem (pouvoir à M. BERTHELOT Anthony), Mme BASSANI Catherine (pouvoir à Mme COPPEY Mahel), M. BELHAMITI Mounir (pouvoir à M. ANNÉREAU Matthieu), Mme BENATRE Marie-Annick (pouvoir à M. SALECROIX Robin), Mme BONAMY Delphine (pouvoir à M. GRACIA Fabien), M. BOULE Aurélien (pouvoir à M. PASCOUAY Yves), M. BOUVAIS Erwan (pouvoir à Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique), M. DANTEC Ronan (pouvoir à Mme SCUOTTO-CALVEZ Christelle), M. DESCLOZIERS Anthony (pouvoir à Mme CADIEU Véronique), Mme EL HAIRY Sarah (pouvoir à Mme OPPELT Valérie), Mme FIGULS Séverine (pouvoir à Mme RODRIGUEZ Ghislaine), Mme GOUEZ Aziliz (pouvoir à M. FOURNIER Hervé), M. GUITTON Jean-Sébastien (pouvoir à M. BOILEAU Vincent), Mme HAKEM Abassia (pouvoir à M. REBOUH Ali), Mme LE COULM Juliette (pouvoir à M. PARAGOT Stéphane), M. LE TEUFF Florian (pouvoir à M. MARTIN Nicolas), Mme NGENDAHAYO Liliane (pouvoir à Mme DELABY Françoise), M. THIRIET Richard (pouvoir à Mme VAN GOETHEM Sophie), M. TURQUOIS Laurent (pouvoir à Mme BONNET Michèle), Mme VIALARD Louise (pouvoir à Mme VITOUX Marie)

Absents : 2

M. RICHARD Guillaume, Mme SOTTER Jeanne

Points 13 et 14 (14h50 à 14h59)

Présents : 76, Absents et représentés : 20, Absents : 2

- arrivée de Mme Hakem qui annule le pouvoir donné à M. Rebouh

Points 15 à 19 (15h00 à 15h28)

Présents : 77, Absents et représentés : 20, Absent : 1

- arrivée de M. Richard

Point 20 (15h29 à 15h38)

Présents : 76, Absents et représentés : 20, Absents : 2

- sortie de salle de M. Roussel

Point 21 (15h37 à 15h39)

Présents : 70, Absents et représentés : 20 , Absents : 8

- Sortie de salle de M. Azzi, Mme Guerra, Mme Impériale, M. Kabbaj, M. Seasseau et M. Terrien

Point 22 (15h40 à 15h46)**Présents : 65, Absents et représentés : 18, Absents : 15**

- Retour en salle de M. Azzi, Mme Guerra, Mme Impériale, M. Kabbaj, M. Roussel, M. Seasseau et M. Terrien
- Départ de Mme Impériale qui donne pouvoir à M. Le Corre
- Sortie de salle de Mme Rolland, Mme Bir, Mme Collineau, Mme Garnier, Mme Leray, M. Pras, M. Quero et M. Trichet
- Sortie de salle de Mme Coppey qui annule le pouvoir donné par Mme Bassani
- Sortie de salle de Mme Oppelt qui annule le pouvoir donné par Mme El Hairy
- Sortie de salle de Mme Van Goethem qui annule le pouvoir donné par M. Thiriet

Points 23 à 25 (15h47 à 15h52)**Présents : 76, Absents et représentés : 21, Absent : 1**

- Retour en salle de Mme Rolland, Mme Bir, Mme Collineau, Mme Garnier, Mme Leray, M. Pras, M. Quero et M. Trichet,
- Retour en salle de Mme Coppey qui rétablit le pouvoir donné par Mme Bassani
- Retour en salle de Mme Oppelt qui rétablit le pouvoir donné par Mme El Hairy
- Retour en salle de Mme Van Goethem qui rétablit le pouvoir donné par M. Thiriet

Points 26 à 28 (15h53 à 16h04)**Présents : 75, Absents et représentés : 22, Absent : 1**

- départ de Mme Guillon qui donne pouvoir à M. Vouzellaud

Point 29 (16h05 à 16h06)**Présents : 65, Absents et représentés : 21, Absents : 12**

- sortie de salle de M. Azzi, Mme Beslier, Mme Guerra, M. Richard, M. Roussel, M. Seasseau, M. Trichet, M. Vey et Mme Oger
- sortie de salle de Mme Dubettier-Grenier qui annule le pouvoir donné par M. Bouvais

Point 30 (16h07 à 16h08)**Présents : 63, Absents et représentés : 19, Absents : 16**

- sortie de salle de Mme Vitoux qui annule le pouvoir donné par Mme Vialard
- sortie de salle Mme Coppey qui annule le pouvoir donné par Mme Bassani

Point 31 (16h08 à 16h09)**Présents : 61, Absents et représentés : 16, Absents : 21**

- retour en salle de M. Azzi, Mme Beslier, Mme Guerra, M. Richard, M. Roussel, M. Seasseau, M. Trichet, M. Vey et Mme Oger
- retour en salle de Mme Dubettier-Grenier qui rétablit le pouvoir donné par M. Bouvais
- retour en salle de Mme Vitoux qui rétablit le pouvoir donné par Mme Vialard
- retour en salle de Mme Coppey qui rétablit le pouvoir donné par Mme Bassani
- arrivée de Mme Ngendahayo, annule le pouvoir donné à Mme Delaby et récupère le pouvoir de Mme Sotter
- sortie de salle de M. Affilé, Mme Bertu, Mme Guerra, M. Jouin, Mme Langlois, Mme Leblanc, M. Quéneá, M. Roussel et M. Trichet
- sortie de salle de M. Vouzellaud qui annule le pouvoir donné par Mme Guillon
- sortie de salle de M. Martin qui annule le pouvoir donné par M. Le Teuff
- sortie de salle de M. Fournier qui annule le pouvoir donné par Mme Gouez
- sortie de salle de M. Bainvel qui annule le pouvoir donné par M. Arrouët
- sortie de salle de Mme Bonnet qui annule le pouvoir donné par M. Turquois
- sortie de salle de Mme Van Goethem qui annule le pouvoir donné par M. Thiriet

Point 32 (16h10 à 16h11)**Présents : 64 , Absents et représentés : 16, Absents : 18**

- retour en salle de M. Affilé, Mme Bertu, Mme Guerra, M. Jouin, Mme Langlois, Mme Leblanc, M. Quénéa
- retour en salle de M. Vouzellaud qui rétablit le pouvoir donné par Mme Guillon
- retour en salle de M. Martin qui rétablit le pouvoir donné par M. Le Teuff
- retour en salle de M. Bainvel qui rétablit le pouvoir donné par M. Arrouët
- retour en salle de Mme Bonnet qui rétablit le pouvoir donné par M. Turquois
- retour en salle de Mme Van Goethem qui rétablit le pouvoir donné par M. Thiriet
- sortie de salle de Mme Rolland, M. Bolo, M. Lemasson, M. Riom,
- sortie de salle de Mme Dubettier Grenier qui annule le pouvoir donné par M. Bouvais
- sortie de salle de Mme Oppelt qui annule le pouvoir donné par Mme El Hairy
- sortie de salle de M. Salecroix qui annule le pouvoir donné par Mme Benatre
- sortie de salle de M. Berthelot qui annule le pouvoir donné par M. Asseh
- sortie de salle de M. Pascouau qui annule le pouvoir donné par M. Boulé

Point 38 (16h12 à 16h16)**Présents : 76, Absents et représentés : 22, Absent : 0**

- retour en salle de Mme Rolland, M. Bolo, M. Lemasson, M. Riom, M. Roussel, M. Trichet
- retour en salle de Mme Dubettier Grenier qui annule le pouvoir donné par M. Bouvais
- retour en salle de M. Fournier qui rétablit le pouvoir donné par Mme Gouez
- retour en salle de Mme Oppelt qui rétablit le pouvoir donné par Mme El Hairy
- retour en salle de M. Salecroix qui rétablit le pouvoir donné par Mme Benatre
- retour en salle de M. Berthelot qui rétablit le pouvoir donné par M. Asseh
- retour en salle de M. Pascouau qui rétablit le pouvoir donné par M. Boulé

Point 33 (16h17 à 16h18)**Présents : 61, Absents et représentés : 18, Absents : 19**

- sortie de salle de Mme Bassal, Mme Beslier, Mme Guerra, Mme Langlois, Mme Leblanc, Mme Lefranc, M. Lemasson, M. Pras, M. Roussel, M. Seasseau et M. Terrien
- sortie de salle de Mme Oppelt qui annule le pouvoir donné par Mme El Hairy
- sortie de salle de M. Fournier qui annule le pouvoir donné par Mme Gouez
- sortie de salle de M. Gracia qui annule le pouvoir donné par Mme Bonamy
- sortie de salle de Mme Rodriguez qui annule le pouvoir donné par Mme Figuls

Points 34 et 35 (16h18 à 16h21)**Présents : 76, Absents et représentés : 22, Absent : 0**

- retour en salle de Mme Bassal, Mme Beslier, Mme Guerra, Mme Langlois, Mme Leblanc, Mme Lefranc, M. Lemasson, M. Pras, M. Roussel, M. Seasseau et M. Terrien
- retour en salle de Mme Oppelt qui rétablit le pouvoir donné par Mme El Hairy
- retour en salle de M. Fournier qui rétablit le pouvoir donné par Mme Gouez
- retour en salle de M. Gracia qui rétablit le pouvoir donné par Mme Bonamy
- retour en salle de Mme Rodriguez qui rétablit le pouvoir donné par Mme Figuls

Points 36, 37 et 39 à 41 (16h22 à 16h41)**Présents : 74 , Absents et représentés : 23, Absent : 1**

- départ de Mme Gessant
- départ de M. Seasseau qui donne pouvoir à Mme Blin

Point 42 (16h42 à 16h44)**Présents : 67, Absents et représentés : 20, Absents : 11**

- sortie de salle de M. Affilé, M. Bolo, M. Garreau et Mme Lefranc
- sortie de salle de Mme Scuotto-Calvez qui annule le pouvoir donné par M. Dantec
- sortie de salle de Mme Bonnet qui annule le pouvoir donné par M. Turquois
- sortie de salle de M. Vouzellaud qui annule le pouvoir donné par Mme Guillon

Point 43 (16h45 à 16h49)**Présents : 64, Absents et représentés : 22, Absents : 12**

- retour en salle de M. Affilé, M. Garreau et Mme Lefranc
- retour en salle de Mme Scuotto-Calvez qui rétablit le pouvoir donné par M. Dantec
- retour en salle de Mme Bonnet qui rétablit le pouvoir donné par M. Turquois
- retour en salle de M. Vouzellaud qui rétablit le pouvoir donné par Mme Guillon
- départ de Mme Metayer donne pouvoir à M. Bureau
- sortie de salle de Mme Bertu, Mme Guerra, M. Amailland, Mme Bir, Mme Grelaud et M. Rebouh
- sortie de salle de M. Bainvel qui annule le pouvoir donné par M. Arrouët
- sortie de salle de Mme Dubettier-Grenier qui annule le pouvoir donné par M. Bouvais

Point 44 (16h50 à 16h51)**Présents : 66, Absents et représentés : 20, Absents : 12**

- retour en salle de Mme Bertu, Mme Guerra, M. Amailland, Mme Bir, Mme Grelaud, M. Rebouh
- retour en salle de M. Bainvel qui rétablit le pouvoir donné par M. Arrouët
- retour en salle de Mme Dubettier-Grenier qui rétablit le pouvoir donné par M. Bouvais
- sortie de salle de M. Brillaud de Laujardière et M. Talledec
- sortie de salle de Mme Blin qui annule le pouvoir donné par M. Seasseau
- sortie de salle de M. Martin qui annule le pouvoir donné par M. Le Teuff
- sortie de salle de Mme Ngendahayo qui annule le pouvoir donné par Mme Sotter

Points 45 à 48 (16h52 à 17h06)**Présents : 73, Absents et représentés : 24, Absent : 1**

- retour en salle de M. Brillaud de Laujardière et M. Talledec
- retour en salle de Mme Blin qui rétablit le pouvoir donné par M. Seasseau
- retour en salle de M. Martin qui rétablit le pouvoir donné par M. Le Teuff
- retour en salle de Mme Ngendahayo qui rétablit le pouvoir donné par Mme Sotter

Point 49 (17h07 à 17h09)**Présents : 71, Absents et représentés : 26, Absent : 1**

- départ de Mme Grelaud qui donne pouvoir à M. Lucas
- départ de M. Pineau qui donne pouvoir à M. Kabbaj

Point 50 (17h10 à 17h13)**Présents : 70, Absents et représentés : 26 , Absents : 2**

- sortie de salle de M. Riom

Point 51 (17h14 à 17h16)**Présents : 58, Absents et représentés : 20 , Absents : 20**

- sortie de salle de M. Pras, Mme Beslier, Mme Guerriau, M. Lemasson, M. Quénéa et M. Quéro
- sortie de salle de M. Boileau qui annule le pouvoir donné par M. Guitton
- sortie de salle de M. Bureau qui annule le pouvoir donné par Mme Metayer
- sortie de salle de Mme Coppey qui annule le pouvoir donné par Mme Bassani
- sortie de salle de M. Lucas qui annule le pouvoir donné par Mme Grelaud
- sortie de salle de Mme Scuotto-Calvez qui annule le pouvoir donné par M. Dantec
- sortie de salle de M. Vouzellaud qui annule le pouvoir donné par Mme Guillon

II - Ordre du jour

	Rapporteurs	Numéro De Page	
		Délibérations	Débats
Désignation du secrétaire de séance		-	125
Procès-verbal de la séance du 7 octobre 2022		-	125
1 Compte rendu des délégations	Mme ROLLAND	13	126
2 Transition écologique - Stratégie Territoire Zéro Pollution Plastique - Réduction à la source des plastiques à usage unique et lutte contre la pollution plastique - Plan d'action - Approbation	Mme COPPEY	13	126
3 Pacte de coopération et de solidarité métropolitaines – Conventions de services communs – Approbation	M. LEMASSON	15	129
4 Transition écologique - Mise en place d'un Service en Énergie Partagé pérenne pour les communes de moins de 15 000 habitants du territoire de Nantes Métropole - Approbation	M. RIOM	20	132
5 Débat d'orientations budgétaires 2023	M. BOLO	21	136
6 Rapport sur la situation en matière de développement durable 2021-2022	M. RIOM	22	144
7 Convention entre Nantes Métropole et le CLER – Réseau pour la transition énergétique pour le renouvellement du Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (SLIME) sur la période 2022-2025 - Approbation	Mme OGER	24	152
8 Transformation de la ligne 54 en Chronobus et amélioration de la performance et du maillage du réseau de bus – Programme et enveloppe financière prévisionnelle de l'opération - Approbation	M. AFFILÉ	25	153
9 Maîtrise d'œuvre d'infrastructures pour le réseau de transports collectifs – Lancement d'une procédure avec négociation pour la conclusion d'un accord-cadre	M. AFFILÉ	27	157
10 Exploitation des parcs publics de stationnement du Centre-Ouest de Nantes – Délégation de service public – Approbation du principe	M. AFFILÉ	28	127
11 Entrées d'agglomération – Déclaration d'intérêt métropolitain – Approbation	M. PRAS	29	158

12	Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) – Procédure de modification n°1 – Approbation	M. PRAS	33	163
13	Nantes – Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) - Extension de la piscine des Dervallières – Procédure de mise en compatibilité du PLUm suite à déclaration de projet de la commune - Approbation	M. PRAS	42	167
14	Vertou – Création d'un groupe scolaire sur le secteur des Échalonnères – Mise en compatibilité du PLUm suite à déclaration de projet de la commune - Approbation	M. PRAS	43	168
15	Saint-Sébastien sur Loire – Secteur de Frêne rond – Saint-Seb boulevard – Prise en considération du projet d'aménagement	M. PRAS	45	170
16	Nantes - Bas Chantenay – Instauration du Droit de Prémption Urbain renforcé (DPUr)	Mme BESLIER	46	170
17	Nantes – ZAC Nantes Nord – Projet de programme des équipements publics - Dossier de réalisation – Approbation	M. QUÉNÉA	47	171
18	Nantes/Saint-Herblain – Projet du Grand Bellevue – Réhabilitation de l'immeuble sis 2, rue Alfred Rébelliau – Signature du marché de travaux	M. QUÉNÉA	49	172
19	Transition écologique – Construction de la déchèterie de Couëron – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle	Mme COPPEY	51	173
20	CENTRALE NANTES – Convention de partenariat pour le développement du projet ARTIST au sein du Laboratoire des Sciences Numérique de Nantes (LS2N) – Subvention – Approbation	M. TRICHET	53	175
21	Délégation de service public pour la gestion du site du Château des Ducs de Bretagne, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des cryptes de la Cathédrale – Avenant n°1 – Approbation	M. AFFILÉ	54	177
22	Délégation de service public pour le développement, l'animation et la promotion des industries culturelles et créatives (ICC) sur le territoire métropolitain ; l'exploitation, la gestion et l'animation des halles 1&2, bâtiment totem des ICC sur le Quartier de la Création – Avenant n°2 - Approbation	M. ROUSSEL	55	177
23	Équipements culturels métropolitains – Dispositions financières	M. ROUSSEL	59	179

24	Gestion de l'équipement culturel Zénith Nantes Métropole – Délégation de service public – Approbation de l'avenant n°2 au contrat de concession de service public – Approbation de la grille tarifaire 2023	M. ROUSSEL	60	179
25	Cité des Congrès – Parc des Expositions – Machines de l'Île – Politique touristique – Tarifs 2023	M. ROUSSEL	61	179
26	Personnel métropolitain - Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation	Mme BASSAL	65	180
27	Décision modificative n°4 – Budget annexe Transports Collectifs	M. BOLO	76	182
28	Contrat d'objectifs et de moyens entre Nantes Métropole et N7TV - 2023-2026 – Approbation	M. BOLO	77	182
29	Dispositions financières diverses	M. BOLO	79	182
30	Attribution de subventions (Cité des Congrès, N7TV, Les Ecosolies)	M. BOLO	82	183
31	Attribution de subventions (ATDEC, Nantes Université, Conseil Régional des Pays de la Loire)	M. BOLO	83	183
32	Attribution de subventions (IEA, NSD, Maison de l'Europe)	M. AFFILÉ	83	184
33	Attribution d'une subvention à l'Ecole Supérieure des Beaux Arts de Nantes Saint-Nazaire	M. BOLO	84	185
34	Attribution des autres subventions	M. BOLO	85	185
35	Services publics locaux déchets – Tarifs 2023	M. BOLO	86	186
36	Services publics de l'eau et de l'assainissement collectif et non collectif – Tarifs 2023	M. BOLO	87	186
37	Voirie - Prestations à l'utilisateur - Occupation du domaine public – Tarifs 2023	M. BOLO	94	187
38	Centre de traitement et de valorisation des déchets de la Prairie de Mauves – Convention de délégation de service public avec la société ALCEA – Avenant n°6 – Protocole de fin de contrat	Mme COPPEY	98	184
39	Exploitation du centre de traitement et de valorisation de la Prairie de Mauves - Concession de service public - Approbation du principe - Convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes - Partenariat entre collectivités à l'issue de la délégation de service public 2025-2045	Mme COPPEY	101	188

40	Nantes - Île de Nantes – Réalisation et prise en charge des réseaux de distribution électrique dans la ZAC Île de Nantes – Avenant n°1 à la convention cadre	M. RIOM	105	189
41	Nantes – Exploitation et extension du réseau de chaleur Bellevue – Chantenay – Délégation de service public – Choix du délégataire – Convention de délégation de service public – Approbation	M. RIOM	106	189
42	Délégation de Service Public du réseau de transports publics urbains de personnes de Nantes Métropole – Avenant n°6	M. ROUSSEL	108	191
43	Nantes – Aménagement du pôle d'échanges multimodal de la gare de Nantes – Avenants et conventions de financement - Aménagement des espaces publics et du pôle d'échanges multimodal Sud avec la Région et du Département	M. AFFILÉ	110	191
44	Nantes – Exploitation des parcs de stationnement du Cœur de Ville – Délégation de service public – Modification du compte d'exploitation prévisionnel - Avenant n° 4	M. AFFILÉ	112	192
45	Nantes – Exploitation des parcs de stationnement du secteur Centre Ouest – Délégation de service public – Modification du contrat – Modification du compte d'exploitation prévisionnel – Avenant n° 3	M. AFFILÉ	113	193
46	Nantes – Exploitation des parcs de stationnement du secteur Gare – Délégation de service public – Prolongation du contrat jusqu'en 2024 - Modification du compte d'exploitation prévisionnel - Avenant n° 3	M. AFFILÉ	114	193
47	Règlement intérieur du Conseil métropolitain – Modifications – Approbation	M. ROUSSEL	116	194
48	Bilan d'activité de la commission « éthique et transparence »	M. ROUSSEL	116	195
49	Délégation du Conseil métropolitain à la Présidente et aux Vice-Présidents – Ajustement de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de priorité	Mme BESLIER	118	196
50	Désignations diverses - Approbation	M. ROUSSEL	120	196
51	Opérations d'aménagement et d'habitat - Comptes-rendus annuels d'activités 2021 à la collectivité – Avenants aux concessions d'aménagement – Suppression de zones d'aménagement concerté - Rétablissement de la taxe d'aménagement – Fixation du taux de la part intercommunale – Approbation	M. BOLO	123	197

III Délibérations

Direction du Secrétariat Général
Pôle Assemblées Nantes Métropole

01 - Compte-rendu des délégations

Exposé

En vertu de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, la Présidente rend compte lors de chaque réunion du conseil métropolitain des délibérations du bureau.

Il est également rendu compte des décisions prises par Madame la Présidente ou son représentant, dans le cadre des délégations accordées par le conseil métropolitain à la suite de la délibération 2020-32 du 17 juillet 2020.

Le Conseil délibère et,

1. prend acte des décisions prises par délégation du Conseil métropolitain, listées en annexe.

Direction Générale Santé et Transition Écologique
Direction Animation et Transition Écologique

02 - Transition écologique - Stratégie Territoire Zéro Pollution Plastique - Réduction à la source des plastiques à usage unique et lutte contre la pollution plastique - Plan d'action - Approbation

Exposé

L'enjeu de la pollution plastique sur le territoire de la Métropole a donné lieu à une première délibération lors du Conseil métropolitain du 4 février 2022, actant le principe de l'engagement de la collectivité dans la lutte contre la pollution plastique à l'échelle du territoire.

Au terme de plusieurs mois de diagnostic, de réflexions et d'échanges, notamment avec les communes, et avec les partenaires, dont WWF France, il est proposé un premier plan d'action visant à ce que la Métropole devienne un « Territoire Zéro Pollution Plastique ». Ce plan d'action est présenté dans un tableau joint (annexe 1).

Éléments de diagnostic de la pollution plastique pour Nantes Métropole

La pollution plastique est un enjeu de préoccupation locale, en particulier au vu de la situation géographique de la Métropole, traversée par la Loire et ses affluents, qui sont des voies de transfert, de dégradation et d'accumulation privilégiées des déchets plastiques jetés ou abandonnés au sol ou directement dans l'eau.

Nantes Métropole participe au financement de la recherche scientifique sur ce sujet au travers du partenariat avec l'université Gustave Eiffel. Des études récentes témoignent de l'ampleur de cette pollution et esquissent les dynamiques de transfert des macro-déchets à l'œuvre sur le territoire.

Les microplastiques (plastiques de taille inférieure à 5 mm) constituent une pollution plus insidieuse car moins visible. Sur ce sujet, il n'existe actuellement pas de donnée locale sur la contamination de l'environnement ni sur l'impact sur la santé. Néanmoins, on sait que les déchets plastiques accumulés sur un territoire se dégradent et se fragmentent en particules de plus en plus petites sous l'effet du vieillissement et des contraintes mécaniques. Ces microplastiques contaminent alors tous les compartiments environnementaux : air, eau, sol, sédiments. L'ingestion des microplastiques par les organismes vivants les expose ainsi à des effets toxiques. Si le risque pour la santé humaine de l'absorption des microplastiques est encore à caractériser, certains dangers sont démontrés comme par exemple le rôle de perturbateur endocrinien de certains plastiques et de leurs additifs (phtalates, bisphénols, retardateurs de flammes perfluorés,...).

Une stratégie durable pour accompagner les changements

L'enjeu est donc aujourd'hui, au travers de la démarche « Territoire zéro pollution plastique », d'anticiper ces échéances, d'amplifier, de rassembler et d'articuler toutes les initiatives, dans une mobilisation durable, générale et visible en faveur de la réduction des pollutions plastiques.

La stratégie d'actions proposée consiste à :

- positionner la Métropole comme fédératrice des actions engagées par elle-même, les communes, et par d'autres acteurs sur le territoire ;
- renforcer l'exemplarité de la collectivité ;
- poursuivre les efforts de réduction à la source des déchets plastiques ;
- accompagner les initiatives et expérimentations d'alternatives au plastique à usage unique ;
- engager les citoyens et les acteurs dans leurs changements de pratiques ;
- soutenir la recherche, l'innovation et la diffusion des connaissances scientifiques.

Pour atteindre les objectifs et tendre vers un territoire sans pollution plastique, il est proposé d'engager un plan d'action pluriannuel, associant de nombreux acteurs dont les communes et ciblant différents publics.

5 axes, 14 objectifs et 40 actions pour un « Territoire Zéro Pollution Plastique » (tableau joint en annexe)

Axe 1 - Réduire la consommation de produits plastiques à usage unique (PPUU)

La majorité des déchets plastiques non captés, responsables de la pollution des sols, des cours d'eau et des océans, sont des produits à usage unique (emballages alimentaires, produits d'hygiène, mégots, etc.).

- Objectif 1 : Limiter la consommation de PPUU dans la commande publique ;
- Objectif 2 : Accompagner la restauration collective sans plastique ;
- Objectif 3 : Limiter la consommation et la distribution de PPUU ;
- Objectif 4 : Favoriser le réemploi et le développement de solutions alternatives au tout-jetable ;
- Objectif 5 : Favoriser la consommation de l'eau du robinet pour réduire la consommation de bouteilles plastiques.

Axe 2 - Améliorer la collecte et le recyclage des déchets plastiques

Les performances de collecte et de tri des déchets restent à améliorer sur le territoire de la Métropole ainsi que la lutte contre les dépôts sauvages pour réduire le risque de rejets plastiques hors des circuits de collecte ou dans les milieux naturels.

- Objectif 6 : Accompagner le geste de tri et lutter contre les dépôts sauvages.

Axe 3 - Préserver le milieu naturel et le cycle de l'eau de la pollution plastique

Les fuites de déchets plastiques dans les milieux naturels persistent. Le plastique, une fois dans la nature, se fragmente et se disperse, causant des dommages considérables aux écosystèmes du territoire et aux organismes vivants.

- Objectif 7 : Limiter le risque d'entrée des plastiques dans les réseaux d'eaux puis vers les milieux naturels ;
- Objectif 8 : Lutter contre l'abandon de mégots ;
- Objectif 9 : Renforcer les actions de propreté et soutenir les actions de nettoyage des milieux naturels ;
- Objectif 10 : Expérimenter des solutions de captage des plastiques diffus dans les milieux naturels.

Axe 4 - Accompagner et animer la transition vers le « zéro pollution plastique » (ZPP)

La pollution plastique étant un problème systémique, une action efficace et durable nécessite une implication de tous les acteurs de la chaîne de valeur des plastiques, selon leur juste responsabilité et les moyens dont ils disposent.

L'animation de la gouvernance interne et partenariale, la diffusion des retours d'expériences entre les acteurs du territoire et au-delà du territoire métropolitain, permettront d'apporter de la visibilité et une dynamique à la démarche.

- Objectif 11 : Engager et accompagner les citoyens vers la réduction à la source / Accompagner le changement des pratiques ;
- Objectif 12 : Développer des outils d'animation territoriale « Zéro pollution plastique » et mobiliser les services de la Collectivité, les communes et les parties prenantes externes.

Axe 5 - Développer la connaissance pour élaborer, piloter et évaluer la stratégie

La prise de conscience de la problématique de la pollution plastique est relativement récente et la recherche s'est emparée du sujet. Aujourd'hui, les découvertes se multiplient et permettent progressivement de mieux comprendre les dynamiques en cours.

- Objectif 13 : S'appuyer sur la recherche et l'innovation ;
- Objectif 14 : Définir et suivre des indicateurs d'évaluation de la stratégie « zéro pollution plastique ».

Il est proposé au Conseil métropolitain d'approuver le plan d'action « Territoire zéro pollution plastique », joint en annexe.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve le plan d'action « Territoire zéro pollution plastique », ci-annexé,

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale Territoires Proximité Déchets Sécurité
Mission Coordination Ressources

03 – Pacte de coopération et de solidarité métropolitaines – Conventions de services communs - Approbation

Exposé

Un premier schéma de coopération et de mutualisation de la Métropole nantaise et des 24 Communes a été approuvé lors du Conseil métropolitain du 15 décembre 2015.

Par délibération du 17 juillet 2020, le conseil métropolitain a engagé un travail sur l'élaboration d'un nouveau Pacte métropolitain 2021-2026 comportant la mise à l'agenda d'un schéma de coopération et de mutualisation renouvelé.

1 - Contexte et enjeux du Pacte de coopération et de solidarité métropolitaines

Le Pacte métropolitain 2021-2026 s'articule autour de 4 pactes :

- le **pacte de gouvernance** qui décrit les processus d'élaboration des décisions et les modalités d'une gouvernance collective et proche des territoires de Nantes Métropole (approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 9 avril 2021),
- le **pacte financier de solidarité** qui précise les relations financières entre l'EPCI et les communes et organise la solidarité et les principes de péréquation (approuvé par délibération du Conseil métropolitain des 9 et 10 décembre 2021),
- le **pacte de citoyenneté** qui pose les principes de dialogue citoyen, de gouvernance ouverte et l'évaluation participative à l'échelle métropolitaine (approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 12 février 2021) ;
- le **pacte de coopération et de solidarité** métropolitaines qui porte les ambitions en matière de mutualisation et de coopération intercommunale (**ci-joint**).

Ce nouveau schéma de coopération et de solidarité métropolitaines constitue une nouvelle étape dans la mise en œuvre d'une Métropole plus proche des habitants prenant en compte le service public à l'échelle des bassins de vie. Dans un contexte économique contraint, le schéma de coopération et de solidarité poursuit également l'objectif de renforcer la transversalité et l'efficacité pour un service à l'utilisateur toujours amélioré.

Dans ce cadre, le schéma de coopération et de solidarité métropolitaines conforte le schéma de mutualisation et de coopération actuel. Il vaut schéma de mutualisation des services, au sens de l'article L.5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

2 - Périmètre du Pacte de coopération et de solidarité métropolitaines

2.1 - L'approfondissement du schéma actuel autour de services communs confortés et complétés

La mise en œuvre progressive du schéma de coopération et de mutualisation de décembre 2015 a permis la constitution, au 1^{er} janvier 2018, de 4 services communs respectivement en charge :

- du **Système d'Information Géographique (SIG) métropolitain et du portail Géonantes**, qui concerne la mise en commun des outils SIG de Nantes Métropole avec les Communes et la constitution d'un patrimoine commun de données géographiques métropolitaines et communales ;
- de la **gestion documentaire et des archives**, qui vise à co-construire une gestion commune de l'information et à préserver le patrimoine documentaire du territoire métropolitain. L'objectif cible est la mise en place et la gestion d'une solution d'archivage électronique ;
- de l'**animation des Autorisations des Droits des Sols (ADS)** : dans un contexte de mise en œuvre du PLUm, ce service commun concerne l'animation d'un réseau d'instructeurs ADS des 24 communes ;
- et du **Centre de Supervision Urbaine (CSU)**.

Il a par ailleurs renforcé les coopérations entre communes dans 3 domaines : la lecture publique, les écoles de musique et les piscines.

D'autres formes de coopérations existent entre les communes et la Métropole. Elles sont des enjeux importants de la relation communes / Nantes Métropole.

En voici quelques exemples :

- des coopérations dans le domaine des ressources : Commande publique (inscription et suivi des clauses d'insertion dans les marchés publics, développement des groupements de commandes, ...) Finances (transmission annuelle d'une fiche DGF, rencontres des directeurs financiers), Juridique (réponse aux sollicitations des communes...), RH (veille juridique, rencontres annuelles...)
- des échanges de données géographiques,
- des mises à disposition d'applications informatiques via le réseau informatique métropolitain dont :
 - Droits de cités (gestion des autorisations du droit des sols et du foncier) avec participation financière
 - Outil de gestion des transports scolaires
 - Oasis (suivi de l'accueil et des interventions).

La coopération se développe également via de nombreux réseaux d'animation technique entre Nantes Métropole et les communes, contributeurs aux enjeux forts de transition écologique, de ressources, de cohésion sociale. On citera à titre d'exemple le réseau énergie, transition écologique, gaspillage alimentaire, gestion des risques, référent numérique, ressources humaines, finances, démocratie locale, égalité femmes/hommes, accessibilité universelle.

A noter également l'existence de 2 autres services communs constitués en dehors du schéma de mutualisation :

- un service commun dans le domaine des énergies dans cadre du partenariat avec l'ADEME (un conseiller en énergie partagé à destination des communes de moins de 10 000 habitants) ;
- le service commun d'instruction des ADS du pôle Sud Ouest qui concerne 8 communes de moins de 10 000 habitants suite à l'arrêt de cette prestation par les services de l'État.

Le Pacte doit proposer de nouvelles thématiques qui structurent l'offre et le soutien aux communes, notamment aux plus petites.

Le pilotage global de la démarche a été confié à Monsieur Jean-Claude Lemasson, vice-président de Nantes Métropole en charge de la proximité, des contrats de développement et des coopérations intercommunales et à Monsieur Laurent Turquois, Maire de Saint-Sébastien-sur-Loire.

Dès mai 2021, un premier groupe de travail réunissant des Directeurs généraux des services (DGS) volontaires a permis de retenir plusieurs thématiques jugées prioritaires, notamment autour des services à la population (instruction des ADS, relation usagers, culture...), des services supports et ressources (gestion des risques...).

Sur chacune des thématiques, des groupes de travail ont ensuite été initiés afin de :

- réaliser un état des lieux ;
- définir le périmètre et les prestations concernés, identifier les pistes d'amélioration ou d'optimisation ;
- analyser la faisabilité organisationnelle, technique, juridique, numérique et financière ;
- proposer la ou les formes de mise en œuvre.

A l'issue de groupes de travail thématiques composés de DGS des Communes et de référents thématiques, il est proposé d'élargir les services communs en vigueur par l'adhésion de nouvelles communes ou le renforcement de l'offre, et de créer de nouveaux services communs.

Les évolutions proposées sont les suivantes :

Les ADS :

Le service commun actuel « **Animation du réseau des instructeurs des ADS** » est conforté par la mise en œuvre de la **dématérialisation de l'urbanisme**, pour répondre aux obligations réglementaires du 1^{er} janvier 2022 (dépôt dématérialisé et instruction informatisée) et accompagner les communes à la transformation numérique des métiers de l'instruction.

Le Numérique :

Le service commun « **SIG métropolitaine et portail Géonantes** » intègre désormais l'ensemble des communes et poursuit ses activités avec 2 niveaux d'appui.

La Protection des populations :

Le service commun « **Gestion du Centre de Supervision Urbain métropolitain (CSU)** » est conforté par l'intégration de deux nouvelles communes et le renforcement de ses capacités opérationnelles.

Le service commun en charge du « **Centre de Réception des Appels Institutionnels et Organisation Logistique (CRAIOL)** » est créé.

La Culture :

Le service commun « **Archives et gestion documentaire** » est conforté et amplifié, notamment avec la mise en œuvre du Système d'Archivage Électronique (SAE) afin de sécuriser la gestion et la conservation des archives papier déjà constituées et en cours de constitution, de sécuriser la production, la gestion et la pérennisation des documents et données numériques et de déployer le Socle d'Archivage métropolitain à l'échelle de la Métropole, d'en assurer la gestion, l'administration et l'évolution.

La coopération autour de la lecture publique se structure autour d'un nouveau service commun en charge de l'« **Animation du réseau de Lecture publique** ».

La Relation usagers :

Le réseau d'échange informel se structure autour d'un nouveau service commun en charge de l'« **Animation de la Relation à l'utilisateur** » afin de déployer, à l'échelle de la Métropole, des synergies entre communes sur les différentes dimensions de la relation usagers.

L'Appui aux petites communes

Le service commun en charge de l'«**Instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol**» du pôle Sud Ouest est conforté.

Le résultat de ces travaux a été présenté et débattu en Conférence des Maires en juin 2022.

Il vous est désormais proposé d'approuver les différentes conventions (cadre et particulières) qui décrivent et fixent les modalités de mise en œuvre de ces différents services communs, les moyens humains et matériels nécessaires à l'activité des services et traitent les aspects financiers de ces créations.

2.2 – La mise à l'étude de nouveaux domaines de mutualisation et de coopérations

De nouveaux domaines de coopération et de mutualisation sont mis à l'étude sur la base de propositions émanant de Nantes Métropole et des communes, parmi lesquelles figurent notamment :

- Les Ressources :
 - via une plateforme ingénierie et support (RH, Juridique, Commande publique,...)
 - l'aide à la recherche de financements auprès des différents organismes institutionnels (Département, Région, État, Europe)
- La lutte contre l'insalubrité, l'habitat indigne et les atteintes à l'environnement
- La Culture (la culture scientifique technique et industrielle, le Patrimoine, les lieux de création, l'enseignement ...)
- La cohésion sociale, solidarité, résorption des bidonvilles.

A l'instar de la première phase, la démarche envisagée consiste pour chaque thématique retenue à :

- Réaliser un état des lieux,
- Définir le périmètre et les prestations concernés, identifier les pistes d'amélioration ou d'optimisation, vérifier la plus-value pour les usagers et les communes,
- Analyser la faisabilité organisationnelle, technique, juridique, numérique et financière,
- Proposer la ou les formes de mise en œuvre.

Pour mener à bien cette nouvelle étape, le comité de pilotage politique (binôme JC Lemasson et L. Turquois) est reconduit et renforcé par la présence des Maires de Brains, Bouaye, La Chapelle sur Erdre, La Montagne, Orvault, Saint-Herblain Sautron et Thouaré sur Loire.

Un groupe miroir des DGS de ces communes sera également mis en place ainsi que des groupes de travail des « techniciens » des communes et de la Métropole pour chacune des thématiques retenues.

A l'issue de ces groupes de travail thématiques, les travaux seront présentés et débattus en Conférence des Maires. Le projet arrêté sera alors soumis pour avis et approbation aux 24 conseils municipaux avant son adoption au Conseil métropolitain fin 2023 selon l'avancée des groupes de travail.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

- 1 – approuve le « Pacte de coopération et de solidarité métropolitaines », ci-joint,
- 2 – prend acte de la poursuite des travaux engagés concernant de nouvelles mutualisations,
- 3 - approuve la convention-cadre ci-jointe relative aux services communs entre Nantes Métropole et les 24 communes membres,
- 4 – approuve la convention particulière ci-jointe relative au service commun chargé du Système d'Information Géographique (SIG) métropolitain et du portail Géonantes à conclure entre Nantes Métropole et les 24 communes membres (CP1),
- 5 – approuve la convention particulière ci-jointe relative au service commun chargé de la Gestion documentaire et des archives à conclure entre Nantes Métropole et les 24 communes membres (CP2),
- 6 - approuve la convention particulière ci-jointe relative au service commun chargé de l'animation d'un réseau des instructeurs des Autorisations de Droits des Sols (ADS) et de la mise en œuvre de la dématérialisation de l'urbanisme à conclure entre Nantes Métropole et les 24 communes membres (CP3),
- 7 - approuve la convention particulière ci-jointe relative au service commun chargé de la gestion du Centre de Supervision Urbain (CSU) à conclure entre Nantes Métropole et les communes de Basse-Goulaine, La Chapelle sur Erdre, Nantes, Rezé, Saint-Herblain, Saint-Léger-Les-Vignes et Vertou (CP4),
- 8 - approuve la convention particulière ci-jointe relative au service commun chargé de l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol au Pôle Sud Ouest à conclure entre Nantes Métropole et les communes de Bouaye, Brains, Indre, La Montagne, Le Pellerin, Saint-Aignan de Grand-Lieu, Saint-Jean de Boiseau et Saint-Léger les Vignes (CP5), ainsi que les conventions particulières qui en découlent à conclure entre Nantes Métropole d'une part et chacune des 8 communes pré-citées d'autre part,
- 9 - approuve la convention particulière ci-jointe relative au service commun chargé du Centre de Réception des Appels Institutionnels et Organisation de la Logistique (CRAIOL) à conclure entre Nantes Métropole et les communes de Indre, Nantes, Orvault, Saint-Herblain et Vertou (CP6),
- 10 - approuve la convention particulière ci-jointe relative au service commun chargé de l'Animation de la démarche métropolitaine de la relation à l'utilisateur à conclure entre Nantes Métropole et les communes de Bouguenais, Couëron, Indre, La Chapelle-sur-Erdre, La Montagne, Nantes, Orvault, Saint-Aignan de Grand-Lieu, Saint-Herblain, Saint-Jean-de-Boiseau, Saint-Léger les Vignes, Sautron et Thouaré-sur-Loire (CP7),
- 11 - approuve la convention particulière ci-jointe relative au service commun chargé de l'Animation du réseau de Lecture publique à conclure entre Nantes Métropole et les communes de Bouaye, Bouguenais, Carquefou, Indre, La Chapelle-sur-Erdre, La Montagne, Les Sorinières, Nantes, Orvault, Rezé, Saint-Aignan de Grand-Lieu, Saint-Herblain et Saint-Jean-de-Boiseau (CP8),
- 12 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à signer les conventions.

04 - Transition écologique - Mise en place d'un Service en Energie Partagé pérenne pour les communes de moins de 15 000 habitants du territoire de Nantes Métropole - Approbation

Exposé

Conformément à la délibération du Conseil Métropolitain du 26 juin 2017 relative à la mise en place d'un Conseil en Energie Partagé (CEP) pour les communes de moins de 10 000 habitants sur le territoire de la Métropole, les 13 communes suivantes ont bénéficié et contribué à la mutualisation des postes et matériels dédiés à l'accompagnement de la gestion et maîtrise de l'énergie : Basse Goulaine, Bouaye, Brains, Indre, Le Pellerin, La Montagne, les Sorinières, Mauves sur Loire, Saint Aignan de Grand Lieu, Saint Jean de Boiseau, Saint Léger les Vignes, Sautron, Thouaré sur Loire.

Ces missions s'insèrent dans un contexte dense d'un point de vue énergétique, au regard notamment des nouvelles obligations réglementaires du décret Eco-Energie Tertiaire, ou encore les contextes énergétiques nationaux et mondiaux, en fortes tensions.

A compter de début 2023, le soutien financier de l'ADEME pour ce dispositif de CEP cesse. Pour autant, les communes concernées et Nantes Métropole souhaitent pérenniser cette forme d'appui aux communes de plus petite taille (moins de 15 000 habitants), en maintenant un service d'assistance et d'accompagnement de ces communes, sur la base des missions actuelles.

Ce nouveau service, nommé Service en Energie Partagé - SEP, consiste ainsi à partager les compétences de chargé.es de mission Energie entre plusieurs communes jusqu'à 15 000 habitants, afin de mettre en place et de pérenniser une gestion sobre de leurs bâtiments publics.

Pour aider les communes éligibles à répondre à ces enjeux, les missions générales du Service en Energie Partagé s'articulent autour de 3 volets :

- accompagnement à la maîtrise de l'énergie du patrimoine bâti communal ;
- accompagnement dans la mise en œuvre d'une politique énergétique maîtrisée ;
- animation et sensibilisation.

Le dispositif de Conseil en Energie Partagé a recueilli auprès des communes éligibles une adhésion majoritaire et la perspective de poursuivre ce dispositif bénéficie d'ores et déjà d'un large soutien des communes. Le principe de ce nouveau dispositif a été présenté aux élus des communes lors du Comité de pilotage du Conseil en Energie Partagé le 16 juin 2022. Le périmètre du futur service pourrait couvrir jusqu'à 71 309 habitants, avec 13 communes éligibles.

Le Service en Energie Partagée sera co-financé par les communes et la Métropole. Le dimensionnement du service, au regard de la population couverte, est de 1,5 équivalent temps plein réparti comme suit :

- 0,5 équivalent temps plein d'un Ingénieur pris en charge par Nantes Métropole ;
- 1 équivalent temps plein d'un Technicien pris en charge à 50% par les communes et à 50% par Nantes Métropole.

Le principe de co-financement est basé sur le financement d'un poste de technicien territorial à temps plein, soit 50 000 € (coût chargé) pour l'année 2023.

La quote-part annuelle de chaque commune est calculée sur la base de la dernière population municipale INSEE connue au moment de signature de la convention, et ce pour la durée de la convention proposée, à savoir 3 ans.

Cette participation financière annuelle pourra être ajustée notamment en fonction de l'adhésion de nouvelles communes de la métropole sur décision du comité de pilotage du service en énergie partagé.

Chaque convention signée entre Métropole et chaque commune adhérente aura une durée de 3 ans avec une date de démarrage au 1er janvier 2023 (voir convention type en annexe).

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve la convention ci-jointe relative à la mise en place d'un Service en Energie Partagé, avec les communes de Basse Goulaine, Bouaye, Brains, Indre, Le Pellerin, La Montagne, les Sorinières, Mauves sur Loire, Saint Aignan de Grand Lieu, Saint Jean de Boiseau, Saint Léger les Vignes, Sautron, Thouaré sur Loire,

2 - autorise Madame la Présidente ou le Vice-Président délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à signer les conventions.

Direction générale Ressources
Département Finances, Marchés et Performance
Direction des Finances

05 - Débat d'orientations budgétaires 2023

Exposé

Aux termes du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente de la métropole doit présenter au Conseil, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires.

Celui-ci doit préciser les engagements pluriannuels, notamment en matière de programmation d'investissement, et faire état de la structure et de la gestion de la dette. Il doit par ailleurs présenter des informations relatives à la structure des effectifs et aux dépenses de personnel.

Ce rapport donne lieu à un débat, conformément aux dispositions prévues par le règlement intérieur du Conseil Métropolitain ainsi qu'à une délibération spécifique.

Le rapport est désormais obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1. constate, par un vote de l'assemblée, la tenue du débat relatif aux orientations budgétaires pour 2023, avec pour appui le rapport joint à la présente,

2. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

06 - Rapport sur la situation en matière de développement durable 2021-2022

Exposé

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, les communes et établissements publics de coopération intercommunale de plus de 50 000 habitants doivent produire annuellement un rapport sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de leur collectivité, les politiques qu'elles mènent sur leur territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

L'engagement de la métropole nantaise en matière de développement durable s'est construit progressivement à travers différents mandats successifs, avec des objectifs locaux posés dans les politiques publiques et les documents réglementaires (Plan Climat Air Energie Territorial, Plan Local de l'Urbanisme Métropolitain, Plan des Déplacements Urbains, ...). La dynamique est notamment engagée depuis plusieurs années pour lutter contre le dérèglement climatique et pour amplifier la transition écologique, comme l'illustrent les rapports annuels de développement durable publiés successivement depuis 10 années.

Pour ce nouveau mandat 2020-2026, la transition écologique est plus que jamais au devant des préoccupations, au même titre que l'égalité pour tous et la justice sociale. C'est, d'une part, l'accélération continue sur des sujets tels que la mobilité sobre et propre, le climat, les énergies renouvelables, la rénovation énergétique, l'accès à l'énergie pour tous, l'économie circulaire ou encore l'éco-responsabilité de la Métropole. Ce sont, d'autre part, des défis grandissants à relever : adaptation aux changements climatiques, santé et environnement, reconquête de la biodiversité, alimentation saine et durable pour tous, mutations économiques responsables ou encore les impacts du numérique.

Le cadre stratégique pour la transition écologique nantaise est inspiré de la feuille de route nationale de l'agenda 2030, traduction française des 17 objectifs de développement durable de l'Organisation des Nations Unies. Il pose 5 thèmes de référence : la sobriété carbone et l'adaptation au changement climatique ; les modèles de production et de consommation économes en ressources naturelles et durables ; la reconquête de la biodiversité ; la santé et les environnements favorables à la santé ; l'agriculture et l'alimentation sûres, saines et durables. Ce référentiel et sa déclinaison doivent permettre de poser les cibles et objectifs de la transition écologique, de nourrir l'ensemble des politiques publiques dans leur contribution à la transition écologique et d'assurer le suivi évaluatif et le degré d'avancement de ces objectifs.

Le rapport développement durable se structure désormais autour de ce cadre en proposant chaque année : les faits marquants sur les 5 thématiques de référence, assortis d'un suivi d'une quinzaine d'indicateurs d'impacts ; la présentation d'initiatives prises dans chacune des communes de la métropole ; les pratiques d'éco-responsabilité internes aux collectivités.

En matière de sobriété carbone, Nantes Métropole a été retenue en 2022 par la Commission européenne parmi 100 villes pionnières dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « 100 villes intelligentes et climatiquement neutres ». Cette reconnaissance, grâce à un dossier de candidature préparé avec 24 partenaires locaux, devrait surtout permettre à terme d'obtenir de nouveaux moyens pour massifier les actions. En 2021 et en 2022, les actions opérationnelles telles que la rénovation énergétique, le développement des réseaux de chaleur, le contrat en énergie partagé avec les communes ou encore le service local d'intervention sur la maîtrise de l'énergie pour lutter contre la précarité énergétique se sont poursuivies. Dans le domaine de la mobilité, le conseil métropolitain a adopté en 2022 plusieurs mesures structurantes avec 2 nouvelles lignes de tramway, une nouvelle ligne de busway...

Sur le champs des modes de production et de consommation durables, la métropole porte l'objectif d'un territoire consommant 100 % d'énergies renouvelables et ayant atteint la neutralité carbone en 2050. Pour cela, en 2021, le plan « Soleil » se poursuit avec des actions déjà engagées depuis plusieurs années sur la filière solaire : nouveau cadastre solaire, accompagnement de 15 grandes installations privées de toitures utiles, mais aussi de projets de collectifs citoyens, etc. Dans le domaine de l'eau, la modernisation de l'usine de l'eau de la Roche, qui produit 85% de la consommation de la métropole, sera effective à l'horizon 2023. Concernant les déchets, un nouveau programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés a été adopté en décembre 2021, avec un axe autour de l'information et de la sensibilisation : animations défis citoyens et dans les écoles, semaine de réduction des déchets, compostage de proximité, ambassadeurs du tri dans les quartiers, éco-événements, lutte contre le gaspillage alimentaire, etc. Les actions d'incitation au tri des déchets alimentaires et de jardin sont renforcées pour préparer l'obligation réglementaire du tri des biodéchets fin 2023. Pour accélérer la transition des entreprises vers un modèle de développement plus sobre et inclusif, Nantes Métropole mobilise la politique publique de l'économie et de l'emploi responsables, renouvelée en 2021 avec plusieurs étapes de concertation. La responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) apparaît comme un levier de reprise et de croissance durable pour les entreprises.

Sur la reconquête de la biodiversité, l'année 2021 a permis de finaliser l'atlas de la biodiversité sur les 24 communes de la métropole avec un atlas cartographique pour 269 espèces remarquables et des fiches sur 20 espèces emblématiques. C'est aussi la mise en œuvre de la stratégie Éviter Réduire Compenser ou encore l'accompagnement d'une meilleure prise en compte des zones humides dans les projets métropolitains. L'actualité de l'année écoulée est marquée par la déclinaison du plan-guide « L'arbre et les forêts de demain », document fixant un cadre pour développer la place de l'arbre sur le territoire, à la fois sur les trois sites « expérimentaux » des forêts urbaines et sur d'autres secteurs de la métropole à horizons 2030-2050, ainsi que la poursuite de la gestion du plan forestier. Des actions de sensibilisation sur la biodiversité ont été conduites en direction d'un public multiple, notamment scolaire.

Dans le domaine de la santé et des environnements favorables à la santé, Nantes Métropole est associée et œuvre aux démarches globales permettant d'améliorer la qualité des milieux de vie, notamment en matière d'air et de risques émergents : le Plan Régional Santé Environnement « 3 », le Plan Local d'Action Santé Environnement sur le territoire métropolitain, le Plan de Protection de l'Atmosphère. En matière d'implantation des antennes de téléphonie mobile sur son territoire, la métropole met en œuvre, avec l'ensemble des acteurs concernés, la nouvelle charte de l'aménagement numérique, adoptée en février 2022. Cette charte constitue la première pierre d'une politique publique plus large visant à aller vers un numérique plus responsable. Pour développer les mobilités actives et favoriser des modes de déplacement favorables à la santé, Nantes Métropole a développé de nouveaux aménagements cyclables : axe magistral de 7,5 km entre Nantes et Couëron approuvé en mars 2022.

En matière d'alimentation et d'agriculture, au cours de l'année scolaire 2021/2022, Nantes Métropole a conduit avec ses partenaires l'actualisation des diagnostics des exploitations agricoles et des friches. Cette nouvelle photographie doit inciter la métropole, les communes et les partenaires agricoles à ajuster leurs stratégies et leurs actions opérationnelles, notamment en matière de stratégie foncière agricole. Dans le domaine de la production agricole, Nantes Métropole et ses partenaires ont accompagné, via à un appel à manifestation d'intérêt, 36 porteurs de projets, ce qui s'est concrétisé par une quinzaine d'installations. On retiendra aussi que les « ateliers du Projet Alimentaire Territorial » ont été lancés en 2021 pour partager entre élus et services métropolitains et communaux les dynamiques agricoles et alimentaires à l'œuvre sur le territoire.

Le Conseil délibère et,

- 1 - prend acte du rapport de Nantes Métropole sur la situation en matière de développement durable 2021-2022 joint à la présente délibération ;
- 2 - autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

07 - Convention entre Nantes Métropole et le CLER – Réseau pour la transition énergétique pour le renouvellement du Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME) sur la période 2022-2025 - Approbation

Exposé

Le Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Energie (SLIME) est un programme coordonné par l'association CLER - réseau pour la transition énergétique, et financé par le dispositif des certificats d'économie d'énergie (CEE) précarité. Il permet aux collectivités de bénéficier :

- d'un dispositif de visites eau/énergie au domicile des ménages les plus modestes,
- de cofinancements dans le cadre des certificats d'économie d'énergie « précarité énergétique ».

Les visites eau/énergie SLIME s'adressent aux ménages aux revenus très modestes selon le barème de l'ANAH (Agence nationale de l'habitat). L'objectif est d'aider ces ménages à mieux maîtriser leurs dépenses liées à l'eau et aux énergies, et à améliorer le confort dans leur logement. Les visites sont réalisées par des professionnels formés à l'accompagnement social et au diagnostic socio-technique du logement.

D'une durée moyenne d'1h30, les visites se déroulent en quatre étapes :

- Tout d'abord le professionnel et le ménage étudient les factures pour comprendre les consommations et les comparer à des moyennes nationales.
- Un tour du logement permet ensuite d'observer l'état du bâti et des équipements électroménagers.
- Puis les échanges sur les habitudes du foyer sont l'occasion d'apporter des conseils personnalisés et d'installer du petit équipement d'économie d'eau et d'énergie.
- Pour finir, le ménage est informé des aides éventuelles, par exemple le chèque énergie et les aides du FSL (Fonds de Solidarité pour le logement). Il peut également être orienté vers des structures ressources comme la Maison de l'Habitant et vers des dispositifs tels que Mon Projet Rénov.

Ces visites sont un outil d'accompagnement qualitatif vers la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie. Le SLIME s'appuie sur le pouvoir d'agir des ménages en apportant des conseils personnalisés et une relation de confiance.

Depuis 2019, année initiale de conventionnement avec le CLER, 907 ménages métropolitains ont été accompagnés dans le cadre des visites eau/énergie SLIME. Ce dispositif concourt à une dynamique territoriale contre la précarité énergétique puisque le programme s'adresse aux habitants des 24 communes de l'agglomération nantaise. Il s'inscrit dans la feuille de route de la transition énergétique métropolitaine.

Le renouvellement de la convention avec le CLER marque la volonté de la métropole nantaise d'agir contre la précarité énergétique dans un contexte d'augmentation importante des prix des énergies.

Les objectifs portés par la métropole dans le cadre de ce dispositif pour la période 2022-2025 sont :

- Réaliser 450 visites eau/énergie SLIME par an dans les communes de la métropole, au lieu de 302 visites par an en moyenne sur la période 2019-2021
- Développer l'animation territoriale sur la précarité énergétique autour de deux axes :
 - sensibiliser et outiller les professionnels de l'action sociale
 - développer un dispositif d'animation territoriale mobile sur l'énergie pour sensibiliser le public en situation de précarité et l'informer sur les dispositifs existants
- Évaluer le dispositif des visites eau/énergie SLIME
- Former les chargés de visite à la réalisation des diagnostics socio-techniques et à la médiation avec les bailleurs.

Dans le cadre de ce renouvellement, le CLER propose de prendre en charge les financements suivants

	2022	2023	2024	2025
Financement des visites (sur la base d'un forfait de 500€/visite et de 450 visites / an)	70 %	70 %	60 %	50 %
Financement de l'animation territoriale (max 25 000€)	70 %	70 %	60 %	50 %
Financement de l'évaluation	70 %	70 %	60 %	50 %
Financement des formations	75 %	75 %	75 %	75 %

Il est proposé d'approuver la nouvelle convention de partenariat entre Nantes Métropole et le CLER pour la poursuite du dispositif SLIME du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2025 selon les termes de la convention jointe en annexe de la présente délibération.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve la convention, ci-annexée, avec l'association CLER – Réseau pour la transition énergétique pour poursuivre la mise en œuvre du programme SLIME à compter du 1^{er} janvier 2022 pour une durée de quatre ans,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale déléguée à la fabrique de la ville écologique et solidaire
Département des mobilités
Direction des investissements et de la circulation

08 – Transformation de la ligne 54 en Chronobus et amélioration de la performance et du maillage du réseau de bus – Programme et enveloppe financière prévisionnelle de l'opération - Approbation

Exposé

Par délibération du 20 mars 2009, le conseil communautaire a décidé de l'évolution de l'offre de transport collectif pour les années suivantes, avec la création d'un réseau de lignes Chronobus structurantes en complément du réseau armature tramway – Busway. Les 7 premières lignes ont été mises en service en 2012 et 2013, avant une 2^e phase de ce projet qui a conduit à la réalisation, en 2018, de la ligne C9 sur les communes de Nantes, de Saint-Sébastien-sur-Loire et de Basse-Goulaine, de la ligne C20, première ligne Chronobus de rocade sur les communes de Nantes, Orvault et Saint-Herblain et du prolongement de la ligne C3 à Saint-Herblain.

Lors du conseil métropolitain de décembre 2021, a été adopté le schéma de développement des transports à l'horizon 2035 afin de renforcer la performance, le maillage et d'étendre le réseau de transports collectifs. C'est dans le cadre qu'il est aujourd'hui proposé :

- **de mettre en œuvre la transformation de la ligne de bus N°54 en ligne Chronobus**
La ligne 54 traverse les quartiers ouest de Nantes et relie Saint-Herblain, terminus Marcel Paul, au quartier Euronantes – Malakoff. Elle dessert de nombreux établissements scolaires et la gare SNCF Sud. Le passage en Chronobus nécessite la requalification de 3 secteurs ("Parnasse-Baraudière-Massacre", "Franchissement du Bd des Anglais" et "Secteur Monselet-Guist'hau") et la mise en accessibilité des arrêts de la ligne.

- **d'engager les réflexions visant, par des études d'aménagement et d'évolution des systèmes d'exploitation, à l'amélioration de la performance des lignes suivantes :**
 - La ligne 50, ligne de rocade reliant Basse-Indre à la Chapelle sur Erdre, via Saint-Herblain et Orvault : requalification de plusieurs tronçons du boulevard Marcel Paul à Saint-Herblain, et du côté du Pont de la Baronnière à Orvault ;
 - La ligne 69, ligne desservant Sautron et Orvault afin d'améliorer la desserte du lycée Rieffel ;
 - Les lignes 81 et 91, lignes desservant Saint-Herblain, Indre et Couëron depuis le quartier Bellevue : objectif d'amélioration du franchissement du périphérique au niveau de la porte de Saint-Herblain ;
 - La ligne 89 : objectif d'amélioration du franchissement de la Porte d'Orvault pour la desserte des quartiers Peccot, Bugallière et du centre-ville d'Orvault ;
 - La ligne C7 : prolongement de son terminus actuel situé à « Souillarderie » jusqu'au Boulevard de Doulon, en connexion notamment avec la ligne C3.
- **d'engager une évolution des systèmes d'exploitation du réseau pour améliorer la circulation des bus dans les secteurs complexes :** système de gestion des voies étroites dans les bus, vitesses commerciales limitées à la vitesse autorisée sur voirie, prise en compte des bus aux feux.

Ces études et aménagements intégreront notamment, à chaque fois, la prise en compte des modes actifs (vélos et piétons) pour accompagner le changement de comportement vers une utilisation raisonnée de la voiture particulière en contribuant à un apaisement des flux et des vitesses sur les axes empruntés. En outre, la mise en accessibilité des arrêts de bus, en œuvre depuis plusieurs années, sera poursuivie dans le cadre de cette opération.

L'enveloppe financière prévisionnelle de ce programme d'études et de travaux est de 2 500 000€ HT soit 3 000 000 € TTC. Il est précisé que l'enveloppe intègre la rémunération du mandataire. Le vote de ce programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle doit permettre d'engager :

- les études opérationnelles et la mise en œuvre de la transformation de la ligne 54 en Chronobus,
- les études de faisabilité sur les lignes de bus identifiées,
- les études de faisabilité et la mise en œuvre de l'évolution des systèmes d'exploitation.

Dans le cadre des délégations du conseil à la Présidente et compte tenu du volume des études et travaux à engager, Nantes Métropole confiera, pour la réalisation de ces études de faisabilité, de ces aménagements et de l'évolution des systèmes d'exploitation, un marché subséquent de mandat à la SEMITAN, conclu selon l'accord-cadre N° 2017-33780 (infrastructures TC) dont elle est attributaire.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP50 libellée Transports Collectifs opération 2022 n° 10267 libellée Lignes Chronobus 50/54/69 et opération 2022 n°10146 libellée voirie et aménagements bus et Chronobus.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le programme de transformation de la ligne 54 en Chronobus, d'amélioration de la performance du réseau de bus et de son système d'exploitation, et l'enveloppe financière prévisionnelle de 2 500 000 € HT soit 3 000 000 € TTC

2 – autorise le lancement par la SEMITAN, sous réserve de la conclusion du mandat ad hoc,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à solliciter des subventions pour ces opérations.

09 - Maîtrise d'œuvre d'infrastructures pour le réseau de transports collectifs – Lancement d'une procédure avec négociation pour la conclusion d'un accord-cadre

Exposé

Nantes Métropole a confié la maîtrise d'ouvrage de différentes opérations concernant le réseau de transport collectif à la SEMITAN au travers d'accords-cadres mono-attributaires de mandats d'acquisition de matériels roulants tramway et bus ou de développement des infrastructures des bâtiments et de sécurisation du réseau de transport collectif.

Dans ce cadre et pour optimiser les calendriers des opérations, il convient de disposer d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents et multi-mandats, pour des prestations de maîtrise d'œuvre relatives aux infrastructures du réseau de transport collectif. Il s'agit de prestations de maîtrise d'œuvre relatives au développement ou à la rénovation d'infrastructures de transport en commun, en site propre ou non (Tramway, Busway, Chronobus), de rénovation de voie ferrée, d'amélioration de la ligne aérienne de contact, de sécurisation de carrefours, ou de modification de signalisation ferroviaire tramway par exemple. Les prestations de maîtrise d'œuvre pourront également concerner le développement ou la rénovation des Centres Techniques d'Exploitation (CETEX).

Pour répondre aux enjeux soulevés, il est proposé de conclure un accord-cadre sans montant minimum et avec un maximum de 15 millions €HT, pour une durée de 6 ans.

Conformément aux dispositions des articles R2161-21 à R2161-23 du code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser la SEMITAN, en tant que mandataire de Nantes Métropole, à lancer une procédure avec négociation pour la conclusion de cet accord-cadre.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

- 1 - approuve le lancement par la SEMITAN, en tant que mandataire de Nantes Métropole, d'une procédure avec négociation pour l'attribution d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents relatifs à des prestations d'études et de maîtrise d'œuvre ;
- 2 - autorise Monsieur le Directeur Général de la SEMITAN à signer l'accord-cadre résultant de la consultation ;
- 3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

10 – Exploitation des parcs publics de stationnement du Centre-Ouest de Nantes – Délégation de service public – Approbation du principe

Exposé

L'offre de stationnement public sur l'agglomération nantaise se répartit comme suit :

- le stationnement sur voirie, géré par les communes dans le cadre des pouvoirs de police des maires,
- les parcs en enclos de centre ville et de l'île de Nantes exploités pour le compte de Nantes Métropole par Nantes Métropole Gestion Services (NMGS) dans le cadre de marchés publics,
- les parkings en ouvrage du centre de Nantes gérés par Nantes Métropole Gestion Services et Effia Stationnement pour le compte de Nantes Métropole dans le cadre de deux contrats de délégation de service public (DSP Coeur de Ville et DSP Centre Ouest) et d'une concession de service (Cathédrale),
- les parkings en ouvrage et les parcs en enclos de la gare de Nantes gérés par Effia Stationnement pour le compte de Nantes Métropole dans le cadre d'une délégation de service public,
- les parcs relais (P+R) exploités pour le compte de Nantes Métropole dans le cadre d'un marché public avec la SPL NMGS.

Dans ce cadre, l'exploitation des parcs de stationnement situés dans le centre ville de Nantes est actuellement répartie en deux contrats de DSP :

- La DSP Coeur de ville confiée à Nantes Métropole Gestion Services. Ce contrat, qui arrive à échéance le 31 décembre 2022, a été renouvelé par délibération du conseil métropolitain en date du 7 octobre 2022.

Pour rappel, ce périmètre comprend les parcs suivants :

- **Bretagne** (666 places), parc en ouvrage
- **Commerce** (428 places),
- **Decré Bouffay** (527 places),
- **Feydeau** (515 places),
- **Graslin** (506 places),
- **Talensac** (355 places),
- **Bellamy** (78 places)

- La DSP Centre Ouest, objet de la présente délibération, est actuellement confiée à la société EFFIA Stationnement pour l'exploitation des parcs suivants :

- **Médiathèque** (433 places), parc en ouvrage
- **Les Machines** (640 places), parc en ouvrage
- **Cité des Congrès** (439 places), parc en ouvrage
- **Aristide Briand** (307 places), parc en ouvrage
- **Descartes** (250 places), parc en ouvrage
- **Les Nefs** (500 places), parc en ouvrage.

Cette convention de DSP arrivant à échéance le 31 décembre 2023, Nantes Métropole souhaite engager une nouvelle procédure de délégation de service public pour l'exploitation des parkings « Centre-Ouest », ce mode de gestion permettant notamment d'optimiser les coûts de gestion tout en offrant aux usagers un service unifié sur chaque parking.

La future convention sera conclue pour une durée de 5 ans, du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028.

Les missions du futur délégataire, détaillées dans le rapport ci-annexé, seront notamment les suivantes :

- **L'exploitation et l'organisation des services** de stationnement auprès des abonnés, des usagers horaires en lien avec Nantes Métropole (services durant certaines manifestations festives ou autres, perception auprès des usagers d'une redevance sur la base d'une tarification annuelle votée par la collectivité, définition des quotas d'usagers en fonction des périmètres des secteurs résidents, etc.)

- **La commercialisation et la promotion de ces services** par la gestion des points de vente et d'information relatifs à l'offre et aux services de stationnement (réalisation et diffusion de supports d'information, en coordination avec la mise en place du coordinateur des services de mobilités pour une simplification du parcours usager engagée par Nantes Métropole et ses partenaires).

Dans ce cadre, et en application des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, et de la troisième partie du code de la commande publique, le conseil métropolitain doit se prononcer sur le principe de toute délégation de service public local, après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des services publics locaux prévue à l'article L. 1413-1 de ce même Code et au vu d'un rapport présentant les caractéristiques des prestations que doit assurer le délégataire.

Le rapport ci-annexé a donc été soumis pour avis à la commission consultative des services publics locaux lors de sa séance du 28 septembre 2022 qui a émis un avis favorable.

Par conséquent, il est proposé d'autoriser le lancement d'une nouvelle procédure de DSP visant à confier à un délégataire la gestion et l'exploitation des parcs publics de stationnement Médiathèque, Les Machines, Cité des congrès, Aristide Briand, Descartes et Les Nefs.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le principe d'une délégation de service public «Centre Ouest» pour l'exploitation des parcs de stationnement Médiathèque, Les Machines, Cité des congrès, Aristide Briand, Descartes et Les Nefs conformément aux caractéristiques fixées dans le rapport de présentation joint en annexe ;

2 – autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Aménagement Urbanisme Agglomération

11 - Entrées d'agglomération – Déclaration d'intérêt métropolitain – Approbation

Exposé

L'agglomération nantaise connaît une dynamique qui doit répondre aux grands enjeux de la transition écologique : ainsi la métropole sera plus sobre et moins consommatrice de ressources. La ville de demain se construira sur l'existant et notamment sur les sites à fort potentiel de renouvellement urbain.

Les entrées d'agglomération offrent cette opportunité de reconquête pour une ville plus qualitative et plus intense. Elles constituent aujourd'hui majoritairement des axes routiers historiques d'accès à Nantes depuis les grandes villes alentour, et se sont jusqu'à présent développées de façon peu structurée autour de grands tènements fonciers, accueillant des zones commerciales périphériques. Ces grands espaces monofonctionnels constituent des enjeux majeurs pour le développement de la métropole de demain, de véritables laboratoires pour la fabrique de la ville écologique et solidaire, tant pour le modèle urbain à construire que pour les processus opérationnels et de gouvernance à mettre en œuvre.

Un contexte favorable à la définition et à la conduite d'un projet global d'aménagement et de renouvellement urbain métropolitain émerge sur différentes entrées de l'agglomération nantaise depuis quelques années.

Tel que développé ci-après, compte tenu des objectifs poursuivis par ces projets, de leur nature transversale impliquant les politiques publiques métropolitaines, et de leur incidence spatiale et géographique sur l'ensemble du territoire métropolitain, il apparaît nécessaire qu'ils soient pilotés et mis en œuvre par la Métropole.

Or, ces projets de renouvellement urbain correspondent aux actions et opérations d'aménagement définies par l'article L.300-1 du code de l'urbanisme. Leur définition et leur réalisation ne relèvent de la compétence de Nantes Métropole que s'ils sont définis d'intérêt métropolitain.

L'objet de cette délibération est donc de déclarer l'intérêt métropolitain de ces projets de renouvellement urbain d'entrée d'agglomération.

Objectifs poursuivis

Les projets d'aménagement et de renouvellement urbains des entrées d'agglomération sont des projets d'échelle métropolitaine qui visent à transformer profondément ces axes historiques pour construire, avec les habitants, des morceaux de ville et de quartiers attractifs et durables.

Ils visent à trouver un équilibre entre :

- le rayonnement métropolitain (intensité/accroissement) et l'amélioration du cadre de vie,
- la création de nouveaux quartiers de vie mixtes et agréables à vivre (habitat/ activités économiques...), en cohérence avec les projets communaux.

Ainsi, les objectifs poursuivis par ces opérations pourraient se résumer à construire la ville renouvelée s'inscrivant dans nos politiques publiques et comprenant 4 grandes orientations : la ville active et attractive, la ville inclusive, la ville « renaturée », la ville apaisée.

Plus précisément, les projets identifiés auront pour objectifs de :

- penser le cadre d'un développement cohérent, global, et pour tous, accompagner et coordonner la mutation de ces entrées d'agglomération,
- opérer la mutation de ces secteurs pour en faire de véritables morceaux de ville intenses et mixtes,
- redynamiser, renouveler des polarités commerciales majeures en s'inscrivant dans des programmes mixtes (habitat – commerces- artisanat, tertiaire...),
- traduire l'ambition de la ville rapprochée, de la proximité, de la quotidienneté par l'affirmation des polarités comme lieux privilégiés de la mixité urbaine et commerciale, en intégrant les équipements et services publics nécessaires à la population résidente,
- permettre le « retour » de la nature en ville en linéarité et dans l'épaisseur pour répondre notamment aux enjeux de préservation de la biodiversité, de reconnexion des vallées, de limitation de l'imperméabilisation des sols et de lutte contre les îlots de chaleur urbains,
- gommer l'effet de rupture physique et de coupure urbaine induits par ces axes en créant et favorisant des perméabilités, en faisant dialoguer les deux rives et en travaillant dans la profondeur du tissu urbain.

Pour cela, Nantes Métropole en lien avec les communes, devra, sur ces entrées d'agglomération, s'efforcer de :

- intégrer la requalification des espaces publics,
- compléter une offre de mobilité renouvelée inscrite aux PLUm- PDU- SDIC pour accompagner la mutation vers la ville mixte : axe magistral vélo, transport structurant, mobilités douces...
- penser et construire l'offre des équipements publics à programmer, financer, phaser, concerter...
- définir une stratégie foncière adaptée, partagée et phasée,
- définir les outils opérationnels, fonciers, financiers et réglementaires nécessaires à la mise en œuvre du projet dans le phasage retenu,
- accompagner les opérateurs mobilisés, guider l'émergence de projets structurants sur certaines polarités, phaser et mettre en cohérence dans une logique d'urbanisme négocié,
- poursuivre, initier l'animation avec les acteurs du territoire (commerçants, associations, usagers, propriétaires...) et les citoyens.

Une démarche de dialogue citoyen pourra être l'opportunité d'enrichir la décision politique, de contribuer au projet et à la ville de demain par l'apport de l'expertise d'usage (mode de vie, de consommation). Ce dialogue pourra associer les citoyens, les acteurs du territoire (commerçants, associations, usagers, propriétaires ...), ainsi que de nouveaux acteurs potentiels. Chaque projet viendra transformer le quotidien et le futur cadre de vie des habitants et pourra être dialogué selon une intensité à préciser à partir de l'état d'avancement de chaque projet et en lien étroit avec les communes en référence au pacte de citoyenneté métropolitaine.

Un intérêt métropolitain

Pour atteindre les objectifs fixés, et garantir la cohérence de ces projets d'ampleur, il apparaît nécessaire que Nantes Métropole soit compétente pour les définir et les mettre en œuvre au regard des considérations suivantes :

- Une échelle géographique de projet majeure, souvent intercommunale :
 - harmonisation des positions communales pour créer un projet intercommunal, cohérent de part et d'autres de l'axe : travail de couture pour relier l'existant (équipements, polarités commerciales, ...), (re) créer de la ville mixte intense, vrais quartiers de ville et de proximité intégrés,
 - gouvernance technique et politique intégrant les enjeux du mandat et les marqueurs,
- Une multiplicité des acteurs à coordonner et associer (dont privés, citoyens et associatifs) :
 - mise en place d'un dialogue citoyen adapté (usagers, consommateurs, riverains) et élargi (alliance des territoires...), en s'autorisant l'expérimentation,
 - cadrage du dialogue et process à toutes les échelles et mise en cohérence des projets privés de tous ordres,
- Des projets multi-thématiques, assurant l'application des politiques publiques métropolitaines (PLUm, PLH, PDU, PCAET, développement économique, espaces publics ...) :
 - mise en cohérence des politiques publiques et de leurs interventions,
 - une seule et unique coordination tant urbaine, architecturale et paysagère que d'espace public pour mettre en dialogue les opérations immobilières et les aménagements d'espaces publics, (voiries, cycle de l'eau, réseaux divers, mobilités, foncier...),
- Un temps de l'aménagement urbain long, à maîtriser (plus de 30 ans) :
 - affirmation d'une stratégie territoriale et opérationnelle des projets d'aménagement et de renouvellement urbains des entrées d'agglomération pour une continuité de l'action publique dans le temps,
- Des interventions d'ampleur, notamment financièrement :
 - étude et mise en œuvre des leviers techniques (assistance à maîtrise d'ouvrage) et financiers de l'aménagement pour atteindre les objectifs fixés,
 - calage de répartitions justes et équilibrées des participations financières avec les acteurs privés mais aussi au sein de la collectivité.

Compte tenu de ces enjeux majeurs de politiques publiques métropolitaines, de la transversalité requise pour les études, la concertation et la mise en œuvre opérationnelle de ces projets d'envergure, un pilotage à l'échelon métropolitain semble pertinent, notamment pour assurer une cohérence globale et une coordination urbaine, architecturale, paysagère en lien étroit avec l'espace public.

Il est donc proposé que cette coordination soit assurée par Nantes Métropole, notamment par un recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage.

Les entrées d'agglomération concernées

14 grandes voiries d'accès à la centralité métropolitaine connectent le territoire : le boulevard de Vendée, la RN 249 (Poitiers), le boulevard des Pas enchantés, le boulevard de la Prairie de Mauves, la route de Sainte-Luce, le boulevard Becquerel, le quai Émile Cormerais, la route de Rennes, la route de Paris, la route de Vannes, la route de Clisson, la route de Pornic, la RN444 (Armor-C.Gautier) et la route de la Rochelle (Rezé/Sorinières).

Des plans guides ou études urbaines ont pu être menés sur certains secteurs. Des projets de mobilité et de requalification d'espaces publics ont pu être développés ou sont en cours sur certaines voies.

Ces 14 entrées d'agglomération présentent des caractéristiques différentes. Il convient de poursuivre plus activement les transformations de certains de ces axes pour assurer un développement urbain durable et acceptable pour les décennies à venir.

Au vu des moyens disponibles de la métropole et des dynamiques des projets en cours, il est proposé de concentrer cette démarche sur 7 entrées d'agglomération principales avec comme critères cumulatifs :

- entrée d'agglomération majeure, support de flux et d'enjeux de mobilités sensibles,
- potentiel d'évolution vers une mixité des fonctions,
- potentiel de mutabilité important : présence de sites mutables de grande échelle (centres commerciaux majeurs, sites industriels obsolètes, zones d'activités à renouveler...) pour en faire une ville mixte, de proximité et active,
- identification au PLUm (OAP, secteur de renouvellement urbain dans les corridors des axes de mobilités structurants, centralité de quartier émergente),
- dynamique d'acteurs privés prêts à s'engager dans des opérations de renouvellement urbain.

7 secteurs sont identifiés et proposés :

- la route de Vannes,
- la route de Rennes,
- la route de Paris,
- la route de Clisson,
- la route de Pornic,
- la route de la Rochelle (Rezé-Sorinières),
- et la RN444 (Armor-C.Gautier).

Ces 7 entrées d'agglomération, entrées de ville concernent 13 communes : Basse-Goulaine, Bouguenais, Carquefou, Les Sorinières, Mauves-sur-Loire, Nantes, Orvault, Rezé, Saint-Herblain, Saint-Sébastien-sur-Loire, Sainte-Luce-sur-Loire, Thouaré-sur-Loire, Vertou.

De manière plus élargie, les communes situées dans la continuité de ces axes prioritaires jusqu'à l'extrémité du territoire métropolitain (par exemple la commune de Sautron pour la route de Vannes) seront associées à la gouvernance mise en place.

Pour ces 7 secteurs, il est proposé de poursuivre les projets engagés ou de les organiser et renforcer l'aménagement et le renouvellement urbains de ces entrées d'agglomération de façon globale, séquencée et équilibrée. Il convient d'éviter notamment la poursuite des mutations non encadrées en intégrant l'ensemble des politiques publiques métropolitaines, notamment et particulièrement celles relatives à la transition écologique qui ont souvent fait défaut dans le développement accéléré de ces zones.

C'est pourquoi, observant que les mutations dans ces secteurs sont rapides et parfois difficilement réversibles, grévant l'avenir pour de nombreuses années, il s'agit de concrétiser l'ambition que la Métropole porte pour ces entrées d'agglomération, et d'en piloter la mise en œuvre.

Aussi, pour atteindre les objectifs poursuivis et traduire cette ambition, il convient, au regard de ce qui précède, de déclarer l'intérêt métropolitain de ces projets conformément à l'article L.5217-2a du code général des collectivités territoriales, afin que Nantes Métropole soit compétente pour les définir et en assurer la mise en œuvre opérationnelle.

Dans ce cadre, les communes concernées seront associées et collaboreront étroitement à la définition et à la conduite de ces opérations de renouvellement urbain, étant précisé que les communes demeureront, notamment, compétentes pour délivrer les autorisations du droit des sols.

Le Conseil métropolitain doit se prononcer à la majorité des deux tiers sur l'intérêt métropolitain de cette opération conformément à l'article L5217-2 précité.

**Le Conseil délibère et,
après vote électronique,
par 87 voix pour et 7 abstentions**

1 - déclare d'intérêt métropolitain les opérations d'aménagement et de renouvellement urbain des entrées d'agglomération suivantes dont la liste et les périmètres figurent en annexe :

- la route de Vannes,
- la route de Rennes,
- la route de Paris,
- la route de Clisson,
- la route de Pornic,
- la route de la Rochelle (Rezé-Sorinières),
- et la RN444 (Armor-C.Gautier).

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Abstentions : Mme GUERRA, M. BOUVAIS, M.BAINVEL, Mme GARNIER, M.THIRIET, M. ARROUET, Mme VAN GOETHEM

Direction générale déléguée de la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction stratégie et Territoires

12 – Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) - Procédure de modification n°1 - Approbation

Exposé

Le Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) est le document porteur de la stratégie d'aménagement de la métropole et définit sur le long terme le développement territorial. Cet outil, qui assure l'intégration des politiques publiques thématiques et territoriales, est le socle qui permet d'organiser une armature urbaine à l'échelle métropolitaine en définissant les espaces dédiés aux usages urbains, économiques, naturels et agricoles. Le PLUm soutient en outre l'évolution vers un modèle de développement urbain inclusif, sobre et résilient associant les citoyens et acteurs de la ville en délimitant notamment des secteurs de projets (au sein d'orientations d'aménagement et de programmation - OAP), en soutenant le renouvellement urbain par des droits à construire et des règles de construction modulés selon des ambiances urbaines différenciées et en protégeant la nature en ville (espaces boisés classés, espaces paysagers à protéger, etc). Dans ce cadre, le PLUm est un document nécessairement évolutif afin d'accompagner le développement et l'aménagement du territoire métropolitain.

Ainsi, par délibération n°2021-39 du 9 avril 2021, le conseil métropolitain a approuvé les objectifs poursuivis par la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) et les modalités de concertation préalable. Il s'est également prononcé sur l'utilité d'ouvrir à l'urbanisation deux zones 2AU, dites du Tour à Bouaye et Bois des Anses à Nantes. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°2021-117 du 8 octobre 2021.

Le projet de modification n°1 du PLUm s'articule autour de trois grandes catégories d'évolutions :

- les modifications proposées pour les pièces de portée métropolitaine, celles-ci ont vocation à s'appliquer sur l'ensemble des communes de la métropole (dont notamment le règlement écrit),
- l'ouverture à l'urbanisation de deux zones 2AU à Bouaye et à Nantes,
- les modifications proposées pour les pièces territoriales, de portée locale (notamment en matière d'orientations d'aménagement et de programmation, emplacements réservés, évolutions des règles graphiques...).

Le projet de modification n°1 du PLUm a fait l'objet des consultations prévues par le code de l'urbanisme aux articles L.153-40 (personnes publiques associées et communes membres), L.151-11 à L.151-13 (commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, dite CDPENAF), et L.104-3 (mission régionale d'autorité environnementale, dite MRAE). Il a ensuite été soumis à enquête publique.

1/ Les consultations des organismes et personnes publiques associées

Le projet de modification n°1 a été notifié aux personnes publiques associées ainsi qu'aux communes, à la MRAE et à la CDPENAF le 16 décembre 2021.

- Saisine de la MRAE

A la suite d'une demande de pièce complémentaire, la MRAE a accusé-réception du dossier le 20 janvier 2022, point de départ du délai d'instruction de trois mois. En conséquence, l'avis de la MRAE sur l'évaluation environnementale du projet de modification n°1 a été rendu le 20 avril 2022.

La MRAE souligne un réel effort d'organisation et de structuration des évolutions proposées, ainsi que le caractère proportionné des éléments d'analyse au regard de la nature du projet de modification n°1 et des nombreuses dispositions ponctuelles ou de portée limitée.

La MRAE relève notamment que :

- le projet de modification n°1 ne remet pas en cause la compatibilité du PLUm avec les documents de rang supérieur, la MRAE aurait toutefois souhaité que les objectifs et les règles générales du futur schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), qui sera approuvé par arrêté du préfet de région du 7 février 2022, soient « évoqués » ;
- le résumé non technique omet certains éléments prévus par la réglementation, néanmoins présents dans la notice explicative ;
- la présentation des incidences environnementales du projet de modification n°1 est accessible et proportionnée ;
- les deux ouvertures à l'urbanisation sont de taille modeste, la MRAE aurait néanmoins souhaité avoir un bilan des surfaces artificialisées et en cours d'artificialisation depuis l'approbation du PLUm ;
- la surface cumulée des trois secteurs de tailles et de capacité d'accueil limités (STECAL) créés n'est pas chiffrée ;
- le projet est favorable à la préservation de la biodiversité.

La MRAE recommande de :

- compléter la présentation de l'ouverture de la zone 2AU du Tour à Bouaye en précisant le devenir du site de l'actuel centre technique ;
- annexer à la notice explicative un extrait des sources permettant de justifier les nouvelles délimitations des espaces paysagers à protéger zones humides ;
- compléter les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) Pommereau et Forêt ouest à Saint-Aignan-de-Grand-Lieu pour intégrer des mesures d'évitement, de réduction, et le cas échéant, de compensation des nouvelles délimitations des zones humides identifiées ;
- compléter l'analyse des incidences Natura 2000 au-delà des deux secteurs ouverts à l'urbanisation et d'ajouter une conclusion argumentée quant à l'existence ou non d'effets significatifs sur l'état de conservation des espèces et des habitats.

Les éléments de réponse à l'avis de la MRAE et les suites qu'il est proposé de donner figurent dans le document joint en annexe 1.

- Saisine de la CDPENAF

La CDPENAF réunie le 9 mars 2022 a émis un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLUm.

- Consultation des personnes publiques associées et des communes

Les avis suivants ont été reçus par Nantes Métropole et joints au dossier d'enquête :

- le **pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire** (délibération du bureau syndical du 2 février 2022) émet un avis favorable sur le projet de modification n°1 du PLUm et demande que soient prises les dispositions nécessaires pour intégrer les évolutions qui seront apportées par la modification simplifiée n°1 du SCoT sur le volet littoral, en cours de procédure à la date de l'avis rendu par le pôle ;

- le **centre régional de la propriété forestière** (courrier du 28 janvier 2022) n'émet pas d'observation sur le projet de modification n°1 du PLUm ;

- la **chambre d'agriculture de Loire-Atlantique** (courrier du 25 avril 2022) émet un avis favorable assorti des observations suivantes : elle partage la rectification du zonage de secteur Ns (espaces naturels remarquables) vers Ad (espaces agricoles durables) sur le secteur de la Rivière à Carquefou ; elle se dit favorable à la rectification du zonage Us (grands équipements d'intérêt collectif et de services publics) vers Ad (espaces agricoles durables), ainsi que l'évolution de la localisation d'une zone humide sur le secteur des Masses sur la commune du Pellerin ; elle partage l'évolution de la localisation d'une zone humide sur le secteur des Higonières sur la commune de Saint-Jean-de-Boiseau ; elle demande une évolution du classement du siège d'exploitation du groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) de l'Orée du Bois à Orvault. Enfin, elle sollicite le retrait de la référence à l'intérêt paysager et environnemental inscrite dans l'article A.2 du règlement du PLUm ;

- le **Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire** (courrier du 11 mars 2022) fait part de plusieurs demandes d'adaptation du projet de modification n°1 du PLUm :

- ✓ concernant le secteur du quai du Marquis d'Aiguillon/Bas Chantenay : étendre le zonage de secteur UMa (secteurs de développement des centralités) à l'ensemble de la zone de projet, à savoir les parcelles HX 548 et HX 547 ; traduire la possibilité d'usage transitoire des espaces dans l'environnement du hangar 12 pouvant prendre la forme de structures légères et temporaires, faire évoluer la notion de gabarit afin d'ajuster la hauteur en fonction de la programmation et intégrer de l'emprise nautique au droit du quai Saint-Louis dans un secteur de projet ;

- ✓ concernant la zone industrialo-portuaire de Cheviré : exonérer la zone de Cheviré du barème de valeur des arbres, au même titre qu'une ZAC ;

- ✓ concernant la zone de Pirmil-les-Îles : rappelle la nécessité d'un dialogue collaboratif pour assurer la faisabilité de la ZAC

- ✓ concernant l'Île de Nantes : salue la prise en compte de ses demandes.

- l'institut national de l'origine et de la qualité (**INAO**) (courrier du 23 décembre 2021) ne formule pas de remarque sur le projet de modification n°1 du PLUm ;

- la commune de **Basse-Goulaine** (délibération du conseil municipal du 25 février 2022) s'interroge sur les nouveaux critères établis pour calculer la valeur des arbres et sollicite des moyens métropolitains pour sa mise en œuvre ;

- la commune de **Rezé** (courrier du 11 mars 2022) souhaite voir protéger l'ensemble des cœurs d'îlots verts et des éléments patrimoniaux et paysagers dont elle fournit une liste en annexe de son courrier ;

L'ensemble de ces avis a été joint au dossier d'enquête. Ces avis et observations ainsi que les suites qu'il est proposé de leur donner sont récapitulés dans le tableau de synthèse joint en annexe 2.

2/ L'enquête publique

Une enquête publique a été organisée du 20 mai au 20 juin 2022 inclus, conformément à l'arrêté de la Présidente en date du 26 avril 2022.

La publicité de l'enquête publique a été effectuée conformément aux dispositions de l'article L123-10 et R123-11 du code de l'environnement, à savoir :

- parution d'un avis d'information du public dans deux journaux (15 jours avant le début de l'enquête, soit le 5 mai 2022, puis rappelé dans les 8 premiers jours de l'enquête, soit le 24 mai 2022. Il est à noter qu'un rectificatif est également paru le 14 mai 2022 relatif au lieu d'enquête sur la commune de La-Chapelle-sur-Erdre) ;
- affichage de ce même avis au siège de Nantes Métropole et dans les mairies des communes membres de Nantes Métropole ;
- publication de cet avis pendant la même durée sur le site Internet de Nantes Métropole.

En complément de ces mesures réglementaires, l'information a été relayée dans les magazines municipaux et sur les réseaux sociaux. Des affichages complémentaires ont été réalisés, au format A3 et A5, et distribués en communes.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, l'ensemble du dossier d'enquête a été rendu consultable sur le site internet de Nantes Métropole ainsi que sur le registre dématérialisé mis en place pour cette enquête. Le public pouvait également consulter le dossier sur support papier dans les 25 lieux d'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pouvait formuler ses observations et propositions :

- ✓ sur le registre dématérialisé, accessible 7 jours sur 7 et 24h sur 24, ainsi que sur les registres papier mis à disposition dans les lieux d'enquête, aux jours et heures d'ouverture de ceux-ci,
- ✓ par courrier électronique ou postal,
- ✓ lors des permanences de la commission d'enquête.

La commission d'enquête a tenu 27 permanences sur les 25 lieux d'enquête.

Au total, en termes de fréquentation :

- les permanences de la commission d'enquête ont permis de recevoir 185 personnes,
- les registres (papier et dématérialisé) ont recueilli 1131 contributions représentant 1848 observations,
- le site internet a enregistré plus de 25 000 visites.

L'ensemble des observations du public a fait l'objet d'un procès-verbal de synthèse, remis à Nantes Métropole le 24 juin 2022 par la commission d'enquête. Nantes Métropole a transmis ses observations en réponse le 11 juillet 2022.

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête ont été remis le 22 juillet 2022, formulant un avis favorable assorti de cinq recommandations et trois réserves.

Les recommandations de la commission d'enquête :

La commission d'enquête recommande :

① « *d'inclure dans la définition des OAP des simulations visuelles, au besoin alternatives, pour éviter de fixer sur un projet unique qui ne serait pas définitif, ainsi que des éléments généraux de programmation tels que la temporalité à court, moyen et long terme.* »

② concernant Pirmil-les-Îles, « *d'enrichir l'évaluation des impacts fournie à l'appui de la présentation du projet et de préciser le moment venu d'éventuelles incidences (ou leur absence) :*

- *sur les approches aériennes aux abords de l'aéroport ;*
- *sur les flux d'air susceptibles d'être générés par une multiplication d'immeubles de grande hauteur (tourbillons ...) et de réduire le confort d'usage des espaces publics ou collectifs ;*
- *de la voie primaire déviée (rue du Dos d'Ane).* »

③ de mieux formaliser la procédure associant les acteurs incontournables que sont les communes, les aménageurs, les promoteurs :

« Le nombre d'observations formulées lors de l'enquête publique par près de la moitié des communes membres de la métropole ou des aménageurs publics voire des promoteurs interroge d'autant que leur réserver une suite immédiate pourrait contribuer à dénaturer l'intérêt d'une enquête publique ou à en réduire la portée faute d'avoir présenté ces demandes ou propositions au dossier d'enquête.

Pour ces raisons la commission recommande de mieux formaliser à la fois la procédure associant ces acteurs incontournables et les propositions émanant de ceux-ci.

Au cas particulier concernant les propositions faites par ces acteurs à l'occasion du présent projet de

modification, la commission considère opportun de les analyser et au besoin de les intégrer, à l'occasion d'une prochaine procédure de modification ou de révision »

④ d'organiser un échange constant entre tous les acteurs concernant les quartiers ou secteurs de mixité fonctionnelle :

« Les difficultés de cohabitation sur des parties du territoire accueillant une mixité de fonctions urbaines (résidentielles , activités économiques , animations ...) sont souvent source de conflits, faute d'échanges ou de médiations.

Pour limiter ce risque la commission recommande d'organiser un échange constant entre les acteurs concernés (habitants, entreprises, services publics ...) ou leurs représentants et, dans cette perspective de créer sur chaque territoire concerné des comités de suivi et d'évaluation.

Ceux-ci, copiés sur les comités de zones d'activités ou constituant un « démembrement de comités de quartier » pourraient constater les évolutions programmatiques, en mesurer les impacts, proposer les conditions de cohabitation, assurer les médiations utiles ... »

⑤ de prendre les mesures adéquates afin de préserver l'intimité des personnes et des biens existants à l'occasion des nouveaux projets entraînant des augmentations de hauteurs :

« Au cours de cette enquête, le public s'est souvent opposé, concernant les nouveaux projets, aux augmentations de hauteurs autorisées par de nouvelles dispositions. C'est le cas, notamment, des habitants du Grand Clos, de l'avenue de Tolède, du Pré Gauchet... arguant du fait qu'ils n'acceptaient pas les vues plongeantes sur leurs jardins et propriétés jusqu'alors préservés.

La commission d'enquête, devant une telle insistance, recommande à Nantes Métropole de prendre à chaque fois les mesures adéquates afin que l'intimité des personnes et des biens existants soit respectée au maximum par toutes mesures utiles à mettre en œuvre. »

Les réserves de la commission d'enquête :

Sur la commune de Saint Sébastien sur Loire

1. Compte tenu de la centralité du site et de l'environnement urbain existant, la commission d'enquête demande de maintenir les hauteurs initiales du PLUm soit R+2+C sur les parcelles cadastrées section CB n° 75, 76, 196, 197, 216, 123, 124, 125 ;

2. Concernant le bassin de rétention des eaux pluviales, dont l'emplacement réservé 4/54 suffit à préserver sa mise en oeuvre, la commission d'enquête demande de maintenir le zonage actuel en UMd1 des parcelles sises dans le secteur Lorient Fauvettes cadastrées AC 233 et 241 ;

3. Sur la commune de Bouguenais

Compte tenu de la proximité immédiate des services, des commerces et des transports collectifs, la commission demande de maintenir les hauteurs initiales du PLUm soit R+2+C sur les secteurs suivants du « bourg » qui offrent un potentiel de renouvellement urbain :

Ø Secteur des lotissements Bellevue 1 et 2 ;

Ø Secteur Ouest rue de Bellevue ;

Ø Secteur Est allée des Rouillères ;

Ø Secteur Nord de la rue du Cimetière.

3/ Évolutions apportées au projet afin de tenir compte de la consultation des personnes publiques associées et des résultats de l'enquête publique

Conformément à l'article L.153-43 du code de l'urbanisme, à l'issue de l'enquête publique, le projet peut être modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête, sans porter atteinte à l'économie générale du projet.

En premier lieu, les **recommandations de la commission d'enquête** appellent les éléments de réponse suivants :

- concernant la recommandation d'inclure dans la définition **des orientations d'aménagement et de programmation (OAP)** des simulations visuelles ainsi que des éléments généraux de programmation :

Les orientations d'aménagement et de programmation guident de manière qualitative et programmatique l'évolution de secteurs. Elles garantissent à terme une organisation cohérente de ces futurs espaces de vie. Ces OAP définissent avant tout une capacité à faire et non un projet précis. Aussi, les simulations visuelles ne paraissent pas adaptées à la finalité des OAP. L'outil OAP a pour vocation d'encadrer le développement des différents secteurs, dans lequel le porteur de projet s'inscrit. Les formes urbaines produites peuvent ainsi être variées.

Le PLUm est par nature un document de planification et non un document de programmation. Étant élaboré au regard des enjeux d'évolution du territoire à l'horizon 2030, il n'est pas toujours possible, voire pertinent, d'indiquer une échéance précise de réalisation dans les OAP sectorielles.

En complément des règlements écrits et graphiques du PLUm, les OAP sectorielles définissent des principes d'aménagement répondant aux spécificités de chaque site. Leur finalité vise un aménagement de qualité du territoire dans le respect de la mise en œuvre des politiques publiques métropolitaines et communales. Elles donnent ainsi à Nantes Métropole et aux communes la possibilité d'assurer une forte cohérence des opérations sur leur territoire, en orientant les aménagements et constructions futurs, sans se substituer aux porteurs de projet, et sans nécessairement maîtriser le foncier. L'élaboration de la majorité des OAP s'est fondée sur une étude urbaine de cadrage et de programmation. Elles peuvent indiquer soit des phases (1, 2, 3...) qui proposent un ordre, une progression dans le déroulement du projet, soit la perspective d'une réalisation à court, moyen ou long terme.

Il est proposé au conseil de ne pas donner suite à cette recommandation.

- concernant la recommandation d'enrichir l'évaluation des impacts du projet **Pirmil-les-Îles**

L'OAP ne vient que compléter les dispositions réglementaires qui figuraient au PLUm et permettaient déjà en soi la mise en œuvre du projet urbain sans que l'impact environnemental de ces nouvelles dispositions ne soit d'une importance telle qu'il nécessite davantage d'investigations et/ou justifications.

Les incidences du projet ont été prises en compte dans le cadre de l'étude d'impact préalable à la création de la ZAC. En outre, la mesure des incidences, notamment sur les approches aériennes aux abords de l'aéroport ou sur les effets venturi des constructions, n'est pas du ressort du PLUm.

Il est proposé au conseil de ne pas donner suite à cette recommandation.

- concernant la recommandation de **formaliser l'association des aménageurs, des constructeurs et des communes**

Les communes ont été impliquées dès le lancement de la procédure de modification. De même, Nantes Métropole travaille de manière étroite avec les acteurs du territoire, dont les aménageurs. Ainsi, l'objectif est réaffirmé de faciliter la mise en œuvre des projets de territoire, dans le respect des orientations du PADD, et de l'économie générale du projet de modification n°1. Chacune de ces contributions a été analysée, sans distinction du contributeur, comme le prévoit le code de l'urbanisme. La suite donnée à chaque contribution est présentée dans le tableau de synthèse joint en annexe 2 à la présente délibération.

- concernant les **quartiers ou secteurs de mixité fonctionnelle** et la recommandation d'un échange constant entre les acteurs concernés

Nantes Métropole a adopté en décembre 2021 un pacte de citoyenneté métropolitain. Ce pacte réaffirme le principe de la fabrique de la ville dialoguée, en associant habitants et acteurs aux différentes étapes d'un projet urbain (programmation, conception, mise en œuvre etc.) en intégrant leurs expertises d'usages. Si Nantes Métropole œuvre pour un dialogue continu entre les professionnels et les usagers, l'opportunité d'engager un dialogue citoyen est posée pour chaque projet, en fonction des enjeux spécifiques au site.

De plus, l'un des objectifs du PADD est bien de promouvoir la ville mixte (logements, bureaux, équipements et services, artisanat et commerces de détail sous conditions). Cette mixité des fonctions consiste à privilégier l'implantation des activités économiques au sein du tissu urbain existant pour offrir un cadre de travail attractif pour un certain nombre d'activités économiques (proximité avec les commerces et services urbains, présence de transports en commun performants, etc.), mais également pour animer les quartiers grâce à l'activité induite par la présence d'emplois : commerces, restauration, équipements, hôtellerie, etc. Cette mixité recherchée encourage la consommation locale, les déplacements en modes actifs et favorisent la vie de quartier.

Les dispositions existantes en matière de ville dialoguée permettent d'ores et déjà de répondre à la recommandation de la commission d'enquête.

- concernant la **préservation de l'intimité urbaine**

Les règles relatives aux distances d'implantation fixées par le règlement du PLUm permettent une constructibilité mesurée et adaptée à chaque secteur tout en préservant l'intimité des jardins et fonds de parcelle. Il convient de rappeler que la ville doit se re-construire sur elle-même, pour préserver les richesses naturelles et agronomiques du territoire. Ainsi, des propriétés jusqu'alors préservées peuvent être impactées par des constructions de hauteur plus importante. Néanmoins, cette intensification urbaine est nécessaire. A ce titre, les densités les plus importantes sont attendues à l'intérieur du périphérique et sur ses franges ;

elles sont progressivement moins importantes dans le reste de l'espace métropolitain et des communes périurbaines.

Enfin, il est rappelé que les autorisations d'urbanisme sont délivrées sous réserve du respect du droit des tiers : l'autorité compétente pour délivrer les autorisations vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Toutefois, le projet doit également respecter d'autres réglementations, notamment les règles de droit privé, dont les règles définies par le code civil telles que les servitudes de vues par exemple.

Les dispositions actuelles du PLUm comportent des mesures jugées adéquates pour concilier les différents objectifs du PLUm à mettre en œuvre.

En deuxième lieu, les **réserves de la commission d'enquête** appellent les éléments de réponse suivants :

Il est proposé au conseil de donner une suite favorable aux réserves de la commission d'enquête concernant la commune de **Saint-Sébastien-sur-Loire**. Ainsi, il est proposé au conseil de :

- maintenir les hauteurs initiales du PLUm, soit R+2+C, sur les parcelles cadastrées section CB n° 75, 76, 196, 197, 216, 123, 124, 125 ;
- maintenir le zonage actuel, en Umd1, des parcelles sises dans le secteur Loriot Fauvettes cadastrées AC 233 et 241, concernant le bassin de rétention des eaux pluviales.

En revanche, il est proposé au conseil de ne pas donner suite à la demande de maintien des hauteurs initiales, soit R+2+C, sur les secteurs du « Bourg » concernant la commune de **Bouguenais** :

- Secteur des lotissements Bellevue 1 et 2 ;
- Secteur Ouest rue de Bellevue ;
- Secteur Est allée des Rouillères ;
- Secteur Nord de la rue du Cimetière

En effet, l'abaissement des hauteurs a été appliqué principalement à des « lotissements » au sens juridique du terme (Bellevue 1, Bellevue, 2, etc.), dont les cahiers des charges définissant la destination des biens en lots de « maisons individuelles » bloquent aujourd'hui leur évolution urbaine. Par conséquent, au regard de ces éléments, il est proposé de confirmer la diminution des hauteurs de R+2+c à R+1+c sur les secteurs précités.

En troisième lieu, s'agissant des **observations du public** :

Quelques sujets ont fait l'objet de remarques multiples bien que ne présentant pas ou peu de lien avec le dossier de modification n°1 :

- sur le territoire de Nantes : tel est le cas par exemple au sujet d'un composteur installé dans le secteur de la ZAC Mellinet ou de la crainte d'ouverture des impasses dans ce même quartier ; de contestations sur le projet de tour Saupin, ou de remarques plus générales sur le lien entre densification et difficultés de circulation.

- sur le territoire de Thouaré-sur-Loire : forte mobilisation pour la suppression de l'emplacement réservé pour mixité sociale (ERMS) n°65

- Sautron : questionnements et opposition au projet d'installation d'une déchetterie privée au sein de l'OAP Les Norgands.

D'autres sujets figurant dans le dossier de modification ont fait l'objet de remarques en nombre.

C'est le cas à Nantes concernant la modification du zonage et des hauteurs sur l'îlot 10 de la ZAC Pré Gauchet, rue du Cher ou la modification des hauteurs sur des parcelles à proximité du Grand Clos. Enfin, de nombreuses contributions concernent des craintes liées à la densification dans les secteurs Gaudinière Berlioz ou Beaujoire, Halvêque, Champ de Manœuvre.

L'augmentation des capacités de construction de l'îlot Loire à Sainte-Luce-sur-Loire, avec notamment la suppression de l'épannelage rue de la Loire, a fait l'objet d'une forte opposition.

A Saint-Sébastien-sur-Loire, les habitants de la rue des Loriots et de la rue de Fauvettes ont manifesté leur opposition concernant la réalisation d'un bassin d'orage sur l'emplacement réservé n°4-54.

Aux Sorinières, de nombreuses contributions concernent les accès routiers de l'OAP de La Désirée.

A Saint-Herblain, une association, relayée par de nombreuses contributions individuelles s'oppose aux modifications de hauteur du quartier Beauséjour et s'exprime en faveur du maintien du caractère pavillonnaire.

A Orvault, de nombreuses contributions marquent leur opposition à la constructibilité renforcée du centre-bourg.

Au global, moins de 20% des observations sont considérées comme hors sujet. Cela regroupe les observations considérées comme étant hors du champ d'application d'une procédure de modification (demande d'évolution de zonage agricole vers un zonage urbain par exemple), les observations considérées comme étant hors du champ d'application du PLUm (demande d'aménagement de voirie, de questionnements sur la manière d'intervenir sur des haies débordantes sur l'espace public, de demande de rendez-vous, ou de demandes de renseignements sur des projets portés par les communes) ou des observations sans objet dans la mesure où les objectifs attendus sont d'ores et déjà atteints ou les mesures souhaitées sont déjà intégrées). L'ensemble de ces observations est classé « sans suite » dans le tableau de synthèse joint en annexe 2.

Le tableau précité reprend l'ensemble des observations en indiquant la suite donnée et, de manière synthétique, les raisons qui ont fondé cette décision.

Dans l'ensemble, les **principales évolutions et ajustements** portent sur les éléments suivants :

- des compléments et/ou ajustements apportés au **règlement écrit** :

- Le projet de modification n°1 soumis à l'enquête publique prévoyait d'étendre l'application du barème de valeur des arbres aux 24 communes de la métropole et de remplacer ce barème par le barème nommé « Valeur Intégrale Évaluée » (VIE). Compte tenu des remarques issues de l'enquête publique et notamment des modalités d'application restant à approfondir, les dispositions relatives au changement de barème et à son extension sont retirées du projet de modification. L'article B.3.1.2 du règlement écrit relatif aux *Arbres et plantations* est inchangé. Ainsi, l'exigence de maintien ou de remplacement des plantations existantes demeure. Le barème existant au PLUm approuvé en 2019 reste applicable dans les conditions fixées par l'annexe 4-1-2-6 du règlement du PLUm.

- Afin de tenir compte de l'**avis du pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire**, demandant à ce que soit intégrées les évolutions apportées par la modification simplifiée n°1 du SCOT sur le volet littoral, le règlement écrit et le zonage sont modifiés. Ces évolutions concernent uniquement les communes de Bouaye et Saint-Aignan de Grand Lieu, seules concernées par l'application de la loi Littoral, en tant que riveraines du lac de Grand Lieu.

Ainsi, le sous secteur UMeL devient le sous-secteur UMeL1, sans changer de contenu. Il s'agit des hameaux, dont la constructibilité est fortement limitée par l'application de la loi Littoral. Seules les évolutions mesurées des constructions existantes sont permises. Il regroupe donc les hameaux de taille limitée, isolés, non considérés comme des Secteurs Déjà Urbanisés, ainsi que les anciens hameaux, rattrapés par l'urbanisation, mais situés dans les espaces urbanisés sensibles. Un « p » est indicé lorsque le caractère patrimonial est pris en compte.

Certains hameaux sont nouvellement classés en UMeL1/UMeL1p : Les Ecobuts, Nostrie, La Lézière, la Beauvaiserie, La Blanchardais.

De plus, un sous secteur UMeL2 est créé pour les hameaux de taille plus importante identifiés comme secteurs déjà urbanisés (SDU) par le SCOT, dans lequel les destinations autorisées sont uniquement le logement, l'hébergement, et les équipements publics. Les constructions existantes relevant des autres destinations ne peuvent évoluer que de manière très mesurée. Les autres règles du secteur UMeL s'y appliquent. Un « p » est indicé lorsque le caractère patrimonial est pris en compte.

Ont été identifiés comme SDU, les hameaux de La Barcalais, la Noue, la Maison Poitard, les Epinais, Douze Traits.

- des compléments et/ou ajustement apportés à la **notice explicative** :

La notice est complétée :

- afin de tenir compte de l'avis émis par la MRAe (notamment par les extraits des études qui permettent de justifier de l'amélioration de la connaissance des zones humides, la surface cumulée des trois STECAL nouvellement créés, les incidences sur les zones Natura 2000, le bilan des surfaces artificialisées) ;
- afin de tenir compte de l'avis du pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire, et prendre en compte l'évolution de la loi littoral (ces évolutions concernent uniquement les communes de Bouaye et Saint Aignan de Grand Lieu, en tant que riveraines du lac de Grand Lieu).
- afin d'intégrer les évolutions liées aux territoires, retranscrites en parallèle dans les autres pièces du PLUm.

- des compléments et/ou ajustement apportés **aux OAP** :

Les évolutions apportées aux OAP portent sur des ajustements de périmètres, évolutions de la programmation, évolutions des hauteurs, repositionnement des espaces végétalisés à conserver ou à créer, des cheminements ou des principes de liaisons et d'accès, des corrections de coquilles ou d'erreurs graphiques.

Ainsi des évolutions concernent notamment l'OAP Beaujoire 1, les OAP de secteur d'aménagement Mellinet et Sud Ouest pour le territoire de Nantes, l'OAP de la Sanglerie aux Sorinières, l'OAP Croix Jeanette à Bouguenais, l'OAP Basse-Ile à Rezé.

Une OAP est créée à Nantes pour répondre à la demande de plusieurs habitants du quartier de rendre la mutation d'un secteur pavillonnaire possible rue de la Maison Blanche. Il s'agit d'encadrer l'évolution de ce tissu urbain situé au cœur du quartier du Breil, afin de répondre aux besoins en matière de création de logements tout en fixant des objectifs de préservation des espaces végétalisés et du cadre de vie des habitants.

- des évolutions apportées au **règlement graphique** : il s'agit principalement des modifications de zonage et de hauteur, plus ponctuellement des évolutions d'emplacements réservés, ajouts de protections patrimoniales avec autorisation de changement de destination.

Ainsi, une évolution de zonage concerne le Bas-Chantenay, des hauteurs quartier du Breil à Nantes...

Les adaptations apportées au dossier et résultant de l'enquête publique sont présentées et synthétisées en annexe 2.

Par conséquent, conformément à l'article L.153-43 du code de l'urbanisme, il est proposé au conseil métropolitain d'approuver le dossier de modification n°1 du PLUm, modifié comme indiqué précédemment, et tel que présenté en annexe 2, afin de tenir compte des avis et des observations du public, du rapport et des conclusions de la commission d'enquête.

Le dossier de modification n°1 du PLUm (annexe 3) est consultable en version papier au service « Études et Planification » du département Urbanisme et Habitat.

Annexe 1 : Réponse de Nantes Métropole aux observations de la MRAe

Annexe 2 : Tableau de synthèse des avis et observations

**Le Conseil délibère et,
par 85 voix pour, 7 voix contre et 4 abstentions,**

1 - approuve la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme métropolitain, intégrant les évolutions susvisées permettant de tenir compte des résultats de l'enquête publique, du rapport et des conclusions de la commission d'enquête, telles que détaillées dans le document joint en annexe 2.

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Contre : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER

Abstentions : Mme EL HAIRY, M. BELHAMITI, Mme OPPELT, M. ANNÉREAU

Direction Générale Déléguée Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Stratégie et Territoires

13 - Nantes - Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) – Extension de la piscine des Dervallières - Procédure de mise en compatibilité du PLUm suite à déclaration de projet de la commune - Approbation

Exposé

Pour répondre aux besoins croissants des usagers, la Ville de Nantes a élaboré un plan global de développement des piscines. Celui-ci vise notamment à accroître l'offre globale sur le secteur ouest de la ville. La réhabilitation et l'extension de la piscine des Dervallières permettront d'en faire un levier stratégique pour accroître cette offre globale, répondre aux besoins d'apprentissage de la natation, notamment des scolaires, et améliorer le maillage des piscines au sein du territoire avec une offre de proximité améliorée et renforcée.

Afin de pouvoir débiter ce projet, la ville de Nantes a engagé une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) en application de l'article L.153-54 du code de l'urbanisme. En effet, ce projet étant situé en zone NI (*espaces naturels de loisirs*) au PLUm, il convient de faire évoluer le zonage vers un zonage plus adapté à la construction d'équipements publics situés en zone naturelle (Ncl4 - *équipements d'intérêt collectif et services publics*). De plus, pour permettre l'extension de la piscine sur ce secteur contraint par la proximité du cours d'eau de la Chézine d'un côté et par un talus arboré de l'autre côté, un espace boisé classé (EBC) d'une surface d'environ 120 m² doit être supprimé à proximité de l'entrée actuelle. D'autres éléments végétaux et arbres de qualité vont en revanche être classés en EBC, notamment sur le secteur du parking.

Conformément à l'article L.153-55 du code de l'urbanisme, la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUm a fait l'objet d'une enquête publique, organisée par le Préfet, portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du PLUm. L'enquête publique s'est déroulée du 22 juin 2022 au 22 juillet 2022.

À l'issue de l'enquête, le commissaire-enquêteur a adressé au Préfet son rapport et ses conclusions formulant un avis favorable assorti de trois recommandations. Il a ainsi proposé un ajustement de l'emprise du nouveau secteur de taille et capacité d'accueil limitée (STECAL) au plus près de la réalité de la future occupation du secteur, et que « les travaux nécessaires restent circonscrits à l'emprise concernée telle que retenue dans le dossier présenté ». De plus, il suggère une réflexion sur les accès et parkings afin de garantir la quiétude des riverains. Il rappelle enfin la nécessité de prendre en compte l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) s'agissant de l'examen au cas par cas du projet de construction.

En application de l'article L.153-58 du code de l'urbanisme, des adaptations mineures peuvent être apportées au dossier de mise en compatibilité pour tenir compte des observations du public et des remarques du commissaire-enquêteur, sans porter atteinte à l'économie générale du projet. Dans ce cadre, le périmètre du STECAL a été réajusté au plus près de l'emprise du projet. Cette modification constitue une adaptation mineure et ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet.

Ainsi, par délibération du 14 octobre 2022, le conseil municipal de la Ville de Nantes s'est prononcé, par déclaration de projet, sur l'intérêt général de ce projet d'extension de la piscine des Dervallières au motif qu'il vise à :

- conforter l'offre de natation extérieure et ludique de proximité pour l'ensemble des publics ;
- répondre aux objectifs d'apprentissage de la natation ;
- renforcer l'offre sportive de proximité pour les publics adulte et seniors ;
- améliorer l'offre pour la pratique sportive scolaire.

Sur la base de ces éléments, la Ville de Nantes a transmis à Nantes Métropole un dossier modifié en vue de l'approbation de la mise en compatibilité du PLUm.

Il est désormais proposé au conseil métropolitain d'approuver la mise en compatibilité du PLUm pour permettre la réalisation de ce projet en application de l'article L.153-58 4° du code de l'urbanisme.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme métropolitain suite à la déclaration de projet de la Ville de Nantes relative à l'extension de la piscine des Dervallières, conformément au dossier modifié afin de tenir compte de la recommandation du commissaire-enquêteur,

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale Déléguée Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Service Études et Planification

14 - Vertou – Création d'un groupe scolaire sur le secteur des Échalonnnières – Mise en compatibilité du PLUm suite à déclaration de projet de la commune - Approbation

Exposé

La Ville de Vertou a engagé en 2019 une étude prospective sur les capacités d'accueil des groupes scolaires de son territoire, afin d'anticiper les besoins liés aux évolutions démographiques de la commune. Au regard de l'arrivée soutenue et continue de nouvelles populations, l'étude a identifié la nécessité de créer un nouveau groupe scolaire afin de renforcer les capacités d'accueil mais également de rééquilibrer l'offre éducative sur le territoire communal.

Ainsi, la Ville a fait le choix d'implanter le nouveau groupe scolaire en continuité du collège Lucie Aubrac, dans le secteur des Échalonnnières. Outre la situation géographique qui permet une meilleure répartition des écoles sur le territoire communal, la localisation choisie permettra une mutualisation des espaces, notamment en termes de stationnements et d'équipements sportifs, et une desserte aisée du site directement depuis le boulevard Luc Dejoie.

La majeure partie du terrain d'assiette du projet est classée au Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) en zone US, laquelle est dédiée aux équipements d'intérêt collectif et de services publics et donc compatible avec le projet. En revanche, les accès à ce futur équipement, projetés au nord du terrain d'assiette du projet, se situent en zone Nn (espaces naturels) au sein du PLUm. Ce classement ne permettant pas en l'état la réalisation de l'intégralité du projet, il convient donc de faire évoluer le PLUm vers un classement US.

En conséquence, la Ville de Vertou, par délibération du Conseil municipal du 30 juin 2021, a décidé d'engager une procédure de déclaration de projet, prévue à l'article L.300-6 du code de l'urbanisme, afin de déclarer l'intérêt général du projet de création d'un groupe scolaire dans le secteur des Échalonnnières et de procéder aux adaptations du PLUm nécessaires à sa mise en œuvre.

Conformément à l'article L.153-54 du code de l'urbanisme, une enquête publique, portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du PLUm, a été organisée par le Préfet. L'enquête publique s'est déroulée du 07 septembre 2022 au 07 octobre 2022.

À l'issue de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur a émis un avis favorable.

Ainsi, par délibération du 17 novembre 2022, le conseil municipal s'est prononcé, par déclaration de projet, sur l'intérêt général de ce projet au motif qu'il vise à :

- Renforcer l'offre éducative pour les enfants vertaviens afin de répondre et anticiper les besoins liés à l'évolution de population (saturation de certains groupes scolaires, besoins nouveaux générés par la croissance démographique continue et significative de la commune) ;
- Rééquilibrer les effectifs sur le territoire, avec une nouvelle offre au cœur d'une zone urbaine en développement,
- Conforter l'attractivité du centre-bourg de Vertou à long terme,
- Renforcer les passerelles entre l'école et le collège, par une implantation à proximité immédiate du collège Lucie Aubrac.

A l'issue du conseil municipal, la ville de Vertou a transmis, à Nantes Métropole, le dossier en vue de l'approbation de la mise en compatibilité du PLUm.

Il est désormais proposé au conseil métropolitain d'approuver la mise en compatibilité du PLUm pour permettre la réalisation de ce projet en application de l'article L. 153-58 4° du code de l'urbanisme.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme métropolitain suite à la déclaration de projet de la ville de Vertou relative au projet de groupe scolaire dans le secteur des Échalonnnières, conformément au dossier de mise en compatibilité ci-annexé ;

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

15 – Saint-Sébastien sur Loire – Secteur de Frêne Rond – Saint-Seb boulevard – Prise en considération du projet d'aménagement

Exposé

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm), approuvé en 2019, affiche l'ambition d'une requalification des secteurs d'activités économiques, notamment et particulièrement ceux situés aux abords des axes structurants et d'entrées de ville, en y favorisant le renouvellement urbain, l'intensification des usages et la création de véritables quartiers de ville, mixtes et animés.

La Route de Clisson constitue une entrée métropolitaine majeure, principale porte d'entrée du sud-est de l'agglomération. Elle porte également un pôle d'emploi important, profitant notamment d'une très bonne accessibilité. Le long de cet axe, le secteur dénommé « Frêne Rond - Saint-Seb boulevard » bénéficie d'une réelle dynamique économique basée sur une vocation à dominante commerciale sur sa partie Nord-Ouest et à dominante productive et de loisirs sur sa partie Est. Cette vocation économique, réaffirmée dans le PLUm, mérite d'être pérennisée, confortée et développée.

Avec un découpage foncier réalisé au gré des opportunités, le développement initial du secteur a pu générer des incohérences, un défaut de lisibilité tant en termes de formes que de fonctions urbaines. De fait, ensembles commerciaux, industries, entreprises de loisirs et restaurants coexistent avec quelques habitations résiduelles dans un agencement complexe. Le secteur présente par ailleurs aujourd'hui une façade peu qualitative sur la route de Clisson.

Pour autant, et au regard notamment de ses conditions de desserte (proximité du boulevard périphérique et la route de Clisson au sud, halte ferroviaire de Frêne Rond,...), de la nature des installations présentes, et de la structure foncière héritée, le secteur présente un potentiel de renouvellement et d'intensification urbains que Nantes Métropole a souhaité révéler, préciser et coordonner en déclinaison de la stratégie foncière et immobilière métropolitaine.

Ainsi, Nantes Métropole a engagé, en lien avec la Ville de Saint-Sébastien-sur-Loire, une étude de requalification et de développement urbains sur le secteur identifié afin notamment de préciser et d'encadrer les projets futurs en accompagnement de la dynamique de requalification engagée, de définir les travaux d'aménagement nécessaires ainsi que les actions de clarification du fonctionnement urbain à envisager tout en prenant en compte la qualité de vie des nombreux usagers comme des habitants des quartiers résidentiels riverains, qui peuvent être exposés à un certain nombre de nuisances, notamment sonores.

Les principales orientations urbaines identifiées par l'étude sont les suivantes :

- créer les conditions, par l'équilibrage et l'intensification des fonctions urbaines, du développement d'un quartier de ville, mixte et animé constitutif d'une véritable centralité,
- permettre l'accueil d'activités tertiaires, en imbrication avec les fonctions économiques déjà présentes, pour densifier la clientèle des commerces et services du secteur et optimiser l'utilisation de la ressource foncière en place,
- mieux connecter le secteur à son environnement en améliorant les conditions de desserte notamment depuis la route de Clisson ; en donnant leur juste place aux modes actifs dans, vers et depuis les sites générateurs et en atténuant l'effet de coupure du périphérique,
- améliorer la qualité des espaces extérieurs en les connectant entre eux et en les rendant plus sûrs, confortables et durables, notamment par un effort de désimperméabilisation et de végétalisation en connexion avec le bois des Gripôts tout proche,
- intégrer dès le départ le potentiel de mutualisation du stationnement dans la démarche de renouvellement urbain,
- valoriser la façade urbaine sur la route de Clisson par un traitement paysager et architectural qualitatif.

Ces premières orientations urbaines permettent de définir les axes d'un projet d'aménagement conciliant un développement urbain cohérent avec les stratégies métropolitaines et en déclinaison des orientations du PLUm. Toutefois elles nécessitent encore des expertises complémentaires pour en préciser le contenu, en vue notamment de définir, au travers d'un plan-guide, un projet au mode opératoire et à la programmation adaptés.

L'objectif de la présente délibération est d'instituer un outil permettant de préserver, dès à présent, les conditions d'un développement organisé et qualitatif de ce secteur. Il est donc proposé, en accord avec la Ville de Saint-Sébastien-sur-Loire, d'adopter un périmètre de prise en considération du projet d'aménagement ci-dessus décliné, conformément aux dispositions de l'article L. 424-1 3° du code de l'urbanisme. Ce dispositif permet à l'autorité compétente d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation d'urbanisme, lorsque les travaux, constructions ou installations envisagés sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du projet d'aménagement du secteur.

Ce périmètre, qui s'inscrit – sur sa limite Sud – en complément du périmètre du même type déjà existant le long de la route de Clisson approuvé par délibération du 10 avril 2015 et qui couvre une partie du secteur de projet en question, est institué pour une durée de 10 ans.

Le sursis à statuer ne peut être prononcé que si la présente délibération de prise en considération est publiée avant le dépôt de la demande d'autorisation.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

- 1 - décide de prendre en considération le projet d'aménagement du secteur dénommé « Frêne Rond – Saint-Seb boulevard », sur la commune de Saint-Sébastien-sur-Loire,
- 2 - délimite, conformément au 3° de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme, le périmètre de prise en considération du projet d'aménagement tel qu'illustré en annexe de la présente délibération,
- 3 - précise que la présente délibération fera l'objet de mesures de publicité, conformément à l'article R.424-24 du code de l'urbanisme et figurera en annexe du Plan Local d'Urbanisme métropolitain en application de l'article R.151-52 13° du même code,
- 4 - autorise la Présidente ou le vice-président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale Déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Stratégie et Territoires

16 - Nantes – Bas-Chantenay - Instauration du Droit de Prémption Urbain renforcé (DPUr)

Exposé

Par délibération du 5 avril 2019, le Conseil métropolitain a instauré le Droit de Prémption Urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du territoire métropolitain telles que définies dans le Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) et instauré le Droit de Prémption Urbain Renforcé (DPUr) dans certains secteurs des villes de Nantes, Rezé et Bouguenais.

La création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Bas-Chantenay à Nantes a été approuvée par délibération du Conseil métropolitain en date du 28 juin 2019 et son aménagement confié à Nantes Métropole Aménagement. Les objectifs poursuivis par l'aménagement de ce secteur sont :

- développer l'activité économique existante en maintenant le nombre d'emplois sur le site et en cherchant à rendre compatibles ville et industrie ;
- réaliser environ 90 000 m² de surface de plancher de commerces / activités / tertiaire / équipements ;
- contribuer à renouveler l'accès de la ville à son fleuve : berges, quais, espaces portuaires, cales ;
- participer au développement de l'habitat dans le cœur de la métropole en créant 1 000 logements environ ;
- mettre en valeur le patrimoine notamment industriel ;
- contribuer à la connexion du quartier au cœur de la métropole ;
- participer à l'attractivité de la métropole en développant l'offre de loisirs et culturelle, notamment au bord et sur le fleuve ;
- développer la biodiversité et intégrer le quartier dans les continuités vertes.

L'ambition donnée sur ce secteur pour répondre à l'enjeu de la centralité métropolitaine nécessite des moyens conséquents et des outils juridiques et réglementaires adaptés afin de ne pas contraindre la mise en œuvre des projets. En effet, ce secteur attire les investisseurs et les professionnels de l'immobilier qui, pour certains, s'inscrivent dans une logique spéculative contribuant largement au renchérissement des prix. La particularité de ce secteur est d'être occupé par des entreprises ou des copropriétés dans lesquelles se tiennent des transactions qui échappent au droit de préemption classique.

C'est pourquoi, Nantes Métropole (ou son délégataire) doit être en mesure de pouvoir exercer son droit de préemption, y compris sur :

- l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;
 - la cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
 - l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.
- Par conséquent, en application de l'article L.211-4 du code de l'urbanisme, il est proposé d'instituer le Droit de Préemption Urbain renforcé sur le périmètre de la concession d'aménagement du Bas-Chantenay, tel qu'il figure en annexe.

Les autres dispositions de la délibération du conseil métropolitain du 5 avril 2019 ayant initialement instauré le droit de préemption simple et le droit de préemption urbain renforcé demeurent inchangées.

Le Conseil délibère et, par 89 voix pour et 8 abstentions,

1 – décide, en application de l'article L.211-4 du code de l'urbanisme, d'instituer le Droit de Préemption Urbain renforcé sur le périmètre de la concession d'aménagement du Bas-Chantenay, selon le plan figurant en annexe.

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Abstentions : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M. RICHARD

Direction générale déléguée de la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Aménagement et Urbanisme de Nantes

17 - Nantes – ZAC Nantes Nord – Projet de programme des équipements publics – Dossier de réalisation - Approbation

Exposé

Le quartier prioritaire Nantes Nord figure comme projet d'intérêt national dans la convention pluriannuelle des projets de renouvellement urbain que Nantes Métropole a signé en septembre 2019 avec ses partenaires et l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

Ce quartier constitue le plus grand quartier d'habitat social nantais avec 11 600 habitants et 4 500 logements locatifs sociaux.

Par délibération du 28 juin 2019, le conseil métropolitain a approuvé le traité de concession confiant l'aménagement de la ZAC du projet global Nantes Nord à Loire Océan Métropole Aménagement (LOMA).

Par délibération en date du 8 octobre 2021, le conseil métropolitain a décidé de créer la ZAC Nantes Nord, sur une emprise de 80 hectares couvrant trois secteurs prioritaires - Bout des Pavés/Chêne des Anglais, Petite Sensive et Boissière, dans l'objectif de transformer et de requalifier le quartier Nantes Nord, selon les principes urbains inscrits dans le plan-guide élaboré par l'agence Germe & Jam.

Le projet global Nantes Nord prévoit les objectifs suivants :

- améliorer la convivialité et l'appropriation du quartier et renforcer son identité en agissant sur les espaces fédérateurs du quartier, le parc de l'Amande, un cœur urbain renforcé mais aussi les espaces collectifs à l'échelle des secteurs co-élaborés avec les habitants ;
- accompagner la requalification des logements sociaux dans un objectif de redynamisation et de diversification sociale ;
- ouvrir le quartier sur ses franges et améliorer la connexion du quartier avec les territoires limitrophes ;
- inscrire le quartier dans la dynamique de développement de la Métropole, créer des emplois, redynamiser le commerce de proximité.

Les études complémentaires menées depuis 2019 permettent de présenter, pour approbation, conformément à l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, le dossier de réalisation de cette ZAC, lequel comprend :

- le projet de programme global des constructions ;
- le projet de programme des équipements publics ;
- les modalités prévisionnelles de financement échelonnées dans le temps.

Puis, il conviendra d'approuver le programme des équipements publics conformément à l'article R.311-8 du code de l'urbanisme.

Le programme global des constructions prévoit la réalisation de 76 274 m² de surface de plancher (SP) :

Nature de la construction	SP prévisionnelle (m ²)
Logements	70 050
Locaux d'activités, commerces et services	6 224
Total	76 274

Il est possible qu'à l'intérieur du périmètre de la ZAC des fonciers puissent muter et générer des constructions sans intervention directe de l'aménageur. Les capacités constructives supplémentaires sont estimées à environ 320 logements.

Il est rappelé que la ZAC Nantes Nord s'inscrit dans un contexte de renouvellement urbain d'un quartier constitué qui bénéficiait déjà de certains équipements publics existants. Certains d'entre eux feront l'objet de réhabilitation et d'extension (Groupe Scolaire George Sand et Camille Claudel) tandis que d'autres équipements vont être créés (Pôle d'équipements publics, Maison pluri-professionnelle de Santé).

Le programme des équipements publics prévoit des interventions ambitieuses sur l'espace public, avec la création ou la requalification de voiries, de places publiques et de promenades paysagées. Il prévoit en outre des équipements publics requalifiés destinés à être incorporés au patrimoine de la Ville de Nantes : les **aires de jeux et pataugeoires** situées dans le périmètre de la ZAC.

Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération intègrent une participation de Nantes Métropole d'un montant de 36 844 950 € HT, échelonnée entre 2023 et 2034, pour la réalisation par LOMA des équipements publics destinés à être incorporés dans son patrimoine.

Il est également prévu une participation de la Ville de Nantes d'un montant de 1 350 000 € HT (hors frais annexes), échelonnée entre 2023 et 2034, pour la réalisation d'équipements publics constitués d'aires de jeux et de pataugeoires situées dans le périmètre de la ZAC et destinés à être incorporés dans son patrimoine. Conformément à l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, le conseil municipal de la ville de Nantes a, par délibération en date du 9 décembre 2022, approuvé le principe de réalisation, dans le cadre de la ZAC Nantes Nord, des équipements publics précités, qui ont vocation à intégrer le patrimoine de la ville.

Les modalités précises de versement, ainsi que la procédure de remise de ces équipements dans le patrimoine communal, feront l'objet d'une convention à conclure entre l'aménageur, Nantes Métropole et la Ville de Nantes.

Une participation de l'ANRU subventionnera à hauteur de 25 % les travaux d'aménagements des espaces publics des secteurs Bout des Pavés, Chêne des anglais et du centre commercial Boissière.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP1054 libellée Urbanisme durable, habitat, politique ville, proximité, solidarité, santé, longévité, dialogue citoyen opération 2021 n°3546 libellée PNRU Nantes nord - ZAC Nantes nord - Nantes (LOMA)

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2023 chapitre 27 opération n°3546 libellé PNRU Nantes nord - ZAC Nantes Nord - Nantes (LOMA).

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve le dossier de réalisation de la ZAC Nantes Nord en annexe n°1 conformément à l'article R.311-7 du code de l'urbanisme,

2 - approuve le programme des équipements publics de la ZAC Nantes Nord en annexe n°3 conformément à l'article R.311-8 du code de l'urbanisme,

3 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale citoyenneté et Territoires Solidaires
Mission politique de la ville et renouvellement urbain

18 - Nantes / Saint-Herblain – Projet du Grand Bellevue – Réhabilitation de l'immeuble sis 2, rue Alfred Rebelliau – Signature du marché de travaux

Exposé

Dans le cadre du projet urbain du Grand Bellevue, l'une des priorités opérationnelles est le secteur Mendès-France, dont la place sera reconfigurée, et la polarité commerciale renforcée. Ainsi, pour permettre la construction de nouveaux immeubles de commerces et de logements côté nantais, et d'activités et de logements côté herblinois, les immeubles bordant et encadrant la place Mendès-France vont faire l'objet d'une démolition partielle par leur propriétaire, CDC Habitat. Ces immeubles accueillent en leur rez-de-chaussée des commerces, dont une agence de la Poste.

La relocalisation de l'agence de la Poste est prévue à terme dans la nouvelle polarité commerciale Mendès-France. Avant de pouvoir définitivement occuper une des cellules commerciales de cette nouvelle polarité, et dans l'optique de conserver une continuité de services sur le secteur, une solution transitoire à proximité de la place Mendès-France a été recherchée. Nantes Métropole a ainsi identifié l'immeuble sis 2, rue Alfred Rebelliau à Nantes dont elle est propriétaire.

Des échanges avec la Poste ont permis de valider cette implantation temporaire le temps de la démolition et de la recomposition urbaine dans un second temps. À l'issue de la période de travaux, prévue pour environ 4 années, la Poste se réimplémentera au coeur de la centralité renouvelée de Mendès-France.

Le Conseil métropolitain du 24 mars 2022 a approuvé le programme de l'opération de réaménagement immobilier Rebelliau – Nantes Bellevue – Accueil de la Poste au travers d'une convention de mandat confiée à Loire Océan Métropole Aménagement (LOMA).

Afin d'accueillir la Poste à partir de mi 2023, les travaux de réhabilitation de l'immeuble Rebelliau porteront sur :

- la démolition des espaces intérieurs du rez-de-chaussée ;
- l'adaptation des façades existantes permettant un repérage et un fonctionnement optimisée de La Poste et l'accueil du public ;
- le réaménagement intérieur suivant le cahier des charges technique fourni par La Poste et validé par Nantes Métropole.

Compte tenu de l'enveloppe financière globale de l'opération et conformément à l'article R2124-1 du code de la commande publique, LOMA a lancé une consultation en procédure adaptée avec possibilité de négociation pour désigner les entreprises en charge des travaux sus listés.

Au regard du rapport d'analyse des offres qui leur a été présenté, les membres de la Commission d'Appel d'Offres ont donc, lors de la séance du 14 décembre 2022, attribué les marchés tels que suit :

Lot n°1 - Installation de chantier : ALTEMPO

Lot n°2 - Désamiantage : ECO AMIANTE

Lot n°3 - Dépose - VRD - démolition et gros œuvre : PEDEAU BTP

Les lots suivants seront présentés à la Commission d'Appel d'Offres de janvier et feront l'objet d'une attribution ultérieure :

Lot n°4 - Menuiserie extérieures

Lot n°5 - Métallerie / Serrurerie

Lot n°6 - Porte automatique

Lot n°7 - Doublage - cloisons plâtrières

Lot n°8 - Menuiserie intérieure

Lot n°9 - Carrelage

Lot n°10 - Revêtement de sols souples

Lot n°11 - Faux plafonds

Lot n°12 - Cloisons amovibles

Lot n°13 - Peinture - revêtements muraux

Lot n°14 - Electricité CFO / CFA

Lot n°15 - Plomberie - sanitaires

Lot n°16 - VMC - chauffage - rafraichissement

Lot n°17 - Sureté

Les crédits correspondants, à hauteur de 4 500 000 euros sont prévus à l'AP n°105 libellée Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité, solidarités, santé, longévité, dialogue citoyen, opération 2021 - N° 3273, libellée NPNRU Grand Bellevue.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – autorise la signature des marchés relatifs à la réhabilitation de l'immeuble sis 2, rue Alfred Rebelliau, le montant de chaque lot étant défini tel que suit :

N° de lot	Intitulé	Titulaires	Montant HT
Lot n°1	Installation de chantier	ALTEMPO	57 068,68
Lot n°2	Désamiantage	ECO AMIANTE	29 935,00
Lot n°3	Dépose - VRD - démolition et gros œuvre	PEDEAU BTP	139 690,68

2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

19 - Transition Ecologique - Construction de la déchèterie de Couëron - Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle

Exposé

Afin de poursuivre l'action de modernisation de son réseau de déchèteries, Nantes Métropole a réalisé un diagnostic général entre 2014 et 2016. A partir de ces éléments, un plan d'actions a été élaboré pour poursuivre l'amélioration de ces équipements. Nantes Métropole a été labellisée Zéro déchet Zéro Gaspillage dans le cadre d'un appel à projet national. La feuille de route sur la Transition Énergétique adoptée au Conseil métropolitain du 16 février 2018 réaffirme fortement cette ambition de réduction et de valorisation des déchets. L'amélioration des équipements est un axe fort car elle permet de maintenir dans l'espace urbain un service de proximité pour gérer les déchets des usagers.

Dans le cadre du diagnostic réalisé, l'efficacité de chaque équipement a été évaluée par quadrant géographique en prenant en compte les aspects liés à la fonctionnalité, le respect des normes et le niveau de service offert. Cet état des lieux a mis en évidence une insuffisance d'équipements sur le quart nord-ouest de la Métropole. Aujourd'hui dans ce secteur seules trois déchèteries sont implantées : à Saint-Herblain, Orvault et La Chapelle-sur-Erdre. Elles sont vétustes et saturées. La création d'une déchèterie à Couëron permettra d'améliorer le maillage des équipements au plus près des habitants et de répondre aux objectifs de la politique des déchets, afin de réduire de 20 % les déchets ménagers et assimilés d'ici 2030 par rapport à 2010 et d'atteindre 65 % de valorisation matière en augmentant la part de recyclage et de compostage des déchets (hors gravats).

Nantes Métropole a fait l'acquisition en 2017 de deux parcelles d'une surface totale 27 887 m² sur la commune de Couëron pour la construction de cette nouvelle déchèterie. Ce terrain était précédemment occupé par une fabrique de parpaings puis par un camp de Roms. Il a fait l'objet d'une étude environnementale sur la faune, la flore et d'une d'expertise zone humide, sur une période de 12 mois, de fin 2019 à fin 2020. Cette étude a permis d'identifier une zone humide et des zones boisées à préserver sur une surface de 17 625 m².

Dès 2017, lors du Grand Débat de la métropole de Nantes sur la transition énergétique, les citoyens ont identifié les déchèteries comme un levier central pour un meilleur tri et une valorisation des déchets, au service d'un territoire plus écologique et plus durable. Inscrit dans le cadre de la Fabrique de la ville dialoguée, un atelier citoyen mené sur le premier semestre 2022 visait à faire naître des préconisations pour l'amélioration des usages actuels, sur les déchèteries en général et sur la future déchèterie de Couëron. Ces préconisations ont été instruites, et la collectivité a formulé une réponse argumentée qui décrit notamment les intentions qui ont été intégrées dans le programme de l'opération de construction de la déchèterie de Couëron. Elles portent notamment sur la mise en place d'une signalétique innovante, pédagogique et claire, visant à restaurer une confiance dans la boucle des déchets et à favoriser le réemploi. Elles proposent un parcours dans la déchèterie du plus valorisable au moins valorisable favorisant l'efficacité et la fluidité de l'usager en distinguant les zones de ressources et les zones de déchets. La modularité des zones de dépôts est favorisée, notamment dans le local réemploi dont la surface a été augmentée afin d'anticiper les futures filières. Enfin, la collectivité partage les ambitions et exigences environnementales des citoyens, notamment par l'intégration de la déchèterie dans son environnement et la performance environnementale du bâtiment, en prenant soin de conserver les grands arbres du sites, le bois de Châtaigner et la zone humide. Le projet prévoit également une sécurisation de l'accès, qui sera étudiée avec le pôle de proximité, et la mise en place d'un dispositif de vidéoprotection et d'anti-intrusion pour éviter les effractions.

Cette opération prévoit la construction d'une déchèterie dite « à plat » sur une surface de 10 370 m² afin de répondre aux objectifs de modularité nécessaire pour s'adapter aux évolutions des filières de tri, et notamment celles à responsabilité élargie des producteurs (REP) et le réemploi. Les déchets verts et les gravats seront déposés au sol sur environ 300 m² de plates-formes ; une zone de bennes compactrices et de casiers est prévue, ainsi que des points d'apports volontaires pour le verre et le papier. La déchèterie est dimensionnée pour recevoir 13 000 tonnes de déchets à l'horizon 2040. Le bâtiment, d'une surface d'environ 290 m², accueillera les locaux sociaux des agents, des locaux dédiés au réemploi, aux déchets sensibles et valorisables afin de mieux préserver les flux, et un espace technique pour les matériels et engins de manutention.

Le bâtiment respectera les réglementations thermiques et environnementales en vigueur. L'atteinte de ces objectifs passera par des bâtiments compacts, une isolation performante, l'utilisation de matériaux biosourcés et de réemploi, et la mise en œuvre de matériaux de construction visant l'étiquette A pour la qualité de l'air intérieur. Il n'est pas prévu d'installer des panneaux photovoltaïques sur les bâtiments, eu égard aux risques accrus de vols et de vandalisme sur ce type d'équipement, mais une végétalisation sera mise en place pour respecter l'objectif de la feuille de route sur la transition énergétique de 100 % de toiture utile. Les déchets de chantier seront valorisés.

La panneautique et la signalétique seront particulièrement étudiées en réponse aux préconisations du dialogue citoyen pour favoriser de meilleurs gestes de tri, renforcer l'efficacité du passage en déchèterie des utilisateurs et améliorer la qualité esthétique de l'équipement. Un travail spécifique va être mené pour concevoir une signalétique plus ambitieuse, à vocation pédagogique, allant chercher des solutions sur la forme et sur le type de messages à développer.

Les enjeux principaux de cette opération sont l'amélioration des conditions de travail des agents, notamment lors des périodes de fortes chaleurs ou de pluies, la recherche d'un agencement permettant l'amélioration du tri par les usagers, la mise en sûreté des équipements, des agents et du site, et la sécurité des utilisateurs, l'intégration de l'équipement dans son environnement, et la prise en compte des ambitions de transitions écologiques de Nantes Métropole.

Les principales contraintes sont la réglementation Installations Classées Protection de l'Environnement (ICPE), la zone humide et les zones boisées, la ligne haute tension qui passe au dessus de la parcelle et la pollution du sol (localisée au niveau de l'ancienne fabrique de parpaings).

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 3 700 000 € HT soit 4 440 000 € TTC (compris 260 000 € TTC d'actualisation/révisions).

Le maître d'œuvre de l'opération sera désigné par un marché subséquent issu de l'accord-cadre multi attributaires de maîtrise d'œuvre sur des opérations mixtes infrastructures / Bâtiments. Le montant des honoraires est estimé à 250 000 € HT, soit 300 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP n° 042 et libellée Déchets, opération 2021 - N° 3776, libellée déchèterie Nord-Ouest – 13ème site.

**Le Conseil délibère et,
par 84 voix pour et 13 abstentions,**

1 – approuve le programme de l'opération de construction d'une déchèterie à Couëron,

2 – fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 3 700 000 € HT soit 4 440 000 € TTC (compris 260 000 € TTC d'actualisation/révisions),

3 – autorise Madame la Présidente à solliciter des subventions pour cette opération,

4 – autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer le marché de maîtrise d'œuvre et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Abstentions : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M. RICHARD, Mme EL HAIRY, M. BELHAMITI, Mme OPPELT, M. ANNÉREAU, Mme GESSANT

20 - CENTRALE NANTES – Convention de partenariat pour le développement du projet ARTIST au sein du Laboratoire des Sciences Numérique de Nantes (LS2N) – Subvention – Approbation

Exposé

En 2015, la Région Pays de Loire a lancé un appel à candidature international dénommé "CONNECT TALENT", en lien avec les établissements d'enseignement supérieur et de recherche du territoire et en partenariat avec Nantes Métropole, pour conforter l'attractivité et le rayonnement de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation sur le territoire.

Cet appel à candidature vise des opérations d'attractivité de chercheurs ou enseignants-chercheurs, leaders scientifiques internationaux arrivant seuls ou avec une équipe, afin d'accélérer le développement d'une thématique de recherche existante, considérée comme stratégique sur le territoire.

Centrale Nantes conjugue deux missions, une mission d'enseignement, en créant et en diffusant des savoirs scientifiques et technologiques de pointe, avec une formation ouverte à la diversité des savoirs et tournée vers l'international et une mission de contribution au développement économique.

Trois grands axes différenciateurs d'investigation théorique et applicative et de formation sont développés autour de la santé du futur, du manufacturing, et de la transition énergétique.

Sur le volet Santé du futur, Centrale Nantes a identifié et déposé, à l'appel à projet Connect Talent, la candidature de Caroline CAO, actuellement professeur d'ingénierie biomédicale, d'ingénierie mécanique, de traumatologie et de chirurgie à l'école de médecine Boonshoft au sein de la Wright State University (Dayton, Ohio, USA). Ses recherches portent sur les facteurs humains des systèmes médicaux, en particulier sur la conception et l'évaluation des technologies innovantes (robotique, guidage par l'image), pour la chirurgie mini-invasive, l'entraînement des compétences chirurgicales dans des simulateurs de formation, ainsi que la prise de décision et la communication en équipe dans le bloc opératoire.

Centrale Nantes souhaite intégrer Caroline CAO au sein de l'équipe PACCE du Laboratoire des Sciences du Numérique LS2N, afin de lancer le projet ARTIST «Augmented Reality Technology and Innovative Solutions for Telemedicine». Il vise à développer un prototype de « coach virtuel » capable d'accompagner un chirurgien dans les tâches de prise de décision en chirurgie assistée par robot tout en s'adaptant à son expertise. Ce coach, via des technologies de réalité mixte, remplacera un véritable coach humain en fournissant au chirurgien des recommandations au moment opportun et des commentaires en temps réel.

Ce projet jettera les bases d'un futur centre d'excellence pour l'ingénierie des facteurs humains en télémédecine, sur le territoire métropolitain, qui se concentrera sur plusieurs missions :

- la recherche et le développement de technologies pour la télémédecine
- la production de données, d'informations et de connaissances sur l'intégration humain-technologie pour les soins de santé
- l'évaluation et la traduction de nouvelles approches et technologies du laboratoire à la clinique
- l'éducation et la formation pour améliorer la sécurité des patients et la qualité des soins, le tout dans la perspective de l'ingénierie des facteurs humains.

Un soutien à hauteur de 566 k€ (sur un montant global du projet de 687k€) est sollicité auprès des collectivités territoriales. Le projet, expertisé et auditionné, a été retenu par la Région des Pays de la Loire et Nantes Métropole. La Région cofinancera le projet à hauteur de 369 k€.

Nantes Métropole place l'enseignement supérieur et la recherche comme une priorité et un levier pour renforcer son rayonnement, consolider ses filières stratégiques et garantir un développement durable de son territoire.

L'ambition de Nantes Métropole est aujourd'hui de devenir un pôle majeur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (ESRI) aux niveaux national et européen à l'horizon 2030 afin de faire de Nantes une ville attractive pour les étudiants, les chercheurs et les entreprises.

Ce projet s'inscrit pleinement dans la stratégie « santé du futur » de Nantes Métropole en faveur du développement économique, de la recherche, de l'innovation et de l'emploi. Cette stratégie permet de prendre en compte le tissu économique diversifié du territoire (la filière santé représente plus de 35 000 emplois directs sur la métropole nantaise), de valoriser et développer l'excellence de la recherche publique en Santé, de soutenir les startups et de mettre en mouvement les acteurs vers la médecine de demain.

Aussi, il vous est proposé d'approuver le soutien de Nantes Métropole à l'accueil de Caroline CAO et le développement de son projet ARTIST, au sein du Laboratoire des Sciences du Numérique de Nantes (LS2N, UMR 6004 CNRS/CENTRALE Nantes/NantesUniversité/IMTA/INRIA).

Nantes Métropole cofinancera ce projet à hauteur de 197 000 € sur 2022 sur un montant de dépenses éligibles de 687 000€, via le versement d'une subvention à CENTRALE Nantes, selon les modalités précisées dans la convention ci-annexée.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2022, chapitre 65 opération n°3521 libellé Connect Talent.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1. approuve la convention, ci-annexée, entre CENTRALE NANTES et Nantes Métropole pour l'accueil de Caroline CAO au sein de l'équipe PACCE du Laboratoire des Sciences du Numérique de Nantes,
2. approuve le versement d'une subvention de 197 000 € à CENTRALE NANTES sur l'exercice 2022,
3. autorise Madame la Présidente prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à signer la convention.

Direction générale culture et arts dans la ville
Direction du patrimoine et de l'archéologie

21 - Délégation de service public pour la gestion du site du Château des Ducs de Bretagne, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des cryptes de la Cathédrale – Avenant n°1 – Approbation

Exposé

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 10 décembre 2021, Nantes Métropole a approuvé la convention de délégation de service public pour la gestion du site du Château des ducs de Bretagne, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des cryptes de la cathédrale conclue avec la société publique locale *Le Voyage à Nantes*. A l'issue d'une 1ère année de contrat, il convient de procéder à des actualisations du contrat initial. Les ajustements proposés portent sur le mode de financement des travaux d'amélioration, les modalités de gestion des collections et les conditions d'assurance qui y sont liées, la démarche de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise et l'annexe Ressources Humaines. Celles-ci font l'objet d'un avenant 1 au contrat de délégation de service public proposé en annexe.

S'agissant de la programmation prévisionnelle des travaux, l'avenant précise le mode de financement des travaux inhérents au site des réserves muséales et attribue au délégataire une subvention d'équipement plafonnée à 33 000 € pour la réalisation d'études préalables sur la réfection de la cour du Château. L'annexe 4b du contrat de DSP est modifié en conséquence.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP102 libellée « Enseignement supérieur et recherche, innovation, numérique, international, rayonnement », opération 2022-10090 libellée DSP Château des Ducs - Subvention d'équipement.

S'agissant de la gestion des acquisitions et de la restauration des œuvres du Musée d'Histoire, l'avenant vient annexer au contrat de DSP la convention de gestion conclue entre la Ville de Nantes, propriétaire des collections muséales, et la SPL Le Voyage à Nantes. Conformément aux stipulations de l'article 4.3.4 du contrat de délégation de service public, cette convention constitue l'annexe 6 du contrat de DSP.

Sur le volet de la responsabilité sociétale de l'entreprise, l'article 5.2 du contrat de DSP prévoit l'annexion, par voie d'avenant, d'une annexe 7b, qui présente le plan de progression de la SPL en la matière. A l'issue d'une phase de diagnostic, achevée courant 2022, la feuille de route a pu être établie. Le présent avenant vient annexer « la Feuille de route – Plan de progression » en annexe 7b au contrat de DSP.

Concernant les assurances multirisques expositions, il convient de préciser l'article 7.5 quant aux conditions d'assurance des collections, des expositions temporaires et des transports d'œuvres.

Enfin, l'avenant vient mettre à jour les annexes 8a et 8b du contrat portant sur les moyens en personnels et préciser les modalités de refacturation du poste de responsable scientifique.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve l'avenant n°1, ci-annexé, à la convention de délégation de service public (DSP) pour la gestion du Château des Ducs de Bretagne, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des cryptes de la cathédrale conclue avec la société publique locale (SPL) le Voyage à Nantes,

2 - autorise le versement à la SPL d'une subvention d'équipement plafonnée à 33 000 € pour la réalisation d'études préalables sur la réfection de la cour du Château,

3 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer l'avenant.

Ne participent pas au vote : Anthony DESCLOZIERS, Florian LE TEUFF, Laurent TURQUOIS

Direction Générale Développement Économique Responsable, Emploi, Innovation, Europe et International
Direction Recherche Innovation et Enseignement Supérieur

22 – Délégation de service public pour le développement, l'animation et la promotion des industries culturelles et créatives (ICC) sur le territoire métropolitain ; l'exploitation, la gestion et l'animation des halles 1&2, bâtiment totem des ICC sur le Quartier de la Création – Avenant 2 - Approbation

Exposé

Par délibération du conseil métropolitain du 13 décembre 2019, Nantes Métropole a confié à la Société Publique Locale (SPL) SAMOA, le développement, l'animation et la promotion des industries culturelles et créatives (ICC) sur le territoire métropolitain, l'exploitation, la gestion et l'animation des Halles 1&2, bâtiment totem des ICC sur le Quartier de la Création.

La délégation de service public (DSP) recouvre plusieurs missions :

- le développement économique des filières des ICC : l'accompagnement des projets ICC en création et en développement, l'accélération des projets ICC, la structuration et le développement des filières thématiques considérées comme différenciantes pour le territoire, l'offre économique dédiée aux porteurs de projets issus des ICC, la création de liens étroits entre les ICC et les autres filières économiques par l'innovation croisée, l'animation et la promotion des filières des ICC.
- l'exploitation, et la gestion des Halles 1&2, nouvel équipement dédié à la créativité et à l'innovation et bâtiment totem des filières ICC sur le territoire métropolitain : la gestion technique de l'équipement, son exploitation et sa commercialisation.

Le délégataire se rémunère en partie sur les usagers ; il compte parmi ses recettes :

- les abonnements, les loyers des bureaux tertiaires et ateliers du parc immobilier dédié aux ICC, la location des salles événementielles et salles de créativité des Halles 1&2, des partenariats financiers avec les entreprises pour l'innovation croisée ;
- la subvention pour sujétions de service public versée par la collectivité et autres recettes extérieures.

Le contrat de DSP a été modifié par avenant n°1 approuvé lors du conseil métropolitain du 9 avril 2021, pour d'une part, compenser les sujétions de service public liées à la décision de Nantes Métropole, dans le contexte de la crise sanitaire, d'exonérer certains locataires du parc immobilier métropolitain dont ceux de la SAMOA; et d'autre part, tirer les conséquences financières du retard de livraison du projet des Halles 1&2 dont la livraison a été différée à mi-2023 compte tenu de la crise sanitaire et de la défaillance de certaines entreprises.

Compte tenu de l'ouverture prochaine de l'équipement de Halles 1&2, de l'organisation d'une nouvelle manifestation dédiée à la créativité, le contexte économique et de la nécessité de mieux préciser certaines prestations, il est proposé de conclure un avenant n°2, pour les motifs suivants :

1. Ouverture des Halles 1&2 – Révision des tarifs de location

Les Halles 1&2 sont le dernier volume qui compose le projet plus global des Halles lequel comprend l'École des Beaux-Arts, l'Université de Nantes, le bâtiment de la Nantes Tech animé par la Cantine Numérique, et le Food Hall.

Les Halles 1&2 seront un véritable propulseur de créativité et d'innovation dont la finalité est d'accompagner tous les acteurs du territoire dans la réalisation de leur projet.

Installé au cœur du quartier de la création, cet équipement permettra de matérialiser les projets, de les enrichir et de leur donner vie. Il sera un lieu ouvert sur le quartier que chacun pourra s'approprier, offrant ainsi des opportunités uniques de faire émerger des projets à la croisée de la culture, de l'économie et de l'innovation. Au rez-de-chaussée et au premier étage, face au parvis de l'École des Beaux-arts, ce sont 10 salles d'événementiels qui permettront d'accueillir des manifestations jusqu'à 700 personnes.

L'ambition est de positionner les Halles 1&2 au service des acteurs et des initiatives, comme véritable plateforme d'accueil de projets et de créativité.

Parallèlement au report dû à des délais supplémentaires de construction, lequel a motivé un avenant n°1 au contrat de délégation de service public, la SAMOA doit également faire face aux conséquences durables de la crise sanitaire et aux impacts du contexte économique avec une forte reprise de l'inflation.

Compte tenu de ces éléments et afin de maintenir l'équilibre économique du contrat de DSP, les tarifs locatifs des espaces événementiels doivent être révisés. En partenariat avec Nantes Métropole, le délégataire propose une grille révisée des tarifs pour les locations événementielles qui comprend :

- une augmentation de l'ordre de 10% des tarifs. Cette progression doit permettre de couvrir l'augmentation des charges d'exploitation supportées par le délégataire,
- une nouvelle offre de tarification pour les locations événementielles pour les demandes supérieures à 3 jours et au-delà du 10e jour,
- une précision des espaces pouvant être loués notamment le hall d'accueil.

En conséquence l'annexe 3 de l'avenant n°1 est modifiée.

2. Pérennisation de l'organisation d'une nouvelle manifestation dédiée à la créativité

2.1 Edition 2022 des journées nantaise de créativité CHTIING

La première édition des journées nantaises de la créativité CHTIING ! a eu lieu du 21 au 24 avril principalement sur l'île de Nantes.

Le concept des journées nantaises de la créativité, CHTIING !, est né du constat de cloisonnement des écosystèmes créatifs et de la volonté de proposer une nouvelle manifestation dont l'ambition est de célébrer la créativité sous toutes ses formes, dans un large champ, avec et pour les professionnels, les institutions, le grand public, les établissements académiques, les jeunes, moins jeunes, avertis ou amateurs, le tout dans la plus grande des simplicités.

La programmation de CHTIING ! s'adresse en premier lieu à la jeunesse et aux professionnels du territoire, mais également à un plus large public (familles, néophytes, avertis...) pour que chacun puisse vivre la créativité au travers d'expériences inédites et s'essayer aux processus créatifs.

Pour l'édition-prototype 2022, quelques chiffres-clés illustrent la portée de cette manifestation :

- 4 jours dédiés à la créativité et aux rencontres
- 34 ateliers et workshops
- 300 inscrits aux rencontres professionnelles
- 13 lieux partenaires
- 10 nationalités représentées
- 12 000 visiteurs à l'Art est aux Nefs.

Une multitude d'acteurs a contribué et participé activement à la programmation de CHTIING ! : Université de Nantes, Nantes Saint-Nazaire Développement, l'École de design Nantes Atlantique, l'école des Beaux-Arts de Nantes, Audencia Sciencescom, les Machines de l'île, Open Lande, Splendiose, etc...Les territoires ont également été représentés avec Plaines Images (Lille), le Partenariat du Quartier des Spectacles et Zù (incubateur) (Montréal, Canada) ou encore Porto Digital et la ville de Recife (Brésil).

L'édition prototype de CHTIING ! a été un succès qui a permis d'affirmer Nantes en qualité de ville créative et innovante, de dimension internationale ; de révéler à tous l'esprit créatif et collaboratif nantais, dans une logique transdisciplinaire.

L'organisation du concours Génération CHTIING ! a révélé une nouvelle génération de créatifs nantais et associé de nombreux quartiers et communes de la métropole au projet du Quartier de la création.

L'édition 2022 a répondu aux attentes exprimées par Nantes Métropole. En conséquence, il a été demandé au délégataire de reconduire cet événement annuellement. Ainsi, le contrat de délégation du service public doit être modifié pour intégrer l'organisation de l'événement en 2023 et en 2024.

2.2 Éditions 2023 et 2024

Pour ces deux prochaines éditions, il est également demandé au délégataire de consolider le positionnement créatif, transdisciplinaire et international de l'événement.

Le délégataire devra également veiller à :

- Associer et fédérer tous les acteurs locaux au-delà de l'Île de Nantes et des réseaux de la créativité en prenant notamment appui sur des partenaires comme par exemple l'ACCOORD (centre socioculturel) ;
- Prendre place dans les matrices pédagogiques pour mobiliser largement les étudiants du campus créatifs et les établissements d'enseignement supérieur ;
- Développer les collaborations à toutes les échelles pour démontrer que la créativité est l'affaire de tous ;
- Densifier le programme avec des intervenants et experts de dimension nationale et internationale ;
- Accompagner l'émergence d'une nouvelle génération créative.

Pour l'organisation des éditions 2023 et 2024, compte tenu des sujétions de service public liées au déploiement de cet événement, il est ainsi nécessaire d'augmenter de 100 000 € le montant de la contribution globale annuelle 2023 et 2024.

3. Clause d'indexation de la contribution de Nantes Métropole à la rémunération du personnel du pôle Économique

Nantes Métropole a révisé les clauses d'indexation du Traité de concession confié à la SAMOA pour la réalisation du projet urbain de l'Île de Nantes, dans l'objectif de revaloriser les rémunérations des salariés. Par mesure d'équité, notamment nécessaire au volet social de la SAMOA, une indexation équivalente de la compensation financière de la délégation de services publics est proposée.

L'impact financier de cette mesure est de 29 000€ en 2023 et de 40 000€ en 2024.

4. Mise à jour des accélérateur des projets ICC

Afin de développer l'emploi et les compétences sur le territoire, il y a un véritable enjeu à accompagner des projets et des jeunes entreprises à travers des dispositifs d'accélération et de soutien. Pour leur donner plus de visibilité, et pour intégrer les frais liés à la participation d'intervenants extérieurs, la SAMOA va renommer ces dispositifs et en rendre certains payants :

- L'accélérateur « Creative Factory Selection » est renommé « Creative Selection » ;
 - l'accélérateur « Culture » est renommé « Culture Selection » ;
Ces deux dispositifs restent gratuits pour les bénéficiaires.
 - L'accélérateur Design Urbain est renommé « Créative Evolution », avec un centrage sur le fonctionnement de l'entreprise.
 - L'accélérateur « Image Media Entertainment » prend le nom de « Media Image Evolution ». Il fera ensuite l'objet de déclinaisons ultérieures adaptées à d'autres filières créatives, comme par exemple « Design Evolution » ou « Mode Durable Evolution », en fonction du besoin. Ces accélérateurs seront centrés sur une seule filière spécifique des ICC à la fois (éditions, médias, motion design, etc...)
- Les dispositifs « Evolution » seront proposés à un tarif initial de 2000 € HT/an.
 - Cette nouvelle recette estimée à 16 000€ a pour objectif de couvrir les charges extérieures afférentes à l'organisation des programmes des développeurs à concurrence de 16 000€.

5. Structuration de la filière de la mode durable et responsable

Depuis plusieurs années, les ICC, dont les filières de la Mode, ont affirmé leur sensibilité aux enjeux du développement durable et de transition environnementale.

Sur le territoire de Nantes Métropole, une dynamique émergente et l'implantation de nouveaux acteurs impliqués dans la mode responsable démontrent un renouveau fort de ces filières porteuses de création d'emplois, de potentiel d'innovation et de capacité de réindustrialisation des territoires. Portée par cette dynamique, Nantes Métropole souhaite confier à la SAMOA une mission d'animation et de structuration de cet écosystème en partenariat avec Nantes Saint Nazaire Développement (NSD). Cette mission prend appui sur un travail collaboratif associant jeunes entreprises, collectif de créateurs et entreprises présentes localement. L'objectif étant de remonter les besoins et attentes de ces acteurs et les opportunités potentielles de la filière Mode durable pour le territoire.

A la demande de Nantes Métropole, la SAMOA, avec l'appui de l'agence NSD, a pour mission d'identifier les enjeux, potentiels et caractéristiques majeurs de cet écosystème afin de proposer sur la séquence 2023/2024 une feuille de route structurante avec l'objectif de soutenir le développement de la filière et de l'accompagner dans les transitions sociétales et écologiques.

A cet effet, la SAMOA, en 2023, réalisera une étude afin de préciser les moyens et forces en présence, identifier les actions clés à mener pour soutenir, accompagner la structuration des acteurs et animer cette communauté de la mode responsable, dans l'objectif de renforcer la dynamique et la notoriété du territoire sur cette filière. En parallèle, un programme d'animation économique visant à fédérer les acteurs et les initiatives sera établi pour la période 2023/2024.

Le montant prévisionnel de l'étude est de 25 000€ incluant les prestations de conseil et de communication. Pour 2024, le budget prévisionnel est de 20 k€ dédiés à l'animation économique de la filière sur la base d'un programme qui sera précisé à l'issue de la phase de l'étude en 2023.

L'ensemble des mesures exposées ci-dessus représentent un volume financier de 154 000 € pour 2023, nécessitant de porter la subvention à la SAMOA au titre du contrat de DSP pour 2023 à 1 422 937 €.

Pour 2024, le volume financier de l'ensemble de ces mesures représente 160 000 €, nécessitant de porter la subvention à verser à la SAMOA au titre du contrat de DSP pour 2024 à 1 512 603 €.

Le Conseil délibère, et à l'unanimité

1 - approuve l'avenant n°2 à la convention de délégation de service public, conclue avec la SPL SAMOA pour le développement, l'animation et la promotion des industries culturelles et créatives (ICC) sur le territoire métropolitain ; l'exploitation, la gestion et l'animation des halles 1&2, bâtiment totem des ICC sur le Quartier de la création joint en annexe ;

2 - autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'avenant.

Ne participent pas au vote : Marie-Annick BENATRE, Delphine BONAMY, Louise VIALARD

Direction générale cultures et arts dans la Ville
Pôle Ressources

23 - Equipements culturels métropolitains – Dispositions financières

Exposé

Depuis le 15 décembre 2014, le Conseil métropolitain a renforcé l'ambition métropolitaine dans le champ de la culture, en approuvant le transfert de compétences et d'équipements d'intérêt communautaire.

Une nouvelle politique dynamique s'est ainsi mise en œuvre, tournée vers l'innovation artistique et culturelle, et pleinement actrice de la construction du vivre ensemble par son accessibilité à un large public. Elle participe également au rayonnement culturel de la métropole nantaise ainsi qu'à sa reconnaissance sur la scène nationale et internationale.

Dans ce cadre, il vous est proposé l'approbation des dispositions financières suivantes.

Musée d'arts : convention de coorganisation avec la Ville du Havre, pour le Musée d'Art Moderne André Malraux, dans le cadre de l'exposition « Paquebots 1913-1942, une esthétique transatlantique » (titre de travail)

Le Musée d'arts de Nantes et le Musée d'Art Moderne André Malraux du Havre souhaitent organiser ensemble une exposition intitulée « Paquebots 1913-1942, une esthétique transatlantique » (titre de travail), qui mettra en évidence le rôle des nouveaux géants des mers des compagnies transatlantiques dans le développement d'une esthétique moderniste cosmopolite. L'exposition sera présentée au Musée d'arts de Nantes de novembre 2024 à février 2025, et au musée d'Art Moderne André Malraux, d'avril à juillet 2025.

La convention ci-annexée a pour objet de déterminer les droits, obligations et responsabilités des organisateurs dans la mise en œuvre et la présentation de l'exposition. Elle fixe également les règles de répartition des frais liés à la présentation de l'Exposition dans les deux lieux successifs.

Le budget global de l'exposition s'élève à 650 000 € HT. L'engagement financier de Nantes Métropole au titre de la convention est de 220 000 €

Pour le financement de cette opération, une subvention sera sollicitée auprès de la DRAC des Pays de la Loire, ainsi qu'une recherche de mécénat spécifique auprès du Fonds de dotation patrimonial métropolitain.

Les crédits correspondants sont prévus au budget au Chapitre 011, opération N°3557, libellé Musée d'arts.

Grilles tarifaires des établissements culturels métropolitains

L'ensemble des grilles tarifaires des établissements culturels métropolitains ont été révisées par délibération du 10 avril 2015. En 2016, les tarifs du Chronographe ont été ajoutés à l'occasion de l'ouverture de l'établissement. En 2017, les tarifs du Musée d'arts ont également été actualisés à l'occasion de sa réouverture. Depuis, de nombreux compléments ou suppressions de tarifs ont été ajoutés. Enfin, par délibération n°27 du Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022, il a été validé l'instauration du Pass Musées.

Pour regrouper dans un seul document les tarifs des équipements culturels métropolitains, il est proposé d'approuver une grille tarifaire consolidée ainsi que la liste des bénéficiaires de gratuité ou de tarifs réduits en annexe, pour une mise en oeuvre à compter du 1er janvier 2023.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve la convention de co-organisation avec la Ville du Havre, pour le Musée d'Art Moderne André Malraux, dans le cadre de l'exposition « Paquebots 1913-1942, une esthétique transatlantique » (titre de travail) (annexe 1),

2 – approuve la grille tarifaire consolidée des établissements culturels métropolitains, incluant la liste des bénéficiaires des tarifs réduits ou de la gratuité (annexe 2), pour une mise en oeuvre à compter du 1er janvier 2023,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale de la culture
Direction du développement culturel

24 - Gestion de l'équipement culturel Zénith Nantes Métropole – Délégation de service public – Approbation de l'avenant n°2 au contrat de concession de service public - Approbation de la grille tarifaire 2023

Exposé

Par contrat de délégation de service public, Nantes Métropole a confié à la société Colling et Cie la gestion et l'exploitation de son Zénith pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2028.

En 2020, dans le contexte de la crise sanitaire, un avenant n°1 a été conclu.

En 2022, dans un contexte inflationniste exceptionnel, le délégataire voit ses charges de prestations extérieures augmenter (nettoyage, sécurité, ouvreuses, contrôleurs...). Nantes Métropole a souhaité soutenir son délégataire pour lui permettre d'avoir plus de latitude sur la grille tarifaire de ces prestations refacturées aux utilisateurs de la salle.

A cet effet, il est proposé la conclusion d'un avenant n°2.

Cet avenant vise à modifier le pourcentage possible de négociation commerciale des prestations refacturées, prévu initialement à 5 % en le portant à 20 % afin de donner plus de marge de manœuvre au délégataire afin qu'il soit en mesure le cas échéant d'ajuster au mieux ses tarifs.

Enfin, comme chaque année, il est proposé d'approuver la nouvelle grille tarifaire actualisée pour 2023. Pour rappel, ces tarifs, revus annuellement, sont basés sur l'évolution des indices proposés par l'INSEE.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

- 1 - approuve l'avenant n°2 au contrat de concession de service public du Zénith de Nantes Métropole (annexe 1),
- 2 - approuve la grille des tarifs 2023 du Zénith (annexe 2),
- 3 - autorise Madame la Présidente et Monsieur le Vice-Président compétent, à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'avenant.

■ Direction Générale Développement Économique Responsable, Emploi, Innovation, Europe & International

25 – Cité des Congrès – Parc des Expositions – Machines de l'Île – Politique touristique – Tarifs 2023

Exposé

I - Gestion et exploitation de la Cité des Congrès de Nantes

Nantes Métropole a confié l'exploitation et la gestion de cet équipement à « La Cité Le Centre des Congrès de Nantes », Société Publique Locale, en vertu d'un contrat de délégation de service public entré en vigueur le 1^{er} janvier 2012 pour une durée de 16 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2027.

Les missions qui lui sont confiées dans le cadre du contrat s'organisent autour de trois pôles d'activité :

- la gestion et l'exploitation de l'équipement,
- la production d'événements,
- la gestion du patrimoine.

Et en particulier :

- l'accueil de toutes les manifestations et de tous les événements à caractère économique et culturel ayant vocation à se dérouler à la Cité des Congrès,
- le développement d'une offre de services adaptée aux attentes des usagers,
- le développement de cette activité par des actions de prospection, de coordination de l'offre et de candidatures en matière d'organisation de congrès sur le territoire de référence,
- la maîtrise d'ouvrage des extensions, des équipements neufs de renouvellement ou d'amélioration à la demande du délégant.

Conformément aux dispositions de l'article 19 du contrat de délégation de service public relatives à la tarification des services, en contrepartie de la prise en charge des charges d'exploitation, l'exploitant est autorisé à percevoir auprès des bénéficiaires ou du public, les recettes calculées sur la base des tarifs de location de salles et de bureaux fixés par délibération du Conseil métropolitain, ainsi que les recettes issues des activités annexes constituées notamment de prestations refacturées aux utilisateurs des salles. Le délégataire dispose d'une possibilité de négociation commerciale de 25 % par rapport aux tarifs arrêtés.

La Cité des Congrès, pour proposer l'actualisation de sa grille tarifaire, s'appuie sur un faisceau d'indicateurs : l'évaluation du rapport qualité/prix exprimé par les clients, l'évolution du comportement d'achat des clients, les pratiques commerciales de la concurrence française et européenne, l'évolution des structures de coûts pour maintenir le niveau de rentabilité prévu dans le plan stratégique pluriannuel.

Le secteur de l'événementiel professionnel est mis à rude épreuve avec l'augmentation des prix de l'énergie, des matériaux et les pénuries de personnel observées. De plus, la Cité est confrontée à des demandes de revalorisation de certains marchés par ses prestataires. Pour autant, l'équipement ne souhaite pas répercuter des augmentations tarifaires proches du niveau d'inflation constaté. En effet, la Cité souhaite déployer une grille tarifaire en adéquation avec les pratiques de la concurrence et notamment des villes de taille moyenne.

1/ Locations de salles pour l'activité « congrès »

Au regard du renouvellement des prestations offertes dans certaines salles (offre wifi sécurisée, renouvellement du mobilier, supports numériques) depuis 2020 et de l'inflation observée, il est proposé d'appliquer une augmentation tarifaire de l'ordre de 4 % sur l'ensemble des salles. Les salles 150, 200 et 300 verront quant à elle une augmentation de 5 %. Cette évolution demeure cohérente avec les niveaux de prix pratiqués par les centres des congrès implantés en France.

Par ailleurs, tout client contractant en 2023 pour une manifestation amenée à se dérouler en 2024, 2025 ou 2026 se verra appliquer les présents tarifs majorés de 2 % chaque année.

2/ Locations de salles pour l'activité « spectacles »

Pour les auditoriums 2000, 800 et 450, l'évolution tarifaire pour 2023 est de 4 %. Tous les spectacles se déroulant dans les autres salles de la Cité se verront appliquer les tarifs « congrès ». La majoration des tarifs pour les spectacles se déroulant les week-end est maintenue pour compenser les majorations appliquées sur l'achat des prestations et le coût du personnel.

3/ Spécificités du partenariat avec l'ONPL (Orchestre national des Pays de Loire)

Depuis 2010, une tarification spécifique a été mise en place entre la Cité des congrès et l'ONPL. L'évolution tarifaire vis-à-vis de ce partenaire se base sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, pour la part relative aux espaces (+5,73%) et sur l'évolution de l'indice Syntec pour la part relevant du personnel (+3,87%).

4/ Locations de bureaux

L'évolution des tarifs relatifs à la mise à disposition de bureaux est basée quant à elle sur l'indice national des loyers des activités tertiaires (ILAT) mis à jour chaque trimestre.

A ce jour, le dernier indice connu est celui du deuxième trimestre 2022 et présente une augmentation de 5,31%.

Les documents et tableaux joints en annexe 1 récapitulent l'ensemble des tarifs proposés pour l'année 2023 et le détail des modalités d'actualisation.

II - Gestion et exploitation d'Exponantes

Nantes Métropole a confié la gestion, l'exploitation et l'extension du Parc des Expositions de La Beaujoire à la société délégataire du service d'exploitation du parc des expositions de la Beaujoire (S.P.E.B) en vertu d'un contrat de délégation de service public conclu le 21 octobre 2011, entré en vigueur le 1^{er} janvier 2012 pour une durée de vingt ans, soit jusqu'au 31 décembre 2031.

La rémunération du délégataire est constituée des ressources liées à l'ensemble des ouvrages et installations et aménagements du Parc, à savoir, notamment :

- la location des espaces,
- les recettes provenant des activités de production de manifestations.

Ces ressources sont réputées permettre au délégataire d'assurer l'équilibre financier tel que résultant du compte d'exploitation prévisionnel.

L'avenant n°1 au contrat de délégation de service public voté lors du Conseil Communautaire du 6 juillet 2012 prévoit que « le délégataire devra, dans le cadre du rapport annuel prévu à l'article 30, proposer la révision des tarifs qu'il souhaiterait voir appliquer à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante. »

La tarification est composée des éléments suivants :

- les coûts d'exploitation du parc des expositions, les spécifications techniques et de sécurité pour son exploitation,
- le positionnement et la politique commerciale d'Exponantes,
- les pratiques tarifaires des concurrents (Exponantes se situe dans la moyenne).

Conformément aux dispositions de l'article 24 du contrat de DSP relatif aux tarifs applicables aux usagers, il est proposé d'appliquer une augmentation significative pour l'année 2023 au regard de l'inflation constatée. En effet, l'augmentation des tarifs sera de l'ordre de 5 % en moyenne (selon les espaces concernés, elle se situe entre 4,8 % et 5,3%).

Le tableau joint en annexe 2 récapitule l'ensemble des tarifs proposés pour l'année 2023.

III - Gestion et exploitation des Machines de l'Île

Nantes Métropole confie la gestion, l'exploitation et la commercialisation des Machines de l'Île à la société publique locale Le Voyage à Nantes, en vertu d'un contrat de délégation de service public conclu le 5 juillet 2010, et en vigueur jusqu'au 31 décembre 2025.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du contrat, les tarifs des Machines de l'Île sont arrêtés par Nantes Métropole, sur proposition du délégataire.

La politique tarifaire doit répondre à un double objectif :

- proposer un choix clair et cohérent aux publics,
- attirer et fidéliser une clientèle locale, mais aussi nationale et internationale.

Le taux d'autofinancement des Machines de l'Île s'établit à 83 % (hors années covid). Les recettes propres émanent principalement de l'exploitation commerciale des équipements suivants :

- Le Grand Eléphant,
- La Galerie des Machines,
- Le Carrousel des Mondes Marins.

Depuis 2015, les tarifs des divers équipements des Machines de l'Île n'ont pas subi d'augmentation, alors que sur la même période, l'inflation s'établit à près de +12 %.

Pour préserver le modèle économique des Machines, et financer sur l'exploitation (et non par la subvention) l'augmentation des charges imputable à l'inflation, il est proposé de dégager des recettes propres supplémentaires en augmentant certains tarifs de billetterie (augmentation moyenne de +5,8%) :

	Tarif plein		Tarif réduit		Petit enfant	Carte Blanche
	2022	2023	2022	2023	2022=2023	2022=2023
Eléphant	8,50€	9,50€	6,90€	7,50 €	gratuit	5,50€
Galerie	8,50€	9,50€	6,90€	7,50 €	gratuit	5,50€
Carrousel	8,50€	9,00€	6,90€	7,10 €	3,00 €	5,50€

	Pass Familles		Pass ambassadeur (1 an)	
	2022	2023	2022	2023
Eléphant	30,20€ à 31,80€	33,10€ à 35,10€	Adulte : 38 € Jeune : 30 €	Adulte : 41 € Jeune : 33 €
Galerie	30,20€ à 31,80€	33,10€ à 35,10€		
Carrousel	30,20€ à 31,80€	31,30€ à 33,20€		

A noter que cette proposition :

- augmente moins fortement les tarifs du Carrousel des Mondes Marins pour tenir compte de l'attente des publics d'un tarif accessible sur cet équipement en particulier ;
- fait porter l'augmentation plus fortement sur les tarifs pleins que sur les tarifs réduits (jeunes 4-17 ans, étudiants...) ;
- n'augmente pas les tarifs pour les porteurs de carte blanche.

L'annexe 3 récapitule l'ensemble des tarifs proposés pour l'année 2023. Ce document, une fois approuvé, viendra remplacer l'actuelle annexe 13 du contrat de délégation de service public.

IV – Gestion et mise en œuvre de la politique touristique métropolitaine

Nantes Métropole confie la gestion et la mise en œuvre de sa politique touristique à la société publique locale Le Voyage à Nantes, en vertu d'un contrat de délégation de service public entré en vigueur au 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2026.

Conformément aux dispositions de l'article 17, le délégataire commercialise des prestations et produits touristiques dont les tarifs sont annexés au contrat de DSP. La politique tarifaire des principales prestations est arrêtée par Nantes Métropole, sur proposition du délégataire. Les prestations concernées sont :

- les tarifs des visites guidées pour les groupes (adultes et scolaires) ;
- les tarifs des visites guidées et des Pass Nantes pour les individuels ;
- les tarifs des hébergements Micr'home et la Villa Cheminée.

Les tarifs de la politique touristique font l'objet d'une actualisation régulière, permettant de compenser des augmentations de charges et préserver les marges commerciales dégagées par l'activité commerciale du Voyage à Nantes, tout en maintenant une politique tarifaire attractive au regard des prix pratiqués par les autres grandes agglomérations françaises.

1/ Tarifs groupes :

Pour les tarifs des visites guidées à destination des groupes adultes, le Voyage à Nantes propose une augmentation moyenne en valeur de +0,48 € TTC/personne, soit +4,90 %. Les tarifs sont présentés en tarifs forfaitaires, valables pour un groupe de 30 adultes.

Pour les tarifs des visites guidées à destination des groupes scolaires le Voyage à Nantes propose une augmentation moyenne en valeur de +0,12 € TTC/élèves, soit +3,28 %. L'augmentation est plus forte pour les scolaires hors Nantes Métropole (75 % de la demande) que pour les scolaires de la Métropole. Les tarifs sont présentés en tarifs forfaitaires, valables pour un groupe de 30 personnes.

2/ Tarifs individuels :

Pour les tarifs des visites guidées à destination des individuels, le Voyage à Nantes propose une stabilité des tarifs par rapport à 2022. Il s'agit de pouvoir rester attractif au regard des prix pratiqués par les autres grandes agglomérations françaises. Expérimenté sur 2022, un nouveau format de visite est proposé pour l'été 2023, plus court (45 min) pour permettre aux plus « pressés » d'aller à l'essentiel de la découverte de la ville en compagnie d'un guide professionnel.

Pour les Pass Nantes (4 formules de 24h, 48h, 72h et 7 jours) donnant un accès « clé en main » aux principaux sites touristiques de Nantes, du Vignoble et de l'Estuaire, et aux transports en commun, le Voyage à Nantes propose une évolution tarifaire sur les tarifs plein des pass 24H et 48H (+5%), et une stabilité voire diminution des tarifs réduits pour préserver l'avantage économique des pass. Concernant les pass 7J nouvellement commercialisés, il conviendrait également de réajuster le tarif, à la baisse, afin de coller au plus près à la logique de consommation de cette durée et d'assurer globalement un avantage économique pour les visiteurs, y compris le samedi et le dimanche, alors que les transports en commun sont gratuits.

3/ Micr'home et la Villa Cheminée

Le Voyage à Nantes propose une évolution tarifaire sur le tarif à la nuitée de la Villa Cheminée (+4%), en raison de l'augmentation des tarifs des livraisons d'eau. La Villa Cheminée n'étant pas alimentée par l'eau de la Ville, deux cuves y sont approvisionnées toutes les 2 semaines.

Les tarifs à la nuitée de Micr'home sont inchangés.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve les tarifs 2023 pour la gestion et l'exploitation de la Cité des congrès dont la gestion a été confiée par délégation de service public à la Société Publique Locale « Cité Le Centre des Congrès de Nantes », joints en annexe 1,

2 - approuve les tarifs 2023 pour la gestion et l'exploitation du parc des expositions de la Beaujoire dont la gestion a été confiée par contrat de délégation de service public à la société délégataire du service d'exploitation du parc des expositions de la Beaujoire (S.P.E.B), joints en annexe 2,

3 - approuve les tarifs 2023 des équipements des Machines de l'Île, dont la gestion a été confiée par contrat de délégation de service public à la Société publique locale Le Voyage à Nantes, joints en annexe 3,

4 - approuve les tarifs 2023 de la politique touristique, dont la mise en œuvre a été confiée par contrat de délégation de service public à la Société publique locale Le Voyage à Nantes, joints en annexe 4,

5 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale Ressources
Département Ressources Humaines

26 - Personnel métropolitain - Adaptation du tableau des effectifs - Dispositions diverses – Approbation

Exposé

I - ADAPTATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Au vu des évolutions organisationnelles et des décisions relatives au développement de carrière, il est proposé de modifier le tableau des effectifs tel que présenté en annexe n°1.

Ces modifications ont fait l'objet d'une présentation en comité technique et se déclinent comme suit :

1.1 Budget principal

- 19 créations de postes pour répondre aux besoins du service public :
 - 6 postes sont créés dans le cadre du nouveau pacte métropolitain :
 - un poste d'attaché à la direction générale cultures et arts dans la ville pour le service commun d'animation du réseau de lecture publique
 - un poste d'attaché de conservation du patrimoine et deux postes d'assistant de conservation du patrimoine à la direction du patrimoine et de l'archéologie pour le service commun archives et gestion documentaire au service des communes
 - deux postes d'adjoint technique à la direction de la tranquillité publique pour le service commun centre de supervision urbain
 - 2 postes (un rédacteur chargé des achats et marchés publics et un adjoint administratif chargé budget et comptabilité) sont créés à la cellule de gestion de la direction générale citoyennetés et territoires solidaires
 - 7 postes (quatre attachés et trois adjoints administratifs) sont transférés, depuis la ville de Nantes, dans le cadre de la création d'une cellule de gestion mutualisée pour la DG Cités avec la politique de la Ville
 - 1 poste d'ergothérapeute à 5/10^{ème} est créé à la mission longévité pour répondre à la montée en charge du CREAT (centre de ressources et d'expertise en aides techniques)
 - 1 poste d'adjoint administratif est créé au secrétariat des vice-présidents
 - 1 poste surnuméraire est transféré à la direction générale territoire, proximité, déchets et sécurité depuis la direction de la tranquillité publique de la Ville
 - 1 poste est créé en surnombre pour permettre de répondre à une situation individuelle
De plus, un poste d'ingénieur créé à l'origine pour une durée temporaire à la direction générale déléguée à la fabrique de la ville écologique et solidaire est prolongé pour une durée de deux ans et un poste d'attaché créé à l'origine pour une durée de dix-mois au service urbanisme numérique est prolongé pour une durée de quatre ans.
Enfin, un poste d'ingénieur en chef créé à l'origine pour une durée temporaire à la mission aéroport est pérennisé.
- 1 suppression de postes :
 - 1 poste en surnombre, devenu vacant, est supprimé.

- 18 transformations de postes donnant lieu à des créations visant à adapter la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux nouveaux postes créés seront supprimés lors d'un prochain Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total, le nombre de postes est inchangé.
- 28 transformations de postes donnant lieu à des suppressions dans le contexte de l'adaptation de la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux postes supprimés ont été créés lors d'un précédent Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total le nombre de postes est inchangé.

1.2 Budget annexe de l'eau

- 3 transformations de poste donnant lieu à des créations visant à adapter la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux nouveaux postes créés seront supprimés lors d'un prochain Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total, le nombre de postes est inchangé.
- 1 transformation de poste donnant lieu à une suppression dans le contexte de l'adaptation de la nature du poste au grade de l'agent. Le poste correspondant au poste supprimé a été créé lors d'un précédent Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total le nombre de postes est inchangé.

1.3 Budget annexe de l'assainissement

- 2 créations de postes pour répondre aux besoins du service public :
 - 2 postes de technicien en charge du suivi des contrôles de raccordement des installations privatives et d'assainissement sont créés à la direction des opérateurs de l'eau et de l'assainissement
- 2 transformations de postes donnant lieu à des créations visant à adapter la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux nouveaux postes créés seront supprimés lors d'un prochain Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total, le nombre de postes est inchangé.

1.4 Budget annexe des déchets

- 1 transformation de poste donnant lieu à une création visant à adapter la nature du poste au grade de l'agent. Le poste correspondant au nouveau poste créé sera supprimé lors d'un prochain Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total, le nombre de postes est inchangé.
- 2 transformation de poste donnant lieu à des suppressions dans le contexte de l'adaptation de la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux postes supprimés ont été créés lors d'un précédent Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total le nombre de postes est inchangé.

1.5 Budget annexe des transports

- 1 création de poste en surnombre pour répondre à une situation individuelle

II – RECOURS A DES AGENTS NON TITULAIRES POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE OU SAISONNIER D'ACTIVITÉ

Conformément à l'article L332-23 du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et leurs établissements publics administratifs peuvent recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié un accroissement temporaire d'activité ou à un accroissement saisonnier d'activité.

Ces besoins ne peuvent excéder six à dix-huit mois en fonction du motif.

Pour 2023, afin de répondre aux besoins estimés des directions sur ces motifs, il est proposé de créer 622 emplois non permanents correspondant à 171,7 équivalents temps plein conformément à l'annexe n°2.

III – RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2021

Le rapport social unique est établi annuellement sur la base des données sociales relatives à l'année écoulée.

Un arrêté ministériel du 10 décembre 2021, paru le 12 janvier 2022, a précisé la liste des indicateurs devant figurer dans la base de données sociales.

Le rapport social unique 2021 est établi selon les dix thèmes qui structuraient le document relatif à l'année 2020. Il est toutefois actualisé afin de prendre en compte les données et indicateurs supplémentaires conformément à la liste parue dans l'arrêté sus-visé.

La base de données 2021 relative à Nantes Métropole est disponible sur le site Naonantes.

Les données disponibles dans la base et les indicateurs qui en découlent présentés dans le rapport social unique constituent autant d'outils disponibles pour alimenter le dialogue social, affiner notre analyse, mieux anticiper les évolutions et ainsi prioriser et cibler nos actions en matière de ressources humaines.

Le rapport social unique 2021 a été présenté en comité technique du 18 novembre 2022.

Conformément au décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020, l'avis du comité technique dans son intégralité (annexe n°3), ainsi que le rapport auquel cet avis se rapporte sont portés à la connaissance du conseil métropolitain.

IV– AJUSTEMENT TECHNIQUE DU RIFSEEP

La délibération n°2022-107 du conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022, relative au nouveau régime indemnitaire en vigueur au 01/07/2022, comprend des erreurs matérielles ainsi que des évolutions dans les annexes qu'il convient de rectifier. L'annexe n°2 de cette délibération est ainsi composée de différentes sous-annexes qu'il est proposé de modifier :

Ainsi, l'annexe 1 relative à « l'assise réglementaire, montants et butoirs indemnitaires actuels de chaque cadre d'emplois » est ajustée pour les différents points :

- **Modification du montant du régime indemnitaire de responsabilité concernant les emplois de niveau 1.1 – Directeurs de département** des cadres d'emplois : des Administrateurs territoriaux, des Attachés territoriaux, des Ingénieurs en chef territoriaux, des Ingénieurs territoriaux, des Conservateurs du Patrimoine et des Conservateurs des Bibliothèques : lire 1 240€ au lieu de 1 205€.
- **le cadre d'emplois des Cadres territoriaux de santé paramédicaux** est composé de deux grades : "Cadre de santé" et "Cadre supérieur de santé" au lieu de trois grades auparavant. Leurs régimes indemnitaires de grade sont respectivement de 555€ et de 678€ mensuels.

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat								
Cadre d'emplois des Cadres Territoriaux de santé paramédicaux								
Groupe	Grade	IFSE part grade		IFSE part responsabilité		CIA	RIFSEEP Plafonds annuels maximaux	RIFSEEP Plafonds mensuels maximaux
		IFSE grade	IFSE prise de fonction de niveau supérieur	Emploi	Montant			
3	Cadre de santé	555,00 €		Niveau 3.2 Cadre expert	75,00 €	Référence tableau des primes individuelles attribuées au titre du CIA	24 000,00 €	2 000,00 €
	Cadre supérieur de santé	678,00 €						
2	Cadre de santé	555,00 €		Niveau 3.1 Responsable de service	130,00 €		24 000,00 €	2 000,00 €
	Cadre supérieur de santé	678,00 €						
1	Cadre de santé	555,00 €		Niveau 3.0 Responsable de service Responsable de processus transversaux Responsable de territoire Chargé de quartier Responsable d'établissement Cadre métier Responsable de service expert Développeur de projet	210,00 €		24 000,00 €	2 000,00 €
	Cadre supérieur de santé	678,00 €						

- **le cadre d'emploi des Conseillers territoriaux socio-éducatifs** est composé de trois grades "Conseiller socio-éducatif", "Conseiller supérieur socio-éducatif" et "Conseiller socio-éducatif hors classe" au lieu de deux grades auparavant. Leurs régimes indemnitaires de grade sont respectivement de 525€, 555€ et 678€ mensuels.

Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ainsi qu'à l'emploi d'inspecteur technique de l'action sociale des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Cadre d'emplois des Conseillers Territoriaux Socio-éducatifs								
Groupe	Grade	IFSE part grade		IFSE part responsabilité		CIA	RIFSEEP Plafonds annuels maximaux	RIFSEEP Plafonds mensuels maximaux
		IFSE grade	IFSE prise de fonction de niveau supérieur	Emploi	Montant			
3	Conseiller socio-éducatif	525,00 €		Niveau 3.2 Cadre expert	75,00	Référence tableau des primes individuelles attribuées au titre du CIA	24 000,00 €	2 000,00 €
	Conseiller Supérieur socio-éducatif	555,00 €						
	Conseiller socio-éducatif hors classe	678,00 €						
2	Conseiller socio-éducatif	525,00 €		Niveau 3.1 Responsable de service	130,00		30 000,00 €	2 500,00 €
	Conseiller Supérieur socio-éducatif	555,00 €						
	Conseiller socio-éducatif hors classe	678,00 €						
1	Conseiller socio-éducatif	525,00 €		Niveau 3.0 Responsable de service Responsable de processus transversaux Responsable de territoire Chargé de quartier Responsable d'établissement Cadre métier Responsable de service expert Développeur de projet	210,00		30 000,00 €	2 500,00 €
	Conseiller Supérieur socio-éducatif	555,00 €						
	Conseiller socio-éducatif hors classe	678,00 €						

L'annexe 3 relative aux « primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP » est ajustée conformément aux instances d'octobre 2021 de la Ville de Nantes, de son CCAS et de Nantes Métropole, avec la prise en compte des directives du décret n°2002-598 du 25/04/2002 permettant le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) à certains cadres d'emplois de catégorie A listés, de la filière médico-sociale.

Libellé	Montant 01/01/2018	Bénéficiaires	Modalités / Conditions	Délibération référence
Indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)	Montant variable	Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées, dès lors qu'ils exercent des fonctions ou appartiennent à des corps, grades ou emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, aux fonctionnaires de catégorie C et aux fonctionnaires de catégorie B, et à certains cadres d'emplois de catégorie A listés de la filière médico-sociale : puéricultrices, sage-femmes, cadres de santé, pédicures podologues, ergothérapeutes, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et psychomotriciens, infirmiers en soins généraux.	Décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 Décret 2002-598 du 25 avril 2002	Délibération VDN 04/12/2009 Délibération NM 15/06/2009 Délibérations : CCAS du 13/10/2021 VdN du 15/10/2021 NM du 8/10/2021

L'annexe 1 fait l'objet d'une évolution des modalités d'attribution du régime indemnitaire des conservateurs des bibliothèques mis à disposition auprès de la collectivité :

Le régime indemnitaire des Directeurs Managers - Directeurs d'établissement Culturel de niveau 2.0 peut être attribué dans la limite des butoirs indemnitaires aux agents mis à disposition par l'État.

En vertu de l'article 7 du décret n°85-986 applicable aux fonctionnaires de l'État mis à disposition, il est possible pour la collectivité d'accueil de verser un complément de rémunération au fonctionnaire mis à disposition selon les dispositions suivantes : ce complément doit être dûment justifié et versé selon les règles applicables aux personnels exerçant leurs fonctions dans l'organisme d'accueil. Il est précisé que le fonctionnaire mis à disposition continue à percevoir la rémunération correspondant à son grade ou à l'emploi qu'il occupe dans son administration ou son établissement d'origine.

Pour information : le cadre d'emplois équivalent au corps de conservateur de bibliothèque d'Etat correspond à celui des conservateurs territoriaux de bibliothèques. Notre délibération actuelle en prévoit le versement : extrait de la grille de l'annexe 1 de la délibération de juin 2022.

Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs des bibliothèques, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques

Cadre d'emplois des Conservateurs des Bibliothèques							
Groupe	Grade	IFSE part grade		IFSE part responsabilité		CIA	RIFSEEP Plafonds mensuels maximaux
		IFSE grade	IFSE prise de fonction de niveau supérieur	Emploi	Montant		
3	Conservateur	718,00 €		Niveau 2.0 Directeur Manager Directeur d'établissement Culturel Directeur Expert	410,00 €	Référence tableau des primes individuelles attribuées au titre du CIA	3 083,33 €
	Conservateur en chef	788,00 €					

La collectivité prendra en charge le versement d'un complément de rémunération pour le poste de directeur.rice des bibliothèques municipales 2.0. Ce complément de rémunération prendra la forme d'une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) dont le montant fixé dans la limite des butoirs indemnitaires fera l'objet d'un arrêté individuel d'attribution qui sera établi par la collectivité.

V – AVENANT À LA CONVENTION COLLECTEAM (annexe n°4)

Depuis le 1^{er} janvier 2013, Nantes Métropole propose à ses agents d'adhérer à une convention de participation au risque prévoyance, conclue avec la société COLLECTEAM, convention commune à ce jour à 18 structures :

- * Nantes Métropole
- * Ville de Nantes
- * CCAS de la Ville de Nantes
- * Crédit Municipal de Nantes
- * Syndicat Mixte Angers-Nantes Opéra
- * Ecole des beaux arts de Nantes Saint Nazaire
- * Ville de Bouaye
- * Ville de Carquefou
- * CCAS de la Ville de Carquefou
- * Ville de la Chapelle-sur-Erdre
- * Ville des Sorinières
- * Ville de Rezé
- * CCAS de la Ville de Rezé
- * Ville de Saint-Aignan-de-Grand-Lieu
- * Ville de Saint-Léger-les-Vignes
- * Ville de Saint-Jean-de-Boiseau
- * Caisse des Ecoles de Saint-Jean-de-Boiseau
- * Ville de Vertou.

Lors de la procédure de marché public relative au renouvellement, à compter du 1^{er} janvier 2020 et pour 6 années, de la convention de participation au risque prévoyance, les négociations préalables avaient conduit à garantir un gel des taux pour les 3 premières années, puis, à encadrer ceux-ci à compter de la 4^e année en proposant un pourcentage d'augmentation applicable en fonction de l'aggravation de la sinistralité ne pouvant dépasser 15 %.

Suite au constat d'une dégradation des comptes de résultat du contrat de prévoyance au titre des exercices 2020 et 2021 expliquée notamment par l'augmentation de l'absentéisme indemnisé, il est nécessaire de modifier la convention de participation conformément aux éléments négociés à la mise en œuvre de la convention et pour ce qui concerne le point suivant :

- Hausse du taux de cotisation de 15 % pour toutes les formules.

A compter du 1^{er} janvier 2023, les nouveaux taux de cotisation sont fixés comme suit :

GARANTIES	TAUX DE COTISATION EN VIGUEUR JUSQU'AU 31/12/2022	TAUX DE COTISATION APPLICABLES A PARTIR DU 01/01/2023
RÉGIME DE BASE : INCAPACITÉ TEMPORAIRE DE TRAVAIL / INVALIDITÉ PERMANENTE / PERTE DE RETRAITE CONSÉCUTIVE À UNE INVALIDITÉ PERMANENTE	1,52 %	1,75 %
FORMULE 1 : RÉGIME DE BASE + DÉCÈS / PERTE TOTALE ET IRRÉVERSIBLE D'AUTONOMIE / FRAIS D'OBSÈQUES	1,92 %	2,21 %
FORMULE 2 : FORMULE 1 + RENTE TEMPORAIRE DE CONJOINT	2,22 %	2,55 %
FORMULE 3 : FORMULE 1 + RENTE ÉDUCATION	2,09 %	2,40 %
FORMULE 4 : FORMULE 1 + FORMULE 2 + FORMULE 3	2,39 %	2,75 %

Il est à noter que ces taux demeurent applicables jusqu'au 31 décembre 2024.

Par ailleurs, il est expressément convenu que chaque collectivité membre du groupement de commande dont Nantes Métropole est le coordonnateur autorise ce dernier à signer au nom et pour le compte de l'ensemble des participants.

Ce dossier a été soumis pour avis au comité technique le 18 novembre 2022.

VI- MALADIE PROFESSIONNELLE DUE A L'AMIANTE – REMBOURSEMENT DU FIVA

La maladie professionnelle d'un ancien agent de Nantes Métropole, actuellement à la retraite, a été reconnue comme maladie imputable au service par Nantes Métropole, en raison d'une exposition à l'amiante, suite à l'avis rendu par la commission de réforme le 26 mars 2021.

Une demande indemnitaire de cet agent a été adressée au Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante (FIVA), en septembre 2021. L'indemnisation proposée par le FIVA, d'un montant de 17 000,38 euros a été acceptée par cet agent en avril 2022.

Lorsque le FIVA indemnise une victime de l'amiante, l'organisme dispose d'un droit à exercer une action subrogatoire contre l'employeur de la victime, responsable de la maladie professionnelle, sur le fondement de l'article 53 VI de la loi du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001. Cette action subrogatoire signifie que le FIVA se substitue à l'agent victime dans les droits qu'il possède contre son employeur responsable.

En l'espèce, le FIVA bénéficie d'une action subrogatoire qu'il a exercé le 1er septembre 2022, contre Nantes Métropole, en vue du remboursement de la somme de 10 300 euros correspondant à l'indemnisation du préjudice moral, des souffrances physiques et du préjudice d'agrément supportés par l'agent (annexe n°5).

Au regard de ces éléments, Nantes Métropole a demandé dans un courrier du 7 octobre 2022 le détail du calcul desdits préjudices au FIVA. Ce dernier a fourni les éléments demandés dans un courrier du 12 octobre 2022.

Il est proposé au Conseil Métropolitain de rembourser le FIVA, subrogé dans les droits de l'agent, la somme de 10 300 euros, au titre de l'indemnisation des préjudices cités ci-dessus, causés par la maladie professionnelle due à l'exposition à l'amiante au titre de son activité au sein de Nantes Métropole.

VII- CONVENTION INDUSTRIELLE DE FORMATION PAR LA RECHERCHE (CIFRE) : CHANGEMENT DE LA DIRECTION PORTEUSE DU SUJET DE THÈSE : DE LA DIRECTION GÉOGRAPHIE OBSERVATION (DGO) À LA DIRECTION ANIMATION DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE (DATE)

Dès 2013, Nantes Métropole a conclu des conventions CIFRE avec l'Association Nationale pour la Recherche et la Technologie (ANRT) afin de pouvoir accueillir des doctorants au sein des services de Nantes Métropole. Le dispositif CIFRE vise à favoriser l'insertion professionnelle des doctorants en les plaçant dans des conditions d'emploi au sein des collectivités. Les conventions CIFRE sont d'une durée de 3 ans et font l'objet d'une aide financière de l'État.

Par délibération du 11 décembre 2020, un projet de thèse a été validé auprès de la direction géographie et observation (DGO) du département ressources numériques (DRN) : **Enjeux, usages et limites du jumeau numérique urbain : « exploration des potentiels d'application pour la modélisation de la ville en été »**.

L'accueil est prévu pour le doctorant auprès du Centre de Recherche Nantais Architectures Urbanités (CRENAU).

Après une nouvelle réflexion menée par les directions de Nantes métropole (DGO / DRN et DATE), en 2021 et 2022, en lien avec l'université de Nantes et l'École centrale, sur les enjeux de cette thèse et de la modélisation et stockage des données recueillies autour de la thématique « chaleur en ville », il est proposé de modifier la direction d'accueil d'un.e doctorant.e CIFRE qui passerait de la DGO à la DATE (cette CIFRE relevant davantage de la politique publique Energie – Climat) avec le département des ressources numériques en support et appui.

Le laboratoire assurera la phase de recherche scientifique autour de la problématique du changement climatique.

Le doctorant devra notamment :

- récolter, produire un ensemble de données (relevées entre autres par le réseau de station météo : vitesse du vent, taux d'humidité, ...)
- générer de la donnée
- stocker et modéliser les données récoltées
- analyser et permettre le traitement de la donnée et conceptualiser son usage
- réaliser un démonstrateur permettant d'illustrer les potentialités du jumeau numérique climatique
- établir une documentation précise de la mise en œuvre du démonstrateur qui permettra d'établir un cahier des charges pour un outil numérique au service de la transformation des dynamiques urbaines.

VIII – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DANS LE CADRE DU PLAN METROPOLITAIN DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes a été initiée par l'État en fin d'année 2018.

La Métropole et ses communes ont confirmé leur engagement dans ce plan qui doit permettre d'apporter des réponses concrètes et directes aux enfants, jeunes et familles, qui sont le plus touchés par la précarité sur le territoire.

Les 5 actions principales du plan d'action sont :

- 1/ la création d'un accueil de jour pour familles avec enfants à la rue ;
- 2/ le renforcement des actions de lutte contre la précarité alimentaire : développement des épiceries sociales ou projets équivalents favorisant l'accès à une alimentation équilibrée et abordable, en lien avec le Projet Alimentaire de Territoire ;
- 3/ le renforcement de l'accompagnement socio-professionnel de jeunes femmes monoparentales en situation de précarité ;
- 4/ l'expérimentation de nouvelles actions de lutte contre le non-recours aux droits et contre la fracture numérique, avec, notamment, la création d'équipes professionnelles mobiles qui vont aller au plus près des habitants pour informer et accompagner sur l'accès aux droits ;

5/ le renforcement des droits fondamentaux des enfants : renforcer l'accompagnement des parents et des enfants en situation de précarité accueillis dans les structures multi-accueil municipales, lutter contre les inégalités scolaires en favorisant la participation des enfants en situation de précarité aux temps périscolaires, améliorer la scolarisation des enfants vivant en campements / bidonvilles et enfin développer les actions de soutien à la parentalité.

Dans le cadre du développement de synergies entre services de Nantes Métropole et du CCAS de la Ville de Nantes, il est proposé qu'à compter du 1^{er} janvier 2023, le directeur ou la directrice du département Prévention et Solidarités (cadre d'emplois des attachés territoriaux) soit mis à disposition de Nantes Métropole, à raison de 5% d'un équivalent temps plein.

Les conditions de mise à disposition de personnel pour une durée de deux ans et les modalités financières sont définies dans une convention (annexe n°6).

IX – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRÈS DE LA MISSION NANTES METROPOLE TERRITOIRE DE LONGEVITE

En application de la loi du 7 août 2015, portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), des compétences du champ social ont été transférées du Conseil Départemental de Loire-Atlantique vers Nantes Métropole.

Aussi, la mission gérontologique, intitulée aujourd'hui Mission Nantes Métropole Territoire de Longévité, a été créée en 2016 pour une mise en œuvre opérationnelle début 2017.

Elle assure le pilotage des interventions auprès des partenaires institutionnels locaux et nationaux notamment en coprésidant la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie en lien avec le Conseil départemental de Loire-Atlantique et en coprésidant le Conseil Départemental Métropolitain de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDMCA).

La mission a également un rôle d'accompagnateur et de coordinateur auprès des acteurs gérontologiques et auprès des porteurs de projet du territoire notamment via les appels à projets de la conférence des financeurs.

Elle pilote un Centre de Ressources et d'Expertise en Aides Techniques (CREAT) dont elle assure le fonctionnement pour faciliter le maintien à domicile des personnes âgées, l'accompagnement de leurs aidants et le travail des professionnels.

Elle coordonne et subventionne les huit Centres Locaux d'Information et de Coordination de la métropole.

Pour faire suite au Grand débat Longévité en 2019, la mission pilote la feuille de route longévité et sa gouvernance associée.

Elle pilote également la stratégie Métropole Amie des Aînés et accompagne les communes de la métropole souhaitant s'y engager.

Dans le cadre du développement de synergies entre services de Nantes Métropole et du CCAS de la Ville de Nantes, il est proposé qu'à compter du 1^{er} janvier 2023, le directeur ou la directrice du département Prévention et Solidarités du CCAS (agent du cadre d'emplois des attachés territoriaux), soit mis à disposition de la mission Nantes Métropole territoire de longévité à raison de 10% d'un équivalent temps plein.

Les conditions de mise à disposition de personnel (pour une durée de deux ans) et les modalités financières sont définies dans une convention (annexe n°7).

X – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL DANS LE CADRE DE LA COMPETENCE FONDS DE SOLIDARITE LOGEMENT

En application de la loi du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), des compétences du champ social sont transférées du conseil Départemental de Loire-Atlantique vers Nantes Métropole.

Il s'agit plus particulièrement de la compétence du Fonds de Solidarité pour le Logement.

Le FSL a pour objectif d'accorder des aides financières aux personnes qui rencontrent des difficultés pour assurer les dépenses de leur logement (dépôt de garantie, loyer impayé...) ; qu'il s'agisse de difficultés à l'accès ou au maintien dans un logement.

Dans le cadre du développement de synergies entre services de Nantes Métropole et du CCAS de la Ville de Nantes, il est proposé qu'à compter du 1^{er} janvier 2023, un agent du CCAS (cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs) soit mis à disposition de Nantes Métropole à raison de 90% d'un équivalent temps plein.

Les conditions de mise à disposition (pour une durée d'un an) de personnel et les modalités financières sont définies dans une convention (annexe n°8).

XI – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRES DE LA SOCIETE PUBLIQUE LOCALE LE VOYAGE A NANTES.

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 10 décembre 2021, Nantes Métropole a approuvé le renouvellement de la gestion déléguée à la société publique locale *Le Voyage à Nantes* du site du Château des ducs de Bretagne, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des cryptes de la cathédrale. Ainsi, la société publique locale s'est vue confier par convention de délégation de service public l'exploitation et la gestion de ces sites pour une durée de 5 années du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026.

Une première convention de mise à disposition de personnel a pu être établie pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Il est proposé de renouveler la mise à disposition de quatorze agents de Nantes Métropole auprès de la société publique locale *Le Voyage à Nantes* pour une période d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2023.

Les conditions de mise à disposition de personnel et les modalités financières sont définies dans une convention (annexe n°9).

XII – CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL AUPRES DU POLE METROPOLITAIN NANTES SAINT NAZAIRE

Le Pôle Métropolitain Nantes / Saint-Nazaire (PMNSN) recouvre les territoires de cinq intercommunalités regroupant 61 communes et représentant plus de 840 000 habitants. Il structure, entre les intercommunalités, les volontés de coopération au service de la stratégie partagée du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et permet de renforcer l'efficacité et la coordination de politiques publiques sectorielles.

Outre le portage et la responsabilité du SCOT, le PMNSN est chargé de la mise en œuvre d'actions d'intérêt métropolitain relevant notamment de la protection de l'environnement.

Nantes Métropole, dans le cadre de la compétence «prévention des risques technologiques et naturels majeurs», dispose d'un service spécialisé et dédié à la prévention et à la lutte contre les pollutions et atteintes environnementales : **la Cellule Opérationnelle de Prévention des Risques Environnementaux (COPRE)**, service de la Direction Risques et Protection des Populations (DRPP).

Dans le cadre d'une convention partenariale (annexe n°10) visant à la protection de l'environnement et à l'alliance des territoires du SCOT, il est proposé que Nantes Métropole mette à disposition du PMNSN un agent du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux et trois agents du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, à raison de 5 % de leur temps de travail.

En cas de nécessité (pollution, atteinte environnementale...), la quotité de travail des agents mis à disposition, pour le compte du PMNSN, pourra être plus importante afin de répondre aux besoins de service.

Les conditions de mise à disposition de personnel (pour une durée d'un an) et les modalités financières sont définies dans une convention (annexe n°10).

**Le Conseil délibère et,
par 89 voix pour et 8 abstentions**

1. approuve l'adaptation du tableau des emplois permanents (annexe n°1);
2. approuve les créations d'emplois non permanents proposées pour 2023 pour accroissement temporaire ou saisonnier d'activité (annexe n°2),
3. prend acte de l'avis du comité technique du 18 novembre 2022 et du rapport social unique 2021 auquel il se rapporte (annexe n°3) ;
4. - approuve les ajustements techniques portés aux annexes 1 et 3 de la délibération cadre de refonte du régime indemnitaire (délibération n°2022-107 du conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022) ;
- approuve l'évolution des modalités d'attribution du régime indemnitaire des conservateurs des bibliothèques mis à disposition auprès de la collectivité sur poste de direction 2.0 ;
5. approuve et autorise la signature d'un avenant à la convention de participation à la prévoyance coordonnée par Nantes Métropole avec le groupement Collecteam/IPSEC, à compter du 1^{er} janvier 2023 (annexe n°4) ;
6. approuve le remboursement au Fonds d'Indemnisation des Victimes de l'Amiante de la somme de 10 300 euros, au titre de l'indemnisation versée à un agent en vue de réparer les préjudices moral, d'agrément et les souffrances physiques causés par sa maladie professionnelle due à une exposition à l'amiante en raison de son activité à Nantes Métropole (annexe n°5);
7. approuve le changement de direction d'accueil de doctorant (de la direction géographie observation à la direction animation de la transition écologique) dans le cadre de la convention CIFRE approuvée par la délibération du 11 décembre 2020;
8. approuve et autorise la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent du CCAS (Département Prévention et Solidarités) auprès de Nantes Métropole, dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté (annexe n°6) ;
9. approuve et autorise la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent du CCAS (Département Prévention et Solidarités) auprès de la mission territoire de longévité (annexe n°7) ;
10. approuve et autorise la signature d'une convention de mise à disposition d'un agent du CCAS (Département Prévention et Solidarités) auprès de Nantes Métropole, dans le cadre de la compétence du Fonds de Solidarité pour le Logement (annexe n° 8) ;
11. approuve et autorise la signature d'une convention de mise à disposition de quatorze agents auprès de la société publique locale *Le Voyage à Nantes* (annexe n°9) ;
12. approuve et autorise la signature d'un avenant à la convention de mise à disposition d'un ingénieur et trois techniciens auprès du Pôle Métropolitain Nantes Saint-Nazaire (annexe n°10) ;
13. précise que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
14. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Abstentions : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M. RICHARD

Sous total (1)	EMPLOIS au 7 octobre 2022	DÉLIBÉRÉ DU CONSEIL METROPOLITAIN DU 15 DECEMBRE 2022					PREVISIONS DE SUPPRESSION	EFFECTIF PREVISIONNEL (en tenant compte des prévisions de suppression)
		SUPPRESSIONS APRES AVIS DU CT	CREATIONS	CREATIONS SUITE A SERVICES COMMUNS NM et les communes	CREATIONS SUITE A SERVICES COMMUNS NM et Ville de Nantes	EMPLOIS au 15 décembre 2022		
EMPLOIS FONCTIONNELS DE DIRECTION								
Directeur général des Services	1					1		1
Directeur général adjoint des services	11					11		11
Directeur général des Services Techniques	0					0		0
Sous total (1)	12	0	0	0	0	12	0	12
FILIERE ADMINISTRATIVE								
Administrateur	27		1			28	-1	27
Attaché	506	-7	8	1	4	512	-2	510
Rédacteur	349	-3	4		1	351	-3	348
Adjoint administratif	633	-6	3		4	634	-3	631
Sous total (2)	1515	-16	16	1	9	1525	-9	1516
FILIERE TECHNIQUE								
Ingénieur en chef	36					36	-1	35
Ingénieur	433	-8	5			430	-3	427
Technicien	559	-2	5			562	-5	557
Agent de maîtrise	284	-2	1			283	-5	278
Adjoint technique	1420	-4	2	2		1420	-1	1419
Sous total (3)	2732	-16	13	2	0	2731	-15	2716
FILIERE MEDICO - SOCIALE								
SECTEUR MEDICO - SOCIAL								
Médecin	7					7		7
Infirmier	1					1		1
Psychologue	4					4		4
Sous total (4)	12	0	0	0	0	12	0	12
SECTEUR MEDICO TECHNIQUE								
Diététicien / Ergothérapeute / Psychomotricien	3		1			4		4
						0		0
Sous total (5)	3	0	1	0	0	4	0	4
SECTEUR SOCIAL								
Assistant socio-éducatif	5		1			6		6
Sous total (6)	5	0	1	0	0	6	0	6
FILIERE CULTURELLE								
Conservateur du patrimoine	12					12		12
Attaché de conservation du patrimoine	24			1		25		25
Bibliothécaire	0					0		0
Assistant de conservation du patrimoine	42			2		44		44
Adjoint territorial du patrimoine	46					46		46
Sous total (7)	124	0	0	3	0	127	0	127
FILIERE ANIMATION								
Animateur territorial	1					1		1
Adjoint territorial d'animation	0					0		0
Sous total (8)	1	0	0	0	0	1	0	1
FILIERE POLICE								
Directeur de police municipale	1					1		1
Chef de service de police	2					2		2
Agent de police	31					31		31
Sous total (9)	34	0	0	0	0	34	0	34
TOTAL GENERAL	4438	-32	31	6	9	4452	-24	4428

27 - Décision modificative n°4 - Budget annexe Transports Collectifs

Exposé

Cette délibération présente le contenu de la décision modificative n°4 pour le Budget Annexe des Transports Collectifs.

1) Équilibre de la décision modificative

En dépenses et recettes réelles	Dépenses réelles d'exploitation	Recettes réelles d'exploitation	Dépenses réelles d'investissement (hors dette)	Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)
Budget total avant DM 4	228 847 392,00 €	250 287 075,00€	107 606 209,63 €	27 952 795,35 €
DM 4	-1 668 050,00 €	-1 668 050,00 €	0,00 €	0,00 €
Evolution en %	0,7 %	0,6 %		

Cette quatrième décision modificative de l'exercice 2022 enregistre principalement les conséquences à la fois d'une baisse des fréquentations du réseau de transports collectifs qui, dans la suite de la crise sanitaire, n'arrive pas à retrouver le niveau de 2019, mais également la hausse des coûts de l'énergie qui excède largement les hypothèses économiques qui avaient été prises en compte pour le calcul des charges lors de la négociation du contrat de Délégation de Service Public (DSP). Il s'agit également de procéder à une nouvelle répartition des crédits inscrits par chapitre.

Dépenses de fonctionnement :

Les dépenses de fonctionnement sont diminuées de 1,7 M€ dont notamment :

- 1,7 M€ sur les intérêts de la dette,
- 1,1 M€ de taxes foncières,
- 2,7 M€ de subvention d'équipement qui seront reportés en 2023,
- + 3,8 M€ de forfait de charge supplémentaire conformément à l'avenant n°6 au contrat de DSP.

Recettes de fonctionnement :

Les recettes de fonctionnement sont diminuées de 1,7 M€ dont notamment :

- 7,1 M€ de recettes d'exploitation conformément à l'avenant n°6 au contrat de DSP,
- 0,3 M€ sur les autres recettes,
- + 5,7 M€ de versement mobilité complémentaires.

Le Conseil délibère et,
par 74 voix pour, 8 voix contre et 15 abstentions,

1. approuve par chapitre la décision modificative n°4 du **Budget annexe des transports collectifs** jointe à la délibération (annexe 1),

2. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Contre : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M. RICHARD

Abstentions : Mme BONNET, M. SALAUN, Mme GUERRIAU, M. VOUZELLAUD, Mme GUILLON, Mme LE COULM, M. PARAGOT, M. LE CORRE, Mme DUBETTIER-GRENIER, M. BRILLAUD DE LAUJARDIERE, M. AMAILLAND, Mme IMPERIALE, M. TURQUOIS, Mme GESSANT, M. VEY

Direction générale Ressources
Département Finances, Marchés et Performance
Direction du Contrôle de gestion

28 - Contrat d'objectifs et de moyens entre Nantes Métropole et N7TV – 2023-2026 - Approbation

Exposé

Créée en 2004, la chaîne Télénantes a fusionné en 2010 avec la chaîne Nantes 7 avec laquelle elle partageait un canal de diffusion. N7TV, sa société éditrice, a obtenu le 18 janvier 2011 de l'Autorité publique française de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) (anciennement CSA) le titre d'opérateur unique pour l'exploitation du service privé de télévision à vocation locale diffusé en clair par voie hertzienne terrestre en mode numérique dans la zone de Nantes.

Télénantes a bénéficié depuis sa création de contrats d'objectifs et de moyens avec Nantes Métropole conformément à l'article L1426-1 du CGCT.

De 2011 à 2017, Télénantes a consolidé sa position de chaîne locale sur la métropole Nantes Saint-Nazaire et sur la Loire-Atlantique en complétant sa diffusion via la télévision numérique terrestre (TNT) par une diffusion sur les « box » ADSL, fibre ou câble des fournisseurs d'accès à internet (FAI).

Cette période a également permis de préparer l'installation de Télénantes au Médiacampus, sur l'île de Nantes, en juillet 2017.

Depuis septembre 2020, Télénantes est devenue la chaîne 100 % info en Loire-Atlantique. Ce changement de ligne éditoriale s'accompagne d'une alliance éditoriale, digitale et commerciale avec le groupe Ouest-France. Ce repositionnement a permis d'augmenter l'audience de la chaîne. Sur la saison de septembre 2021 à juin 2022, en Loire-Atlantique, l'audience semaine a progressé de 33% et l'audience quotidienne de 120% par rapport à la saison 2019-2020 précédant le changement de ligne éditoriale, soit 50 300 spectateurs pour la Loire-Atlantique et la Vendée, ce qui représente 3 % de la population de plus de 15 ans. Selon Médiamétrie, le public global de la chaîne est de 501 900 personnes de plus de 15 ans sur la Loire-Atlantique et la Vendée, soit 31 % de la population de plus de 15 ans.

L'association Télénantes, à l'origine de la chaîne, détient 41,91 % de la société. Ces parts sont en cours de rachat par Euromédia12, filiale du groupe SIPA Ouest-France, et Média7, filiale média du groupe nantais Mstream (production audiovisuelle), qui détiennent indirectement chacun actuellement 10,39 % du capital.

La période qui s'ouvre doit donc permettre à Télénantes de conforter ses objectifs :

- Fonder son développement commercial et sa pérennité économique sur l'arrivée de nouveaux actionnaires ;
- Maintenir l'utilité et la qualité de son contenu éditorial, la rigueur de sa gestion, l'efficacité de son organisation ;
- Réduire son besoin de financement public ;
- Être un média télévisuel et numérique grand public et gratuit, centré sur le suivi de l'actualité de son territoire de diffusion, proche des préoccupations de ses habitants ;
- Renforcer son impact, sa notoriété et sa visibilité ;
- S'inscrire pleinement dans la révolution digitale pour élargir ses audiences et toucher de nouveaux publics.

- Être pour la métropole nantaise le média généraliste basé sur son territoire, contribuant tant à l'information de ses habitants sur son actualité qu'à son rayonnement hors de son territoire.

La programmation doit permettre un impact et une visibilité sur le territoire faisant de Télénantes un média grand public reconnu.

Dans le cadre de son autorisation à émettre 24 heures par jour, 365 jours par an, dans les conditions prévues par sa convention avec l'ARCOM, les programmes de Télénantes devront :

- Suivre l'actualité quotidienne de son territoire de diffusion en étant respectueux des règles déontologiques et du pluralisme de l'information
- Être majoritairement centrés sur la vie locale et régionale
- Être proche des préoccupations des habitants de son territoire de diffusion
- Valoriser les actions et initiatives des divers acteurs de son territoire de diffusion
- Favoriser le débat sur les thèmes qui impliquent la vie des citoyens de la métropole
- Faciliter la lecture et la compréhension de l'organisation territoriale
- Relater la vie publique locale dans ses réalisations, en rendant compte des débats et décisions des collectivités et acteurs publics selon une approche pluraliste
- Avoir une grille de programmes lisible favorisant le développement de l'audience.

Télénantes s'attachera à suivre particulièrement les enjeux stratégiques de ce territoire comme les enjeux de transition écologiques, climatiques, sociales ou encore de mobilité.

Par ailleurs, l'actualité sportive et culturelle étant particulièrement riche sur la métropole, Télénantes recherchera à développer des captations de ces événements pour les rendre accessibles au plus grand nombre.

Pour cela, Télénantes proposera une programmation généraliste dans une pluralité de formes et d'écritures télévisuelles, du format très court au magazine, du documentaire au débat, favorisant l'analyse et la compréhension des enjeux locaux.

L'ensemble des programmes réalisés par N7TV, en production ou en coproduction, seront conservés et archivés en tant qu'élément constitutif de la mémoire audiovisuelle de Nantes Métropole, dans le respect de chacun de leurs ayants-droits.

Il est proposé de conclure un nouveau contrat d'objectifs et de moyens avec N7TV, ci-joint, pour la période 2023-2026. Sur cette période, Nantes Métropole apportera à N7TV, au titre des missions de service public précitées, une contribution financière d'un montant total de 4 135 000€, dont 1 165 000 € pour l'année 2023, sous réserves du vote des crédits budgétaires correspondants.

Le précédent contrat d'objectifs et de moyens avait intégré une réduction de la contribution de Nantes Métropole de -120 000 € sur la durée du contrat (2018-2022). Pour la période 2023-2026, il est proposé une baisse progressive de -350 000 € sur la durée du contrat.

Le nouveau contrat d'objectifs et de moyens à conclure entre Nantes Métropole et N7TV, est une nouvelle étape importante, dont les résultats seront évalués régulièrement, à l'aide des indicateurs précisés à l'annexe 2 du contrat.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le contrat d'objectifs et de moyens entre N7TV et Nantes Métropole, annexé à la présente délibération,

2 – approuve le versement d'une contribution financière d'un montant total de 4 135 000€ sur la période 2023-2026, sous réserves du vote chaque année des crédits budgétaires correspondants,

3 – désigne M. Bassem ASSEH comme observateur de Nantes Métropole au Conseil d'Administration de N7TV,

4 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ne participe pas au vote : M. Bassem ASSEH

29 - Dispositions financières diverses

Exposé

1 - Transition écologique - Acquisition de rames de tramway et réalisation d'études et travaux associés – Adaptation des infrastructures et Centres Techniques et d'Exploitations existants phase 1 – Modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle

L'acquisition de tramways de grande longueur nécessite de réaliser des études et travaux d'adaptations des infrastructures et centres techniques d'exploitation (CETEX) pour accueillir ces nouvelles rames.

Par délibération n°2017-42, le conseil métropolitain du 24 mars 2017 a approuvé le lancement d'une procédure négociée avec mise en concurrence préalable pour la conclusion d'un accord-cadre de mandats portant sur l'acquisition de rames de tramway ainsi que sur les études et travaux associés. Cet accord-cadre a été attribué à la SEMITAN.

Par délibération n°2019-80, le conseil métropolitain du 28 juin 2019 a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'adaptation des infrastructures et CETEX phase 1, correspondant aux études et travaux nécessaires pour permettre l'accueil et la mise en circulation des nouvelles rames de tramway de la métropole sur la ligne 1 du tramway, pour un montant de 4 166 666 € HT soit 5 000 000 € TTC.

Un marché subséquent n°2 relatif à cette opération d'adaptation des infrastructures et CETEX étape 1 a été notifié à la SEMITAN dans le cadre du dit accord-cadre de mandats.

Par délibération n°2021-82, le conseil métropolitain du 29 juin 2021 a approuvé le lancement des procédures des marchés nécessaires à l'acquisition des fournitures et à la réalisation des travaux d'adaptation des infrastructures de la ligne 1 du tramway aux futures rames de grande longueur pour un montant de 1 400 000 € HT soit 1 680 000 € TTC.

Par délibération n°2021-108, le conseil métropolitain du 8 octobre 2021 a approuvé le lancement des procédures des marchés nécessaires à l'acquisition des fournitures et à la réalisation des travaux d'adaptation du Centre Technique d'Exploitation de Dalby aux futures rames de grande longueur pour un montant de 1 208 333 € HT soit 1 450 000 € TTC.

La majeure partie des travaux d'infrastructures a été réalisée au printemps et à l'été 2022. Or, le coût du projet a été impacté par plusieurs facteurs.

Certaines prestations, en particulier le déplacement des points d'arrêts en station, se sont révélées plus onéreuses qu'estimées initialement. Par ailleurs, des prestations complémentaires ont dû être commandées, en lien avec les caractéristiques précises du nouveau matériel roulant construit par Alstom (non connues lors des précédentes délibérations), et des interfaces qu'il induit, notamment dans le cadre de la validation des dossiers de sécurité. Ces éléments sont venus renchérir le coût du projet d'un montant estimatif (tenant compte des prévisions de révisions pour les mois à venir) de 458 333,33 € HT soit 550 000 € TTC.

En complément, sur certains points singuliers du réseau (Bouffay et gare nord), il convient de mettre en place une signalisation adaptée pour que les tramways de grande capacité ne se croisent pas sur des ouvrages d'art existants dont les caractéristiques techniques ne le permettent pas. Le coût de cet aménagement est estimé à 166 666 € HT soit 200 000 € TTC.

Ainsi, il est proposé, afin de finaliser l'adaptation de la ligne 1 de tramway et du CETEX de Dalby pour l'arrivée des nouveaux tramways de Nantes Métropole en 2023, de modifier le programme de l'opération pour y intégrer le traitement de l'interdiction de croisement au-dessus des deux ouvrages d'art précités, et d'augmenter l'enveloppe financière prévisionnelle de 750 000 € TTC, portant son montant de 5 000 000 € TTC à 5 750 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget annexe transport sur l'AP50 libellée « transports collectifs » opération 2021 n°3961 libellée « Acq. Tramway – adaptation CETEX et infrastructures phase 1 ».

2 - Nantes – Aménagement des carrefours Belges – Tortière – Lemoine et Belges – Coudray – Route de Saint-Joseph - Modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée

Par délibération en date du 25 janvier 2019, le bureau métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement des carrefours Belges – Tortière – Lemoine et Belges – Coudray – Route de Saint-Joseph à Nantes pour un montant de 1 624 266,67 € HT soit 1 949 120 € TTC (valeur janvier 2019).

Pour mémoire, le projet avait pour objectif une meilleure fluidité des transports en commun aux carrefours et une amélioration des modes actifs. Pour cela, il était prévu :

- le maintien du carrefour à feux au niveau de la route de St Joseph,
- la transformation du stationnement en épis en stationnement longitudinal entre la route de St Joseph et le pont de la Tortière pour permettre la réalisation d'un couloir bus et la création de pistes cyclables derrière les arbres,
- l'aménagement du carrefour de la tête Est du pont de la Tortière avec une priorité pour le bus gérée par feux et la création d'un espace urbain de qualité,
- le traitement des continuités piétonnes et cyclables le long du boulevard, la sécurisation des traversées et la création de liaisons vers la promenade de l'Erdre,
- la création d'un site propre pour les bus sur le pont de la Tortière, avec une station implantée à l'entrée Est du pont et l'aménagement des continuités piétonnes et cyclables sur le pont.

Compte tenu des réflexions engagées parallèlement sur les boulevard du XIXème, les études de conception se sont portées plus particulièrement sur le carrefour Belges / Tortière / Lemoine et ses abords directs, dont la rue Lemoine.

Le maître d'œuvre de l'opération, le groupement D'Ici-là / TPFI, a remis son avant-projet. Il s'avère que l'enveloppe financière délibérée est suffisante pour réaliser les aménagements prévus sur le carrefour et le pont, mais qu'elle ne permet pas de traiter la rue Lemoine, alors qu'il serait souhaitable de l'intégrer au périmètre d'étude afin de garantir une meilleure fluidité à la ligne 23 et de sécuriser l'itinéraire vélos sur cet axe fortement circulé.

Pour prendre en compte ces aménagements complémentaires, il convient de modifier le programme, notamment pour intégrer la rue Lemoine. Le projet aurait ainsi pour objectifs :

- le maintien du carrefour à feux au niveau de la route de Saint-Joseph ;
- l'aménagement du carrefour de la tête Est du pont de la Tortière avec passage de trois à deux phases des feux pour prioriser le passage des bus, ainsi que la création d'un espace urbain de qualité favorisant le piéton et les cycles dans le carrefour ;
- la création d'un site propre pour les bus sur le pont de la Tortière, avec une station implantée à l'entrée Est du pont, et l'aménagement des continuités piétonnes et cyclables sur le pont (pistes spécifiques) ;
- la réalisation d'un couloir bus descendant sur la rue Lemoine, avec reprise du trottoir Ouest et effacement des réseaux aériens.

Pour ce faire, il est nécessaire au préalable d'ajuster l'enveloppe financière prévisionnelle pour la porter à 2 500 000 € HT soit 3 000 000 € TTC (valeur juillet 2022).

Il convient également de revaloriser le marché de maîtrise d'œuvre pour tenir compte de ce nouveau périmètre et du nouveau montant des travaux validé par la maîtrise d'ouvrage. Pour ce faire, un avenant au marché actuel d'un montant de 32 931 € HT a reçu un avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en novembre 2022.

La consultation comprend 3 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 2 100 000 € HT soit 2 520 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Les crédits correspondants sont prévus au budget annexe transports sur l'AP 050, libellée « Transports collectifs », opération « 2021- 3481 », libellée « Aménagements voirie bus et chronobus existants ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de la PPI non territorialisée.

3 - Patinoire du Petit Port – Tarifs – Approbation

Nantes Métropole a confié à la Ville de Nantes la gestion de la patinoire du Petit Port dans le cadre du contrat de délégation de service public pour la gestion du Centre de Loisirs du Petit Port, conclu avec Nantes Métropole Gestion Equipements jusqu'en juin 2026.

A partir du 1^{er} janvier 2023, il est proposé une évolution de la grille tarifaire de cet équipement afin de tenir compte de l'impact de l'augmentation du coût de l'énergie.

L'ensemble des tarifs de la patinoire est présenté en annexe 1.

4 - Délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la Cité des Congrès de Nantes – Aide exceptionnelle Covid - La Folle journée 2022 - Avenant n°14

En 2022, la Folle journée de Nantes a été le premier événement à se tenir après les restrictions liées à la crise sanitaire qui avait dû être durcies fin 2021. Pour les éditions 2022 et 2023, suite à la mise en sommeil de la SAEM La Folle journée, la Cité des Congrès a été choisie pour organiser la manifestation, conformément à la convention de partenariat qui a été conclue entre la Ville de Nantes et Nantes Métropole.

Les conditions de tenue de l'événement en 2022 dans le respect des contraintes fixées par l'Etat - restriction des jauges dans les salles, dépenses de contrôle pour la circulation interne à l'événement, interdiction des cocktails partenaires, fermetures des bars et de la restauration – ont généré des pertes. Un déficit de 585 000 € est enregistré sur la manifestation. En l'absence de soutien de l'Etat qui a revu ses critères d'aide et compte tenu des sujétions de service public imposées au délégataire pour maintenir cette édition en 2022, il convient d'augmenter de 500 000 € la subvention annuelle 2022.

Il vous est demandé d'approuver le nouveau montant de la contribution financière de Nantes Métropole au titre de l'année 2022, qui fait l'objet d'un avenant n°14 (annexe 2) fondé sur l'article R.3135-7 relatif aux modifications non substantielles.

Le Conseil délibère et, par 79 voix pour et 4 abstentions,

1 – approuve le programme modifié de l'opération d'adaptation des infrastructures de la ligne 1 et du CETEX de Dalby aux nouvelles rames de tramway de grande longueur, et sa nouvelle enveloppe financière prévisionnelle de 4 791 666,67 € HT soit 5 750 000 € TTC,

2 - approuve la modification du programme de l'opération d'aménagement des carrefours Belges – Tortière – Lemoine et Belges – Coudray – Route de Saint-Joseph sur la commune de Nantes,

3 - fixe la nouvelle enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 2 500 000 € HT soit 3 000 000 € TTC,

4 – autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,

5 - approuve la grille tarifaire de la patinoire du Petit Port jointe en annexe et applicable au 1er janvier 2023 (annexe 1),

6 - approuve l'avenant n°14 à la convention de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la Cité des Congrès (annexe 2),

7 - autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à signer l'avenant.

Ne participent pas au vote : Bassem ASSEH, Louise VIALARD, Richard THIRIET

Abstentions : M. ARROUET, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER

30 - Attribution de subventions (Cité des Congrès – N7TV – Les Ecossoles)

Exposé

Nantes Métropole attribue des subventions dans le cadre de ses politiques publiques et notamment pour tout ce qui concerne :

- Soutien aux grands évènements métropolitains
- Affaires générales
- Mission Territoire de Longévité
- Emploi et Économie responsables.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour l'année 2022 à la Cité des Congrès et « Les Ecossoles » pour un montant total de **15 000 €**, ainsi que des acomptes sur les subventions pour l'année 2023 à N7TV et « Les Ecossoles » pour un montant total de **702 500 €**, tel que décrit dans le tableau joint en annexe 1.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve l'attribution des subventions mentionnées dans le tableau joint en annexe 1 et autorise le cas échéant la signature des conventions et avenants correspondants,

2 - autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ne participent pas au vote : Bassem ASSEH, Richard THIRIET

Tableau des subventions mentionnées consultable à la fin de ce document

31 - Attribution de subventions (ATDEC – Nantes Université – Conseil Régional des Pays de la Loire)

Exposé

Nantes Métropole attribue des subventions dans le cadre de ses politiques publiques et notamment pour tout ce qui concerne :

- Soutien à la recherche et à l'innovation
- Recherche, Innovation et Enseignement Supérieur
- Emploi et Économie responsables
- Mobilités.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour l'année 2022 à l'ATDEC, à Nantes Université et au Conseil Régional des Pays de la Loire pour un montant total de **1 763 878,74 €**, ainsi qu'un acompte sur la subvention pour l'année 2023 à l'ATDEC pour un montant total de **2 259 600 €** tel que décrit dans le tableau joint en annexe 1.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve l'attribution des subventions mentionnées dans le tableau joint en annexe 1 et autorise le cas échéant la signature des conventions et avenants correspondants,

2 - autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ne participe pas au vote : Sandra IMPERIALE

Tableau des subventions mentionnées consultable à la fin de ce document

32 - Attribution de subventions (IEA – NSD – Maison de l'Europe)

Exposé

Nantes Métropole attribue des subventions dans le cadre de ses politiques publiques et notamment pour tout ce qui concerne :

- Recherche, Innovation et Enseignement Supérieur
- Emploi et Économie responsables
- Ouverture et rayonnement au monde.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour l'année 2022 à l'IEA et à NSD pour un montant total de **872 273 €**, ainsi qu'un acompte sur la subvention pour l'année 2023 à la Maison de l'Europe pour un montant total de **32 500 €**, tel que décrit dans le tableau joint en annexe 1.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve l'attribution des subventions mentionnées dans le tableau joint en annexe 1 et autorise le cas échéant la signature des conventions et avenants correspondants,

2 - autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ne participent pas au vote : Juliette LE COULM, Richard THIRIET, Louise VIALARD

Tableau des subventions mentionnées consultable à la fin de ce document

Direction Générale Ressources
Département Finances, Marchés et Performance
Direction du Contrôle de gestion

33 - Attribution d'une subvention à l'École des Beaux Arts de Nantes Saint-Nazaire

Exposé

Nantes Métropole attribue des subventions dans le cadre de ses politiques publiques et notamment pour tout ce qui concerne :

- Développement Économique/Tourisme.

Il est proposé d'attribuer un acompte sur la subvention pour l'année 2023 à l'École des Beaux Arts de Nantes Saint-Nazaire pour un montant total de **1 800 000 €**, tel que décrit dans le tableau joint en annexe 1.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve l'attribution de l'acompte sur subvention mentionnée dans le tableau joint en annexe 1,

2 - autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ne participent pas au vote : Sébastien ARROUET, Anthony DESCLOZIERS, Sandra IMPERIALE, Jeanne SOTTER, Laurent TURQUOIS

Tableau des subventions mentionnées consultable à la fin de ce document

34 - Attribution des autres subventions

Exposé

Nantes Métropole attribue des subventions dans le cadre de ses politiques publiques et notamment pour tout ce qui concerne :

- Sports
- Mobilités
- Affaires générales
- Mission Territoire de Longévité
- Développement Économique/Tourisme.

Il est proposé d'attribuer des subventions pour l'année 2022 pour un montant total de **4 031 503,77 €**, ainsi que des acomptes sur les subventions pour l'année 2023 pour un montant total de **3 652 358 €**, tel que décrit dans le tableau joint en annexe 1.

Le Conseil délibère et,

par 75 voix pour et 23 voix contre,

1 - approuve l'attribution d'un acompte sur subvention pour l'année 2013 à Pick Up Production telle que mentionnée dans le tableau joint en annexe 1,

par 98 voix pour,

2 - approuve l'attribution des autres subventions mentionnées dans le tableau joint en annexe 1 et autorise le cas échéant la signature des conventions et avenants correspondants,

3 – par dérogation aux délégations accordées par le Conseil métropolitain au Bureau, approuve l'attribution des subventions aux Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC) mentionnées dans le tableau joint en annexe 1 et autorise le cas échéant la signature des conventions et avenants correspondants,

4 - autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Contre pour la subventions à Pick Up Production : M. ARROUET, M.BOUVAIS, M.THIRIET, Mme GUERRA, M.BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M.RICHARD, Mme BONNET, M.SALAUN, Mme GUERRIAU, M.VOUZELLAUD, Mme GUILLON, Mme LE COULM, M.PARAGOT, M.LE CORRE, Mme DUBETTIER-GRENIER, M.BRILLAUD DE LAUJARDIERE, M. AMAILLAND, Mme IMPERIALE, M.TURQUOIS, Mme GESSANT, M.VEY

Tableau des subventions mentionnées consultable à la fin de ce document

35 – Services publics locaux déchets – Tarifs 2023

Exposé

Les tarifs des services urbains « déchets » sont votés annuellement. Les recettes qui découlent de ces tarifs à l'usager permettent d'assurer l'équilibre du budget annexe concerné. Dans ce cadre, l'ensemble des propositions tarifaires de la présente délibération concourt à une logique de performance conjuguant efficacité économique, qualité du service rendu à l'usager et développement durable. En effet, le budget annexe « Déchets » s'inscrit dans les enjeux globaux de la politique publique déchets, laquelle est fortement contributrice aux objectifs de l'Agenda 21 de Nantes Métropole.

1-1 Tarif de la redevance spéciale pour la collecte et le traitement des déchets non ménagers

Par délibération en date du 17 décembre 2004, le conseil métropolitain a instauré sur le territoire de Nantes Métropole, la redevance spéciale.

En effet, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (articles L2224-14 et L 2333-78), les collectivités ou les établissements publics de coopération intercommunale qui ont institué la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) ont la possibilité de créer une redevance spéciale pour la collecte et le traitement des déchets non ménagers qu'ils peuvent, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, collecter et traiter sans sujétions particulières.

La redevance spéciale s'applique aux communes, aux administrations, aux établissements publics et aux entreprises bénéficiant du service de collecte et de traitement des déchets assimilables aux ordures ménagères de Nantes Métropole. Elle concerne les producteurs de déchets non ménagers dont le volume hebdomadaire total de collecte est supérieur à 1020 litres.

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence en matière d'élimination des déchets, Nantes Métropole doit fixer chaque année le montant de tarifs permettant de facturer la redevance spéciale.

Depuis 2005, date de la mise en place de la redevance spéciale, le tarif a suivi le taux d'inflation mais reste très inférieur aux coûts réels du service. L'augmentation importante des prix dans le cadre des marchés publics ainsi que l'évolution, jusqu'en 2025, de la taxe sur les activités polluantes (TGAP), nécessite d'établir une trajectoire d'évolution de la tarification.

En conséquence, il est proposé que le tarif de la redevance spéciale soit fixé à 0,618 € annuel / litre à compter du 1^{er} janvier 2023.

1-2 Bordereau de prix - Tarification des prestations à l'usager

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence en matière d'élimination des déchets, Nantes Métropole doit fixer chaque année le montant de tarifs permettant de facturer certaines prestations à l'usager (coût horaire d'intervention d'un conducteur, d'un ripeur, mise à disposition d'une benne ou d'un caisson....).

Pour l'année 2023, il est proposé que les tarifs des prestations augmentent du taux de l'inflation prévu en Projet de Loi de Finances 2023 (cf. annexe 1 jointe à la présente délibération).

**Le Conseil délibère et,
par 90 voix pour et 8 voix contre,**

1 - approuve, à compter du 1^{er} janvier 2023 :

- le tarif de la redevance spéciale pour la collecte et le traitement des déchets non ménagers fixé à 0,618 €/litre collecté au-delà du seuil de 1020 litres de volume hebdomadaire à disposition,
- le bordereau de prix des prestations à l'usager joint en annexe 1.

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Contre : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M. RICHARD

Direction générale déléguée Fabrique de la Ville écologique et solidaire
Direction du Cycle de l'Eau

36 - Services publics de l'eau, et de l'assainissement collectif et non collectif – Tarifs 2023

Exposé

Les tarifs des services de l'eau et assainissement sont votés annuellement. Les recettes qui découlent de ces tarifs à l'usager permettent aux budgets annexes eau et assainissement de s'équilibrer financièrement, conformément aux dispositions de l'article L.2224-1 du CGCT. Dans ce cadre, l'ensemble des propositions tarifaires de la présente délibération concourt à une logique de performance conjuguant efficacité économique, qualité du service rendu à l'usager et objectifs d'équité et de transition écologique.

Depuis 2006, Nantes Métropole dispose d'un prix unique de l'eau adapté et maîtrisé sur l'ensemble des 24 communes du territoire. L'harmonisation tarifaire ainsi qu'un prix de l'eau modéré participent d'une politique tarifaire sociale au bénéfice de tous les usagers.

Dans cette continuité, Nantes Métropole a saisi l'opportunité offerte par la loi Brottes du 15 avril 2013 d'aller plus loin pour permettre l'accès de l'eau à tous en contribuant à l'allègement des charges des ménages les plus précaires. Ainsi, depuis 2016, une aide de solidarité pour l'eau garantissant que la charge d'eau n'excède pas 3 % des ressources d'un ménage métropolitain pour une consommation raisonnée. Ce dispositif automatique et reposant sur un partenariat avec la CAF de Loire-Atlantique pour l'identification des bénéficiaires est désormais pérenne depuis la loi « engagement et proximité » du 27 décembre 2019.

1) Redevances eau et assainissement collectif

Les services de l'eau et de l'assainissement gèrent des infrastructures et équipements très conséquents (réseaux d'eau potable et d'assainissement, stations de production d'eau potable, d'épuration, de pompage etc). La gestion de ce patrimoine important engendre des coûts fixes d'entretien, de renouvellement et de développement lourds, auxquels s'ajoutent des dépenses liées au renforcement des exigences normatives portant à la fois sur la qualité des eaux produites et distribuées, et la qualité des eaux traitées après collecte des eaux usées.

Toutefois, Nantes Métropole a toujours souhaité faire bénéficier ses usagers d'un tarif de l'eau abordable, lequel se situe d'ailleurs en dessous de la moyenne des plus grandes villes françaises. Depuis 2016, Nantes Métropole a également mis en œuvre une tarification sociale.

Par ailleurs, les récents étiages sévères de 2019 et 2022 ayant entraîné des restrictions sur les usages de l'eau, des tensions sur la ressource et des impacts sur la biodiversité, imposent à la collectivité de réfléchir aux moyens de développer une politique d'économies d'eau efficace. Cela s'inscrit par ailleurs dans un contexte national et local visant à baisser les prélèvements d'eau et à inciter les usagers à tendre vers une consommation raisonnée de la ressource.

C'est dans ce contexte que Nantes Métropole a conduit en 2022 une étude portant sur sa tarification des services d'eau et d'assainissement, visant à dresser un état des lieux de la situation actuelle et proposer des axes d'évolution.

D'autre part, après 6 années de mise en œuvre de la tarification sociale de l'eau, une enquête de satisfaction a été menée auprès de 500 bénéficiaires afin de mesurer leur degré de satisfaction, et de mieux connaître les profils des bénéficiaires.

- **Présentation de la démarche de refonte des redevances eau et assainissement (redevances de "facture d'eau")**

La réflexion menée à l'occasion de cette étude amène à proposer de faire évoluer la structure tarifaire des services d'eau et assainissement pour améliorer la prise en compte de 3 enjeux majeurs :

- l'équité entre les usagers et la justice sociale afin d'assurer un accès de l'eau à tous dans des conditions économiquement acceptables
- la transition écologique et la protection de la ressource pour tendre et inciter à une consommation raisonnée de la ressource en eau
- l'équilibre budgétaire en préservant les capacités d'investissement dans le but de pérenniser les recettes des budgets annexes eau et assainissement permettant de mener les transitions du territoire et s'adapter au dynamisme démographique.

État des lieux et constats :

Pour rappel, la structure tarifaire est actuellement composée d'une part fixe et d'une part proportionnelle à la consommation pour l'eau potable, et uniquement d'une part proportionnelle pour l'assainissement. La part fixe eau potable est différente selon le diamètre de compteur installé chez l'abonné, avec 5 catégories de compteurs, la première correspondant globalement aux particuliers.

Cette structure tarifaire avec une part fixe relativement élevée et une part proportionnelle contenue implique un coût ramené au m³ plus important pour les consommateurs les plus économes. L'abonnement de catégorie 1 représente, en 2022, 29,2 % de la part eau hors redevances agence de l'eau de la facture 120 m³. Un benchmark, conduit auprès de collectivités de taille similaire à Nantes Métropole, montre que pour les particuliers, le coût par m³ de Nantes Métropole incluant l'abonnement apparaît comme élevé pour les usagers faiblement consommateurs (en particulier les personnes seules consommant entre 30 et 40 m³/an) et dans la moyenne pour une consommation aux alentours de 120 m³ (correspondant à un foyer de 4 personnes).

Ces constats mettent en évidence que la structure tarifaire, si elle implique un coût par m³ dans la moyenne des coûts des collectivités interrogées pour une facture de 120 m³, n'incite pas les usagers à économiser ou rationaliser leur consommation d'eau du fait du poids de la part fixe qui entraîne de fait en partie un effet de dégressivité des tarifs ramenés au m³. De plus, pour les usagers faiblement consommateurs de la catégorie 1, qui représentant environ 35% des abonnés au service d'eau potable, elle engendre un coût par m³ élevé.

L'enquête menée sur la tarification sociale de l'eau montre que les personnes ciblées sont effectivement dans une situation justifiant une aide au paiement de leur facture et met en évidence une réelle satisfaction des bénéficiaires, notamment grâce à l'automatisation du versement de l'aide.

Au regard du contexte économique actuel amenant à la réduction du pouvoir d'achat des ménages, notamment les plus démunis, et de l'épisode de sécheresse intense de l'été 2022, des leviers ont été recherchés pour améliorer la prise en compte de ces enjeux majeurs que sont la justice sociale et la préservation de la ressource en eau.

Scénario retenu :

Différents scénarios ont été mis à l'étude pour satisfaire au mieux les objectifs précités et notamment pour pouvoir proposer un tarif du m³ d'eau plus favorable qu'actuellement aux consommateurs économes de la ressource en eau.

Après avoir écarté plusieurs scénarios d'évolution de la structure tarifaire, dont la mise en place d'une tarification progressive, le scénario retenu consiste à conserver la structure tarifaire actuelle mais de moduler le poids de la part proportionnelle et de la part fixe du tarif eau potable de la facture, pour une consommation de référence. Le niveau de diminution de la part fixe détermine le niveau de baisse de la facture pour les usagers faiblement consommateurs (plus la part fixe est faible, plus la facture d'un usager faiblement consommateur est faible) et le niveau d'augmentation de part proportionnelle détermine le niveau de facture des gros consommateurs. La tarification de l'assainissement n'est pas impactée par ce scénario.

Ainsi, il est proposé pour 2023 :

- une forte diminution de l'abonnement, de -40% hors inflation, pour les catégories de compteurs 1 et 2 (correspondant majoritairement aux compteurs d'eau des particuliers en habitat individuel ou collectif),
- une augmentation en conséquence de la part variable du m³ d'eau pour tous, à hauteur de 21,7% hors inflation, afin de conserver les équilibres financiers du service,
- un abandon des augmentations d'abonnement prévues en prospective sur les gros diamètres de compteurs jusqu'à 2026.

Cette évolution de la tarification permet :

- une baisse du coût par m³ pour les personnes avec une consommation limitée, notamment les personnes seules,
- l'amélioration de l'équité entre les différents types de consommateurs au regard du coût par m³,
- l'incitation à la maîtrise des consommations en donnant la possibilité à chaque consommateur d'identifier un impact sur sa facture en cas de baisse de sa consommation,
- la simplicité de mise en œuvre de la tarification, notamment concernant la facturation des abonnés,
- le maintien des recettes prévues sur le budget eau, permettant à la collectivité d'assumer les dépenses importantes prévues pour le mandat sur cette politique publique essentielle.

En prenant en compte une hausse liée à l'inflation, ce scénario entraîne une baisse de la facture d'eau pour une personne seule, à hauteur de -5,35 % soit -9,28 € sur la base d'une consommation de 38 m³/an.

Pour une facture type de 120 m³, et sur la base du montant actuel connu des redevances de l'Agence de l'Eau, la facture globale s'élève à 445,98 € TTC, soit une augmentation de + 3,95 % (soit 16,97 €) par rapport à 2022. Hors inflation, l'augmentation de la facture 120 m³ aurait été de +1,61 %.

Ce scénario répond ainsi aux enjeux précités, en corrélant plus fortement le prix de sa facture d'eau à la consommation et en améliorant l'incitation à la réduction des consommations. Il permet, dans le cadre d'une consommation raisonnable et responsable de l'eau, de servir de "bouclier", notamment pour les plus précaires, face à l'inflation des prix en particulier sur les fluides vitaux.

• Montant des redevances en application de la démarche de refonte tarifaire

Au regard de l'exposé précité présentant la modification de la structure tarifaire, Nantes Métropole propose de retenir le scénario retenu ci-avant, ce qui représente une évolution des tarifs pour l'année 2023 limitée à 3,95 % s'agissant de la facture TTC 120 m³, et donc en dessous du taux d'inflation retenu pour 2023, qui est de 4,3%.

Le tarif sera ainsi de 3,72 €TTC/m³ au 1er janvier 2023, soit un tarif inférieur au tarif moyen des collectivités de plus de 100 000 abonnés, qui s'élève à 4,07 €TTC/m³ pour 2021) et en-dessous du tarif moyen national (4,30 € toutes collectivités confondues).

L'ensemble des tarifs de redevances d'eau et assainissement collectif sont présentés en annexe 1.

• **Tarification sociale de l'eau – Actualisation des seuils d'éligibilité au dispositif**

Le dispositif de tarification sociale de l'eau de Nantes Métropole permet d'attribuer des aides aux usagers dont la résidence principale se situe sur une des 24 communes de Nantes Métropole et qui payent une facture d'eau soit directement (en qualité d'abonné au service d'eau) soit dans les charges collectives de leur habitation (habitat collectif non individualisé).

Le dispositif de tarification sociale actuellement en vigueur a pour objectif :

- d'aider les ménages dont la facture d'eau représente plus de 3 % de leurs revenus. En effet, pour certains ménages, la facture d'eau représente une part importante de leur budget,
- tout en incitant aux économies d'eau le dispositif d'aide prenant en effet comme référence une consommation d'eau estimée à 30 m³ par personne et par an.

Les seuils d'éligibilité pour bénéficier de la tarification sociale de l'eau dépendent directement des tarifs de l'eau dont les montants peuvent évoluer chaque année.

Pour mémoire, l'identification des bénéficiaires de l'aide est effectuée de deux manières : d'une part un dispositif automatique pour les ménages allocataires de la Caisse d'Allocations Familiales, d'autre part un dispositif déclaratif via les mairies pour les ménages non-allocataires, ceux ayant un quotient familial non significatif et les étudiants.

Pour 2022, la mise en œuvre du dispositif automatique a permis d'attribuer une aide à 7 427 foyers, pour un montant total de 472 506€ soit un montant moyen d'aide de 64 €/foyer.

Les seuils d'éligibilité pour bénéficier de la tarification sociale de l'eau sont décrits en annexe 4 de la présente délibération.

2) Redevances Assainissement non collectif

Afin d'assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif nouvelles et existantes, le conseil communautaire a mis en place, lors de sa séance du 17 décembre 2004, un service public d'assainissement non collectif.

Le montant de la redevance semestrielle s'établit à ce jour à 20,27 € HT. Il est aujourd'hui proposé d'appliquer une augmentation de 4,3 % correspondant à l'inflation au 1er janvier 2023, soit un montant de 21,14 € HT, ce qui correspond à une augmentation annuelle de 1,74 €.

3) Prestations en matière d'eau potable

Travaux de branchements au réseau d'eau potable

Les opérateurs qui gèrent la distribution et l'exploitation du réseau d'eau potable, à savoir l'opérateur public Nantes Métropole et Veolia-Eau, titulaire des marchés d'exploitation pour les secteurs géographiques confiés à un opérateur privé, réalisent les branchements au réseau d'eau potable.

Les tarifs applicables à ces prestations sont déterminés de manière uniforme pour l'ensemble des opérateurs et précisés dans le bordereau de prix joint à l'annexe 2 - section 1. Il est proposé d'actualiser les tarifs sur la base de l'évolution annuelle de l'indice TP10-a « Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux », telle que constatée au 1^{er} septembre 2022, soit une évolution à hauteur de +8,36 % par rapport à l'an passé.

Prestations diverses liées au service à l'utilisateur

Lors du Conseil métropolitain du 13 octobre 2017, Nantes Métropole a adopté un nouveau règlement du service public d'eau potable applicable sur l'ensemble du territoire métropolitain à compter du 1^{er} janvier 2018. Ce règlement définit les droits et obligations réciproques entre l'utilisateur et l'exploitant (modalités de distribution de l'eau, demandes et résiliation d'abonnement, modalités et délais de paiement, limites de responsabilité du service public,...) et prévoit également un certain nombre de prestations liées aux services à l'utilisateur ou de frais divers en lien avec ces prestations.

C'est le cas par exemple des frais d'ouverture ou de fermeture de branchement, des frais de contrôle de conformité et de contrôle de vérification après mise en conformité des installations de prélèvement privatif d'eau (puits, forage,...), des pénalités en cas de prélèvement d'eau sans autorisation. Afin de donner à l'utilisateur à tout moment une grille tarifaire à jour et éviter des révisions annuelles du règlement de service, les tarifs des prestations associées au règlement de service n'ont pas été insérés dans le règlement et sont proposés dans le cadre de la présente délibération.

Enfin, Nantes Métropole a fait évoluer son dispositif de dégrèvement pour fuites d'eau, en application de l'article 32 du règlement du service eau potable modifié par délibération du bureau communautaire du 2 décembre 2022.

Cette évolution conduit à instaurer, par la présente délibération, un tarif participatif pour fuite à hauteur de 0,54 € HT par m³.

Les tarifs correspondants, applicables à compter du 1^{er} janvier 2023, sont récapitulés en annexe 2 - section 2 jointe à la présente délibération. Il est proposé une actualisation des tarifs existants à hauteur de 4,3 %.

Prestations de travaux et d'entretien diverses ou pour le compte de tiers

Nantes Métropole réalise, à la demande d'utilisateurs ou de tiers, des prestations telles que des travaux de raccordement de réseaux de ZAC ou de lotissements au réseau d'eau potable en service, de branchements de gros diamètres, des travaux d'extension du réseau quand la réglementation prévoit qu'ils soient à la charge de l'utilisateur (équipements propres etc), ou encore des interventions diverses telles que des déplacements d'équipements ou des dévoiements de réseau, des prestations d'accompagnement des opérateurs d'infrastructures radioélectriques dans nos stations etc.

Nantes Métropole assure également l'entretien, la maintenance et la réalisation des tests de débit et de pression des appareils de lutte pour la défense incendie.

Les tarifs correspondants sont récapitulés en annexe 2 - sections 3-1 à 3-5 jointe à la présente délibération. Il est proposé à compter du 1^{er} janvier 2023 une actualisation des tarifs de 4,3 %.

Prestations de défense extérieure contre l'incendie réalisées pour le compte du budget principal (refacturation interne à Nantes Métropole)

Les services de l'Eau (la Direction du Cycle de l'Eau, la Direction des Opérateurs Publics de l'Eau et de l'Assainissement, et les opérateurs privés désignés par Nantes Métropole) réalisent des prestations pour le compte de Nantes Métropole, responsable de la compétence défense incendie sur le territoire. Ces prestations, portées par le budget annexe de l'eau, sont refacturées au budget principal au titre de la compétence défense incendie, qui relève de ce dernier. Ces tarifs sont récapitulés en annexe 2 - section 4 jointe à la présente délibération.

Il est proposé d'actualiser les tarifs existants sur la base de l'évolution annuelle de l'indice TP10-a « Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux », telle que constatée au 1^{er} septembre 2022, soit une évolution de +8,36%.

4) Prestations en matière d'assainissement

Travaux de branchements au réseau d'assainissement collectif

Les opérateurs qui assurent l'exploitation du réseau d'assainissement, à savoir l'opérateur public Nantes Métropole et SUEZ, titulaire du marché d'exploitation pour les secteurs géographiques confiés à un opérateur privé, sont chargés d'effectuer les travaux de branchement au réseau d'assainissement d'eaux usées.

Les tarifs de branchements sont joints en annexe 3 - section 1 à la présente délibération. Il est proposé d'actualiser les tarifs sur la base de l'évolution annuelle de l'indice TP10-a « Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux », telle que constatée au 1^{er} septembre 2022, soit une évolution de +8,36%.

Enfin, il convient de noter que le dispositif institué par la délibération du 21 juin 2002, prévoyant la gratuité du raccordement des constructions existantes lors de la création ou de l'extension du réseau, n'est pas remis en cause.

Contrôles des installations privatives d'assainissement

Nantes Métropole est amenée à effectuer des contrôles de la qualité du raccordement des installations d'assainissement privatives (contrôle de la séparation des eaux usées et des eaux pluviales) ainsi que des contrôles sur la qualité des effluents rejetés dans le réseau.

Ces contrôles peuvent conduire à prescrire une mise en conformité des installations à la réglementation en vigueur et plus particulièrement au règlement d'assainissement de Nantes Métropole. Les contrôles sont effectués par un opérateur privé désigné dans le cadre d'un marché conclu après une procédure d'appel d'offres, ou par l'opérateur public.

Les prestations de contrôle suivantes donnent lieu à une tarification des usagers :

- tous les contrôles de séparation des eaux usées et des eaux pluviales effectués à la demande des usagers à l'occasion de mutations de propriété.

- les contrôles de séparation des eaux usées, des eaux pluviales et des eaux industrielles réalisés dans le cadre des autorisations de déversement délivrées aux usagers non-domestiques, lorsque le résultat de ces contrôles montre que les rejets ne respectent pas les interdictions prescrites par l'article 3 « catégories d'eaux admises au déversement » du règlement assainissement.

- les contrôles de la qualité des effluents (prélèvements et analyses) réalisés dans le cadre des autorisations de déversement délivrées aux usagers non-domestiques, lorsque le résultat de ces analyses montre que les rejets ne respectent pas les interdictions prescrites en matière de produits déversés (graisses, peintures, solvants à peinture, acides, huiles usagées ...) ou ne respectent pas les valeurs seuils fixées par les autorisations ou par le règlement d'assainissement collectif de Nantes Métropole, conformément aux articles 7 « Déversements interdits » 18 « Conditions de raccordement pour le rejet d'eaux industrielles » et 21 « Prélèvements et contrôles des eaux industrielles ».

Les tarifs applicables aux prestations de contrôle de séparation des eaux, quel que soit l'opérateur intervenant, sont récapitulés en annexe 3 – section 2 à la présente délibération. Il est proposé d'actualiser ces tarifs de 4,3 % à compter du 1er janvier 2023.

Les tarifs applicables aux prestations de contrôle de la qualité des effluents (prélèvements et analyses) correspondent aux prix résultant du marché « prestations de prélèvements, contrôles et analyses (eaux usées, eaux pluviales, boues, sédiments, eaux naturelles, eaux souterraines, air, terre, sol) sur le territoire de Nantes Métropole », majorés de 10 % pour couvrir les frais de gestion et de maîtrise d'ouvrage supportés par Nantes Métropole.

Interventions diverses ou pour le compte de tiers

Nantes Métropole réalise, à la demande d'usagers ou de tiers, des prestations diverses telles que des arrêts ponctuels de poste de refoulement, des prestations de coordination de mises en route de pompes de relevage etc.

Les tarifs correspondants sont récapitulés en annexe 3 - section 3 à la présente délibération. Il est proposé à compter du 1er janvier 2023 une actualisation des tarifs de 4,3 %.

Traitement des matières de vidange, graisses, sables et matières vinicoles

Les matières de vidange, graisses, sables et matières vinicoles font l'objet d'un traitement spécialisé sur les sites de Tougas et de Basse-Goulaine.

Les tarifs sont fixés en fonction des coûts d'exploitation et d'amortissement. Nantes Métropole doit veiller néanmoins à ce que l'évolution des tarifs permette d'assurer de façon effective l'équilibre de l'exploitation tout en conservant des tarifs attractifs pour inciter les sociétés spécialisées à faire traiter leurs déchets liquides récoltés.

Il est proposé d'appliquer à partir du 1er janvier 2023 une actualisation des tarifs à hauteur de 4,3 %, récapitulés en annexe 3 - section 4 à la présente délibération.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

Approuve, à compter du 1^{er} janvier 2023 :

1 - Eau et assainissement

- les tarifs de redevances d'eau et assainissement collectif tels que résultant de la refonte de leur structure présentée ci-dessus, et tels qu'indiqués en annexe 1, ainsi que le tarif de la redevance d'assainissement non collectif, d'un montant de 21,14€ HT par semestre,
- Les tarifs des prestations en matière d'eau potable indiqués en annexe 2 pour respectivement :
 - . les tarifs des travaux de branchements au réseau d'eau potable, tels qu'indiqués en annexe 2 - section 1,
 - . les tarifs des prestations diverses liées au service à l'utilisateur, tels qu'indiqués en annexe 2 - section 2,
 - . les interventions diverses ou pour le compte de tiers, tels que précisés en annexe 2 - section 3,
 - . les tarifs des travaux relatifs à la défense incendie nécessitant une refacturation interne à Nantes Métropole, tels que précisés en annexe 2 - section 4,
 - . les tarifs relatifs aux abonnements sur prise d'eau brute, tels que précisés en annexe 2 - section 5.
- Les tarifs des prestations en matière d'assainissement indiquées en annexe 3 pour respectivement :
 - . les tarifs des travaux de branchements au réseau d'assainissement collectif, tels que précisés en annexe 3 - section 1 et selon les modalités précisées ci-avant,
 - . les tarifs des contrôles des installations privatives d'assainissement, tels qu'indiqués en annexe 3 - section 2 pour ce qui concerne le contrôle des raccordements au réseau et selon les modalités précisées ci-avant pour ce qui concerne les contrôles de la qualité des effluents rejetés,
 - . les tarifs des interventions et travaux d'assainissement réalisés pour le compte de tiers, tels que précisés en annexe 3 - section 3,
 - . les tarifs de traitement des matières de vidange, graisses, sables et vinicoles, tels que précisés en annexe 3 - section 4.
 - . les tarifs relatifs aux interventions diverses effectuées pour le compte des opérateurs télécom, tels que précisés en annexe 3 - section 5.
- Les seuils d'éligibilité pour bénéficier de la tarification sociale de l'eau, tels que présentés ci-dessus, et indiqués en annexe 4.

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

37 – Voirie - Prestations à l'usager - Occupation du domaine public – Tarifs 2023

Exposé

Chaque année, le conseil métropolitain fixe les tarifs permettant de facturer tous travaux sur le domaine public métropolitain effectués pour le compte de particuliers et les tarifs d'occupation temporaire du domaine public ayant fait l'objet d'une autorisation préalable. Ces tarifs concernent les prestations à l'usager en matière de nettoyage, de travaux d'assainissement, de voirie, d'éclairage public et régulation de trafic, ainsi que les tarifs d'occupation du domaine public, sanisettes, réseaux de communications électroniques. Le conseil métropolitain se prononce également sur les tarifs des concessions funéraires et installations de caveaux, cavurnes et cases dans les cimetières métropolitains.

Le code général des collectivités locales prévoit le transfert de certaines polices spéciales à chaque début de mandat, sauf sur les communes qui s'y seront opposées dans un délai de 6 mois à compter de l'élection de la présidente de Nantes Métropole.

- S'agissant de la police spéciale circulation et stationnement, le conseil métropolitain doit se prononcer sur les tarifs relatifs aux occupations du domaine public, sans ancrage au sol. Ce tarif ne sera appliqué que sur le territoire de la commune de Nantes, seule commune qui ne s'est pas opposée au transfert de cette police spéciale. Ces tarifs concernent les occupations liées aux marchés, aux fêtes foraines et cirques, aux manifestations à caractère économique, les occupations par des terrasses, les occupations de voirie au sol sans ancrage de type chevalet publicitaire, les occupations en surplomb et les occupations pour travaux ou déménagements.

Depuis le 2 mars 2017, la Présidente de Nantes Métropole exerce en outre les pouvoirs de police sur les voies métropolitaines, hors agglomération, des 24 communes, en matière de circulation et de stationnement. En conséquence, le conseil métropolitain doit se prononcer sur les tarifs relatifs aux occupations du domaine public découlant de ces pouvoirs de police et qui seront applicables uniquement sur ces voies métropolitaines hors agglomération. Ces tarifs concernent les occupations par des terrasses, les occupations de voirie sans ancrage, les occupations en surplomb et les occupations pour travaux ou déménagements.

- S'agissant de la police spéciale taxis, le conseil métropolitain doit se prononcer sur les tarifs relatifs au stationnement des taxis. Ce tarif ne sera appliqué que sur le territoire des communes qui ne se sont pas opposées, dans les délais impartis, au transfert de cette police.

I. Réactualisation des tarifs :

Il est proposé que les tarifs applicables à compter du 1^{er} janvier 2023 évoluent de la manière suivante :

- pour les tarifs découlant des pouvoirs de police transférés : + 6 % en moyenne. Dans le cas des tarifs découlant des pouvoirs de police transférés sur les voies métropolitaines, hors agglomération, des 24 communes, il est proposé d'appliquer les tarifs du secteur 2 et de la zone 4 correspondants aux zones périphériques de la ville de Nantes (annexe 3).
- pour les prestations voirie et nettoyage : + 4,3 %.
- pour les coûts de main d'œuvre : +0,8 %
- pour les tarifs des communications électroniques : les tarifs sont actualisés selon les indices en vigueur.

- pour les tarifs relatifs aux concessions funéraires dans les cimetières métropolitains
 - concessions funéraires : il est proposé de faire évoluer les tarifs des concessions inhumation et dépôt d'urne en appliquant une augmentation de 6 %.
 - caveaux, cavurnes et case de columbariums : il est proposé de faire évoluer les tarifs en appliquant une augmentation de 6%. Il est créé un tarif d'occasion pour les cases de columbarium et de cavurnes à 50 % de la valeur hors taxe. Ces tarifs sont assujettis à la TVA, à l'exception des caveaux d'occasion.
 - remboursement des concessions rétrocédées : il est calculé au prorata du temps d'occupation de la concession et accordé pour les concessions dont le temps d'occupation est égal ou inférieur à la moitié de la durée de la concession (soit 7 et 15 ans pour les concessions de respectivement 15 et 30 ans).
 - caveaux provisoires : étant donné l'usage très exceptionnel des caveaux provisoires, dans les cimetières métropolitains, il est proposé au conseil métropolitain de maintenir la gratuité pour leur mise à disposition.

II. Travaux réalisés pour le compte de tiers :

- En éclairage public et régulation de trafic :
Les prestations externalisées seront facturées au coût réel augmenté d'une majoration pour frais généraux et de contrôle de 10 % conformément à l'article R141-21 du code de la voirie routière.
- L'exploitation et la maintenance des installations d'éclairage non métropolitaines (voies ou parcelles privées, bailleurs sociaux,...) seront facturés au point lumineux selon les prix figurant au bordereau ci-joint (annexe 1).
- En assainissement (eaux pluviales):
Les prestations externalisées seront facturées au coût réel augmenté d'une majoration pour frais généraux et de contrôle de 10 % conformément à l'article R141-21 du code de la voirie routière.
- En voirie et nettoyage:
Les prestations aux tiers seront facturées selon les prix figurant au bordereau (annexe 1). Les tarifs tiennent compte de l'évolution des taux d'inflation (+ 4,3 %) et de main d'œuvre (+ 0,8 %).

Ces dispositions seront également appliquées pour les demandes de remboursement adressées à des particuliers ou des entreprises ou à leurs assureurs en réparation de dommages causés à des biens du domaine public.

III. Occupations du domaine public :

- Occupation du domaine public par les terrasses :
Il vous est proposé d'appliquer en 2023 sur le territoire de la ville de Nantes pour les terrasses avec ancrage, le zonage des terrasses sans ancrage, tel qu'il figure en annexe 2.
- Exonérations et réductions :
L'article L 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques prévoit les cas dans lesquels la gratuité de l'occupation ou de l'utilisation du domaine public peut être accordée. Il vous est donc proposé de maintenir la gratuité d'occupation lorsque l'une des conditions fixées par l'article L2125-1 du code de la propriété des personnes publiques est remplie, dès lors que le titre d'occupation n'est pas constitutif de droits réels.
Il est également de la compétence du Conseil de décider le cas échéant d'appliquer un tarif réduit pour les occupations qui intéressent un service public (santé publique, logement social...) mais dont l'accès (qui ne bénéficie pas nécessairement à tous) reste payant.

Il vous est proposé d'appliquer les dispositions suivantes pour les bailleurs sociaux :

- dans le cas d'une occupation de chantier pour une opération de construction "neuve", une réduction de 50 % s'appliquera sur la redevance de l'occupation du domaine public
- dans le cas d'une occupation de chantier d'une opération de "réhabilitation", une réduction de 75 % s'appliquera sur la redevance de l'occupation du domaine public."
- dans le cas d'une occupation de chantier pour une opération de construction "neuve" comprenant des bâtiments publics métropolitains et/ou communaux, les bailleurs sociaux seront exonérés de la redevance de l'occupation du domaine public (annexe 1 – partie occupation du domaine public - prix n°31 et annexe 3 – articles 46 à 49).
- pour les canalisations privées hors réseaux de chaleur (annexe 1 – partie occupation du domaine public - prix n°41), la gratuité pour les collectivités locales et la réduction de 50 % du tarif pour les bailleurs sociaux.

- Occupation du domaine public par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique

Il s'agit pour Nantes Métropole d'appliquer les dispositions prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), relatives à la perception de redevances annuelles pour l'occupation du domaine public communal par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique.

Pour chacune des communes membres, à l'exception de Nantes en vertu de l'article R. 2333-110 du CGCT et du cahier des charges de concession pour le service public de la distribution d'énergie électrique sur cette commune, il est proposé de fixer le montant de ces redevances et leur revalorisation annuelle selon le plafond et la règle d'évolution définis dans l'article R. 2333-105 du CGCT. Ainsi il est proposé de prendre en compte :

- le seuil de la population totale de la commune issu du recensement en vigueur au 1er janvier de l'exercice ;
- l'indication du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement qui a décidé de publier les indices et index BTP sous forme d'avis au Journal officiel de la République Française.
(annexe 1 - partie occupation du domaine public – article 102)

- Occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz :

Les articles R. 1233-105-1, R. 2333-105-2 et R. 2333-105-114-1 du CGCT fixent le régime des redevances pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz. Les redevances dues chaque année sont fixées par le conseil métropolitain dans une limite de plafond définie par des formules de calcul.

Il est proposé au conseil métropolitain d'instaurer ces redevances suivant les modalités de calcul fixées par ces articles en appliquant la formule plafond (annexe 3, articles 52, 53 et 54).

- Occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux :

Il est proposé d'instaurer le doublement des tarifs d'occupation temporaire du domaine public liés aux chantiers de travaux dont la date initiale de fin de chantier, fixée dans les arrêtés circulation et stationnement, est dépassée sans autorisation.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité,

1. approuve les tarifs 2023 (annexe 1) concernant les prestations à l'utilisateur en matière de nettoyage, voirie et entretien des points lumineux ainsi que les tarifs d'occupation du domaine public, sanisette, réseaux de communications électroniques, concessions funéraires et installations de caveaux, cavurnes et cases dans les cimetières métropolitains.

2. approuve le principe de facturation à l'usager du coût réel des prestations externalisées en éclairage public, régulation de trafic, voirie, nettoyage, assainissement (eaux pluviales)
3. décide d'accorder la gratuité d'occupation au permissionnaire lorsque l'une des conditions fixées par l'article L2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques est remplie, dès lors que le titre d'occupation n'est pas constitutif de droits réels.
4. décide d'accorder une réduction ou une exonération de la redevance d'occupation aux bailleurs sociaux, au titre de l'année 2023 pour les permissions en cours comme pour les nouvelles autorisations comme suit :
 - dans le cas d'une occupation de chantier pour une opération de construction "neuve", une réduction de 50% s'appliquera sur la redevance d'occupation du domaine public
 - dans le cas d'une occupation de chantier pour une opération de "réhabilitation", une réduction de 75% s'appliquera sur la redevance d'occupation du domaine public."
 - dans le cas d'une occupation de chantier pour une opération de construction "neuve" comprenant des bâtiments publics métropolitains et/ou communaux, les bailleurs sociaux seront exonérés de la redevance d'occupation du domaine public.
5. décide d'accorder pour les canalisations privées hors réseaux de chaleur la gratuité aux collectivités locales et une réduction de 50 % aux bailleurs sociaux, au titre de l'année 2023, pour les permissions en cours comme pour les nouvelles autorisations.
6. approuve l'instauration des redevances annuelles pour l'occupation du domaine public métropolitain par les ouvrages des réseaux publics de transport et de distribution d'énergie électrique suivant les modalités de calcul fixées par les dispositions prévues dans l'article R 2333-105 du CGCT.
7. approuve l'instauration des redevances pour l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz suivant les modalités de calcul fixées par les dispositions prévues par les articles R 2333-105-1, R 2333-105-2 et R 2333-114-1 du CGCT.
8. approuve l'instauration d'un doublement des tarifs d'occupation du domaine public dans le cas de chantiers de travaux dont la date initiale de fin de chantier, fixée dans les arrêtés circulation et stationnement, est dépassée sans autorisation.
9. approuve la répartition du zonage sur le territoire de la ville de Nantes des droits d'occupation du domaine public pour les terrasses avec ancrage conformément au plan ci-joint (annexe 2).
10. approuve les tarifs d'occupations du domaine public liées aux marchés, aux fêtes foraines et cirques, aux manifestations à caractère économique, aux occupations par des terrasses, les occupations de voirie au sol sans ancrage, les occupations en surplomb et les occupations pour travaux ou déménagements sur le territoire de la commune de Nantes et sur les voies métropolitaines hors agglomération des 24 communes (annexe 3).
11. approuve les tarifs se rapportant au stationnement des taxis (annexe 3).
12. autorise Madame la Présidente à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

38 - Centre de traitement et de valorisation des déchets de la Prairie de Mauves – Convention de délégation de service public avec la société ALCEA – Avenant n°6 - Protocole de fin de contrat

Exposé

Par contrat de Délégation de Service Public (DSP) du 19 mars 2012, Nantes Métropole a confié à la société ALCEA l'exploitation du Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets (CTVD) de la Prairie de Mauves à Nantes, à compter du 12 octobre 2012. Ce contrat a déjà fait l'objet de 5 avenants.

1 - Centre de traitement et de valorisation des déchets de la Prairie de Mauves – Convention de délégation de service public avec la société ALCEA – Avenant n°6

Les parties souhaitent conclure un sixième avenant, annexé à la présente délibération, qui porte sur les points suivants :

- Solde du litige de 2013 concernant l'évacuation et le traitement des terres excavées :

Lors de la construction des quais de transferts et de l'ORC (Organic Rankine Cycle - équipement permettant de produire de l'électricité) en 2013, des terres ont dû être excavées. L'usine d'ALCEA étant construite sur l'ancienne décharge dite de la Prairie de Mauves, les terres d'excavation étaient polluées par des déchets.

ALCEA a évacué une partie de ces terres en 2014 (~3 400 t). Aujourd'hui, environ 6 000 tonnes de terres localisées sur le terrain en limite de propriété de l'OPC (Opérateur Public de Collecte) restent à évacuer.

Nantes Métropole et ALCEA ont exprimé un désaccord sur la responsabilité de la prise en charge de l'évacuation et du traitement des terres polluées.

C'est dans ce contexte et afin de s'éviter mutuellement l'engagement d'une procédure contentieuse particulièrement longue et coûteuse, que les parties sont parvenues à un accord leur permettant de mettre un terme à leurs différends et, à cette fin, ont consenti à des concessions réciproques.

Les différentes discussions menées ont ainsi abouti à la prise en charge opérationnelle et financière de l'évacuation et du traitement des terres par le délégataire. En contrepartie, Nantes Métropole a consenti à une prolongation de la durée du contrat jusqu'au 7 janvier 2025 à 23h59. De plus, dans le cas où de l'amiante serait retrouvée dans les terres, Nantes Métropole s'engage à prendre en charge, sous forme d'indemnité, le coût de traitement et d'élimination de l'amiante si le tonnage est supérieur à 1 093 tonnes. Le cas échéant, l'indemnisation maximale versée sera de 248 000 € nets de taxe.

- Démantèlement du process d'extraction des métaux ferreux / non ferreux sur la ligne de mâchefers :

En 2012, dans le cadre de la procédure de renouvellement de la DSP, Nantes Métropole avait demandé aux candidats de proposer une solution de récupération sur site des métaux ferreux et non-ferreux issus des mâchefers.

Le délégataire a conçu et mis en place une chaîne d'extraction sur le périmètre de l'usine avec pour objectif d'atteindre les performances d'extraction garanties contractuellement.

Depuis la mise en place de la chaîne, cette dernière n'a quasiment jamais fonctionné en continu. Les performances d'extraction de cet équipement n'ont jamais pu être mesurées et l'extraction des métaux ferreux et non ferreux s'est faite en totalité par le biais d'une plateforme externe au site.

Aussi, il a été convenu entre les deux parties que le délégataire démantèlerait la chaîne avant la fin du contrat.

- Modification du périmètre de prise en charge des déchets de l'usine avec l'ajout du flux nommé « déchets d'activités des pôles » issu des pôles de proximité de Nantes Métropole :

Ces déchets, collectés par les pôles de proximité sont actuellement traités en enfouissement. Afin de réduire la quantité de déchets métropolitains enfouis, ces flux pouvant être assimilables à des ordures ménagères, Nantes Métropole a décidé de valoriser énergétiquement sur le CTVD d'Alcéa la part du flux nommé « déchets d'activités des pôles » composée des corbeilles de rue collectées par les services de la Métropole.

- Impacts de l'arrêt du dispositif Tri Sac sur le contrat :

En décembre 2021, Nantes Métropole a décidé de mettre un terme au dispositif Tri Sac.

Plusieurs impacts sur le contrat ont été identifiés par ALCEA et Nantes Métropole :

- la diminution du tonnage sur l'atelier Tri Sac avec une conséquence directe sur le chiffre d'affaires du concessionnaire ;
- l'augmentation des collectes sélectives en vrac réceptionnées sur le quai de transfert.

A date de conclusion de l'avenant, les baisses de flux Tri Sac n'étant pas encore connues définitivement, les parties se sont entendues sur une méthodologie de calcul des indemnités qui seront versées à ALCEA pour compenser la perte de chiffres d'affaires.

Par ailleurs, afin de fluidifier l'accueil des tonnages supplémentaires des collectes sélectives et de réduire l'attente au vidage pour les opérateurs de collecte, ALCEA et Nantes Métropole ont acté le financement de deux caissons compacteurs. Cette solution étant liée à l'arrêt de Tri'Sac, sur décision de Nantes Métropole et étant acté que ces équipements serviront aux collectes de Nantes Métropole, ils seront pris en charge par Nantes Métropole via une subvention d'équipement qui sera versée sur production de justificatifs. Leurs coûts s'élèvent au montant maximal de 25 000 € net de taxe.

- Financement des équipements de vidéo-surveillance au vidage en incinération :

Le décret n°2021-345 du 30 mars 2021, codifié à l'article D.541-48-1 du code de l'environnement, impose la mise en place d'un système de vidéo surveillance des déchargements de déchets pour les installations d'incinération de déchets non dangereux. La mise en place de ces caméras étant liée à une nouvelle réglementation, le financement est à la charge de Nantes Métropole. La maintenance des équipements est prise en charge par ALCEA. Ces biens sont des biens de retour. Une subvention d'équipement d'un montant maximal de 45 734,61 € net de taxe sera versée sur production de justificatifs.

- Insertion d'une clause sur le respect des principes de laïcité et de neutralité :

L'article 1er de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, vise à assurer un meilleur respect des principes d'égalité des usagers devant les services publics, de neutralité et de laïcité dans ces services, notamment lorsqu'ils sont confiés à une entreprise privée. En conséquence, il est ajouté au contrat une clause visant à garantir le respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

- Avenant à la convention de vente de chaleur :

La prolongation du contrat de DSP entraîne une prolongation de la convention signée entre ALCEA et ERENA jusqu'au 7 janvier 2025 à 23h59. Les conditions d'application de la convention restent inchangées.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 07 :

- fonctionnement : chapitre 011 opération n°685 libellé Traitement ordures ménagères et déchets recyclables
- investissement, sur l'AP042, opération 2021/3959 – Gros Travaux sur UVE Prairie de Mauves

2 - Centre de traitement et de valorisation des déchets de la Prairie de Mauves – Convention de délégation de service public avec la société ALCEA – Protocole de fin de contrat

Le terme de ce contrat ayant été porté par voie d'avenant (n°6) au 7 janvier 2025, il est nécessaire de déterminer les modalités de fin du contrat par la signature d'un protocole entre Nantes Métropole et son délégataire.

Les points principaux du protocole sont les suivants :

- Les modalités de réalisation des états des lieux contradictoires et la constitution de procès-verbaux de transfert des biens affectés à l'exploitation du service,
- L'établissement de la liste des biens de retour immatériels, de la liste des biens de reprise et leur modalité de rachat par le futur délégataire, de la liste des documents d'exploitation à fournir,
- Les engagements de la société ALCEA sur les travaux qui ne seraient pas réalisés au terme du contrat,
- Les modalités de reprise du personnel,
- Les modalités de clôture des comptes,
- La définition et les modalités de la période de tuilage pour la prise en charge des « déchets d'activité pôles » composée des corbeilles de rue collectées par les services de la Métropole
- Les impacts de l'arrêt du dispositif Tri Sac sur le contrat :

En décembre 2021, Nantes Métropole a décidé de mettre un terme au dispositif Tri Sac.

Plusieurs impacts sur le contrat ont été identifiés par ALCEA et Nantes Métropole :

- la diminution du tonnage sur l'atelier Tri Sac avec une conséquence directe sur le chiffre d'affaires du concessionnaire,
- l'augmentation des collectes sélectives en vrac réceptionnées sur le quai de transfert.

Il est précisé que puisqu'au moment du renouvellement du contrat de délégation de service public, l'activité Tri Sac ne sera pas maintenue, les salariés affectés à l'exécution de ce service ne seraient pas couverts par l'obligation de reprise de personnel par le futur délégataire, en application de l'article L. 1224-1 du code du Travail. Cependant, le personnel affecté à l'activité Tri Sac est également affecté, pour partie à l'exploitation du quai de transfert, laquelle activité sera pour sa part transférée au Futur Exploitant du CTVD.

Aussi, le protocole prévoit les dispositions suivantes :

- Il sera demandé au nouvel exploitant de s'engager à proposer prioritairement au personnel actuellement affecté à l'activité Tri Sac des postes de reconversion ou une nouvelle affectation couvrant leur part d'affectation à l'activité Tri Sac, en cas de besoin complémentaire sur les installations de façon à maintenir ces personnels dans le personnel d'exploitation, sans qu'il n'en découle aucune obligation pour le personnel concerné d'accepter ces reconversions,
- En cas de refus du personnel concerné d'accepter ces propositions, le délégataire actuel proposera autant que possible au personnel concerné de nouvelles affectations,
- Le délégataire tiendra informé Nantes Métropole des évolutions des situations individuelles des agents Tri Sac. A l'issue des étapes citées ci-avant, Nantes Métropole et le délégataire se rencontreront sur le devenir du personnel.

**Le Conseil délibère et,
par 75 voix pour et 23 abstentions,**

1 – approuve l'avenant n° 6, ci-annexé, relatif au contrat de délégation de service public conclu entre Nantes Métropole et la société ALCEA relatif à l'exploitation du Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets (CTVD) de la Prairie de Mauves.

2 - approuve le protocole de fin de contrat, ci-annexé, relatif à la délégation de service public conclu entre Nantes Métropole et la société ALCEA relative à l'exploitation du Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets (CTVD) de la Prairie de Mauves,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'avenant et le protocole de fin de contrat et prendre les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure.

Abstentions : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M. RICHARD, Mme BONNET, M. SALAUN, Mme GUERRIAU, M. VOUZELLAUD, Mme GUILLON, Mme LE COULM, M. PARAGOT, M. LE CORRE, Mme DUBETTIER-GRENIER, M. BRILLAUD DE LAUJARDIERE, M. AMAILLAND, Mme IMPERIALE, M. TURQUOIS, Mme GESSANT, M. VEY

39 - Exploitation du centre de traitement et de valorisation de la Prairie de Mauves - Concession de service public - Approbation du principe - Convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes - Partenariat entre collectivités à l'issue de la délégation de service public 2025-2045

Exposé

Nantes Métropole est compétente en matière d'élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) en application des articles L. 2224-13 et L. 5217-2 I 6° a) du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Nantes Métropole s'est dotée de plusieurs unités de valorisation des déchets ménagers et notamment de l'unité de traitement dénommée « Prairie de Mauves ».

Cette unité de traitement se compose :

- d'un centre de séparation des sacs bleus (Ordures Ménagères) et jaunes (collecte sélective multimatériaux) des collectes Tri'Sac, amené à s'arrêter progressivement à partir de 2023 à terminaison fin 2024,
- d'une Unité de Valorisation Énergétique (UVE) équipée de deux lignes de 9,5 t/heure pour une capacité réglementaire de 150 000 t/an,
- de deux quais de transfert des collectes sélectives.

Cette unité de traitement est actuellement exploitée par voie de délégation de service public au sens de l'article L.1411-1 du CGCT. Ce contrat court jusqu'au 11 octobre 2024 et est prolongé au 07 janvier 2025 par voie d'avenant.

1 - Concession de service public – Approbation du principe de la concession et de ses caractéristiques - Recours à une concession de service public pour l'exploitation du centre de traitement et de valorisation de la Prairie de Mauves – Approbation

Au regard de l'échéance prochaine de ce contrat et des délais de mise en œuvre d'une procédure de mise en concurrence relative au choix d'un nouvel exploitant, une réflexion sur le choix du futur mode de gestion de cette installation a été engagée.

Parallèlement, il est apparu que plusieurs collectivités et groupements de collectivités limitrophes de Nantes Métropole ne disposaient plus, à court terme, d'outil de traitement des déchets pour permettre la valorisation de l'intégralité de leurs déchets ménagers et assimilés collectés sur leur territoire.

En effet, la réglementation nationale visant à une réduction de 50% de l'enfouissement d'ici 2030 (loi AGECE) et le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets précisant de son côté qu'aucune nouvelle capacité d'enfouissement ne pourrait être créée après 2025, il en résulte un manque de capacités de traitement sur les départements de la Loire-Atlantique et limitrophes dès 2025.

Le Plan Régional complété par le SRADDET (en sa fiche 26) incite les collectivités à envisager des alliances de territoires en vue de mutualiser les équipements de traitement des déchets et en ne créant pas de nouvelles capacités d'incinération mais autorisant des extensions de capacités sur les installations existantes performantes énergétiquement. Aussi il a été étudié la possibilité de former un partenariat entre Nantes Métropole et certaines collectivités du territoire régional pour permettre le traitement et la valorisation des déchets ménagers sur l'un des équipements de la métropole nantaise.

Les collectivités et groupements de collectivités concernés sont les suivants :

- CAP ATLANTIQUE (Communauté d'agglomération de la Presqu'île de Guérande),
- La Communauté de Communes du pays d'Ancenis (COMPA),
- Grand Lieu Communauté,
- Redon Agglomération,

- Le Syndicat Mixte Centre Nord Atlantique (SMCNA) regroupant les communautés de communes de la Région de Nozay, de la Région de Blain, Erdre et Gesvres, d'Estuaire et Sillon et du Pays de Pontchâteau – Saint Gildas des Bois,
- TRIVALIS, syndicat mixte départemental d'études et de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Vendée,
- VALOR3E, syndicat mixte de traitement des déchets ménagers regroupant la Communauté d'Agglomération du Choletais, la Communauté de Communes Sèvre et Loire, la Communauté d'Agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo et la Communauté d'Agglomération de Mauges Communauté.

Dans un souci de coopération, afin de favoriser l'utilisation d'un outil de traitement de proximité et en vue d'optimiser les performances du centre de traitement, les collectivités et groupements de collectivités précitées ont décidé de constituer un partenariat permettant aux collectivités non adhérentes de Nantes Métropole d'apporter tout ou partie de leurs déchets ménagers (et refus de Traitement Mécano-Biologique (TMB) pour TRIVALIS) sur l'UVE, de participer au financement des investissements et d'être associés au pilotage de la passation et de l'exécution de la convention.

Aux termes d'une étude relative aux modes de gestion envisageables, il est apparu que le mode de gestion le plus adapté consiste dans la gestion déléguée dans le cadre d'une convention de concession de service public régie par les articles L. 1411-1 et suivants du CGCT.

Le rapport annexé à la présente délibération vise à éclairer le Conseil métropolitain sur le choix du mode de gestion qui semble le plus opportun pour la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation du CTVD et conduit aujourd'hui à proposer le recours à une concession de service public.

Aux termes de cette analyse, plusieurs motifs appuient le choix du recours à une concession de service public :

- Elle permet de confier au concessionnaire le risque d'exploitation. Cela permettra notamment de mettre à la charge du concessionnaire le risque lié à l'apport des déchets tiers nécessaires à l'équilibre économique de la concession,
- Elle permet de recourir à l'expertise et aux moyens humains experts de partenaires privés,
- Cette mission globale permet de renforcer la contractualisation des objectifs de performance,
- Le contrat de concession permet d'externaliser le financement d'une partie des travaux,
- Elle permet de contrôler efficacement la qualité du service rendu.

Par conséquent, il est proposé de lancer une procédure de mise en concurrence conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du CGCT et du code de la commande publique.

Les missions confiées au concessionnaire seront les suivantes :

- L'exploitation des installations,
- L'établissement des dossiers administratifs nécessaires à la réalisation des travaux et l'obtention des autorisations,
- La conception et la réalisation des travaux,
- Une partie du financement des travaux,
- Le transfert des déchets apportés sur les quais de transfert (collecte sélective),
- Le traitement des déchets suivants apportés par les membres du groupement d'autorités concédantes : une partie des Ordures Ménagères Résiduelles de Nantes Métropole, toutes ou partie des OMR des autres partenaires, des refus de TMB de TRIVALIS, une partie des boues des stations d'épuration des eaux usées (STEP) de Nantes Métropole et certains déchets d'activités des services de Nantes Métropole,
- La valorisation énergétique des déchets apportés sur l'UVE,
- Le traitement et la valorisation des mâchefers,
- Le traitement des résidus d'épuration des fumées d'incinération des ordures ménagères (REFIOM),
- La commercialisation des capacités disponibles des installations après prise en charge prioritaire des déchets des membres du groupement d'autorités concédantes

Les principaux travaux à mettre en œuvre lors de la future concession seront les suivants :

- Travaux de refonte du site avec comme objectifs :
 - Une capacité comprise entre 250 000 tonnes et 270 000 tonnes par an pour la nouvelle UVE,
 - Une capacité de traitement des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) d'à minima 6 000 tonnes par an,
 - Une capacité de traitement des boues de STEP déshydratées de 25 000 tonnes par an,
 - Une fourniture de chaleur au Réseau de Chaleur Urbain (RCU) d'une puissance comprise entre 40 et 50 MW,
- Augmentation de la capacité du quai de transfert pour prendre en charge les collectes sélectives d'une partie de Nantes Métropole en vue de leur transfert vers le centre de tri d'Arc en Ciel 2034.

Au regard des caractéristiques du projet, et compte tenu des investissements à réaliser, la durée du contrat serait d'une durée de vingt ans à compter du démarrage effectif des prestations et prévoirait le versement au concessionnaire d'une subvention d'équipement d'un montant total maximal de 147 001 791 € net de taxes dont un montant maximum de 79 607 337 € net de taxes pour Nantes Métropole (dont 65 123 263 € net de taxes pour le budget annexe des déchets et 14 484 075€ pour le budget annexe de l'eau).

De plus, et afin de matérialiser le partenariat entre les différentes collectivités et groupements de collectivités, il a été décidé de recourir à un groupement d'autorités concédantes en application de l'article L.3112-1 du Code de la Commande Publique, dont Nantes Métropole serait le coordinateur.

La commission consultative des services publics locaux de chaque collectivité et groupement de collectivités de plus de 50 000 habitants a été consultée pour avis sur le projet de délégation de service public. Celle de Nantes Métropole, coordonnateur du groupement, s'est réunie le 28 septembre 2022. Le Comité Technique a été consulté pour avis le 18 novembre 2022.

En application de l'article L. 1411-5 du CGCT, la commission de délégation de service public sera chargée de donner un avis sur les candidatures et les offres des soumissionnaires. Conformément à la convention constitutive du groupement des autorités concédantes, il s'agira de la commission de délégation de service public de Nantes Métropole.

Après cette phase de mise en concurrence, le choix définitif du délégataire et le contrat de délégation de service public seront soumis à approbation de l'organe délibérant de Nantes Métropole au titre de sa mission de coordonnateur du groupement des autorités concédantes.

En application de l'article L.1411-4 du CGCT, il appartient dès lors au Conseil métropolitain de se prononcer sur le principe de cette délégation de service public au vu du rapport présentant les caractéristiques du service délégué et l'analyse des modes de gestion.

A noter par ailleurs que le projet de reconstruction du CTVD fait partie du projet d'écologie industrielle de Prairie de Mauves qui comprend trois autres équipements :

- L'extension/réhabilitation de la déchèterie de Nantes ;
- La construction d'une plate-forme de valorisation des biodéchets ;
- La construction d'une station d'épuration.

Ces projets ont fait l'objet d'une présentation en COPIL du 21 octobre 2022.

Par ailleurs, le projet d'écologie urbaine doit faire l'objet d'une concertation préalable au titre du code de l'environnement. A cet effet, Nantes Métropole a saisi la Commission Nationale du Débat Public et a été auditionnée en séance du 7 décembre 2022. La concertation devrait se dérouler en avril/mai 2023.

2 - Convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes pour la passation conjointe d'un contrat relatif à l'exploitation du centre de traitement et de valorisation des déchets (C.T.V.D.) de la Prairie de Mauves – Approbation

Dans le contexte précisé au paragraphe précédent, l'ensemble de ces collectivités et Nantes Métropole se sont rapprochés afin de déterminer la forme du partenariat qu'elles pourraient instituer en vue, d'une part, de permettre aux collectivités non adhérentes de la Métropole d'apporter tout ou partie de leurs déchets ménagers (et refus de Traitement Mécano-Biologique (TMB) pour TRIVALIS) en vue de leur traitement sur le site de la Prairie de Mauves et, d'autre part, de permettre aux collectivités non adhérentes de participer aux investissements nécessaires à l'extension des capacités de l'unité de traitement et d'optimiser les performances de l'installation.

Après analyse des modes de gestion possibles pour le renouvellement du contrat d'exploitation du CTVD de la Prairie de Mauves et des modes de coopération envisageables, il est apparu que le recours au contrat de concession de service sous forme de délégation de service public apparaissait comme le plus adapté aux objectifs des collectivités.

En outre et afin de matérialiser ce partenariat, de garantir la nature des tonnages apportés par les collectivités partenaires et de permettre d'exercer un contrôle conjoint des partenaires sur la passation et l'exécution du contrat, les collectivités ont convenu de recourir au mécanisme prévu à l'article L.3112-1 du code de la commande publique et de créer un Groupement d'Autorités Concédantes (GAC) entre :

- Nantes Métropole,
- CAP ATLANTIQUE,
- La Communauté de Communes du pays d'Ancenis (« COMPA »),
- Grand Lieu Communauté,
- Redon Agglomération,
- Le Syndicat Mixte Centre Nord Atlantique (« SMCNA »),
- TRIVALIS,
- VALOR3E.

La convention constitutive du GAC prévoit notamment que le coordonnateur du GAC sera Nantes Métropole. Cette convention constitutive est annexée à la présente délibération.

Nantes Métropole sera chargée, par les membres du GAC de :

- mener la procédure de passation du contrat de concession au nom et pour le compte des membres,
- faire intervenir ses propres organes dans le cadre de la consultation et notamment sa commission prévue à l'article L. 1411-5 du CGCT pour l'analyse des candidatures et des offres initiales, d'approuver par son conseil métropolitain le choix du concessionnaire et l'attribution du contrat de concession.

A ce titre, Nantes Métropole sera également chargée de suivre, au nom et pour le compte des membres du GAC, l'exécution du Contrat de concession et de prononcer les principales mesures d'exécution (avenants, protocoles transactionnels, application des pénalités transverses, etc...).

Pour ce faire, le coordonnateur mettra en œuvre les moyens nécessaires pour assurer ses missions (direction des déchets, contrôle de gestion, direction juridique, bureaux d'étude, etc...). Il percevra pour cela des membres du groupement un remboursement des coûts inhérents à la passation et au suivi de la concession de service public.

Afin d'associer pleinement les membres du GAC à l'exécution du contrat de concession, la convention constitutive prévoit l'intervention d'un comité de pilotage regroupant l'ensemble des membres avec un nombre de voix calculé au prorata de leurs tonnages apportés.

3 - Partenariat entre collectivités à l'issue de la DSP 2025-2045 du centre de traitement et de valorisation des déchets (C.T.V.D.) de Prairies de Mauves – Approbation

Nantes Métropole a décidé de conclure un Groupement d'Autorités Concédantes (GAC) avec les 7 autres collectivités citées précédemment pour la passation et l'exploitation du Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets de la Prairie de Mauves pour une durée de 20 ans démarrant le 8 janvier 2025.

La Convention de GAC étant liée au contrat de DSP du CTVD de la Prairie de Mauves, elle prendra fin en même temps que la délégation de service public, soit le 7 janvier 2045.

Nantes Métropole et les collectivités partenaires souhaitant développer un partenariat de long terme et poursuivre la mutualisation du CTVD de la Prairie de Mauves au-delà de 2045, Nantes Métropole s'engage à réaliser, 3 ans avant la fin de la convention de GAC, une étude de préfiguration du futur contrat intégrant les collectivités signataires de la convention de GAC. Cette étude sera financée par Nantes Métropole et les 7 partenaires, tel que prévu par la convention de GAC.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le principe de la concession de service public pour assurer la conception, une partie du financement, la réalisation et l'exploitation du centre de traitement et de valorisation de la Prairie de Mauves,

2 - approuve les caractéristiques des prestations que devra assurer le futur concessionnaire, décrites dans le rapport ci-annexé,

3 – autorise le versement d'une subvention d'équipement au futur concessionnaire d'un montant maximum de 79 607 337 € net de taxes pour Nantes Métropole (dont 65 123 263 € net de taxes pour le budget annexe des déchets et 14 484 075 € pour le budget annexe de l'eau),

4 - approuve la création d'un groupement d'autorités concédantes en vue de la passation et de l'exécution d'un contrat de concession de service public pour la conception, une partie du financement, la réalisation et l'exploitation du centre de traitement des déchets de la Prairie de Mauves,

5 - approuve la convention constitutive de groupement d'autorités concédantes annexée à la présente délibération,

6 - approuve le principe d'un partenariat au-delà de la durée de la DSP de la Prairie de Mauves 2025-2045,

7 - approuve la réalisation, 3 ans avant la fin du contrat de DSP 2025-2045, d'une étude de préfiguration du futur contrat intégrant les collectivités signataires de la convention de GAC,

8 - autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à lancer la procédure de mise en concurrence relative à la concession de service public, à signer la convention constitutive d'un groupement d'autorités concédante et à prendre les actes nécessaires dans le cadre de ces procédures.

Direction Générale Territoires, Proximité, Déchets et Sécurité
Pôle Nantes Loire

40 - Nantes – Ile de Nantes – Réalisation et prise en charge des réseaux de distribution électrique dans la ZAC Ile de Nantes – Avenant n° 1 à la convention cadre

Exposé

La construction des ouvrages électriques nécessaires à l'alimentation intérieure de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ile de Nantes relève de la responsabilité de Nantes Métropole, contrairement aux autres ZAC où cette mission est confiée à l'aménageur.

A cet effet, une convention cadre avec EDF a été approuvée en 2007 pour définir les conditions de réalisation et de financement de l'alimentation et de la desserte en énergie électrique de la ZAC Ile de Nantes. Enedis est désormais subrogée à EDF dans l'exécution de cette convention.

Il est proposé de modifier les modalités relatives à la participation financière d'ENEDIS sur ces travaux par un avenant à cette convention cadre.

Une partie du coût des travaux sera pris en charge par Enedis, dénommée « réfaction tarifaire », selon des taux établis par arrêté ministériel. Le financement pour Enedis est assuré par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) que tous les usagers de l'électricité en France paient à travers leur facture.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier 2023, pour toute nouvelle demande de raccordement faisant l'objet d'une étude électrique par Enedis qui conclut à la nécessité d'une extension du réseau, une proposition technique et financière sera adressée à Nantes Métropole conformément au barème de facturation et en considération du taux de réfaction tarifaire en vigueur. S'agissant par exemple du cas des extensions de réseau liées aux raccordements des installations de consommation d'électricité, Enedis prendra en charge 40 % de ces coûts.

La prise en charge par Enedis d'une partie du coût de la réalisation des réseaux, en substitution du mécanisme de l'éligibilité de ces travaux à la redevance R2, est avantageux financièrement pour Nantes Métropole.

Il vous est proposé d'approuver l'avenant n° 1 à la convention cadre relative à la réalisation et prise en charge des réseaux de distribution électrique dans la ZAC Ile de Nantes.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve l'avenant n° 1, ci-annexé, à la convention cadre relative à la réalisation et prise en charge des réseaux de distribution électrique dans la zone d'aménagement concerté (ZAC) Ile de Nantes,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer l'avenant.

Direction Générale Déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et solidaire
Département Territoire et Proximité
Direction de l'espace public

41 - Nantes – Exploitation et extension du réseau de chaleur Bellevue-Chantenay – Délégation de service public – Choix du délégataire – Convention de délégation de service public - Approbation

Exposé

Nantes Métropole est engagée depuis plusieurs années dans la transition énergétique via sa politique publique de l'énergie et son Plan Climat Air Énergie Territorial. Elle s'est fixée des objectifs volontaristes de réduire de 50 % d'ici 2030 le niveau d'émission de gaz à effet de serre par habitant, dans la perspective de tendre vers la neutralité carbone d'ici 2050.

Par ailleurs, dans un contexte de hausse des prix des énergies, Nantes Métropole doit œuvrer pour garantir un accès à l'énergie pour tous, ce qui implique d'aider les habitants et acteurs à la maîtrise des charges énergétiques voire à leur réduction via le développement de réseaux à tarif compétitif et stable dans le temps.

Un des leviers importants pour atteindre ce double objectif est le développement des réseaux de chaleur renouvelable et de récupération à tarif maîtrisé.

Ainsi, sur le territoire métropolitain, les réseaux de chaleur desservent près de 40 000 logements ainsi que de nombreux équipements (hôpitaux, bâtiments sportifs et d'enseignement,...).

Nantes Métropole souhaite donc poursuivre sa dynamique de production et distribution de chaleur d'origine renouvelable et de récupération à tarif maîtrisé en s'appuyant sur des réseaux performants, innovants et « intelligents » en matière de gestion, de distribution et d'infrastructures.

Dans ce cadre, par délibération en date du 21 juin 2021, le conseil métropolitain a approuvé le principe de la délégation de service public pour l'exploitation et l'extension du réseau Bellevue Chantenay pour une durée de 20 ans à compter du 1^{er} juin 2023, date de la prise d'effet du contrat. Le périmètre de cette délégation comportera notamment les quartiers de Bellevue, Chantenay, Zola, les Dervallières sur les communes de Saint-Herblain, et Nantes.

Ce réseau, d'une longueur de 24 km à ce jour, sera étendu à 30 km d'ici 2028 et sera alimenté en majorité par de la chaleur issue de la chaufferie Bois existante et de la chaleur de récupération du Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets de la Prairie de Mauves, via une interconnexion à créer avec le réseau de chaleur Centre Loire. Ainsi, d'ici 2028, environ 1 300 logements supplémentaires et un certain nombre d'équipements (groupes scolaires, bâtiments tertiaires,...) se rajouteront aux 10 000 logements et nombreux équipements déjà raccordés et seront ainsi desservis en chaleur composée à 84 % d'énergie renouvelable et de récupération. A partir de 2028, le niveau d'émission annuel de Nantes Métropole se verra réduit de 5 600 t CO₂/an grâce à ce projet.

En ce qui concerne les conditions économiques, les abonnés déjà raccordés à ce réseau bénéficieront d'une baisse de leur tarif moyen de 25 % à 30 % par rapport à leurs tarifs moyens actuels.

La procédure de la délégation de service public a été conduite en application des dispositions de l'article L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et de la troisième partie du code de la commande publique.

Suite à la publication d'un avis d'appel à la concurrence, quatre sociétés ont déposé leurs candidatures (ENGIE, CORIANCE, DALKIA et IDEX). La Commission de délégation de service public, lors de sa séance du 29 septembre 2021, après examen des candidatures, a émis un avis favorable à ce que tous les candidats soient admis à présenter une offre.

Trois des candidats admis à présenter une offre (ENGIE, DALKIA et IDEX) ont remis une offre le 28 janvier 2022.

La commission de délégation de service public s'est à nouveau réunie le 16 mars 2022 afin d'émettre un avis sur les offres reçues, et a autorisé l'engagement de négociations avec les trois candidats ayant remis une offre.

Conformément aux articles L,3124-1 et R,3124-1 du code de la commande publique, et au règlement de la consultation, des négociations ont donc été menées avec les candidats ENGIE, DALKIA et IDEX.

Il en ressort que l'offre de la société DALKIA est la plus performante au regard des critères de jugement des offres fixés dans les documents de la consultation, répond aux objectifs de la politique publique énergétique de Nantes Métropole, et présente toutes les garanties techniques, professionnelles et financières attendues.

Il est donc proposé d'attribuer le contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation et l'extension du réseau de chaleur Bellevue Chantenay à la société DALKIA.

Les motifs de choix du candidat, ainsi que l'économie générale du contrat de délégation de service public, sont présentés et détaillés dans un rapport annexé à la présente délibération.

Les principales caractéristiques de cette convention sont les suivantes :

- le délégataire assumera la conception, le financement et la réalisation de l'ensemble des travaux de premier établissement nécessaires au développement et à la modernisation du réseau de chaleur, ainsi que l'exploitation, l'entretien, la maintenance et le renouvellement des installations réalisées.
- le délégataire se rémunérera sur les recettes issues de la vente de chaleur à l'utilisateur selon les termes définis dans la convention, ce qui se traduit par un prix moyen de la chaleur de 102 € TTC/MWh (valeur janvier 2022) sur les 20 ans à compter de la prise d'effet de la convention de délégation de service public,

- le délégataire versera chaque année à Nantes Métropole :
- d'une part, une redevance d'Occupation du Domaine Public composée de :
 - une part forfaitaire dont le montant est fixé annuellement par délibération du conseil métropolitain (il est de 6,10 € HT / mètre linéaire de tranchée pour l'année 2022) ;
 - une part variable déterminée au regard de l'utilisation des ouvrages, et fixée à 0,20 € HT/MWh vendu (valeur janvier 2022) ;
- d'autre part, une redevance pour frais de contrôle fixée à 50 000 €HT/an (valeur janvier 2022) ;

Le rapport, les procès verbaux de la commission de DSP, ainsi que la convention de délégation de service public et ses annexes ont été adressés aux membres du conseil métropolitain 15 jours avant le conseil métropolitain, en application de l'article L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve le choix de la société DALKIA, comme délégataire du service public pour l'exploitation et l'extension du réseau de chaleur Bellevue Chantenay, la convention étant conclue pour une durée de 20 ans à compter du 1^{er} juin 2023, et autorise la substitution d'une société dédiée à la société DALKIA à compter de la prise d'effet du contrat,

2 - approuve les termes de la convention de délégation de service public à conclure avec la société DALKIA, jointe à la délibération, ainsi que les annexes à cette convention,

3 – autorise Madame la Présidente ou Madame la Vice-présidente déléguée à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département des Mobilités
 Direction des services de mobilité

42 – Délégation de Service Public du réseau de transports publics urbains de personnes de Nantes Métropole – Avenant n°6

Exposé

Depuis mars 2020, l'épidémie de COVID-19 a des conséquences importantes sur le fonctionnement du réseau de transports publics urbains de l'agglomération.

Le contrat a été modifié à deux reprises, en décembre 2020 et en décembre 2021, pour tenir compte des effets de la crise sanitaire sur son exécution, notamment au regard des charges et des recettes.

En 2022, l'impact de la crise sanitaire sur l'usage des transports collectifs a continué à produire des effets dans la majorité des réseaux de transports.

Dans la métropole nantaise, la fréquentation du réseau n'est pas revenue à son niveau d'avant la crise. Une baisse de 10 % de l'usage du réseau de transports collectifs a été enregistrée en 2022 par rapport à 2019. Cette baisse de trafic, qui affecte le niveau de recettes perçues, s'explique à la fois par des modifications structurelles de la mobilité (impact du télétravail, report vers les modes actifs (vélo, marche ..) et la voiture).

Les conséquences notables et durables de ces changements sur les fréquentations nécessitent une adaptation de l'offre et des objectifs de recettes pour la durée résiduelle du contrat auxquelles s'ajoutent les impacts de la pénurie de main d'œuvre qui affecte le secteur depuis la crise sanitaire.

Une nouvelle modification du contrat est donc nécessaire. Il vous est proposé de conclure un avenant qui porte sur :

- ✓ une modification des objectifs de recettes : intégration de nouvelles hypothèses d'évolution de la fréquentation jusqu'à la fin du contrat et prise en compte de l'extension de la tarification solidaire adoptée par le conseil métropolitain le 10 octobre 2022.
- ✓ une adaptation de l'offre :
 - les lignes 69 et 98, affrétées, ont été reprises par la SEMITAN pour que cette dernière puisse en assurer l'exploitation en propre,
 - le niveau d'offre sur les lignes du réseau structurant est optimisée de janvier à juin pour les jours « bleu » et « vert », et l'offre le samedi correspondant aux jours « orange » et « violet » du calendrier commercial est réduite à partir du 1^{er} janvier 2023
- ✓ une révision des programmes de maintenance lourde qui n'ont pas pu être conduits.

A la situation générée par la crise sanitaire, s'ajoutent la crise de l'énergie et l'augmentation des coûts qui excède largement les hypothèses économiques qui avaient été prises en compte pour le calcul des charges lors de la négociation du contrat. Les surcoûts liés à l'énergie, estimés à 5,865 M€ HT pour 2022, sont pris en compte uniquement pour l'année 2022, en l'absence de visibilité sur les évolutions à venir en 2023 et années suivantes.

Ces modifications ont des impacts financiers qui entraînent une modification du forfait de charges et des objectifs de recettes de trafic :

- Forfait de charges :

	Forfait de charges en euros HT		
	Avenant 5 en euros HT	Avenant 6 en euros HT	Avenant 6 en euros TTC*
2022	200 892 855	204 694 428	225 163 870
2023	207 452 224	203 508 662	223 859 528
2024	213 892 574	213 398 142	234 737 956
2025	220 860 295	220 359 545	242 395 499

* TVA 10 %

- Objectifs de recettes :

	Objectif de recettes de trafic		
	Avenant 5 en euros HT	Avenant 6 en euros HT	Avenant 6 en euros TTC*
2022	-61 584 609	54 500 103	59 950 113
2023	-64 029 063	56 029 022	61 631 924
2024	-66 427 718	57 156 105	62 871 715
2025	-68 939 272	59 109 665	65 020 631

* TVA 10 %

Enfin, l'avenant prend également en compte les obligations issues de la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République ainsi que diverses modifications.

Ne participent pas au vote : Sébastien ARROUET, Marie-Annick BENATRE, Delphine BONAMY et Jean-Sébastien GUITTON

**Le Conseil délibère et,
par 76 voix pour et 7 voix contre,**

1 - approuve l'avenant n°6, ci-joint, et ses annexes, au contrat de Délégation de Service Public du réseau de transports publics urbains de personnes liant Nantes Métropole et la SEMITAN,

2 - autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer l'avenant n°6 au contrat de délégation de service public.

Contre : M.BOUVAIS, M.THIRIET, Mme GUERRA, M.BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M.RICHARD

Direction générale déléguée de la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Aménagement Urbanisme Agglomération

43 - Nantes – Aménagement du pôle d'échanges multimodal de la gare de Nantes – Avenants et conventions de financement - Aménagement des espaces publics et du pôle d'échanges multimodal Sud avec la Région et du Département

Exposé

SNCF Gares et Connexion et Nantes Métropole ont initié, en partenariat avec l'État, SNCF RÉSEAU, la Région des Pays de la Loire et le Département de Loire Atlantique, le projet de réaménagement du Pôle d'Échange Multimodal (PEM) de la gare de Nantes. Ce projet est largement engagé (parvis nord, mezzanine, parvis sud, busway, parkings vélos déjà en fonction) et a fait l'objet de plusieurs délibérations du conseil métropolitain relatives à l'accord cadre de financement du projet global et aux conventions qui en découlent.

Pour Nantes Métropole, ce projet partenarial permet de répondre à trois enjeux qui justifient la force de son engagement :

- disposer d'une grande gare moderne et confortable permettant d'accueillir plus de passagers ;
- développer les services d'intermodalités au contact avec la gare conformément au Plan de Déplacements Urbains (PDU) - parking public vélo, busway, gare routière, parking public de dépose minute, parking public visiteurs, taxis... ;
- contribuer au développement urbain du quartier Pré-Gauchet – Euronantes, véritable quartier de vie entre le quartier Malakoff et le centre ville.

Ce projet, qui se décline en plusieurs conventions intégrées dans une convention globale, est en cours de finalisation. Le cœur de la gare, bâtiment Mezzanine desservant les voies, les parvis nord et sud sont en partie livrés. Toutes les opérations de cette convention globale sont déclinées en conventions spécifiques attachées à chaque maître d'ouvrage. Pour les principales concernant la Métropole, il s'agit :

- de travaux préparatoires de SNCF RÉSEAU : 2 conventions pour le transfert du Centre Télécom et le transfert du Centre de Réparation des Engins à Moteur (CREM) ;
- du Cœur de gare de Gare et Connexion et travaux connexes de SNCF RÉSEAU : 1 convention ;
- des Espaces publics sud et du Pôle d'échange Multimodal Sud de Nantes Métropole : une nouvelle convention.

Cette opération complexe a fait l'objet d'un accord cadre sur les modalités de financement signé entre les partenaires (Etat, SNCF RÉSEAU, la Région des Pays de la Loire et le Département de Loire Atlantique) le 7 décembre 2015. Cet accord initial a fait l'objet de 2 avenants adoptés par le Conseil métropolitain et signés le 27 décembre 2016 et le 7 décembre 2018. Aujourd'hui, l'avancement des études, l'augmentation des prix liés à la conjoncture, l'attribution de subventions et l'achèvement de certains travaux conduisent à adapter la convention financière globale sur plusieurs sujets :

- travaux achevés : les opérations de reconstitution ferroviaires préalables sous maîtrise d'ouvrage principalement de SNCF RÉSEAU présentent une économie respectivement de 600 000 €HT et 100 000 €HT soit 700 000 €HT et l'opération « cœur de gare » sous maîtrise d'ouvrage principalement de Gare et Connexions, des coûts complémentaires de 176 882 €HT ;

- travaux en cours et à venir : principalement le parvis sud et le futur pôle d'échange multimodal connecté à la gare SNCF accueillant un parking vélo public, la gare routière, les taxis, les loueurs de véhicules, des commerces en rez-de-chaussée, un programme de bureaux. Pour ces travaux, il est constaté un surcoût à périmètre constant de 3 948 452 €HT compte tenu des coûts effectifs des locaux intermodaux, vélos, taxis et gare routière et compte tenu de l'actualisation des indices sur les espaces publics en phase d'achèvement. Ce montant actualisé a d'ores et déjà été approuvé par le Conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022 (délibération n°2022-117 relative à l'acquisition en VEFA du PEM sud (pôle ABC) par la Métropole).

À l'aune de ces évolutions, il est proposé un avenant n°3 à l'accord cadre de financement global du PEM Gare de Nantes présentant un surcoût de 3 425 334 €HT dont + 1 094 361€ HT pour Nantes Métropole sur le montant total actualisé de 135 928 952 €HT pour tous partenaires.

Dans ce contexte, il est proposé de conclure des avenants aux conventions suivantes :

- La convention Cœur de gare (Gare et Connexion) et travaux connexes (SNCF RÉSEAU) est modifiée pour prendre en compte le surcoût de 176 882 €HT à répartir entre tous les partenaires (État, SNCF RÉSEAU, la Région des Pays de la Loire et le Département de Loire Atlantique) ;
- La convention relative au transfert du Centre Télécom (SNCF Réseau) est modifiée pour prendre en compte l'économie de 600 000 €HT par rapport à la convention initiale. Cette économie est répartie entre les partenaires (Etat, Région, Nantes Métropole, SNCF RÉSEAU) ;
- La convention relative au transfert du CREM est modifiée pour prendre en compte l'économie de 100 000 €HT par rapport à l'avenant n°1. Cette économie est répartie entre les partenaires (État, Région, Nantes Métropole, SNCF RÉSEAU).

En complément de l'accord global financier, il est également proposé de conclure une convention financière relative à la réalisation des Espaces publics sud et du Pôle d'échange Multimodal Sud entre la Région, le Département et la Métropole, maître d'ouvrage, d'un montant de 14 778 852 €HT pour les espaces publics sud dont 6 216 538 €HT pour la Métropole et de 12 480 000 €HT pour le pôle d'échanges multimodal Sud dont 5 652 282 €HT pris en charge par Nantes Métropole. Cette convention permettra à Nantes Métropole de percevoir les contributions de la Région et du Département respectivement de 1 779 743 €HT et de 4 766 709 €HT pour ces deux opérations conformément à l'accord global financier conclu entre les partenaires. L'État contribuera à hauteur de 3 843 000 €HT et la provision FEDER est estimée à 4 694 080 €HT.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP101 libellée « Mobilités », opération 2021-3344 « Aménagements gare de Nantes : CREM centre voie - Etudes », opération 2021-3476 « Centre Télécom et ASTI télécom - Acquis.immobilière et conv », opération 2021-3478 « Réaménagement Cœur de Gare »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

- 1- approuve l'avenant n°3 de l'accord cadre de financement Pôle d'Échange Multimodal de la Gare de Nantes,
- 2 - approuve l'avenant n°3 de la convention de financement de l'opération Cœur de gare et travaux connexes,
- 3 - approuve l'avenant n°1 de la convention de financement du transfert du Centre Télécom,
- 4 - approuve l'avenant n°2 de la convention de financement du transfert du CREM,
- 5 - approuve la convention de financement – Gare sud – Aménagement des espaces publics et du pôle d'échanges multimodal,
- 6 - autorise la Présidente ou le vice-président délégué à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ne participent pas au vote : Sandra IMPERIALE, Richard THIRIET, Laurent TURQUOIS

44 - Nantes – Exploitation des parcs de stationnement du Coeur de Ville – Délégation de service public – Modification du compte d'exploitation prévisionnel - Avenant n° 4

Exposé

Par délibération du Conseil métropolitain en date du 22 juin 2018, Nantes Métropole a confié l'exploitation des parcs de stationnement du cœur de ville à la société Nantes Métropole Gestion Services (NMGS) pour une durée de 4 ans et 3 mois à compter du 1^{er} octobre 2018 jusqu'au 31 décembre 2022, par contrat de délégation de service public.

En raison de la persistance des effets de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, l'économie générale du contrat d'exploitation des parcs de stationnement a été impactée sur l'année 2022. La baisse durable des fréquentations tout au long de l'année 2022, en raison des changements d'usage liés à la mise en place du télétravail, des visio-conférences, le changement des pratiques au profit des modes doux et la baisse de fréquentation dans certains secteurs économiques, ont engendré une baisse conséquente des déplacements et, par là même, du stationnement des usagers. De ce fait, le chiffre d'affaires du délégataire de service public Cœur de Ville a une nouvelle fois connu une baisse au titre de l'année 2022.

Afin de prendre en compte l'impact des effets induits par la crise sanitaire dans ce contrat, il est ainsi apparu nécessaire de proposer un avenant n°4, afin de réexaminer le compte d'exploitation prévisionnel (CEP) prenant en compte les conséquences financières et réelles consécutif à des circonstances imprévues, ainsi que le prévoit l'article 49 du contrat, et dans le respect de l'article L. 3135-3° du code de la commande publique.

C'est pourquoi, il est proposé de conclure un avenant n°4 à la convention de DSP Coeur de ville, fixant le montant de la redevance pour l'année 2022 (laquelle s'élevait à 2 658 566 € HT dans le contrat initial) à 1 400 332 € HT, afin de prendre en compte l'impact financier de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19 sur l'année 2022.

Ne participe pas au vote : Aurélien BOULE

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve l'avenant n° 4, ci-annexé, à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation des parcs de stationnement du Coeur de Ville à conclure avec la société Nantes Métropole Gestion Services ;

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à signer l'avenant.

45 - Nantes – Exploitation des parcs de stationnement du secteur Centre Ouest – Délégation de service public – Modification du contrat - Modification du compte d'exploitation prévisionnel - Avenant n° 3

Exposé

Par délibération du Conseil Métropolitain en date du 5 octobre 2018, Nantes Métropole a confié l'exploitation des parcs de stationnement du secteur Centre Ouest à la société Effia Stationnement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2023, par contrat de délégation de service public (DSP).

Par délibération du 7 décembre 2018, le Conseil Métropolitain a décidé d'acquérir auprès de la SCI ADIM OUEST REALISATIONS en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), un parc public de stationnement de 500 places. Ce parking, dénommé « Les Nefs », situé sous l'École de Design Nantes Atlantique, a été mis en service au mois de septembre 2022. Par délibération du conseil métropolitain du 4 février dernier, par avenant n°2 au contrat de DSP, son exploitation a été confiée à Effia stationnement en raison de sa proximité géographique avec les parkings déjà exploités dans le cadre de cette délégation.

Compte tenu de la mise en service effective du parking « Les Nefs » en septembre dernier, il apparaît désormais nécessaire de conclure un avenant n°3 à la convention de DSP Centre Ouest, afin de mettre à jour les dispositions contractuelles et les annexes pour, notamment, préciser l'usage et les caractéristiques de ce nouveau parc de stationnement.

Par ailleurs, en raison de la persistance des effets de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, l'équilibre financier du contrat de DSP stationnement Centre Ouest a été impactée de nouveau sur l'année 2022. La baisse durable des fréquentations tout au long de l'année 2022 en raison des changements d'usage liés à la mise en place du télétravail, des visio-conférences, le changement des pratiques au profit des modes doux et la baisse de fréquentation dans certains secteurs économiques ont engendré une baisse conséquente des déplacements et, par là même, du stationnement des usagers.

Afin de prendre en compte l'impact des effets induits par la crise sanitaire dans ce contrat, il est ainsi apparu nécessaire de réexaminer le compte d'exploitation prévisionnel (CEP) à l'occasion de cet avenant n° 3, prenant en compte les conséquences financières et réelles de cet événement extérieur aux parties, ainsi que le prévoit l'article 48 du contrat, et dans le respect de l'article L. 3135-3° du code de la commande publique, pour 2022.

Le contrat arrivant à échéance le 31 décembre 2023, il convient également de projeter un nouveau CEP réaliste pour cette dernière année d'exploitation prenant en compte la trajectoire 2022.

Ces impacts financiers au contrat ont des conséquences sur les redevances attendues pour les années 2022 et 2023.

Le montant de la redevance contractualisé au titre de l'année 2022 était fixé à 2 220 000 € HT. En raison de la baisse constatée du chiffre d'affaires 2022, il est proposé de conclure un avenant n° 3 qui fixe pour l'année 2022 un montant de redevance à hauteur de 1 874 361€ HT.

Enfin, pour les mêmes raisons qu'en 2022, le montant de la redevance contractualisé au titre de l'année 2023 doit être modifié. Il était fixé à 2 265 000 € HT, il est donc proposé, dans le cadre de l'avenant n° 3, de le fixer à 1 300 000 € HT.

Il est précisé que cet avenant n°3 sera conclu dans le respect des dispositions de l'article L.3135-1 du code de la commande publique.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve l'avenant n° 3, ci-annexé, à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation des parcs de stationnement du secteur Centre Ouest à conclure avec la société Effia stationnement ;

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à signer l'avenant.

Direction Générale Déléguée Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département des Mobilités
Direction des Services de Mobilité

46 - Nantes – Exploitation des parcs de stationnement du secteur Gare – Délégation de service public – Prolongation du contrat jusqu'en 2024 - Modification du compte d'exploitation prévisionnel - Avenant n° 3

Exposé

Par délibération en date du 4 octobre 2019, Nantes Métropole a confié l'exploitation des parcs de stationnement du secteur de la Gare à la société Effia Stationnement, pour une durée de 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2023.

Le périmètre de ce contrat comprend les parkings suivants :

- Fresche Blanc,
- Gare Château (anciennement nommé Gare Nord),
- Gare Sud 2 – Ilôt 5 B,
- Gare Sud 3 – Ilôt Jallais,
- Gare Sud 4,
- Parcs Autocars (Boulevard de Sarrebrück).

En raison du projet de réaménagement de la Gare sud de Nantes et de ses abords, et afin de tenir compte des effets durables de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID 19, il apparaît nécessaire de proposer la conclusion, dans le respect des dispositions de l'article L.3135-1 du code de la commande publique, d'un avenant n°3 au contrat de DSP Gare, ayant pour objet de prolonger d'une année la durée de la convention, et d'ajuster le montant de la redevance pour l'année 2022.

- Prolongation d'une année du contrat

Dans le cadre du projet d'aménagement de la Gare Sud de Nantes, dans le quartier Euronantes, un nouveau Pôle d'Échange Multimodal (PEM), combiné avec un programme tertiaire, est en cours de construction, dans le périmètre géographique de la DSP Gare. Ce PEM a pour but de connecter les modes de déplacements en un seul et même lieu. Les rez-de-chaussée accueilleront notamment la nouvelle gare routière de Nantes, un grand parking vélos de 1 200 places publiques sur 2 niveaux autour d'un circuit vélos, des commerces et des agences de location de véhicules. Les voitures de location seront à disposition sur 2 niveaux de parking, d'une capacité de 200 places, dans les étages supérieurs du bâtiment. Enfin, en connexion directe avec le souterrain de la gare ferroviaire et le hall de la gare routière, la cour de reprise taxis prendra place en sous-sol du Pôle d'Échange Multimodal.

Le démarrage prévisionnel des travaux est prévu au dernier trimestre 2022 et ils s'achèveront au second semestre 2024.

Compte tenu de la présence de ce futur équipement dans le périmètre de la DSP stationnement Gare, de son usage en faveur de la politique publique mobilité, il semble opportun, dans un souci de cohérence et de mutualisation, d'intégrer la gestion technique du futur PEM dans les missions du futur délégataire de la DSP Gare.

Or, le programme fonctionnel et technique de ce futur PEM ne sera finalisé qu'à l'été 2023. C'est pourquoi, afin de permettre d'ajuster au mieux le contour des missions qui seront confiées dans le cadre de la prochaine convention de DSP, il est proposé de prolonger d'une année le contrat actuel conclu avec la société Effia, soit jusqu'au 31 décembre 2024.

➤ Ajustement du montant de la redevance

En raison de la persistance des effets de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, l'équilibre financier du contrat de DSP stationnement Gare a été impactée sur l'année 2022. La baisse durable des fréquentations tout au long de l'année 2022, en raison des changements d'usage liés à la mise en place du télétravail, des visio-conférences, le changement des pratiques au profit des modes doux et la baisse de fréquentation dans certains secteurs économiques ont engendré une baisse conséquente des déplacements et, par là même, du stationnement des usagers.

Afin de prendre en compte l'impact des effets induits par la crise sanitaire dans ce contrat et sa prolongation d'une année, il est ainsi apparu nécessaire de réexaminer le compte d'exploitation prévisionnel (CEP) prenant en compte les conséquences financières et réelles de cet événement extérieur, ainsi que le prévoit l'article 50 du contrat, et dans le respect de l'article L. 3135-3° du code de la commande publique, pour 2022.

Enfin, il est apparu nécessaire de projeter un nouveau CEP réaliste pour l'année d'exploitation 2023 prenant en compte la trajectoire 2022 et 2023, ainsi que la prolongation jusqu'en 2024 du contrat..

Ces impacts financiers au contrat ont des conséquences sur les redevances attendues pour les années 2022, 2023 et 2024.

Le montant de la redevance contractualisé au titre de l'année 2022 était fixé à 3 575 000 € HT. En raison de la baisse constatée du chiffre d'affaires 2022, il est proposé de conclure un avenant n° 3 qui fixe pour l'année 2022 un montant de redevance à hauteur de 2 833 002 € HT.

Pour les mêmes raisons qu'en 2022, le montant de la redevance contractualisé au titre de l'année 2023 doit être modifié. Il était fixé à 3 665 000 € HT, il est donc proposé, dans le cadre de l'avenant n° 3, de le fixer à 3 100 000 € HT.

Enfin et dans le cadre de la prolongation d'un an du contrat de DSP Stationnement Gare, il est proposé dans cet avenant n°3 de fixer la redevance de Nantes Métropole à 3 270 000€ HT pour 2024.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve l'avenant n° 3, ci-annexé, à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation des parcs de stationnement du secteur Gare à conclure avec la société Effia stationnement ;

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à signer l'avenant.

47 - Règlement intérieur du Conseil métropolitain – Modifications – Approbation

Exposé

Le règlement intérieur du Conseil métropolitain a été approuvé le 11 décembre 2020.

Il est proposé de le modifier afin notamment de prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires liées à l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021, au décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 ainsi qu'à la loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique. Les changements portent notamment sur les articles 10 et 18 du règlement intérieur dédiés respectivement au rôle du secrétaire de séance et aux modalités d'organisation des conseils métropolitains en visioconférence.

Divers ajustements rédactionnels sont également proposés concernant les délais de transmission des justificatifs d'absences et l'usage du vote électronique (articles 15 et 31).

Conformément au chapitre 15 du règlement intérieur actuel, le projet de règlement intérieur a été soumis au groupe de travail qui s'est réuni le 25 novembre 2022.

Le Conseil délibère et, par 85 voix pour et 12 abstentions,

- 1 - approuve le règlement intérieur du Conseil métropolitain, ci-annexé,
- 2 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Abstentions : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M. RICHARD, Mme EL HAIRY, M. BELHAMITI, Mme OPPELT, M. ANNÉREAU

48 - Bilan d'activité de la commission « éthique et transparence »

Exposé

En octobre 2020, le Conseil métropolitain a voté à l'unanimité la *charte de déontologie des élus métropolitains*, laquelle énonce des engagements en matière d'éthique et de déontologie. Cette charte a notamment pour ambition de « Renforcer l'engagement collectif des élus en faveur de l'éthique et la transparence ». A cet effet, une commission « éthique et transparence » a été instituée auprès du Conseil métropolitain.

Cette commission est « garante de la tenue de l'ensemble des engagements en matière d'éthique et de transparence » et est composée de 10 élus métropolitains désignés par le Conseil métropolitain et de 10 citoyens métropolitains [titulaires] tirés au sort ». Le tirage au sort des citoyens est réalisé le 24 août 2021 en présence d'un huissier : 30 citoyens et citoyennes se sont vu attribuer le statut de titulaire, suppléant ou réserviste.

Conformément à l'article 5 de la charte, le président de la commission doit présenter chaque année un bilan d'activité de la commission « éthique et transparence ».

Pour la période 2021/2022, les faits saillants relatifs à l'activité de la commission sont les suivants :

- le 14 septembre 2021, les membres élus de la commission et tous les citoyens tirés au sort ont été invités à participer à une séance d'installation. Cette première séance plénière a été consacrée à la présentation du mandat et de l'objet de la commission. À cette occasion, une formation spécifique relative à l'éthique, à la transparence et à la déontologie a été proposée.

- Le 23 septembre 2021, la commission « éthique et transparence » s'est réunie pour étudier les candidatures en réponse à l'appel à candidature pour le poste de déontologue. À l'issue de cette séance, quatre candidatures ont été retenues pour participer au jury d'entretien qui s'est tenu le 13 octobre. Suite aux entretiens, trois candidatures ont été proposées par ordre de préférence à la Présidente de Nantes Métropole.

- En décembre 2021, conformément aux recommandations de la commission, M. Granger a été désigné par la Présidente de Nantes Métropole, déontologue auprès des élus de la Métropole et de la ville de Nantes.

- Le 20 janvier 2022, la commission a établi son programme de travail en choisissant les engagements dont elle étudierait la mise en œuvre au cours des séances suivantes (Cf. Bilan d'activités en annexe). Cette réunion de travail a également permis de fixer le calendrier et l'organisation des séances de travail. À cette occasion, le déontologue a présenté ses missions aux membres de la commission.

- Lors de la réunion du 19 mai 2022, la commission a étudié l'engagement relatif à la participation citoyenne et le 21 septembre 2022, les travaux de la commission ont porté sur la prévention des risques de conflits d'intérêts.

- Le 21 septembre 2022, les travaux de la commission ont porté sur la prévention des conflits d'intérêts. Les membres ont souhaité disposer de plus de temps pour la rédaction de l'avis sur l'engagement en lien avec le dialogue citoyen. Ils ont également souhaité qu'une séance supplémentaire soit consacrée à la co-construction du bilan d'activité de la commission, présenté en conseil métropolitain conformément à la charte de déontologie des élus.

- La séance supplémentaire dédiée à la préparation du bilan d'activité s'est tenue le 26 octobre.

À la suite de chaque séance de travail, et conformément à la charte de déontologie, les avis de la commission sont rendus public et mis en ligne sur le site institutionnel de Nantes Métropole via la page consacrée à la charte de déontologie des élus métropolitains, après validation des membres de la commission.

Le bilan d'activité comportant notamment les avis rendus par la commission est joint à la présente délibération.

À raison de 3 réunions en moyenne par an, les autres engagements de la charte qui ont retenu l'attention des membres de la commission seront inscrits au programme de travail de l'année prochaine.

Le Conseil délibère et,

1 – prend acte du bilan d'activités de la commission « éthique et transparence » de Nantes Métropole, joint en annexe

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

49 - Délégation du Conseil métropolitain à la Présidente et aux Vice-Présidents – Ajustement de la délégation du droit de préemption urbain et du droit de priorité

Exposé

Proposer un logement adapté aux besoins et aux ressources de chacun, et permettre des parcours résidentiels dans l'ensemble du territoire métropolitain constituent des priorités pour Nantes Métropole. Quels que soient ses revenus, chaque citoyen de l'agglomération doit pouvoir accéder à un logement répondant à son attente et à ses besoins. Au-delà de l'augmentation quantitative du parc de logement, l'enjeu majeur pour la Métropole est l'adaptation qualitative aux réalités des attentes des ménages.

La politique menée par la Métropole définie dans son Programme Local de l'Habitat (PLH) à travers le renforcement de la production de logements locatifs sociaux, à hauteur de 2000 logements par an, et de logements locatifs (500 logements par an) ou en accession abordable (700 à 800 logements par an) a permis d'améliorer les réponses aux besoins de logements dans la métropole.

Cet effort doit aujourd'hui être poursuivi et conforté. En effet, face aux tensions accrues du marché métropolitain du logement, il convient de mobiliser l'ensemble des leviers concourant à la production de logements sociaux et abordables.

A cette fin, conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, par délibération n° 2020-32 en date du 17 juillet 2020, le Conseil métropolitain a accordé des délégations dans divers domaines de compétences au Bureau métropolitain, à la Présidente et aux Vice-Présidents.

Il est proposé de modifier le point 12.1.1 de la délibération n° 2020-32 afin d'autoriser la Présidente à déléguer l'exercice des droits de préemption et de priorité, et ce, conformément à l'article L 211-2 du code de l'urbanisme :

- à Atlantique Accession Solidaire, l'Organisme de Foncier Solidaire de Loire-Atlantique (OFS),
- aux signataires de la convention de partenariat conclue entre Nantes Métropole et les maîtres d'ouvrage sociaux membres de l'Union Sociale pour l'Habitat (USH) des Pays de la Loire intervenants sur le territoire métropolitain, à savoir : Aiguillon Construction, Harmonie Habitat, Habitat 44, CIF Coopérative, Atlantique Habitations, CDC Habitat, Logi Ouest, La Nantaise d'Habitations, Coop Logis, ICF Habitat Atlantique, Vilogia, Compagnie Immobilière Saint-Nazaire Atlantique (CISN Atlantique), GHT, Gambetta Locatif.

Il s'agit ainsi de :

- mettre en œuvre les principes de la stratégie foncière métropolitaine approuvés par la délibération n°2022-71 du 29 juin 2022 à travers des outils juridiques et des partenariats permettant de favoriser la libération du foncier sans que la maîtrise de ce foncier soit systématiquement assurée par la collectivité,

- contribuer à accélérer les procédures de maîtrise foncière favorisant ainsi l'atteinte des objectifs fixés par le Programme Local de l'Habitat 2019-2025.

Il est également proposé de prendre en compte la modification du nom de l'Agence Foncière de Loire-Atlantique, désormais dénommée l'Établissement Public Foncier de Loire-Atlantique, et déjà autorisée par la délibération n°2020-32 à exercer par délégation les droits de préemption et de priorité.

**Le Conseil délibère et,
par 89 voix pour et 8 abstentions,**

1 – décide, en application de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, de déléguer à la Présidente les attributions suivantes, qu'elles soient exercées directement ou par l'intermédiaire d'un mandataire :

	à la Présidente
12.1.1	<p>Exercer les droits de préemption et de priorité définis par le Code de l'Urbanisme, directement, par substitution ou par délégation, et plus particulièrement signer la décision de préemption, l'acte de transfert de propriété, payer le prix convenu ou fixé par le juge de l'expropriation. Cet exercice pourra être délégué à l'occasion de l'aliénation d'un bien particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux communes membres de Nantes Métropole - à la SPL Nantes Métropole Aménagement - à la SAEM Loire Océan Développement - à la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement - à la SPL Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique - à la SPL Loire-Atlantique Développement - à la SAEM Loire-Atlantique Développement – SELA - à Nantes Métropole Habitat - au Grand Port Maritime de Nantes – Saint-Nazaire en ce qui concerne le secteur du Bas Chantenay à Nantes dont le périmètre a été défini par délibération n° 2009-101 du 23 octobre 2009 - à l'Agence Foncière de Loire-Atlantique, devenue Établissement Public Foncier de Loire-Atlantique - au département de Loire-Atlantique - à Atlantique Accession Solidaire - à Aiguillon Construction - à Harmonie Habitat - à Habitat 44 - à CIF Coopérative - à Atlantique Habitations - à CDC Habitat - à Logi Ouest - à La Nantaise d'Habitations - à Coop Logis - à ICF Habitat Atlantique - à Vilogia - à la Compagnie Immobilière Saint-Nazaire (CISN Atlantique) - à GHT - à Gambetta Locatif

2 - décide que Madame la Présidente de Nantes Métropole pourra déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, en vertu de l'article L 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, à un ou plusieurs Vice-présidents et membres du Bureau, la signature des actes relevant des attributions qui lui sont déléguées par la présente délibération,

3 - modifie en conséquence la délibération n° 2020-32 en date du 17 juillet 2020, par la modification du point 12.1.1 conformément à l'article 1 ci-dessus,

4 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Abstentions : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M. RICHARD

50 - Désignations diverses - Approbation

Exposé

1 - Réalisation d'études de déplacements et modélisation sur le territoire de Nantes Métropole – Groupement de commande entre Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement et la SAMOA - Désignation des représentants de Nantes Métropole à la commission d'appel d'offres du groupement de commande

Le Bureau métropolitain du 1er juillet dernier a approuvé le lancement d'un appel d'offres pour la conclusion d'un accord cadre relatif aux études de déplacements et modélisation multimodale.

Cette consultation est lancée dans le cadre d'un groupement de commandes, composé de Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement et la Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique ; Nantes Métropole étant désigné coordonnateur du groupement.

La convention de groupement de commandes prévoit une commission d'appel d'offres spécifique pour procéder au choix des attributaires pressentis. Il est prévu que chaque membre du groupement de commande désigne 2 représentants titulaires et un remplaçant, suivant ses propres modalités internes et que la CAO soit présidée par un représentant de Nantes Métropole.

2 - Nantes – Travaux de redimensionnement des réseaux de refoulement et d'eaux usées sous le Boulevard de la Prairie au Duc, place de la République et boulevard Victor Hugo - Mise en place d'une procédure d'indemnisation des professionnels riverains – Commission de règlement amiable – Désignation des représentants de Nantes Métropole

La SAMOA, maître d'ouvrage au titre d'une concession d'aménagement conclue avec Nantes Métropole, et approuvée par le conseil de la communauté urbaine de Nantes du 10 octobre 2003 et du conseil métropolitain du 15 décembre 2015, est chargée de réaliser différentes opérations d'aménagement de l'île de Nantes. A ce titre, la SAMOA va réaliser des travaux de redimensionnement du réseau d'eaux usées sous le boulevard de la Prairie au Duc, place de la République et boulevard Victor-Hugo à Nantes, de janvier à septembre 2023.

En effet, après études de modélisation, il s'avère que les volumes d'eaux usées supplémentaires générées par le développement du Quartier République de l'île de Nantes, nécessitent un redimensionnement du réseau d'eaux usées entre la station Sainte-Anne, située sur l'esplanade des Riveurs, et le boulevard Victor Hugo (au Nord de la rue Paul-Nizan), ainsi qu'un redimensionnement du réseau de refoulement.

Cette opération, qui comporte des travaux conséquents réalisés pendant une durée importante (durée prévisionnelle de 9 mois), est susceptible d'impacter l'activité des professionnels riverains et d'engendrer des préjudices financiers. Aussi, afin d'accompagner au mieux les commerçants durant cette phase de travaux, il est proposé de mettre en place une procédure d'indemnisation à l'intention des professionnels riverains situés dans le périmètre défini sur le plan joint en annexe.

Cette procédure, qui a pour objectif de faciliter l'instruction des éventuelles demandes d'indemnisation à venir, doit permettre aux professionnels riverains (inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés ou Registre des Métiers) d'éviter des coûts et des délais de procédure contentieuse.

A cet effet, sera mise en place une Commission de Règlement Amiable dont la composition et le mode de fonctionnement seront similaires aux commissions antérieurement constituées par Nantes Métropole.

Elle sera composée de la façon suivante :

1. Président : un magistrat du Tribunal Administratif
2. Membres : un représentant (un titulaire et un suppléant) :
 - de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes
 - de la Chambre de Métiers de Loire-Atlantique
 - de Nantes Métropole
 - de la SAMOA.

La commission instruira les demandes à partir des rapports techniques établis par l'expert qui sera désigné par le Tribunal Administratif et des documents comptables justificatifs présentés par les professionnels. Elle donnera un avis sur les dossiers de réclamation dans le respect des principes arrêtés par la jurisprudence administrative en matière d'indemnisation des professionnels riverains en raison de dommages de travaux publics.

Sur la base de cet avis, Nantes Métropole décidera de l'attribution d'une indemnisation aux professionnels concernés.

3 - Transition écologique - Adhésion au CEREMA - Désignation du représentant de Nantes Métropole – Approbation

Le décret 2022-897 du 16 juin 2022 portant modification des statuts du CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement) a donné à cet organisme des missions et une gouvernance nouvelles. Ainsi, le CEREMA est un établissement public à la fois national et local, doté d'un savoir-faire transversal, de compétences pluridisciplinaires et d'un fort potentiel d'innovation et de recherche. Le CEREMA intervient auprès de l'État, des collectivités et des entreprises pour les aider à réussir le défi de l'adaptation au changement climatique. Ses domaines de compétences ainsi que l'ensemble des connaissances qu'il produit et capitalise sont au service de l'objectif d'accompagner les territoires dans leurs transitions.

Nantes Métropole, de son côté, a défini ses politiques publiques par lesquelles elle entend accélérer son action et son accompagnement des acteurs sur tous les enjeux de la transition écologique. La transition écologique est, en effet, un marqueur pilier de ce mandat et irrigue ainsi l'ensemble des politiques publiques métropolitaines. L'adhésion au CEREMA, dans ce cadre de gouvernance renouvelé, apporte une plus value certaine pour répondre aux enjeux de transition écologique du territoire.

En effet, le CEREMA intervient pour le compte des collectivités sur des missions en ingénierie de deuxième niveau (assistance à maîtrise d'ouvrage, expertises, méthodologie...) en complément des ressources locales (agences techniques départementales, agences d'urbanisme, Conseil en Architecte Urbanisme et Environnement, établissements publics fonciers, etc.) et en articulation avec les ingénieries privées.

L'évolution de la gouvernance et du mode de contractualisation avec cet organisme qui en découle est une démarche inédite en France. Elle fait du CEREMA un établissement d'un nouveau genre qui va permettre aux collectivités d'exercer un contrôle et de prendre activement part à la vie et aux activités du CEREMA.

L'adhésion au CEREMA permet notamment à Nantes Métropole :

- de s'impliquer et de contribuer à renforcer l'expertise publique territoriale : en adhérant, Nantes Métropole participe à la gouvernance de l'établissement selon les modalités prévues dans le document en annexe synthétisant les statuts du CEREMA ;
- de disposer d'un accès privilégié et prioritaire à l'expertise du CEREMA : la quasi-régie conjointe autorise les collectivités adhérentes à attribuer des marchés publics au CEREMA, par simple voie conventionnelle, sans application des obligations de publicité et de mise en concurrence ;
- de bénéficier d'un abattement de 5 % sur ses prestations ;
- de rejoindre une communauté d'élus et d'experts et de disposer de prestations spécifiques.

La période initiale d'adhésion court jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine, soit jusqu'au 31 décembre 2026. Le montant annuel de la contribution est de 2.000 euros sachant que pour l'année 2023 un abattement de 50 % est accordé.

Au regard de ce qui précède, il est proposé d'adhérer au CEREMA et de désigner un représentant dans le cadre de cette adhésion.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sous réserve du vote du budget primitif 2023, chapitre 011.

4 – Nantes Métropole Habitat – Conseil d'administration - Remplacement de personnalités qualifiées

Il convient de procéder au remplacement de 2 personnalités qualifiées au sein du conseil d'administration de Nantes Métropole Habitat :

- remplacement de Mme Cécile BIR (désormais membre du Conseil métropolitain) par Mme Laurence BROSSEAU, Conseillère municipale de Nantes, en tant que personne qualifiée ;

- remplacement de Mme Véronique LAMBERT (démissionnaire) par M. Didier GENDRON, Président de l'Association L'Etape, en tant que représentant des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées.

**Le Conseil délibère et,
par 88 voix pour et 8 abstentions,**

1 – décide d'élire les élus suivants comme membres de la commission d'appel d'offres pour la consultation relative aux études de déplacement et modélisation sur le territoire de Nantes Métropole :

- titulaire : M. Bertrand AFFILE
- titulaire : M. Michel LUCAS
- remplaçant : M. François PROCHASSON

2 - décide de constituer une commission de règlement amiable pour l'instruction des demandes d'indemnisation des professionnels riverains dans le cadre des travaux de redimensionnement du réseau d'eaux usées sous le Boulevard de la Prairie au Duc, place de la République et boulevard Victor-Hugo et de redimensionnement du réseau de refoulement entre la station Sainte-Anne et le boulevard Léon-Bureau, selon le plan joint (annexe 1),

3 - désigne comme représentants de Nantes Métropole au sein de cette commission de règlement amiable :- titulaire : M. Thomas QUERO
- suppléant : M. Michel LUCAS

4 - décide de solliciter l'adhésion de Nantes Métropole auprès du CEREMA, pour une période initiale courant jusqu'au 31 décembre 2026, puis renouvelable annuellement par tacite reconduction,

5 - s'engage à régler chaque année la contribution annuelle due au CEREMA,

6 - désigne M. Tristan RIOM pour représenter Nantes Métropole au sein de l'assemblée générale du CEREMA,

7 – désigne Mme Laurence BROSSEAU en tant que personne qualifiée au sein du conseil d'administration de Nantes Métropole Habitat, en remplacement de Mme Cécile BIR,

8 – désigne M. Didier GENDRON, Président de l'Association L'Etape, en tant que représentant d'association au sein du conseil d'administration de Nantes Métropole Habitat, en remplacement de Mme Véronique LAMBERT,

9 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de l'adhésion au CEREMA.

Abstentions : M. ARROUET, M. BOUVAIS, M. THIRIET, Mme GUERRA, M. BAINVEL, Mme VAN GOETHEM, Mme GARNIER, M. RICHARD

51 - Opérations d'aménagement et d'habitat - Comptes-rendus annuels d'activités 2021 à la collectivité - Avenants aux concessions d'aménagement - Suppression de zones d'aménagement concerté - Rétablissement de la taxe d'aménagement – Fixation du taux de la part intercommunale - Approbation

Exposé

Il revient au conseil métropolitain d'adopter, en qualité d'organe délibérant de l'autorité concédante, les comptes-rendus annuels d'activité au titre de l'année 2021 relatifs aux différentes opérations d'habitat créées ou transférées et poursuivies sous le régime juridique de la convention publique d'aménagement ou de concession d'aménagement et à cette occasion de faire le point sur les actions en cours en 2022.

Dans le cadre de la poursuite des opérations, il convient de modifier certaines concessions d'aménagement tel que précisé ci-après.

1 - Compte-rendu d'activité de la concession d'aménagement Coteaux de Grand Lieu à Bouaye pour l'exercice 2021 – Avenant n°10 au traité de concession d'aménagement

La ZAC des Coteaux de Grand lieu a été créée en 1992 et son aménagement confié à la Société de développement et d'Aménagement de Loire Atlantique (SODALA) par convention publique d'aménagement en date du 26 octobre 1992, reprise par la Société d'Équipement de Loire Atlantique (SELA) par avenant en date du 13 novembre 1997. L'échéance de la convention a été fixée au 31 décembre 2022 par avenant n°9.

La ZAC compte une surface de 25 hectares et une superficie commercialisable de 17,5 hectares orientée principalement vers l'accueil d'activités industrielle légères (PME- PMI).
Durant l'année 2021, des études complémentaires ont été réalisées sur les trois derniers lots à commercialiser, sans que pour autant ces dernières n'aboutissent.
C'est pourquoi, dans l'attente du résultat de ces dernières il convient de proroger par avenant n°10 la concession jusqu'au 31 décembre 2023.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 s'affiche à l'équilibre, sans participation du concédant.

2 – ZAC de la Gaudinière à la Montagne - Avenant n°6 à la concession d'aménagement

L'aménagement de la ZAC de La Gaudinière, à vocation d'habitat, créée en 2011, a été confié par concession d'aménagement à Nantes Métropole Aménagement. Cette concession arrive à échéance le 31 décembre 2022.

Afin de tenir compte des objectifs politiques de la commune, il a été acté par avenant n°5, approuvé au conseil métropolitain du 8 octobre 2021, une clôture anticipée de l'opération au 31 décembre 2022. L'ensemble des dispositions nécessaires à la résiliation du contrat ont été entamées. Pour autant, une démarche de régularisation foncière entre des propriétaires privés et Nantes Métropole Aménagement n'a pas pu encore être contractualisée par acte notarié.

C'est pourquoi, il convient de proroger par avenant n° 6 la concession jusqu'au 31 décembre 2023.

3 – ZAC du Taillis 3 aux Sorinières

Lorsque des conventions publiques d'aménagement arrivent à échéance, il convient de supprimer les zones d'aménagement concerté.

De plus, conformément à l'article L.331-16 du code de l'urbanisme, lorsqu'une ZAC est supprimée, l'établissement public de coopération intercommunale compétent doit prendre une délibération fixant le taux de la taxe d'aménagement pour l'ancien périmètre de ZAC. En application de l'article L.331-14 du code de l'urbanisme, ce taux sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2024.

Dans ce cadre, la concession d'aménagement signée entre Nantes Métropole et Loire Océan Développement concernant la ZAC du Taillis / Océane sud étant clôturée depuis le 30 juin 2021, il convient de procéder à sa suppression.

Selon les termes de l'article R311-12 du code de l'urbanisme, c'est à l'autorité compétente pour créer une ZAC de prononcer sa suppression à la lumière d'un rapport qui en expose les motifs.

Dans ce cadre, il est proposé de supprimer la ZAC Le Taillis 3 créée par délibération du conseil métropolitain du 21 avril 2006, dont la réalisation a été confiée à Loire Océan Développement par convention publique d'aménagement signée le 4 mai 2005 et arrivée à échéance le 30 juin 2021.

Cette opération a permis d'aménager une surface de 47,5 ha destinée à l'accueil d'activités artisanales, industrielles et de services de proximité en complément de l'offre à développer sur le site de la Brosse, situé au nord de la commune, auquel à terme il devrait être relié.

Les aménagements ont consisté en la réalisation des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses conformément au programme d'équipements publics approuvé, et ce dans l'optique de répondre aux besoins des futurs usagers et assurer la desserte du parc d'activités.

La suppression de la ZAC sera effective lors de l'accomplissement des mesures de publicité requises par le code de l'urbanisme.

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 - approuve le compte-rendu annuel d'activité qui lui a été soumis au titre de l'année 2021, en application de l'article L 300-5 II 3° du code de l'urbanisme, par la SEM Loire Atlantique Développement - Société d'Équipement de Loire Atlantique (LAD-SELA) à Nantes Métropole, concessionnaire de l'opération d'aménagement suivante :

- les Coteaux de Grand Lieu, commune de Bouaye ;

2 - approuve l'avenant n°10 ci-annexé, à la concession d'aménagement de l'opération ZAC des Coteaux de Grand Lieu, commune de Bouaye, portée par la LAD-SELA ;

3 - approuve l'avenant n°6 ci-annexé, à la concession d'aménagement de l'opération ZAC de la Gaudinière, commune de la Montagne, portée par Nantes Métropole Aménagement ;

4 - approuve la suppression de la ZAC Le Taillis 3 aux Sorinières ;

5 - fixe le taux de la part intercommunale de la taxe d'aménagement à 5 % sur le périmètre de la ZAC Le Taillis 3 aux Sorinières à compter du 1^{er} janvier 2024 ;

6 - approuve le rapport de suppression de la ZAC Le Taillis 3 aux Sorinières ;

7 - autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ne participent pas au vote : Bassem ASSEH, Marie-Annick BENATRE, Delphine BONAMY, Anthony DESCLOZIERS, Sandra IMPERIALE, Richard THIRIET

IV – Débats

M. Roussel : « Bonjour à toutes et bonjour à tous. Je vous invite à prendre place. Je vais procéder à l'appel. »

L'appel est effectué.

M^{me} la Présidente : « Merci. Bonjour à chacune et à chacun. Je propose à tout le monde de s'asseoir pour que nous puissions démarrer. Je sens comme une joyeuse agitation en début de Conseil. "Joyeux" c'est bien, "agitation", on va essayer de trouver le calme qui sied à nos débats pour que celles et ceux qui nous suivent puissent le faire dans de bonnes conditions.

Mesdames, Messieurs, chers collègues, avant de démarrer l'examen des délibérations du Conseil d'aujourd'hui, peut-être un mot sur la mise en place ce jour et pour toutes les prochaines séances de notre assemblée de l'interprétariat de nos travaux en langue des signes.

Pour celles et ceux qui nous suivent ici, dans cette salle ou à distance, sur le site de la métropole, ou, comme vous le savez, sur Télénantes.

Je suis tout à fait heureuse d'accueillir à nos côtés Fanny Jean et Rémi Giffard. Et sur l'écran géant, Marion Lambert. Car dans la salle attenante, nous avons trois interprètes professionnels de la SCOP TIC 44 qui se relaieront toutes les quinze minutes pour interpréter nos débats en temps réel.

Je voudrais, et je n'en doute pas une seule seconde en notre nom, à toutes et à tous les saluer, les remercier de leur présence, de leur participation à nos travaux et de leur engagement. Garantir un accès à chacune, à chacun, quelle que soit sa situation, à la citoyenneté et au débat démocratique est pour nous tous, évidemment, un enjeu essentiel.

C'est naturellement le sens de cette mesure qui constitue un pas important sur le long chemin, trop long chemin de l'accessibilité universelle et qui était particulièrement attendue – je le sais, ils avaient eu l'occasion de me le dire – par la communauté sourde de notre territoire. Accessibilité universelle, n'est-ce pas, chère Martine Oger, c'est une de nos ambitions ici pour la Métropole. Et j'en profite pour saluer et remercier l'ensemble des membres du Conseil métropolitain d'accessibilité universelle et de ce qu'on appelle le G24 dédié à ces questions, à la fois pour leur mobilisation et pour leur engagement.

Un grand merci aux professionnels qui nous permettent de pouvoir partager ces séances. Je vous propose que nous les applaudissions. »

Applaudissements

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

M^{me} la Présidente : « Avant de commencer nos travaux, nous devons désigner un secrétaire de séance. Je propose Patrick Grolier. Merci.

Et en vertu des nouvelles règles liées aux nouvelles dispositions législatives, puisque vous le savez, un certain nombre d'entre nous devront sortir lors de certaines délibérations. Nous avons donc à désigner un premier suppléant à ce secrétaire de séance en cas d'absence empêchant Monsieur Patrick Grolier. Je propose donc Véronique Cadieu. Merci.

Et en cas d'empêchement de la première suppléante, nous devons désigner une deuxième personne. Je propose Madame Martine Oger. »

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 7 OCTOBRE 2022

M^{me} la Présidente : « Nous avons maintenant à approuver le procès-verbal de notre dernière séance. S'il n'y a pas de remarques particulières, je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Le procès-verbal est donc adopté. »

1 – COMPTE RENDU DES DÉLÉGATIONS

M^{me} la Présidente : « Vous avez dans votre dossier de séance ensuite le compte rendu des délégations qui, comme traditionnellement, n'appelle pas de vote. Il n'y a pas de remarques ? »

2 – TRANSITION ÉCOLOGIQUE – STRATÉGIE TERRITOIRE ZÉRO POLLUTION PLASTIQUE – RÉDUCTION À LA SOURCE DES PLASTIQUES À USAGE UNIQUE ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION PLASTIQUE – PLAN D'ACTION – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Je donne la parole à Mahel Coppey pour la délibération n° 2. »

M^{me} Coppey : « Bonjour à toutes et à tous. Je suis ce matin tout à fait heureuse, ravie de vous présenter cette stratégie de zéro pollution plastique.

La pollution plastique, c'est un sujet global, un gros sujet qui nous concerne tous directement et encore plus particulièrement dans un contexte de dérèglement climatique, de tensions sur notre environnement, en particulier sur les écosystèmes naturels et sur le vivant, avec les incidences que l'on connaît de mieux en mieux – j'ai envie de dire malheureusement – sur l'eau, la santé, l'alimentation, l'air et les sols. Les plastiques sont partout. Partout dans nos vies, partout dans nos villes.

Vous l'aurez tous compris, la lutte contre la pollution plastique s'inscrit désormais dans une démarche globale, systémique, dans laquelle chacun et chacune de nous, nous avons notre part de responsabilité, mais aussi d'action dans nos pratiques du quotidien, évidemment à la maison, dans nos entreprises, dans nos loisirs.

S'agissant d'une collectivité comme la nôtre à Nantes Métropole, nous sommes plutôt classiquement placés en aval de la chaîne des plastiques, c'est-à-dire que l'on se trouve à gérer les nombreuses externalités négatives sur l'environnement à travers nos politiques de gestion de l'eau, à travers nos politiques de propreté ou encore des déchets.

Aujourd'hui, nous vous proposons d'aller plus loin et je dis "nous", Madame la Présidente, car je souhaite associer à cette présentation les collègues de l'eau, de la santé, du climat et de la commande publique : Jean-Sébastien Guitton, Hervé Fournier, Martine Oger et aussi Tristan Riom, ainsi que tous les services qui ont contribué à ce travail depuis plusieurs mois.

D'abord, un gros sujet de diagnostic pour faire l'inventaire de ce qui existe déjà et de ce qui est déjà pris en compte par notre métropole, puisque ce n'est pas un sujet nouveau, on le sait. Notre métropole s'implique depuis de nombreuses années sur ce sujet-là. Ils ont ainsi participé aux réflexions et aux échanges avec les communes en direct, mais aussi avec nos partenaires, comme WWF, pour vous présenter ce premier plan pluriannuel visant à faire de notre métropole un territoire zéro pollution plastique.

Notre priorité, c'est la réduction de la consommation plastique, en particulier des plastiques à usage unique. Nantes Métropole a ainsi travaillé avec WWF depuis septembre 2021 pour justement engager une dynamique. Plutôt que de réinventer la poudre, si je peux m'exprimer ainsi, nous avons fait le choix de nous appuyer sur les réflexions qui étaient déjà engagées et nous inspirer aussi des retours d'expérience des autres territoires pour préciser notre stratégie et élaborer le plan d'action que je vous présente ce matin.

Tout cela, évidemment, on le fait à la nantaise, c'est-à-dire que nous avons aussi travaillé avec nos partenaires et les acteurs du territoire dans leur diversité, dans leur pluralité. Je parle bien sûr des associations, des citoyens, des collectifs d'entreprises, des collectifs d'habitants et puis bien sûr, les communes et les services municipaux, que je remercie au passage.

À Nantes Métropole, on opte pour avant tout une stratégie intégrée alliant exemplarité et animation territoriale, tout en donnant la priorité à la réduction de la consommation des plastiques, notamment à usage unique.

Ce plan, c'est cinq axes. Des objectifs partagés, des actions à concrétiser sur les trois ans qui arrivent.

Le premier axe : réduire. Comment réduire ? En fait, il va falloir qu'on travaille sur le changement d'habitudes, passer du tout jetable à envisager du durable. La métropole peut agir de différentes manières, via ses propres compétences. L'achat public est un des leviers principaux à activer, notamment avec les clauses zéro plastique.

On peut également mobiliser, et c'est ce que nous faisons déjà, notre politique en faveur d'un développement économique responsable pour amplifier le sourcing via l'économie circulaire des entreprises du territoire. Et nous étions vendredi dernier avec 100 entreprises, d'une part pour rappeler l'urgence d'agir et partager cela ensemble. Mais surtout, mettre en lumière les initiatives engagées par les entreprises locales.

La métropole peut aussi impulser des solutions et c'est ce que nous faisons via l'économie sociale et solidaire, souvent des acteurs pionniers sur ces sujets de zéro déchet, aujourd'hui avec la remise du prix de l'innovation sociale en 2022, sous l'égide bien sûr de la lutte contre le plastique à usage unique. On attendra 12h30 pour révéler les lauréats ou lauréates, mais je n'en dis pas plus. À 12h30, vous pourrez découvrir qui a gagné ce prix et surtout l'ensemble des candidats puisqu'on a trois candidats qui ont présenté des solutions tout à fait innovantes, tout à fait pratiques, simples à mettre en place dès cette année. Rendez-vous à 12h30. C'était le teasing.

Sur l'axe deux, je voulais insister aussi sur notre capacité à améliorer la collecte et le recyclage des déchets plastiques. S'il s'agit de réduire au maximum, on aura encore des rejets ou des collectes à travailler. Le but du jeu, c'est bien d'activer la réduction au maximum des rejets plastiques dans les milieux naturels. Je remercie là les communes qui ont levé le doigt avec Nantes, Rezé, Vertou et Sainte-Luce pour commencer le tri sélectif des déchets sur l'espace public, en sélectionnant un certain nombre de lieux, une douzaine sur Nantes Métropole, pour tester ce nouveau dispositif et voir comment on pourra le systématiser ou le généraliser.

Ensuite, l'axe trois, il traite de la préservation des milieux naturels et cycles de l'eau de la pollution plastique.

J'avais envie de faire un focus sur une action qui s'est expérimentée cette année. L'idée, c'est de limiter le risque d'entrée des plastiques dans le réseau d'eau et de manière pédagogique, en sensibilisant les habitants et les habitantes de notre métropole. On a, sur le territoire du sud de notre métropole, mis des logos devant les avaloirs avec ces mots "ici commence la Loire". On a testé ça, on a regardé un peu ce que ça pouvait produire. Et puis on essaye de voir comment on peut éviter un maximum d'entrées, notamment des mégots, via ces réseaux d'eau.

Bien sûr, nous avons notre rôle d'animation territoriale à mener. Là, je ferai un coup de projecteur sur les éco-événements. Comment on arrive à embarquer et à croiser via des événements populaires autour de la culture ou des associations de quartier ou des clubs sportifs des changements d'habitudes pour éviter le tout jetable ?

Et puis, ce plan d'action sur son dernier axe, qui n'est pas le dernier dans l'ordre des priorités, au contraire, il vient appuyer la recherche et surtout mettre en place des indicateurs d'évaluation. L'idée, c'est que sur ces trois années d'actions, on puisse collectivement mesurer, ajuster s'il le faut, mais en tout cas agir pour aller plus loin et dépasser l'action emblématique ou ponctuelle. Dépasser aussi les obligations réglementaires pour saisir le sujet pollution plastique partout où c'est possible dans nos politiques publiques et avec nos partenaires du territoire.

Je me permets de remercier l'ensemble des acteurs qui ont contribué à ce plan d'action. Pourquoi ? Parce que c'est un défi collectif. Vous le voyez, on pose un cap, on pose une stratégie globale et on rentre dans le détail. Et ce détail, on ne peut pas agir seul face à un sujet aussi grand. Donc on a vraiment un défi collectif à faire vivre sur ce sujet-là. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Hervé Fournier. »

M. Fournier : « Madame la Présidente, Madame la Vice-présidente.

Dans le modèle d'une métropole écologique, solidaire et ouverte sur le monde, que nous, les équipes municipales, avons proposé aux habitants de la métropole et qui s'est traduit en 2020 par un certain nombre d'engagements. Il en est un qui est dans notre actualité aujourd'hui, c'est celui de mettre la santé et le bien être au cœur du projet métropolitain.

Ce projet se concrétise notamment par la lutte contre toutes les pollutions. Cet engagement est celui de notre majorité, de notre groupe des élus de la gauche sociale, écologique, démocrate et citoyenne, dont je porte ici l'enthousiasme à l'endroit de cette délibération qui ouvre ce Conseil métropolitain.

Le plastique, l'emballage, le produit est une pollution et notre stratégie de réduction à la source des plastiques à usage unique et de lutte contre la pollution plastique vient concrétiser tous nos engagements autour de la santé.

Notre ambition pour un territoire zéro pollution plastique s'inscrit résolument dans cette dynamique, dans l'ensemble de ces engagements.

Je ne vais pas revenir sur les cinq axes et quatorze objectifs ou les quatorze actions de ce plan, Mahel Coppey vient de citer quelques-unes de ces actions.

Je voudrais simplement ici saluer tous les collectifs citoyens, les mouvements dits zéro déchet engagés au quotidien sur ces sujets. Ils nous interpellent, ils nous bousculent certainement et j'en sais quelque chose sur les marchés de plein vent, mais ils veulent et ils nous aident à trouver les meilleures solutions ou les innovations, nous le verrons ce midi à la remise du prix de l'innovation sociale. Ils nous aident à trouver ces innovations pour faire évoluer nos modes de vie, nos modes de consommation vers des chemins plus respectueux de la ressource et de la santé de tous et de notre territoire.

Je voudrais également ici saluer nos services, Mahel Coppey vous l'avez dit, qui s'impliquent sur ces sujets. Nos acheteurs publics qui chassent par exemple le plastique dans nos achats par des clauses. Dans la quotidienneté de la commande publique pour limiter voire exclure les emballages non nécessaires et l'ensemble de toutes ces matières, ces perturbateurs endocriniens, ces phtalates qui, je le redis, affectent notre santé globale.

Je voudrais enfin dire que ce combat doit être porté également au niveau national, au niveau légal et réglementaire pour être encore plus exigeant et ne pas laisser la porte ouverte au moindre litige, à la moindre décision qui reporterait encore à demain les limites aux usages plastiques, notamment dans les emballages. Je pense aux fruits et légumes notamment.

Nous regrettons, je regrette que de puissants syndicats professionnels attaquent encore et gagnent malheureusement devant le juge administratif à la moindre avancée. Ils nous font perdre du temps, comme cette décision du Conseil d'État de la semaine dernière qui a cassé la liste gouvernementale limitant l'usage des plastiques à certains fruits et légumes.

À Nantes, nous faisons notre part du chemin avec cet arrêté zéro plastique à usage unique, notamment biosourcé aux abords de la Loire, pour préserver notre patrimoine, notre cœur de métropole.

Cette cause, je le redis, est forcément collective, elle est territoriale, elle est nationale. Et ce plan, cette stratégie, est collective et c'est pour cela que notre groupe la votera évidemment collectivement. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Isabelle Leray. »

M^{me} Leray : « Merci, Madame la Présidente. Mon intervention va dans le même sens que Monsieur Fournier.

Merci à Mahel Coppey pour la présentation de ce plan d'action complet. Il fixe de façon claire les orientations et nos responsabilités sur notre territoire face à la pollution plastique. Il est affirmé ici l'importance du rôle des plastiques dans la dégradation de la santé des êtres vivants globalement et de la nôtre en particulier. Les plastiques ne sont pas seulement des éléments de pollution visuelle qui gâchent notre paysage. Leur dégradation progressive jusqu'à en devenir invisibles, empoisonne les organismes dans des proportions que nous ne maîtrisons pas. Il s'agit donc bien d'un sujet de santé publique.

S'agissant des éléments de la stratégie, nous saluons l'effort proposé en direction de la dépollution des espaces naturels et plus particulièrement les cours d'eau, rivières et fleuves. Mais surtout, nous notons avec satisfaction que ce plan d'action prend le problème à la base, c'est-à-dire en assumant d'écrire que la non-utilisation est la première et la meilleure des solutions. Si l'on ne veut pas retrouver du plastique partout, il est sans doute utile de nettoyer et de recycler, mais il est primordial de s'en passer. Notre action locale est essentielle et je vous donne juste l'exemple que Monsieur Fournier donnait.

Actuellement au niveau national, le lobbying des industries plastiques remet en cause les décrets d'application sur la loi votée il y a à peine un an, en visant d'interdire d'emballer les fruits et légumes sous plastique. Donc oui, la meilleure solution d'agir est par notre action locale engagée et courageuse. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Laurence Garnier. »

M^{me} Garnier : « Merci beaucoup, Madame la Présidente, bonjour à tous.

Un petit mot dans le prolongement des propos de ceux qui sont intervenus avant moi pour saluer, comme l'ont fait les précédents intervenants, l'engagement de la métropole dans cette stratégie territoire zéro pollution plastique. Saluer également l'engagement de toutes les associations citoyennes qui sont mobilisées sur ce volet depuis plusieurs années.

Et puis aussi, peut-être pour rappeler d'où l'on vient, nous avons, vous le savez, réclamé à de nombreuses reprises au sein de cette assemblée l'abandon du système de tri et de collecte des déchets Tri'Sac. Tri'Sac, c'est quand même depuis 2006, donc depuis plus de quinze ans, des centaines de milliers de sacs en plastique jaunes distribués tous les trois mois à 220 000 Nantais. Et je n'oublie pas les sacs en plastique translucides qui concernent treize communes de notre agglomération. Des centaines de milliers de sacs en plastique bleu, distribués là aussi depuis plus de quinze ans. Avec un système très largement inopérant puisque moins de 10 % des déchets triés par les Nantais ont pu être recyclés au travers de ce système. Vous avez annoncé, c'est vous d'ailleurs je crois, Mahel, l'année dernière, en décembre 2021, l'abandon de ce dispositif Tri'Sac qui, en plus d'être coûteux, est inefficace pour le tri de nos déchets à générer, je pense, une distribution de sacs plastiques aux habitants des communes de la métropole nantaise qui doit nous mettre pas loin du record de France de la distribution de sacs plastiques au sein de notre métropole.

Je reviens là-dessus parce que dans le cadre de cette stratégie zéro pollution plastique, qui est une bonne stratégie, je pense qu'il faudrait accélérer l'abandon du dispositif Tri'Sac. Vous l'avez annoncé en fin d'année dernière. Cette année, on ne sait pas ce qui s'est passé. Je crois qu'il y a une expérimentation de l'arrêt du dispositif qui va démarrer sur Nantes Nord à partir de janvier prochain et l'arrêt définitif du système qui n'interviendrait pas avant la mi-2024, si j'ai bien tout suivi.

Donc je pense qu'on a peut-être une opportunité de mettre en cohérence cette stratégie zéro plastique, qui est encore une fois à saluer, et l'abandon accéléré de ce système Tri'Sac qui a fait la preuve de son inefficacité, au-delà de la pollution de sacs plastiques qu'il a généré sur notre métropole depuis plus de quinze ans. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole à Mahel Coppey. »

M^{me} Coppey : « Merci pour cette unanime conviction partagée d'aller plus vite sur l'action de sortir du plastique à usage unique, d'agir ici, d'abord là où on peut, collectivement, mais aussi partout où on pourra collectivement aussi dans les réseaux nationaux voire européens pour que l'on ne perde pas de temps sur ce sujet.

Effectivement, on n'aborde pas la question Tri'Sac sur ce plan et je m'excuse pour les non-Nantais, mais je vais être obligée de donner quelques éléments. En fait, on n'aborde pas parce que l'abandon de Tri'Sac, il est acté. Et plus que Tri'Sac, vous avez aussi mentionné les sacs translucides. Donc là aussi, nous avons passé cette année 2022 à travailler avec l'ensemble des communes, à Nantes y compris, pour veiller à ce qu'il y ait une harmonisation de la collecte de tri sur l'ensemble des 24 communes de la métropole. Pourquoi ? Pour rendre on va dire le geste et faciliter la vie du geste de tri à l'ensemble des habitants. Donc on est en train d'avancer. J'ai bien sûr en tête les derniers éléments sur Couëron, Indre. Sur Nantes Nord, en fait, ce n'est pas une expérimentation, c'est acté. Depuis un an, on collecte les déchets alimentaires, mais aussi on arrête Tri'Sac puisque cette semaine et encore la semaine dernière, nous étions sur la dernière distribution pour cette année. Et puis on enchaînera sur l'ensemble des quartiers nantais. Les prochains concernés, c'est Nantes Erdre et Doulon-Bottière. Donc là aussi, au printemps prochain, on arrête Tri'Sac et puis on continue sur l'ensemble des quartiers nantais.

C'est vrai peut-être, peut-être que je suis trop humble, mais sacrément déterminée sur ce sujet. Trop humble parce que je ne communique peut-être pas assez. En tout cas, nous avons pour priorité de communiquer en direction des habitants. C'est pour ça que l'on fait du porte-à-porte, c'est pour ça que l'on fait des stands régulièrement, qu'on envoie des courriers, qu'on est à disposition des équipes, des maires, pour pouvoir répondre en priorité aux habitants. Mais je retiens l'idée de communiquer davantage sur l'année à venir sur l'ensemble des dispositifs que nous mettons en œuvre sur la politique publique des déchets. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets donc aux voix la délibération. Des oppositions ? Des absentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

3 – PACTE DE COOPÉRATION ET DE SOLIDARITÉ MÉTROPOLITAINE – CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Jean-Claude Lemasson, pour la délibération n° 3. »

M. Lemasson : « Madame la Présidente, mes chers collègues, bonjour à toutes et tous.

Le premier schéma de coopération et de mutualisation de Nantes Métropole a été approuvé le 15 décembre 2015 avec une première mise en œuvre de quatre services communs à compter du 1^{er} janvier 2018 et depuis, un certain nombre de coopérations nouvelles se sont créées.

Il vous est proposé ici d'adopter une évolution notable du schéma de mutualisation préexistant pour constituer le quatrième tome de notre Pacte métropolitain, adopté le 17 juillet 2020.

Après celui en lien avec la gouvernance, celui du pacte financier et de la solidarité et le dernier, le pacte de la citoyenneté.

Ce pacte proposé vaut schéma de mutualisation au sens de l'article L5211-39-1 du Code général des collectivités territoriales. Il s'organise en fait en deux temps de prescription.

Le premier temps, qui a permis d'approfondir le schéma actuel des services communs, et puis un second temps qui s'est ouvert, second temps de réflexion autour de thématiques complémentaires.

Pour ces deux temps, la méthode de travail adoptée est la même, à savoir réalisation de l'état des lieux, définition d'un périmètre, analyse de la faisabilité en termes d'organisation, en termes de dispositions techniques, juridiques, numériques et financières et enfin un temps de propositions et de mise en œuvre.

Un comité de pilotage a exercé pour le premier temps. Ce comité est élargi pour le second, dont la réflexion est accompagnée en parallèle par les directeurs généraux des services des communes concernées et les référents thématiques. Ce comité est composé des maires de Brains, de Bouaye, La Chapelle-sur-Erdre, La Montagne, Orvault, Saint-Herblain, Sautron et Thouaré-sur-Loire et copiloté par Laurent Turquois, que je me dois d'excuser ce matin, et moi-même.

Quel que soit le nombre de communes qui s'associent à un service ou à un autre, c'est davantage d'efficacité au service du quotidien de notre métropole. Et pour cette première version du pacte, il est proposé une évolution du schéma existant selon six objets différents.

D'abord, les autorisations droit des sols. Le service commun actuel, l'animation du réseau des instructeurs ADS est conforté par la mise en œuvre de la dématérialisation de l'urbanisme pour répondre bien évidemment aux dispositions réglementaires.

La deuxième partie, le numérique. Le service commun SIG métropolitain et portail Géonantes intègrent désormais l'ensemble des communes et poursuit ses activités avec deux niveaux d'appui.

Troisième item, la protection des populations, avec le service commun gestion du Centre de supervision urbain métropolitain, dit CSU, qui est conforté avec l'intégration de deux nouvelles communes qui portent à sept le nombre de communes concernées et prévoit le renforcement de ses capacités opérationnelles.

Le service commun en charge du Centre de réception des appels institutionnels et organisation logistique, dit CREOL, qui est créé pour six de nos communes.

Quatrième item, l'item de la culture, avec le service commun archives et gestion documentaire, qui est conforté et amplifié avec la mise en œuvre d'un système d'archivage électronique, dit SAE, et ce pour l'ensemble des communes.

Et la coopération autour de la lecture publique, qui se structure autour d'un nouveau service commun qui va bénéficier pour l'instant à treize communes avec en charge l'animation du réseau de lecture publique.

Cinquième item, la relation usager. Nouvelle disposition, un réseau d'échanges informel qui se structure autour de ce nouveau service commun en charge de l'animation de la relation à l'utilisateur, afin de déployer à l'échelle de la métropole des synergies entre treize de nos communes qui ont choisi d'adhérer à ce service sur les différentes dimensions de la relation usager.

Et enfin, sixième item, l'appui aux petites communes, ce service commun qui est en charge de l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol pour sept communes du pôle Sud-Ouest plus la commune d'Indre.

L'ensemble de ces éléments a été partagé en Conférence des maires. Chaque commune a pu se positionner au regard des services qu'elle souhaitait rejoindre. Ils nécessitent bien évidemment des ajustements de ressources humaines et techniques et le financement est pris en charge, comme vous avez pu le lire dans la convention générale, à parts égales entre Nantes Métropole et les communes signataires. Pour le second temps évoqué de la construction de ce pacte, une première réunion du comité de pilotage, mais aussi des temps d'échanges avec les maires et les vice-présidents en délégation ont mis en évidence des besoins de services et/ou de coopération sur de nouveaux domaines tels que les ressources, qu'elles soient humaines, juridiques et la commande publique par exemple. Sur la lutte contre l'insalubrité, l'habitat indigne et les atteintes à l'environnement. Chercher à aller plus loin dans le domaine de la culture, notamment sur la culture scientifique, technique et industrielle, sur le patrimoine, les lieux de création ou l'enseignement. Et enfin, un item important sur la cohésion sociale, les solidarités et la résorption des bidonvilles, selon la politique et les politiques que nous menons d'ores et déjà.

Il nous appartient de poursuivre cette réflexion afin de vous proposer fin 2023 un amendement au pacte qui est proposé aujourd'hui.

En dehors de ces sujets de réflexion et des services qui peuvent en découler, je précise que la liste des communes inscrites aux différents services identifiés n'est pas close et les communes qui le souhaiteront pourront, à échéance de la fin d'année 2023, rejoindre les communes déjà en place pour ces services afin d'une prise en compte au 1^{er} janvier 2024.

Le pacte ainsi constitué est annexé à la présente délibération, ainsi que la convention-cadre et l'ensemble des huit conventions particulières correspondant aux services concernés.

Il vous est donc demandé à la fois de les approuver et de prendre acte de la méthode pour la poursuite des travaux sur ces services et la mutualisation.

Voilà, Madame la Présidente, la présentation. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Erwan Bouvais. »

M. Bouvais : « Merci Madame la Présidente, Monsieur le Vice-Président, chers collègues.

Ce pacte de coopération et de solidarité métropolitaine est fondamental pour consolider la nécessaire mutualisation des services et des compétences, mais aussi pour en imaginer de nouvelles à l'échelle des 24 communes de la métropole.

La recherche de mutualisation pour le développement des services publics de qualité pour les usagers et pour les élus, tout en recherchant des économies d'échelle, est l'essence même de la coopération intercommunale, nous soutiendrons donc cette délibération.

Nous nous réjouissons particulièrement de la volonté de ce pacte de renforcer le centre de supervision métropolitain, car la protection des populations a été trop longtemps négligée par la métropole et sur ce plan, elle doit s'inspirer du travail de coopération réalisé par d'autres métropoles.

Nous saluons également le lancement d'un nouveau service commun en charge de l'animation de la relation à l'utilisateur. En effet, la relation aux usagers a progressé depuis le mandat précédent, mais elle est toujours compliquée et parfois déficiente, surtout hors de Nantes. Combien de fois sommes-nous encore interpellés, en tant qu'élus, par des usagers perdus et déboussolés, par des réponses de services municipaux ou métropolitains qui se renvoient la balle ? Il faut donc encore simplifier les procédures, accuser réception immédiatement des demandes, puis apporter une réponse, qu'elle soit positive ou négative, avec des explications le plus rapidement possible.

Enfin, nous terminerons par un point de vigilance. Cette mutualisation et cette montée en puissance des actions métropolitaines ne doit pas se faire au détriment de la défense des particularités, spécificités, identités communales. Les conseillers municipaux doivent continuer à être les élus de base qui, de manière familière, doivent rester à portée d'engueulade de la population.

Je sais que cette assemblée fait beaucoup pour développer la démocratie participative, mais nous connaissons tous la difficulté de la juste représentativité des citoyens qui y sont engagés. En complémentarité avec cette dernière, la proximité élus-citoyens à l'échelon communal reste primordiale et essentielle pour la survie de la démocratie représentative.

Finalement, ce pacte de coopération et de solidarité métropolitaine va nous permettre de faire un peu plus simple dans la gestion du quotidien de nos concitoyens. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Matthieu Annereau. »

M. Annereau : « Merci Madame la Présidente, chers collègues.

Merci Monsieur le Vice-président pour cette présentation de ce schéma de coopération, de mutualisation et de solidarité métropolitaine. Notre groupe est en phase, en accord avec la trajectoire et également, puisque que cela a été dit, ceci est l'essence même d'une métropole d'aller vers davantage de mutualisation et de coopération.

Nous avons tout de même trois points d'attention ou observation sur ce dossier.

Tout d'abord, et ça a été évoqué rapidement, la relation à l'utilisateur qui doit encore être améliorée. Si on se tourne d'un point de vue service usager, en effet trop de nos concitoyens contactent la municipalité qui les renvoie vers la métropole et ensuite vers le pôle de proximité.

Ce que l'on note c'est que l'organisation interne doit s'adapter aux besoins des habitants, certainement prenant en charge dès en amont, dès au niveau municipal la demande de l'habitant et ensuite de revenir vers lui. C'est très important pour que nos concitoyens ne se perdent pas dans les différentes strates politiques qui ont pu être mises en place au fur et à mesure de l'histoire.

Le second point, ce qui en découle, c'est l'enjeu des ressources humaines derrière. Puisqu'un objectif qui peut être énoncé d'un schéma de coopération et de mutualisation est peut-être de pouvoir redéployer un certain nombre d'agents sur différentes missions. Aujourd'hui, notre métropole compte 3 750 agents en effectif temps plein et est-ce que vous avez dressé un bilan du nombre de postes qui ont pu être redéployés à d'autres missions au sein des municipalités grâce à ces coopérations, à ces mutualisations ? En effet, d'autres compétences nécessitent la technicité de ces agents sur les villes et peut-être avez-vous pu chiffrer le nombre de ceux-ci qui ont pu être redéployés à cette occasion.

Et puis, dernier point, comment ne pas évoquer celui-ci quand on parle de solidarité métropolitaine, c'est celui que j'ai déjà pu évoquer à de nombreuses reprises ici même, sur la question de l'accueil des populations gens du voyage et des migrants de l'Est sur notre territoire. Puisque la solidarité métropolitaine est toujours clairement défaillante sur cet enjeu-là. C'est un élu de la deuxième ville de la métropole en termes d'habitants, qui respecte ses obligations en termes d'accueil des gens du voyage, qui recense, selon les médias, 40 % de la population Rom sur son territoire de la population de la métropole Rom sur son territoire, donc sur la ville de Saint-Herblain.

On doit continuer, on doit accélérer sur une meilleure répartition, un meilleur accueil de ces populations. C'est un enjeu de dignité. C'est un enjeu profondément également humaniste dans l'accueil que l'on peut avoir vis-à-vis de ces personnes. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je redonne la parole à Jean-Claude Lemasson. »

M. Lemasson : « Merci pour vos propos d'encouragement et d'acceptation du pacte qui vous a été présenté ce matin.

D'abord, peut-être pour dire quelques mots au regard de la relation usager. Treize communes s'engagent dans ce premier temps. Nous verrons bien si demain l'ensemble des communes y adhéreront.

Aujourd'hui, il faut bien comprendre que la difficulté n'est pas tant de prendre en compte les demandes des usagers, mais de revenir vers les usagers pour leur apporter des éléments de réponse sur la conduite de la solution proposée et de l'action menée par la Métropole. Donc, il y a déjà un système extrêmement intéressant qui préexiste, qui va d'ailleurs évoluer en cette année 2023, et il est clair que nous avons besoin d'aller plus loin sur ces dispositions.

Soyez rassurés, bien évidemment le VP que je suis en délégation à la proximité s'attache à ce que l'identité de chacune de nos communes et les particularités soient bien prises en compte, y compris dans le spectre de la relation à l'usager.

Sur la partie bilan, j'espère que les prochains temps d'échanges de ce comité de pilotage seront des temps de bilan et d'évaluation de l'ensemble des sujets qui sont mis à disposition. Mais d'ores et déjà, il existe une commission ad hoc qui fait état de la mutualisation et des moyens pris en compte. Elle s'est réunie d'ailleurs il n'y a pas très longtemps, me semble-t-il, pour donner à voir les postes qui sont mis en commun entre les différentes collectivités et le coût que cela représente.

Et s'agissant de la solidarité, nous y travaillons, au regard de ce qu'a engagé François Prochasson notamment et de ce que nous avons déjà débattu ici dans cette salle. Nous y travaillons aussi dans le second temps de mutualisation que j'évoquais tout à l'heure. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets donc aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

4 – TRANSITION ÉCOLOGIQUE – MISE EN PLACE D'UN SERVICE EN ÉNERGIE PARTAGÉ PÉRENNE POUR LES COMMUNES DE MOINS DE 15 000 HABITANTS DU TERRITOIRE DE NANTES MÉTROPOLE – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Tristan Riom pour la délibération numéro quatre. »

M. Riom : « Bonjour à tous et à toutes. La délibération numéro quatre nous rappelle quelque chose d'évident : nous devons faire la transition énergétique. C'est évidemment un impératif écologique, mais de plus en plus, c'est un impératif financier. Donc finalement, comme les deux se rejoignent, on peut le réaffirmer encore plus : nous devons faire la transition énergétique.

Pour ça, il y a deux manières. Il faut que l'on réduise les consommations d'énergie et il faut que l'on produise de l'énergie locale. Cela va nous permettre de répondre aux deux crises qu'on est en train de vivre en ce moment. Une crise de la consommation, la France n'a jamais consommé autant d'énergie et chaque année, on consomme plus d'énergie que l'année d'avant. Et en plus, on a une crise de la production, donc on a un problème sur les parcs nucléaires, donc il faut que l'on arrive à produire localement.

Pour faire ça, cela ne va pas se faire tout seul, on va avoir besoin de gens, on va avoir besoin d'un service public de l'énergie fort, on va avoir besoin d'ingénieurs, d'ingénierie et donc c'est ce que l'on vous propose avec cette délibération. Cette délibération, c'est donc la mise en place d'un service énergie partagé pérenne pour les communes de moins de 15 000 habitants du territoire de Nantes Métropole.

Il faut savoir qu'on avait déjà un service qu'on appelait "conseiller en énergie partagé". Et donc, pour les communes de moins de 10 000 habitants, il y avait un accompagnement de la métropole sur de l'ingénierie pour des projets de rénovation thermique, pour des projets de développement d'énergies renouvelables.

Notre analyse qu'on fait et l'analyse qu'on a faite avec les élus des différentes communes concernées, c'est que c'est quelque chose qui marche bien déjà. C'est quelque chose qui répond à un enjeu qui monte en plus. Et troisièmement, ça va nous permettre d'accompagner des mutations réglementaires dans le domaine de la rénovation thermique, puisque toutes les communes vont avoir l'obligation de réduire la consommation d'énergie de leurs bâtiments. C'est ce qu'on appelle le décret tertiaire et donc elles ont besoin d'accompagnement pour faire cela.

Jusqu'à présent, c'était une expérimentation que l'on faisait avec l'ADEME. Donc il y avait un cofinancement entre l'ADEME, les communes qui bénéficiaient du dispositif et la Métropole, un tiers chacun. Et malheureusement, enfin c'était prévu comme ça, l'ADEME se retire, c'est de l'expérimentation et après ils se retirent. Donc la question qui était devant nous : « est-ce que l'on veut arrêter ou est-ce que l'on veut continuer ? ». La délibération, ce que je vous propose, c'est de continuer.

On va être obligé de changer de nom, ça s'appelait "conseiller en énergie partagée", cela se nommera dorénavant "service en énergie partagée". Parce que le nom appartient à l'ADEME, mais on ne voulait pas trop changer non plus et être proche.

Ce service en énergie partagée permettra aux communes de moins de 15 000 habitants de bénéficier d'ingénierie et d'accompagnement. On monte la barre à 15 000 parce que certaines communes grossissent et on veut permettre aux mêmes communes d'en bénéficier. C'est pour ça qu'on augmente. Et on pourra discuter dans le cadre du comité de pilotage si on souhaite un élargissement. Mais pour l'instant, ce que l'on vous propose, c'est de passer la barre à 15 000.

Rapidement, sur les missions de ce service en énergie partagée. C'est donc accompagner à la maîtrise de l'énergie du patrimoine bâti communal, accompagner dans la mise en œuvre d'une politique énergétique maîtrisée et tout ce qui est animation et sensibilisation. L'animation et la sensibilisation, on l'a quand même bien senti depuis quelques mois puisque ça a été un peu la base de notre cellule pour la sobriété puis pour la gestion de crise énergétique. Cet espace d'échanges a été assez précieux depuis plusieurs mois.

De manière opérationnelle, on va avoir 1,5 équivalent temps plein au sein de la Métropole pour accompagner les communes. Il y a un demi-équivalent temps plein d'un ingénieur qui est pris en charge entièrement par Nantes Métropole et un équivalent temps plein d'un technicien, plus exactement d'une technicienne, qui sera pris en charge par moitié par les communes et par moitié par la métropole. En gros, la métropole vient abonder la partie que l'ADEME ne payera plus.

En termes de coût, ça nous coûtera 50 000 € par an. C'est ça qu'il nous faut acter ensemble. Et donc, si vous êtes d'accord avec cette proposition, on approuve le fait de mettre en place un nouveau service, il est nouveau parce qu'il remplace l'ancien, avec les communes qui étaient déjà concernées, pour accompagner à la transition énergétique et permettre une meilleure résilience énergétique sur notre territoire. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Guillaume Richard. »

M. Richard : « Merci, Madame la Présidente. Je ne vais pas refaire le Conseil municipal de la semaine dernière. Je vais, en revanche... On défend comme vous la sobriété énergétique, on ne défend pas, en revanche, la décroissance. Si je reviens sur la sobriété énergétique, j'aimerais savoir côté métropole où on en est sur l'application du décret tertiaire. Vous venez d'en parler, mais est-ce qu'on a choisi notre année de référence ? Est-ce que l'on a identifié un agenda ? Est-ce que vous pouvez nous en parler ? Et côté décret tertiaire, on sait que ça s'applique à toutes les surfaces du tertiaire de plus de 1 000 m², qui concerne énormément d'entreprises de notre territoire. »

Beaucoup d'entreprises souhaitent s'engager dans le décret tertiaire pour baisser drastiquement leur consommation. Est-ce qu'aujourd'hui, face à la crise énergétique, l'augmentation des coûts énergétiques pour ces entreprises, vous prévoyez un suivi, un accompagnement, quelque chose qui fait que sur le territoire, on va rattraper notre retard ? Parce que nous sommes engagés sur beaucoup de sujets, mais nous sommes en retard sur le territoire sur le décret tertiaire. Et donc j'aurais aimé vous écouter un peu sur l'avancement de ce sujet. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Jacques Garreau ».

M. Garreau : « Madame la Présidente, chers collègues.

Avant de vous dire, au nom de notre groupe, tout le bien que je pense de la délibération exposée par Tristan Riom, l'énergie étant devenue une préoccupation majeure et désormais le plus grand poste de dépenses dans le budget 2023 de ma commune après la masse salariale, permettez que je partage mon indignation sur ce qui se joue aujourd'hui entre les collectivités et leurs fournisseurs de gaz.

Notre gouvernement, et c'est tout à son honneur, a engagé notre nation tout entière en soutenant le peuple ukrainien dans sa lutte contre l'invasion d'un régime guerrier et totalitaire de Vladimir Poutine et nous avons cessé nos importations de gaz russe. Les prix de l'énergie se sont envolés, nous sommes tous impactés. Chacun doit donc contribuer à un effort de guerre, qui ne dit pas son nom parce qu'il ne faut pas dire que nous serions en guerre. Un effort qui se traduit pour chaque foyer par la hausse de 15 % dans quinze jours du gaz. Un effort pour l'État, qui prend à sa charge le coût du bouclier tarifaire mis en place pour les particuliers. Et bien sûr, un effort pour nos collectivités pour lesquelles l'État ne généralise toujours pas le moindre soutien, nous laissant ainsi, par exemple, très concrètement à Bouaye, avec une augmentation du gaz de 320 % sans aides au 1^{er} janvier prochain. Nous sommes donc tous contraints à l'effort.

Tous ? Non, pas vraiment. Car les sociétés bien françaises qui fournissent du gaz aux collectivités locales continuent avec obstination à appliquer leurs marges qu'elles imposent en pourcentage. Très concrètement, chez nous c'est 6 % pour notre fournisseur. S'agissant d'un taux, vous avez compris que puisque les prix de la matière du gaz s'envolent, les bénéfices engrangés explosent sans que le moindre travail supplémentaire, que le moindre moyen humain supplémentaire ne soit généré. C'est l'expression, je crois, la plus brutale et cynique d'un capitalisme non régulé.

Nous avons affaire à ce qu'il faut bien nommer des profiteurs de guerre, des profiteurs de guerre qui ne servent que les intérêts de leurs actionnaires et qui se moquent bien des conséquences de leur rapacité. Car, vous l'imaginez bien, nous ne pourrions pas répercuter sur les tarifs des services aux familles, cantine, périscolaire, 320 % d'augmentation.

Nous allons devoir réduire la qualité de nos services publics municipaux, les amputer et les fermer peut-être pendant que des sociétés qui ont pignon sur rue se gavent.

Ma prise de parole ce matin, au-delà d'un cri d'indignation, c'est une alerte pour chacune de nos collectivités car, pour en avoir déjà parlé ici, vous le savez, la situation connue aujourd'hui dans ma commune pourrait tristement préfigurer celle qui, dans un an, sera celle du groupement d'achat du gaz de la métropole si, d'ici là, l'État n'intervient pas.

Mon propos est aussi un appel aux parlementaires qui siègent dans notre assemblée pour qu'ils agissent pour nous protéger. Dans le contexte actuel, à Bruxelles comme à Paris, je crois que la renationalisation de l'énergie comme ressource vitale ne doit plus être un sujet tabou et nos parlementaires doivent à minima légiférer pour mettre fin aux profits que je qualifie d'anormaux et d'amoraux en capant strictement les marges des marchands d'énergie.

Comme si cela ne suffisait pas, et j'en reviens après vous avoir exprimé mes réflexions, à la délibération qui nous est soumise.

Voilà que le service créé en 2017 de conseil en énergie, partagé entre les treize communes et les plus petites de notre métropole, ne sera plus subventionné là aussi l'année prochaine par l'ADEME. Or, et je peux l'attester, ce service, qui n'aurait aucun sens et ne serait tout simplement pas possible si chacune des treize communes devait le financer seul, il est aujourd'hui plus que jamais au cœur de la réflexion que nous devons mener pour bâtir nos plans communaux de sobriété énergétique et de production d'énergies renouvelables. Nous savons que l'énergie la moins chère, on l'utilise souvent cette formule, c'est celle que l'on ne consomme pas, mais c'est aussi celle que l'on n'achète pas, et surtout avec 6 % de marge.

En élargissant aux communes jusqu'à 15 000 habitants et en pérennisant leur accompagnement, notre métropole supplée au désengagement de l'ADEME et traduit une nouvelle fois la solidarité constitutive de notre intercommunalité. Cet appui de compétences, d'ingénierie, qu'incarnent les postes de conseiller en énergie doit nous permettre, quelle que soit la taille de nos communes, d'accélérer nos actions de transition énergétique. Et je vous invite, chers collègues, au nom de notre groupe, à apporter votre soutien le plus unanime à cette délibération. Merci de votre écoute. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Fabien Gracia. »

M. Gracia : « Merci, Madame la Présidente, chers collègues.

Avec le groupe écologiste et citoyen, nous partageons un certain nombre des propos qui viennent d'être évoqués par Jacques Garreau. L'inquiétude, la commune de Bouaye vit dès cette année la culbute amorale sur le prix de l'énergie. La crainte, évidemment, c'est que nous tous, nous vivions cette même problématique de manière très violente dès l'année prochaine.

Jacques a évoqué une des solutions, la nationalisation, c'est un bout, et l'autre solution, c'est le local. Et dans cette délibération, on a bien un outil pour développer des solutions beaucoup plus locales, avec notamment la maîtrise de ce qui se passe chez nous en termes d'énergie, en termes d'économie d'énergie, en termes de production d'énergie.

Le dispositif a été mis en place en 2017 avec le soutien de l'ADEME, c'était une bonne chose. La réussite de ce dispositif est là puisqu'on le prolonge en repartant tous sur ce dispositif. Concrètement, en 2022, pour la commune de La Montagne, ce dispositif a permis de faire le bilan des consommations de l'ensemble des bâtiments de 2010 à 2022. Il a permis de nous aider à réaliser des cahiers des charges sur l'installation de panneaux solaires sur des bâtiments de la commune.

Très concrètement, c'est ce dont un certain nombre de communes ont besoin pour développer cette maîtrise de l'énergie à l'échelle locale et donc c'est un magnifique dispositif.

Et à nouveau, je rejoins les propos de Jacques Garreau sur une espèce de paradoxe. Au moment où on a tant besoin de maîtriser l'énergie, l'ADEME, certes c'était prévu au départ, se désengage. Il n'empêche que ce n'est pas parce qu'il y a un dispositif qui est prévu initialement selon certaines modalités qu'on ne peut pas le modifier. Il aurait été heureux que l'ADEME poursuive son engagement pour pas que, dans un contexte déjà les collectivités sont bien essorées financièrement, on ait besoin de remettre au pot sur cette question, certes locale, mais également nationale, parce que les problématiques d'énergie ne s'arrêtent pas à l'échelle de nos communes.

À nouveau, je partage le beau projet qui est porté par cette délibération et j'espère que dans le cadre d'une loi qui est en cours sur l'accélération de la production d'énergies renouvelables, j'espère qu'il sera l'occasion, dans le cadre de cette loi, de réintégrer le fait que l'ADEME, que l'État puisse soutenir de manière plus importante les collectivités pour que l'on puisse porter nos projets et pour que l'on puisse porter nos projets avec le soutien de l'État. Merci beaucoup. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Merci, Madame la Présidente. C'est assez intéressant ce débat parce qu'effectivement, je crois qu'on est sur un sujet qui est à la fois local et national et même international et européen et avec mes collègues du groupe, on a montré qu'on y était favorable. Il faut que l'on puisse produire de l'énergie locale. Il faut aussi que nous travaillions tous ensemble, collectivement, à la fois en tant qu'élu et en tant que citoyen, à réduire nos consommations.

De ce point de vue là, j'ai l'impression que la crise que nous vivons aujourd'hui permet aussi une certaine prise de conscience et un changement de comportement des uns et des autres.

Mais on a aussi besoin de produire plus d'énergie au niveau national, plus d'énergie décarbonée. Ça passe bien sûr par le développement du mix énergétique. Mais si on se trouve dans la situation que nous connaissons aujourd'hui, avec une très forte augmentation des coûts de l'énergie et des tarifs pour nos concitoyens et pour les collectivités locales, si nous sommes dans l'obligation d'aller acheter de l'énergie à l'étranger, si nous sommes dans l'obligation de faire redémarrer nos centrales à charbon extrêmement polluantes, c'est parce qu'il y a un certain nombre de gouvernements récents, qu'un certain nombre d'entre vous, mes chers collègues, avez soutenus, qui a décidé de mettre à mal une filière décarbonée, productrice d'emplois, française, économe pour nos concitoyens que l'on appelle la filière nucléaire. Et donc, je trouve toujours un peu étrange d'aller se plaindre des conséquences des politiques qu'on a soutenues et qu'on a mis en œuvre. J'entends évidemment l'indignation de Jacques Garreau, mais je voudrais lui dire que c'est la conséquence des gouvernements et des politiques qui ont été mises par les gouvernements qu'il a soutenus. Et pour ce qui me concerne, je ne crois pas que le sujet soit la renationalisation, mais bien la diversification et l'investissement nouveau dans une filière nucléaire. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste un mot avant de redonner la parole à Tristan Riom. Il y a deux débats dans ce que Jacques Garreau a évoqué. Il y a la question stratégique de la trajectoire énergétique. Puis il y a un deuxième sujet, et celui-là, je pense qu'on ne peut pas le passer sous silence, c'est l'incapacité de l'État à protéger les communes dans la situation de celle de Bouaye, qui amène un maire à devoir renoncer à un projet d'école.

Ça, je crois qu'il faut le dire. Il faut le dire avec force, il faut le dire collectivement, il faut le dire unanimement. On nous promet depuis des mois et des mois qu'il va y avoir des dispositifs efficaces. Je suis désolée, je le dis comme Présidente de France Urbaine et je le dis comme Présidente de la Métropole : l'État n'est pas au rendez-vous de boucliers efficaces, ni pour une ville comme Bouaye, ni pour une ville comme Nantes. La vérité, c'est que l'État est incapable de protéger les communes. La vérité, c'est que la Métropole est en effet obligée de prendre le relais sur un certain nombre de sujets. Je crois qu'il y a bien ces deux questions qui sont sur la table. Tristan Riom. »

M. Riom : « Je suis ravi de voir que cette délibération amène à de vraies questions de fond et malheureusement, je ne peux pas rentrer dans le détail de tout parce que sinon, on ne va pas s'en sortir. Mais bon, décroissance, croissance, certes. Nationalisation, municipalisation, c'est vrai que ce sont de vrais sujets qui sont devant nous. Je vais répondre à quelques sujets concrets quand même.

Le décret tertiaire qui a été posé. En fait, le décret tertiaire nous oblige à faire de la rénovation thermique de nos bâtiments. Donc en fait, on sait qu'on doit rénover. Ensuite, la mise en place concrète du décret tertiaire passe par le fait de remonter des informations au niveau de l'État pour dire combien on consomme et finalement se fixer des objectifs. Et en fait, les décrets d'application peinent un peu à sortir. On est un peu à la peine pour savoir exactement quel est le niveau d'économies que l'on doit faire et on est encore en train d'attendre des informations concrètes pour savoir comment l'on doit s'organiser. Il n'empêche qu'on sait que des plans d'économie d'énergie, on doit les faire et donc on est en train de travailler sur l'opérationnel en parallèle. Et en fait, le dispositif qu'on est en train d'acter ensemble, c'est aussi d'accompagner les communes pour essayer de s'y retrouver dans cet imbroglio qu'est le décret tertiaire en termes de remontées d'informations.

Je ne pense pas qu'on ait pris du retard spécifique sur le territoire. Je pense que le retard, il est généralisé. Si vous regardez en 1973 le premier pic pétrolier, il y avait le ministre de l'Habitat de l'époque qui est allé à la télé pour dire "il faut vraiment rénover massivement nos logements". Résultat, maintenant on est à rénover des logements qui ont été construits après ces années. Donc je pense qu'il y avait un manque de considération généralisé pour la rénovation thermique. Or, c'est un enjeu stratégique et donc du coup, de plus en plus, on commence à le prendre en compte et c'est très bien.

Par rapport à la remarque de Jacques Garreau et de Fabien Gracia, je partage évidemment.

Il y a un problème de superprofits dans le domaine de l'énergie, mais il y a un domaine de l'énergie qui ne fait pas de superprofits, ce sont les énergies renouvelables. Puisqu'en fait, les prix des énergies sont capés d'une certaine manière avec les tarifs d'achat. Et donc, l'année prochaine, Bercy a estimé que les énergies renouvelables allaient rapporter 13 milliards d'euros à l'État parce que justement, les prix sont encadrés et en fait ils prennent la plus-value. Donc il faudrait que l'on fasse pareil pour les énergies fossiles puisqu'aujourd'hui, ce n'est pas le cas.

Par rapport au débat sur lequel Monsieur Bainvel nous interpelle, je vous encourage à lire le rapport de RTE du 16 novembre parce que vraiment, il est intéressant. Il dit bien que d'une part, le prix de l'énergie n'a plus aucun sens. Ils le disent dans le rapport. C'est-à-dire qu'on ne peut plus expliquer rationnellement le prix de l'énergie. Pourquoi ? Alors eux, ils disent que les primes de risques pris par les opérateurs sont trop élevées. En fait, ça spéculé dans tous les sens. Et une de leurs recommandations, c'est justement de reprendre sous maîtrise publique. Après, municipal ou étatique, cela dépend des familles politiques, mais de reprendre sous maîtrise publique le secteur de l'énergie.

Donc ça, c'est quand même RTE qui le dit et je pense qu'il faut qu'on soit en capacité de l'écouter.

Et finalement, la question de réduire nos consommations d'énergie, ce n'est vraiment pas qu'une question individuelle. Monsieur Bainvel, vous avez dit "il faut une prise de conscience". En fait, c'est surtout et avant tout des questions structurantes. Lancer une politique de rénovation massive, ça ne dépend pas du niveau individuel, ça dépend du politique, ça dépend des entreprises de se mettre en ordre de marche pour faire ça. Donc je pense que c'est ça qui est devant nous et c'est ça que l'on doit faire tous ensemble. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets donc aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

5 – DÉBAT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2023

M^{me} la Présidente : « Je vais donner la parole à Pascal Bolo pour le Débat d'orientations budgétaires. »

M. Bolo : « Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Maires, mes chers collègues.

Le contexte du budget 2023, Jacques Garreau vient finalement de l'aborder, est particulièrement compliqué, malgré les espoirs que nous pouvions formuler en 2022 que 2022 était encore un peu particulier parce qu'on ne sortait pas vraiment de la crise Covid et on se disait "en 2023, ça ira mieux". Eh bien, ça ne va pas mieux en 2023, en tout cas, ça ne va pas mieux en ce qui concerne la visibilité que nous avons et nos capacités de prospective, même à court terme. Maintenant, on fait de la prospective à six mois, donc c'est quand même un petit peu problématique. Et donc, selon une formule qui n'est pas vraiment de moi, c'est un brouillard d'orientations budgétaires.

Nous avons un ralentissement économique. Alors, l'Insee nous annonce un rebond rapide après un petit creux, mais de ce point de vue là, la croissance ou pas la croissance, en tout cas, ça s'annonce très incertain.

Nous avons une inflation qui s'est accélérée récemment. Là encore, on nous annonce que dans deux ans, ça pourrait peut-être être mieux. Mais enfin, je vous rappelle qu'il y a trois mois, on nous disait que c'était l'affaire de quelques semaines. Donc là encore, on n'est pas très solide.

La seule bonne nouvelle, pourvu que ça dure, c'est le taux de chômage qui semble se stabiliser au niveau national et nous sommes toujours en-dessous du niveau national. Ce qui est quand même une sacrée bonne nouvelle, à la fois pour la cohésion sociale de notre territoire, mais également pour son développement, mais également pour les recettes de notre métropole puisque nous sommes quand même assis encore sur un petit peu de fiscalité liée à la santé économique de notre territoire.

Alors évidemment, les comptes publics sont largement dégradés, ce qui ce n'est pas forcément gravissime parce que je crois que la politique du "quoi qu'il en coûte" au moment de la crise Covid a été une politique nécessaire, que l'État est effectivement venu, au prix d'un déficit et d'un endettement encore plus fort, au secours de pans entiers de notre économie qui auraient pu s'effondrer si cette politique n'avait pas été adoptée. Mais la réalité, c'est quand même bien une dégradation très importante des comptes publics, avec une hausse des taux d'intérêt, ce qui n'est pas sans conséquence quand nous avons décidé dans notre stratégie financière d'utiliser le levier d'un réendettement, certes maîtrisé, mais tout de même d'un réendettement. Et c'est vrai que quand les taux passent de 1,1 à 3,4 %, ce n'est pas tout à fait pareil ensuite en termes de frais financiers.

Voilà un contexte qui n'est pas évidemment réjouissant et qui est d'autant moins réjouissant qu'il y a toujours des gens... Et c'est ce que montre un peu la loi de finances pour 2023, adoptée je crois maintenant à peu près définitivement à coup de 49.3. On compte le 49.3 plus que les faveurs de l'État envers les collectivités territoriales. Parce que si l'État maintient des dotations de manière assez convenable, il faut bien le dire, si l'État va compenser l'absurde décision de supprimer la CVAE, certes il va compenser, mais on est habitué à ce que la première année, la compensation soit nickel. Là c'est la première année et c'est sur la moitié. Mais après, nous n'avons aucune garantie et tout nous indique dans le passé – et ce n'est même pas une question d'orientation politique – que cette manière de faire de l'État risque de se compléter.

Et en plus, il y a toujours à Bercy des gens qui affirment tranquillement que si les comptes publics sont dans un tel état, c'est la faute des collectivités. Nous dépenserions trop, nous ne ferions pas assez d'économies de gestion. Alors bon, quand on regarde les choses, nos budgets à nous, ils sont équilibrés. L'endettement, on en est responsable de 7 % toutes collectivités confondues. En revanche, les investissements structurants, on est entre 70 et 80 %. Et pourtant, il y a toujours des gens à Bercy qui viennent dire que l'urgence, c'est de serrer la vis aux collectivités.

Ça a tellement hurlé dans les associations d'élus, de l'AMF à France urbaine, en passant par tous les autres, que finalement, la Première ministre, alors, si j'ai bien compris, parce que je ne suis pas encore sûr, elle a laissé dans le projet de loi de finances un nouveau type de contractualisation et elle a affirmé le lendemain qu'elle ne n'appliquerait pas. C'est une drôle de manière de faire voter la loi. Je crois que c'est Chirac avait déjà fait ça une fois, il avait fait voter une loi et il avait dit "on n'appliquera pas derrière".

Et donc là encore, partir sur une gestion 2023 avec l'idée que l'on fait confiance au gouvernement qui n'appliquera pas la loi qu'il a fait voter, c'est quand même un tout petit peu particulier. Donc on a cette situation, nous verrons bien.

Dans ce contexte, qu'est-ce qu'on fait ? C'est la question qui nous est posée à l'occasion de ce débat d'orientations budgétaires.

Nous pensons que finalement, le mieux que nous puissions faire, c'est avec vigilance, avec prudence, avec mesure, mais de continuer vers le cap que nous nous sommes donné. On ne va pas arrêter d'investir parce qu'on a peur qu'en 2025, l'État nous retienne, nous pénalise parce qu'on aurait fait plus que -0,5 par rapport à l'inflation.

Franchement, je pense qu'il faut continuer à mettre en œuvre notre projet, à garder le très haut niveau d'investissements que nous avons prévu et tout cela en continuant à utiliser les leviers que nous avons décidés. En les surveillant évidemment comme le lait sur le feu. C'est-à-dire une utilisation progressive de notre épargne de fonctionnement. De réduire un peu ces marges de manœuvre-là, mais en garantissant toujours ce plancher d'épargne nette de 50 millions en fin de mandat. Et on va voir que notre enjeu, c'est finalement de ne pas arriver trop vite à ces 50 millions. Parce que quand on a prévu plus de 3 milliards d'investissement, ce qui est colossal, il ne faut pas se cacher les choses, on ne pourrait pas évidemment les atteindre si nous étions dès cette année, dès 2023, au plancher de l'utilisation de toutes nos marges de manœuvre. Parce que ça veut dire qu'il n'y aurait plus de marges de manœuvre et qu'on ne pourrait pas continuer sur le même rythme. Donc continuons sur cela.

Le réendettement maîtrisé, j'en ai parlé. Et puis la recherche d'efficacité permanente du service public avec la poursuite de démarches performance pour limiter la croissance des dépenses et freiner l'effet ciseau avec les recettes.

Et là, je voudrais vraiment remercier et féliciter et rendre hommage à l'ensemble des services de la métropole, qui continuent non seulement à avoir bien intégré notre projet politique et à avoir la volonté de le mettre en œuvre, mais en veillant à ce que chaque euro dépensé soit un euro utile et en veillant chaque fois qu'on le peut à trouver les économies nécessaires.

Nous sommes dans une période où, Jacques Garreau vient de nous l'expliquer et de nous le démontrer, mais c'est le cas aussi pour tous les ménages où tout le monde en ce moment est en train de faire des choix qui sont compliqués et difficiles. Ne croyons pas un seul instant que nous pourrions être totalement à l'abri de cette situation, quand bien même nous avons, sur le plan notamment des dépenses énergétiques, une situation plus favorable que beaucoup de collectivités et notamment que beaucoup de métropoles.

Il y a un levier que nous n'actionnerons pas sur le mandat, c'est le levier des taux de fiscalité économique et de taxe foncière. Je vous rappelle toutefois que la taxe Gemapi va s'appliquer à partir de 2023. Mais ce n'est pas ça, très franchement, d'autant plus que ce sont des dépenses qui sont largement affectées à des enjeux qui sont stratégiques pour l'avenir. Ce n'est pas ça qui va compenser les surcoûts en matière d'énergie.

On a une situation financière qui reste donc solide et on peut s'appuyer dessus. Et c'est vrai que nous ne sommes pas de ces collectivités qui voient arriver avec une grosse inquiétude cette année 2023 parce que nous partons d'une base qui est une base particulièrement saine, je ne dirais pas confortable, mais saine, ce qui nous permet d'avoir quelques marges de manœuvre et donc de ne pas surréagir à une situation qui nous est imposée.

En termes de ratios, nous resterons dans des épures tout à fait acceptables.

On continue l'année 2023 sur les investissements programmés sur le mandat à un niveau élevé, le maintien du service à la population, le respect de la stratégie financière.

Et puis, conformément aux engagements qui avaient été pris, la mise en place d'un premier budget climat, le fameux budget vert. Et je voudrais remercier la DAT et la direction des Finances qui ont beaucoup travaillé. Ce sera une première présentation, ne me demandez pas aujourd'hui de vous la donner, elle sera prête au moment de l'adoption du budget 2023.

Et puis, nous aurons une première expérimentation, là encore dans des domaines qui ne sont pas encore déterminés, d'un budget sensible au genre. C'est-à-dire de voir ce qui dans la dépense publique locale, ce qui dans la mise en œuvre des politiques publiques, va contribuer ou non ou être neutre au regard de l'ambition et de la nécessité de l'égalité femmes-hommes.

Et puis le budget d'investissement, 550 millions tous budgets confondus, ce sera évidemment très important. Je précise qu'il s'agit pour beaucoup de coûts partis parce que, notamment sur un domaine que je connais un tout petit peu qui est celui des transports publics, on ne va pas arrêter la construction de nos nouvelles rames de tramway à La Rochelle. La première rame, je crois, est en train de sortir et donc il y en aura beaucoup derrière et évidemment, nous les paierons au fur et à mesure.

Donc nos recettes sont quand même dynamiques. Elles vont atteindre un peu plus d'un milliard 70 millions tous budgets confondus, en progression de 50 millions par rapport au BP 2022 et c'est le dynamisme de notre territoire. Et je répète que les taux de taxe foncière et de fiscalité économique n'évolueront pas.

Les projections de recettes, c'est la fiscalité ménages, 250 millions environ.

Le produit fiscal devrait donc, du fait de la revalorisation des valeurs locatives, être en augmentation de 6 % à minima et on y ajoute 1,5 point sur le dynamisme des bases physiques.

La fiscalité des entreprises, on a parlé de la CVAE.

La cotisation foncière des entreprises est évaluée à 91,6 millions.

Tout cela, ce sont des chiffres qui mériteront évidemment d'être figés définitivement pour l'adoption du budget.

Un versement mobilité en croissance de 3 % et on aura bien besoin des 185 millions d'euros parce que je ne vous cache pas que la charge énergétique de la SEMITAN va augmenter de manière extrêmement significative puisque nous étions au contrat de délégation de service public aux alentours de 5,7 millions d'euros de charges de traction, c'est-à-dire l'électricité pour tramway et busway et le gaz pour les bus. Et nous serons peut-être plus près de 29 millions. Et donc, évidemment, le budget annexe des transports va forcément en être affecté.

Les dotations de l'État sont en légère augmentation et les autres recettes devraient être inscrites au projet de budget pour environ 350 millions d'euros.

On aura la double obligation d'être dans l'incapacité de ne pas répercuter certaines augmentations en partie sur les tarifications, mais avec le devoir absolu de protéger nos concitoyens les plus précaires et les plus fragiles. Et donc, il faudra que les augmentations tarifaires inévitables soient faites avec grande mesure et surtout avec variations d'augmentation selon les catégories d'usagers et de population. On le verra dans la journée avec Robin sur la question des tarifications de l'eau.

Donc la poursuite nécessaire des dépenses, évidemment. On a quand même autour de 5 % pour les dépenses de gestion, ce qui nous garantit toujours une capacité d'épargne importante. Mais nous aurons une structure des dépenses de personnel qui sera en augmentation, en augmentation à deux chiffres, sous l'effet à la fois de l'ajustement de l'augmentation du point d'indice des fonctionnaires décidée par l'État, qui était parfaitement mérité, qui est encore en-dessous de l'inflation, mais que l'État ne nous compense pas ces décisions qu'il prend pour notre compte. Et après il nous explique que l'on dépense trop, mais bon, on n'est plus à une incohérence près. En tout cas, nous allons avoir également à assumer en année pleine les quelques créations de postes que nous avons dû faire en 2022, pour suivre tout simplement l'évolution démographique, la capacité d'action du service public sur notre territoire. Et puis, nous aurons également les conséquences de la nécessaire révision de nos régimes indemnitaires.

Vous savez que nous sommes actuellement à Nantes Métropole, comme ailleurs, dans des difficultés de recrutement. Vous le voyez aussi dans vos différentes communes. Il fallait que nous puissions être un peu plus attractifs, c'est-à-dire avec un régime indemnitaire qui soit révisé par rapport à ce qu'il était. La conséquence, ce sera une augmentation à deux chiffres de la masse salariale qui évidemment est un impact supplémentaire.

L'effort d'investissement sera évidemment soutenu en 2023. Je l'ai dit, près de 550 millions, tous budgets confondus, dont 300 millions pour le budget principal et 250 pour les budgets annexes. Et dans les 250, il y en a quand même 150 pour les transports.

Les investissements, on peut les détailler un petit peu. On aura le développement des mobilités autres que les transports en commun également, la réhabilitation de l'extension des réseaux d'eau, la construction et la rénovation du parc de logements sociaux, des projets d'espaces publics de proximité inscrits dans les contrats de territoire qui devront être respectés, les nouveaux écopoints, la réhabilitation des déchetteries, etc.

L'endettement, il est programmé et maîtrisé, je l'ai dit. On va avoir un nouvel endettement de 180 millions d'euros supplémentaires, après qu'on ait fait 93 millions en 2022. Ça nous garde une capacité de désendettement qui devra être inférieure à dix ans en fin de mandat, parce qu'au-dessus, ce serait quand même problématique. En revanche, en 2023, on ne dépassera pas 5,9 années, donc on sera encore en mesure de jouer sur cette marge de manœuvre dans les années suivantes.

Notre structure de dette, c'est un élément que l'on doit vous donner de manière réglementaire et il n'y a pas de problème. 100 % de l'encours classé sans risque, avec un taux moyen qui reste peu élevé, mais qui sera inévitablement en hausse jusqu'en 2024-2025, on devrait arriver à 2,30.

On a une dette bien positionnée, elle est largement sécurisée à taux fixe. On profite encore des taux variables qui, sur toute la durée d'amortissement d'un prêt, restent de bonnes opérations. Et on va pouvoir continuer à optimiser les frais financiers grâce à notre action de gestion active de notre dette.

Les budgets annexes, ils sont sur ce tableau, avec des volumes de dépenses tout à fait importants. Vous le voyez, on continue à investir dans la modernisation de nos outils et de grands services publics à destination de la population, avec notamment 23 millions d'euros pour le stationnement, 14 millions d'investissement, mais aussi 70 millions d'investissement pour l'eau et l'assainissement, 20 millions pour les déchets et 150 millions pour les transports.

Voilà, mes chers collègues, j'espère que je n'ai pas été trop long, la manière dont nous envisageons l'adoption de ce budget à 2023. Naturellement, le travail reste encore à finaliser et nous nous retrouverons au mois de février, si je me souviens bien, pour l'adoption de ce budget. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Mahel Coppey. »

M^{me} Coppey : « Merci, Madame la Présidente.

Cette année encore, comme depuis le début de ce mandat, je vais commencer mon intervention par vous dire : «notre débat d'orientations budgétaires s'inscrit dans un contexte inédit et particulier». Cette année, c'est la hausse des prix de l'énergie et l'inflation, qui n'épargne pas les collectivités.

Face à cette conjoncture, nous faisons le choix de maintenir un niveau d'investissement ambitieux et nous gardons le cap, qui fonde le projet de notre métropole avec ses trois grands axes en tête : celui de répondre aux urgences de solidarité et d'écologie, celui d'affirmer un service public fort, émancipateur, toujours plus proche des citoyens, et de conforter aussi un dialogue citoyen de qualité et développer le pouvoir d'agir des habitants et des habitantes de notre métropole.

Si nous déplorons que l'État ne remplisse pas son rôle de filet de sécurité, pour nous, avec ou sans le soutien de l'État, le maintien d'un service public reste essentiel et n'est pas négociable. C'est une position que nous assumons et que nous maintenons.

Les objectifs de solidarité et d'écologie resteront donc au centre de nos budgets 2023. Je prendrai deux exemples pour illustrer cette volonté collective.

D'abord, le travail mené sur la tarification de l'eau. Nous aborderons effectivement ce sujet un peu plus tard dans l'ordre du jour. Mais cette tarification relative au service public de l'eau et de l'assainissement est la preuve d'une prise en compte des différentes réalités des habitants et des habitantes.

L'efficacité du dispositif de tarification sociale de l'eau est démontrée et vérifiée via une évaluation. Et cette tarification permet la mise en place d'un système conforme aux principes d'équité sociale, de garantir aussi l'accessibilité de tous et toutes à un service, mais aussi d'encourager la maîtrise et l'économie de cette ressource précieuse qu'est l'eau.

Le deuxième exemple sur lequel je m'arrêterai, c'est celui de la mise en place en 2023 du budget climat. Pour analyser les impacts de nos dépenses et ajuster les trajectoires de nos politiques publiques, c'est un outil que nous souhaitons et sur lequel nous nous appuyons depuis quelques années.

En bref, nos combats restent les mêmes et se reflètent autant que faire se peut au sein des budgets. Égalité d'accès aux services publics, solidarité envers les habitants et les habitantes les plus fragiles et prise en compte transversale des enjeux d'écologie. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Marlène Collineau. »

M^{me} Collineau : « Merci de me passer la parole.

Après deux années marquées par la crise sanitaire, de nouvelles contraintes pèsent sur les collectivités. C'est là ce qui marque notre débat d'orientations budgétaires et c'est comme ça qu'a été introduit le propos de Pascal Bolo.

Comme c'est le cas dans les communes et comme c'est le cas malheureusement pour le budget des ménages, la forte inflation a perturbé les prévisions, notamment en ce qui concerne l'énergie. Ça a été largement discuté lors de la précédente délibération. Et même si Nantes Métropole tire avantage de ces choix stratégiques, avec les groupements de commandes notamment, l'incertitude demeure.

Incertitude également s'agissant des décisions de l'État, qui continue à faire payer aux collectivités une dégradation des comptes publics dont elles ne sont pas responsables. Rien de nouveau, hélas, si ce n'est peut-être sur la forme brouillonne, décalée, reportée, revenir sur certaines décisions qui ne facilitent pas la préparation du budget.

Je le disais en introduction, cette situation ressemble cruellement à celle de la population. Une population qui éprouve un profond et légitime sentiment d'injustice vis-à-vis de l'exécutif puisque leur demandant toujours plus d'efforts. Je pense notamment au projet injustifié comme injuste du recul de l'âge de départ à la retraite. Là encore, dans un calendrier qui ne cesse d'user de reports et d'instabilité puisqu'il en a été différé l'annonce.

Ensuite, les métropolitains comme l'ensemble de la population de ce pays, subissent les effets de la conjoncture au quotidien. Les augmentations de prix dépassent nettement ceux des salaires et des augmentations de salaire obtenues. Il suffit de jeter un œil à l'Observatoire des prix de l'UFC-Que Choisir : +13 % pour l'alimentaire, +7 % pour l'électricité, +18 % pour le diesel, jusqu'à +49 % sur le fioul.

Évidemment, on ne subit pas de la même façon l'augmentation des prix si on est contraint d'utiliser chaque jour sa voiture ou si on habite dans un logement mal équipé, mal isolé. Cependant et concrètement, les conditions de vie, de transport, de logement se dégradent pour la majorité de la population.

Nous voulions profiter de ce débat pour évoquer un sujet qui s'invite dans la plupart de nos réunions municipales ou métropolitaines. Un sujet du quotidien aussi nécessaire à chacune et chacun que notre mobilisation collective est urgente. Que l'on parle mobilité, activité économique, politique de la ville, culture, enseignement supérieur, on finit toujours par parler logement. C'est la même chose dans nos vies personnelles.

Nous rencontrons toutes et tous, parmi nos amis et dans nos familles, des témoignages de difficultés d'accès au logement, des étudiants qui galèrent chaque rentrée, des salariés qui peinent à s'installer, des couples qui recherchent un logement adapté lorsque la famille s'agrandit ou quand ils se séparent, des locataires qui souhaitent devenir propriétaires, des personnes âgées qui cherchent à louer un logement accessible.

Le problème s'accroît. La demande continue de croître, alors que nous ne tenons pas nos objectifs en matière de construction. Les loyers grimpent. Aujourd'hui, les ménages consacrent presque 30 % de leur budget au logement contre 15 % il y a 40 ans. Les demandes de logements sociaux sont au plus haut et nos capacités sont loin de pouvoir toutes les satisfaire. Cette situation, elle aboutit à une amplification des phénomènes de gentrification, d'éloignement, dont nous déplorons les effets sociaux et environnementaux. Celles et ceux dont on parle ici, ce sont les petits salaires, la classe laborieuse, peu importe le nom retenu. Médialement, ce sont les cris de désespoir des gilets jaunes à l'automne 2018. Plus souvent, ce sont les départs silencieux des salariés vers des communes éloignées de leur emploi.

Nul ne peut dire ici que la métropole ne cherche pas de solutions. Nous avons salué l'introduction de 250 logements en accession intermédiaire par an à l'occasion du dernier Conseil métropolitain. Aujourd'hui, les délibérations relatives au droit de préemption urbain ou aux entrées d'agglomération démontrent une volonté de reprendre la main, de ne pas laisser faire un marché immobilier grippé.

Si, au nom du groupe Gauche citoyenne, j'insiste sur le logement, c'est qu'il est la première des urgences. Quand on parle de logement, on ne parle pas d'un produit bancaire, mais de mettre des hommes, des femmes, des enfants à l'abri.

Nos choix budgétaires comme notre action doivent davantage encore être guidés par la nécessité que chacun accède à un logement adapté à son mode de vie et à ses moyens.

Dans un contexte plus qu'incertain, notre métropole devra maintenir en 2023 un programme d'investissement fort au service de la population. À nous de faire que toujours, cette métropole continue d'être accueillante, solidaire, répondant aux besoins du quotidien de la population qui y vit et qui vient. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Merci, Madame la Présidente.

Mes chers collègues maires, mes chers collègues, notre vocation d'élu, c'est d'agir. D'agir en anticipation, d'agir et de prendre ses responsabilités, d'agir pour ne pas subir. Alors, mon cher Pascal, Monsieur le Vice-président, tu as rappelé évidemment le contexte national. Tu aurais même pu rappeler plus en amont le contexte international.

Je n'y reviens pas, j'allais dire, je partage même une certaine forme d'analyse sur la perte d'autonomie sur les capacités fiscales et financières des communes, du bloc communal, des EPCI.

Je souligne juste avec un peu de taquinerie, mon cher Pascal, que tu ne remontes pas très loin dans le temps. Effectivement, le Président Emmanuel Macron, je crois, n'a pas facilité cette autonomie fiscale et financière. Mais rappelons-nous le Président François Hollande qui n'a jamais autant baissé les dotations que sous sa mandature, et nous ne serions peut-être pas dans cette situation aujourd'hui si ça n'avait pas été le cas. Certains, ici ou ailleurs, avaient même parlé à l'époque de purge financière.

Revenons sur le contexte local peut-être parce que vous avez raison, il y a une dynamique d'attractivité, une dynamique dans cette métropole. Et donc on a une responsabilité, celle d'aménager durablement le territoire.

Et peut-être avons-nous aussi des questions à nous poser pour ne pas subir et pour anticiper. A-t-on vocation par exemple, posons-nous la question, à accueillir durablement, inlassablement, 9 000 habitants supplémentaires chaque année sur le territoire ?

Ça va nous demander du logement, ça va nous demander des équipements publics dans un contexte quasiment paradoxal, avec de nouvelles injonctions, de nouvelles contractions, notamment légales et réglementaires. Et je ne reviens pas sur le ZAN ici.

Pour cela, vous nous proposez de poursuivre la trajectoire annoncée. Soit. J'attends avec impatience la déclinaison opérationnelle d'un budget sensible au genre. Pour l'instant, j'ai du mal à comprendre exactement ce que ça peut recouvrir, mais dont acte, pas de procès d'intention sur cette question.

J'entends la question du budget autour du climat, du budget vert. Et je pense qu'on a raison d'accélérer dans la période dans laquelle nous sommes cette sensibilité au budget vert.

En revanche, cette année plus que jamais, les orientations budgétaires, Monsieur le Vice-président, méritent une écriture prospective très fine justement, malgré le brouillard dans lequel vous êtes, tant le contexte international pèse et pèsera encore demain. Et nous devons opérer sans doute des choix quasiment en temps réel.

Les projets d'investissement impactent forcément nos décisions. Vous les avez présentés, ils sont en sensible augmentation, je le note et c'est bien, pour 2023. Et si l'on se place uniquement du point de vue de l'essor économique qui en découle, on peut effectivement s'en réjouir parce que je crois que le contexte dans lequel nous entrons, socioéconomique, va être extrêmement difficile pour l'année 2023.

Pour le seul budget principal, vous évaluez le recours à l'emprunt à hauteur de 180 millions en 2023, contre 89 millions en 2022. Au regard des orientations d'investissement, ce chiffre, je le dis, trouve sa justification.

Ce qui m'inquiète un peu plus, en revanche, c'est que vous ne formulez aucune prospective de l'encours de la dette à la fin de mandat. On nous parle de la fin de l'année 2023, vous rappelez que la capacité de désendettement était de 4 ans fin 2021, 4,7 fin 2022, projetée à 5,9 fin 2023. Mais dans un débat d'orientations budgétaires, on se projette, on est dans la prospective. Sans doute que cette prospective est un peu courte. Et plus que jamais, nous avons besoin d'atteindre un cap, de maîtriser les contraintes que nous imposons et d'anticiper celles qui s'imposeront à nous.

Donc ma question est simple, Monsieur le Vice-président, où est passée cette stratégie financière, cette prospective ? Qu'en sera-t-il de l'endettement à la fin du mandat ? Et de quelle capacité d'investissement disposerons-nous dans le mandat prochain ?

Sécuriser l'avenir, en tout cas c'est ce que je pense, c'est notre responsabilité. Et je crois fondamental que notre responsabilité d'aujourd'hui sera notre liberté de demain. Alors, soyons libres, Monsieur le Vice-président, et essayons d'anticiper ce que pourraient être nos finances après la fin du mandat. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Juste un petit point pour apporter un élément à la fois de réponse et de contribution au débat. Sur l'accueil de 9000 nouveaux habitants, chez Rodolphe. Si on prend les données de l'Insee 2013-2019, celles qui sont publiées avec le plus de recul, on a 1,5 % d'accroissement de population, de taux de croissance annuel moyen, sur Nantes Métropole sur cette période, dont à peu près 0,6 point, soit 40 % résultant de l'accroissement naturel.

Donc de toute façon, on aura 3 600 habitants supplémentaires, sauf à imaginer qu'on se débarrasse d'un certain nombre d'habitants et qu'on organise d'autres implantations en France dans des départements qui pourraient être en mal d'habitants pour assurer leur développement. Et puis le développement de notre territoire suppose de toute façon des migrations d'actifs ou d'étudiants, puisqu'on a aussi développé des écoles, de grandes écoles, une grande université, Nantes Université, et que tout ceci attire nécessairement des habitants.

Donc je pense que sans forcer le trait, on pourrait sans doute dire qu'on a peut-être 7-8 000 habitants qui de toute façon viendront. Donc à la marge, je ne sais pas si vraiment il faut se battre et s'empailler sur 1 000 ou 1 500 habitants supplémentaires chaque année, même si accumulé année après année, j'entends bien qu'il faut bien les loger, leur offrir des services. Mais franchement, arrêtons d'agiter cette espèce de marionnette de la surcroissance démographique parce qu'elle est fautive et elle ne correspond pas à la réalité. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Merci, Madame la Présidente. Il y a déjà beaucoup de choses ont été dites. Je crois que là on peut se mettre d'accord, c'est que l'on vit aujourd'hui période compliquée et que l'ensemble des élus que nous sommes et qui exerçons des responsabilités dans des collectivités territoriales, on voit bien que construire un budget, c'est aujourd'hui assez compliqué avec – ça a été rappelé à l'instant par Rodolphe Amailland – l'attitude de l'État qui transfère des compétences, qui supprime progressivement toute autonomie fiscale. Même si je le rejoins là aussi, Pascal Bolo a toujours une mémoire un peu sélective et qu'il oublie tout ce qui s'est passé avant 2017, c'est toujours un peu dommage. Le contexte de l'inflation, le contexte de coût de l'énergie, tout ça fait que ce n'est pas simple et nous reconnaissons que le contexte n'aide pas à avoir quelque chose qui soit clair. Pascal Bolo évoquait le brouillard et je crois qu'on peut partager ce point de vue.

Pour autant, notre responsabilité d'élus locaux, c'est d'agir, mais c'est aussi de choisir. Et moi, j'ai le sentiment ou presque la conviction, en lisant ce rapport d'orientations budgétaires qu'en réalité, vous ne faites pas de choix, si ce n'est de dépenser toujours plus au risque de dégrader fortement la situation qui était – et nous le reconnaissons – saine.

Notre capacité de désendettement va progressivement mais fortement se dégrader pour atteindre, à l'issue du mandat, dix ans, qui était sous le mandat précédent une ligne rouge qu'il ne fallait absolument pas atteindre ni franchir.

Sur les recettes, on constate une hausse des recettes due d'un côté à l'inflation et aux compensations de nos pertes de recettes fiscales et puis à des choix internes. L'augmentation de la taxe d'enlèvement d'ordures ménagères, la création de la taxe Gemapi, l'augmentation des tarifs de l'eau. J'ai été surpris de ne pas voir dans le rapport un mot sur la taxe spéciale d'équipement qui, de mémoire, devrait être instaurée sur le territoire métropolitain puisque la Métropole, après s'être retirée, a décidé de revenir dans l'établissement public foncier de Loire-Atlantique.

Et comme c'est un établissement public, il y a une taxe qui doit être prélevée, et j'ai été surpris de ne pas la voir apparaître dans le budget 2023. Et donc, je souhaiterais que vous puissiez nous en dire un peu plus sur le calendrier d'instauration de cette taxe qui sera payée par nos concitoyens et les entreprises du territoire.

Effectivement, Monsieur Bolo a rappelé que la taxe foncière n'augmenterait pas, j'ai envie de dire heureusement. Après l'augmentation du taux de la taxe foncière de près de 900 % sur le mandat précédent, vous n'allez peut-être pas nous refaire le coup à tous les mandats, et de revenir en permanence sur les engagements que vous avez pris devant les électeurs.

Sur la question des dépenses, j'ai lu le journal, donc j'ai appris plein de choses. J'ai appris le calendrier du musée Jules-Verne que vous appelez "cité imaginaire". J'ai appris le projet d'écologie urbaine que des élus, sans doute moins communicants, auraient appelé simplement "extension de la déchetterie et de l'usine d'incinération". C'est toujours agréable quand on est un élu local de découvrir dans la presse les décisions qui vont être prises. Mais c'est sans doute à l'image de la gouvernance que vous avez voulu instaurer, Madame la Présidente.

Sur les dépenses toujours, je ne vous étonnerai pas en vous disant que nous restons en désaccord sur un certain nombre de projets et d'investissements que vous avez décidés. Nos désaccords n'ont pas changé sur des projets coûteux. Je ne reviens pas sur le pont Anne de Bretagne, sur les bouts de ligne de tram sur l'île de Nantes, sur un certain nombre d'aménagements urbains que vous avez prévus.

Nous, ce que nous souhaitons avec mes collègues du groupe Avenir Métropolitain, c'est que la métropole assume ses responsabilités, bien sûr, mais fasse des choix. Et nous continuerons à faire, comme nous l'avons fait ces dernières années, des propositions pour limiter au maximum les atteintes au pouvoir d'achat des habitants de la Métropole. Donc vous pouvez compter sur nous pour être une opposition à la fois déterminée, mais constructive et à continuer à faire des propositions dans les semaines et les mois à venir.

Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Robin Salecroix. »

M. Salecroix : « Merci, Madame la Présidente. Bonjour à toutes et à tous.

Chers collègues, dans un contexte d'incertitude, de vents contraires, plusieurs options s'offrent à nous. Soit se replier, réduire la voilure, entretenir l'austérité ou au contraire, ne pas baisser la garde et continuer de développer le service public, soutenir l'économie locale, investir pour préparer l'avenir.

Ce rapport d'orientations budgétaires traduit cette dernière orientation choisie par notre majorité, n'en déplaise à Monsieur Bainvel, et le choix d'allier encore et toujours la réponse aux défis socioclimatiques, malgré les incertitudes nombreuses du contexte économique et social.

L'heure est en effet grave avec les menaces que font peser sur nos finances les conséquences de la crise hyper inflationniste et de la crise énergétique.

Dans la suite des propos de Monsieur Garot, nous prenons d'ores et déjà ou nous prendrons demain dans le cadre de nos renouvellements de contrat de plein fouet – cela a été largement débattu ce matin – les hausses de prix des fluides, de gaz ou de l'électricité.

Cette situation, nous en sommes convaincus, ne peut plus durer. Et c'est le système global de dérégulation du marché de l'énergie qu'il nous faut plus que jamais interroger, questionner, et pour notre part, combattre. Je suis d'ailleurs ravi de voir tout le monde à gauche ce matin désormais d'accord sur la nécessité d'un contrôle public du secteur, ce qui n'a pas toujours été le cas, donc tant mieux.

Cette gestion de crise de la part de l'État est évidemment critiquable, mais c'est aussi de vision stratégique dont il manque tant. C'est bien faute d'investissements suffisants dans le domaine, et notamment dans le mix énergétique nucléaire plus renouvelable, de libéralisation à marche forcée, que nos services publics sont désormais menacés et que les Français risquent de subir délestages et coupures.

Les élus communistes, attachés à un grand service public national de l'énergie, n'accepteront jamais cet état de fait et continueront, dans cette assemblée comme ailleurs, évidemment de combattre ces orientations mortifères. De cap mortifère, il en est également question avec les différentes réformes de la fiscalité locale qui entraînent la réduction forte de l'autonomie de nos collectivités, tout en amenuisant aussi toujours plus le lien entre nos finances et le dynamisme de notre agglomération.

À l'inverse des orientations du duo Emmanuel Macron-Élisabeth Borne, nous souhaitons nous maintenir une dynamique locale vertueuse, comme en atteste notre haut niveau d'investissement prévu pour 2023.

Ces investissements, au-delà de répondre aux besoins immédiats des populations, participent également à adapter – nous en sommes persuadés – notre agglomération aux défis de demain, qu'ils soient démographiques, sociaux ou environnementaux.

C'est le cas lorsque nous investissons pour adapter, renforcer notre réseau de transport public, avec l'acquisition, par exemple, de nouvelles rames de tram ou encore de nouveaux bus. C'est aussi le cas relativement à la transition énergétique et la rénovation des bâtiments et de notre patrimoine. Concernant également le cycle de l'eau, avec la hausse des renouvellements de réseaux d'assainissement ou la poursuite de la modernisation de nos ouvrages. À l'égard aussi de nos objectifs de construction et de rénovation de logements sociaux, domaines où nous devons évidemment collectivement corriger la trajectoire et je ne peux qu'abonder les propos de Marlène Collineau dans le domaine.

Un petit point d'attention peut-être suite aussi également aux propos de Monsieur Amailland, à cette espèce de refrain qui voudrait opposer les habitants déjà là et les habitants de demain. Effectivement, cela a été rappelé, le solde naturel de notre collectivité est issu pour beaucoup évidemment de nos enfants, de nos petits-enfants. C'est aussi à eux que nous devons penser lorsque nous bâtissons des logements.

Mais c'est aussi le résultat – et nous pouvons être fiers – d'une attractivité. Mais l'attractivité, ce n'est pas une politique publique en soi, c'est surtout la conséquence de politiques publiques qui fonctionnent bien, de services publics qui fonctionnent bien et d'un territoire qui se porte bien. Donc nous n'opposerons jamais les habitants déjà là et ceux de demain. Et évidemment, nous devons accélérer dans le domaine de l'urbanisme ou encore du logement.

Le volet fonctionnement, quant à lui, reflète l'augmentation – cela a été rappelé – du niveau des dépenses contraintes par l'inflation, la revalorisation du point d'indice des agents non compensée par l'État, mais également la refonte du régime indemnitaire, politique volontariste de notre métropole pour redonner du pouvoir d'achat à nos agents.

Là où le pouvoir en place refuse obstinément toute véritable revalorisation des salaires, nous assumons de prendre notre part à Nantes Métropole. Nous continuerons d'ailleurs à être attentifs dans ce cadre à la nécessaire adéquation entre budget de fonctionnement et notre cap soutenu en investissement.

Chers collègues, nous en sommes convaincus, ces lignes de force de nos orientations budgétaires pour 2023 viennent démontrer plus que jamais que les collectivités locales sont une des solutions pour sortir notre pays du marasme dans lequel Emmanuel Macron et des décennies de politiques libérales l'ont plongé. Elles traduiront aujourd'hui comme demain sur le terrain une métropole plus solidaire et respectueuse de son environnement. Je vous remercie de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole à Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Merci, Mahel, Marlène et Robin de votre soutien et de vos expressions que je partage évidemment très largement. Et puis merci aussi, Rodolphe. Et je voudrais même te féliciter puisque tu nous as dit : "agir pour ne pas subir". Cette formule, la première fois que je l'ai entendue, c'était dans la bouche de notre Présidente, Johanna Rolland. Et donc je voudrais te féliciter pour la qualité de tes références. »

Rires

M. Bolo : « C'est peut-être une assonance vertavienne, effectivement, qui joue là.

Ensuite, tu m'as reproché d'avoir une mémoire trop courte. Je vais la rallonger. Je vais la rallonger et on peut jouer à ça pendant un moment puisque je vous rappelle que Nicolas Sarkozy a supprimé la taxe professionnelle un soir à la télévision, sans même en prévenir les services du ministère des Finances. Donc on peut... je pense que ce n'est pas très utile.

Et je voudrais revenir sur ce que disait Bertrand tout à l'heure, avec juste raison, que les métropolitains font des bébés et qu'il convient de nous en réjouir. Et il convient également, parce que c'est notre responsabilité, de veiller à ce que si c'est leur choix, ils restent chez nous. Et que nous ne pouvons pas – et on en a souvent discuté sur les questions de logement, mais aussi de service public – nous mettre dans la situation où on leur dirait : "excusez-nous, mais on n'a plus de place pour vous, il faut que vous alliez ailleurs". Ou alors que nos anciens soient priés de laisser la place un peu plus vite que leur espérance de vie légitime. Non, on voit bien que ce n'est pas possible.

Donc notre responsabilité, c'est bien d'accompagner, ce qui reste un développement extrêmement positif parce que je l'ai déjà dit et je le répèterai sans cesse, craignons, mes chers collègues d'être de ces territoires qui perdent des habitants et que les jeunes sont obligés de fuir parce qu'ils ne peuvent pas y construire un avenir.

Là où je suis d'accord avec toi aussi, Rodolphe, c'est quand tu soulignes la difficulté de la prospective. Oui, nous avons une difficulté prospective. Simplement, nous avons un objectif : ne pas dépasser les dix années de capacité de désendettement. Et ça me permet de te faire observer que le montant de l'encours de dette est certes un chiffre important, mais il n'a aucune réelle signification si on ne met pas en rapport la capacité d'épargne. Si tu as un très haut niveau de dette et un très bas niveau d'épargne, tu auras une capacité de désendettement qui va exploser. Et là, effectivement, c'est problématique.

Et tout notre enjeu, c'est justement d'arriver à conserver un niveau d'épargne de fonctionnement suffisant pour pouvoir assumer une augmentation nominale de notre dette qui ne dégrade pas au-delà du raisonnable et au-delà des marges de manœuvre que nous nous sommes données, les ratios financiers de notre collectivité.

Donc effectivement, soyons durablement libres. Et c'est vrai que c'est aussi la qualité de notre gestion, c'est aussi l'effort de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement qui fera que nous pourrons durablement être libres de proposer à cette métropole et à ses habitants le haut niveau de service public et le haut niveau de qualité de vie qu'ils sont en droit d'attendre.

Je terminerai en répondant à Julien Bainvel. On ne dépense pas toujours plus, on agit toujours mieux. Et je crois que c'est cela aussi que ça traduit. Évidemment, si on avait une augmentation de nos dépenses pour un même niveau de service, pour un même niveau d'équipement, pour un même niveau de qualité d'infrastructures, là oui, ce serait problématique. Mais les dépenses, y compris supplémentaires que nous faisons, sont des dépenses utiles. Elles profitent à notre territoire, elles profitent à ses habitants et je crois que c'est la trajectoire qu'il convient de conserver. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste quelques mots en conclusion de ce débat avant de mettre aux voix. Merci d'abord pour la qualité des échanges et je voudrais saluer tout le travail préalable extrêmement conséquent qui a été fait par nos équipes. Oui, effectivement, nous faisons des choix parce que je pense que plus il y a du brouillard, plus c'est la crise, plus il faut faire des choix et les assumer.

Le premier choix que nous faisons, c'est de maintenir un niveau d'investissement important, ça a été rappelé, 550 millions pour l'année prochaine. Je lis ici ou là, sur les réseaux sociaux notamment, je l'ai moi entendu d'ailleurs dans l'Assemblée, que ce serait trop. Moi, j'assume que la Métropole doit jouer son rôle. J'assume que nous sommes la locomotive du département et de la région. J'assume que les acteurs économiques de ce territoire nous disent : "nous avons besoin que vous mainteniez le cap et que vous le teniez", et c'est ce que nous faisons.

Ensuite, parmi nos différentes politiques publiques, là aussi, nous assumons des choix. 150 millions pour les transports en commun, c'est un axe absolument majeur pour nous. 100 millions, cela a été rappelé, pour les budgets de l'eau, assainissement, déchets et stationnement. Nous allons continuer sur cette voie.

Nous assumons des choix aussi, je dis un mot, d'un sujet d'actualité dans d'autres espaces. Nous nous refusons dans la période actuelle de tourner le dos aux acteurs culturels. Nous considérons que l'aide à la création est majeure. Nous considérons que quand les groupes de nos territoires vont rayonner à Avignon, ils portent aussi une partie de l'image, de la qualité et de la capacité de rayonnement de notre territoire. Nous tiendrons donc cette ligne.

Et puis enfin, notre métropole – et pour moi, c'est un élément essentiel, je sais que les maires, dans la diversité de nos sensibilités politiques, y sont attentifs et a raison – sera à nouveau aux côtés des communes. Je rappelle que ce sont 36,9 millions d'euros qui seront réservés au titre de ce qu'on appelle la dotation de solidarité communautaire. Je rappelle aussi que nous activons nos fonds de concours. Je rappelle que le fonds de concours intercommunal en investissement sera lui aussi mobilisé sur les projets intercommunaux. C'est ce qui fait que nous sommes parmi les métropoles les plus redistributives de notre pays et je crois que c'est essentiel.

C'est essentiel parce que, particulièrement dans cette période d'incertitude nationale que nous connaissons, nous avons besoin d'être à côté des communes. C'est ce à quoi nous travaillons. Et je veux saluer les échanges que nous avons en conférence des maires qui nous permettent de poser ces sujets, tranquillement, sérieusement, en bonne intelligence, dans le respect du rôle de chacun.

Chers collègues, je vous invite à vous munir de vos boîtiers pour passer au vote. On peut-être s'épargner le boîtier. Je retiens la suggestion d'Alain Vey puisque nous avons simplement, je le rappelle, à voter sur le fait que le débat a eu lieu. Merci, cher Alain, de cette suggestion.

Je mets donc aux voix le fait que le débat ait eu lieu. Des oppositions ? Des abstentions ? Nous pouvons donc naturellement acter collectivement que nous avons bien tenu notre débat. »

6 – RAPPORT SUR LA SITUATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE 2021-2022

M^{me} la Présidente : « Je donne la parole à Tristan Riom pour la délibération n° 6. »

M. Riom : « La délibération n° 6, c'est le rapport développement durable. Vous n'êtes pas sans savoir qu'il y a eu une COP il y a quelques mois, c'était cette année. Et au cours de cette COP, un certain nombre de scientifiques nous ont alertés sur le fait que la trajectoire 1,5° sur laquelle on s'était engagé pendant les accords de Paris n'est plus tenable.

Donc ça, ça doit nous interpeller, ça doit nous inquiéter. Ça doit nous amener à un certain nombre d'enseignements en termes d'aménagement du territoire et ça doit aussi nous encourager à, en quelque sorte, sortir la tête du sable, amplifier sur les questions de développement durable, admettre la fin d'un modèle productiviste et qui détruit la planète et finalement nous poser la question en termes d'habitabilité du territoire.

Tout ça, c'est bien beau, mais une fois qu'on a posé ce constat un peu alarmant, on doit agir concrètement. Le rapport développement durable, c'est justement comment on agit concrètement tous les jours et quelles sont les trajectoires que l'on suit sur la métropole.

C'est un exercice qui est obligatoire, on le fait tous les ans, c'est légalement obligatoire. À Nantes Métropole, on fait le choix de le présenter de manière concomitante avec le DOB justement pour marquer le fait qu'on oriente vraiment nos politiques publiques en fonction des enjeux du développement durable.

Ce rapport développement durable, il est organisé selon cinq catégories et vous pouvez voir dedans qu'on reprend un certain nombre d'actions et qu'on a aussi un certain nombre d'indicateurs qui nous permettent d'apprécier l'effet de nos politiques publiques.

Le premier sujet, c'est bien sûr la sobriété carbone. Cette année, on a reçu le prix au niveau de la Métropole, donc Territoire engagé dans la transition énergétique, cinq étoiles. Ce qui marque qu'au niveau européen, nous sommes très engagés sur ces questions-là. On s'inscrit aussi dans les programmes européens comme "100 villes climatiquement neutres et intelligentes". Donc on marque et on est très investi sur ces questions à un échelon international.

Mais on a aussi une série d'actions locales dont on a parlé ce matin sur la question de transition énergétique, sur la question de développement des transports en commun. Bref, la ville climatiquement neutre, on la développe sur l'ensemble de notre métropole. Et on a pour ça un indicateur qui montre bien ça, c'est qu'on a réduit de 30 % les consommations de gaz à effet de serre par habitant entre 2003 et 2020. 30 %, c'est énorme. Il faut que l'on continue l'effort puisqu'on n'a pas encore atteint la neutralité carbone, bien sûr. Mais il n'empêche que ça marque que nous pouvons agir.

Le deuxième élément que l'on regarde, c'est la consommation et les modes de production. Évidemment, il y a la question du développement des énergies renouvelables. On produit une énergie locale, mais c'est aussi lutter contre le consumérisme qui est un vrai fléau d'un point de vue environnemental. Et donc on a pour ça un indicateur qu'on utilise dans le rapport, c'est le nombre de tonnes valorisées dans les différentes ressourceries de la Métropole. Alors là, on a quand même un objectif, ça progresse fortement. Et on a en 2020 1 842 tonnes de produits qui ont été valorisés. À 80 %, c'est du textile, mais on voit que l'augmentation est assez prometteuse sur ce sujet.

Troisième volet, c'est la reconquête de la biodiversité. Ça, c'est un sujet évidemment qui doit nous préoccuper fortement. Il faut savoir que le rapport développement durable fait aussi état d'éléments on peut dire exogènes, c'est-à-dire qu'il nous dit aussi quel est le nombre de journées chaudes par exemple sur la métropole par an. On est passé de 30 journées chaudes par an à 50 entre les années 60 et aujourd'hui. Donc ça augmente et on sait que ça va augmenter encore plus. Et la préservation de la biodiversité de la nature en ville, c'est un enjeu aussi de lutte contre les îlots de chaleur. Sur cette question, on a des choses intéressantes à montrer, comme le fait que la Métropole a fortement réduit sa prédation contre les espaces forestiers. Sur quelques dizaines d'années, on a divisé par deux la prédation sur les espaces forestiers et on a aussi fortement augmenté le nombre, la présence d'arbres sur les espaces publics. On a fait +50 % d'arbres entre 2013 et 2020. Donc là aussi, ce sont des politiques publiques sur le long terme qui ont concerné un grand nombre de vice-présidents au fur et à mesure des années. Mais ça montre que concrètement, on arrive à faire des choses très intéressantes.

Sur le domaine de la santé, là aussi on a un ensemble de choses qui sont assez long terme. Souvent, les politiques santé, ça passe sous forme de plan pluriannuel. Ce sont des choses qui sont très longues, très structurantes, surtout quand on parle de santé environnementale. Mais on a des indicateurs pour l'apprécier, comme la réduction des polluants atmosphériques. Ça, c'est aussi intéressant de voir que oui, on arrive à faire des choses. Ça passe notamment par des politiques de transports. Le nombre de kilomètres de pistes cyclables par 100 000 habitants est passé de 82 à 119 entre 2003 et 2020. Donc ça augmente fortement et ça a des effets concrets. Parce que sur les pollutions en NO₂ par exemple, on a divisé par deux la quantité de polluants sur la même période.

Donc là aussi, c'est très technique, etc., mais c'est un message important et intéressant à faire passer à notre population, c'est qu'on investit beaucoup d'argent et ça a de l'effet sur ce qui les concerne. Concrètement, par exemple en termes de pollution atmosphérique, ce qui est une préoccupation majeure. Le rapport développement durable nous montre aussi la perspective puisqu'on va devoir prendre une série de nouvelles mesures sur les pollutions atmosphériques par exemple, puisque les normes ont augmenté et on a encore beaucoup d'efforts à faire.

Je vous ai cité les quatre premières catégories. La dernière catégorie dont s'occupe le rapport développement durable, c'est l'alimentation et l'agriculture.

Là, on a une politique publique, pour n'en citer qu'une, assez importante, qui est notamment un appel à manifestation d'intérêt qui nous permet d'accompagner des porteurs de projets. On a une quinzaine d'installations qui se sont concrétisées grâce à cette politique publique. Et du coup, nous pouvons l'affirmer, et vous avez les éléments chiffrés dans le rapport, sur la métropole de Nantes, nous gagnons des espaces agricoles. Sur la métropole de Nantes, nous augmentons fortement la part d'agriculture biologique. On a fait +2,5 points sur la période étudiée et on maintient le nombre d'installations. Donc voilà, nous allons à contrecourant d'un mouvement national de recul des terres agricoles. Et là aussi, c'est dû à un fort volontarisme.

Pour terminer, parce que la question de la transition écologique, ça s'ancre dans tout et tous les territoires, donc on fait le choix de faire une présentation par commune. Donc vous avez une carte par commune des différentes installations en termes de jardins collectifs, que vous pouvez retrouver, et un zoom sur un sujet qui a été travaillé particulièrement sur cette année. Pour faire des jaloux, je vais n'en citer qu'une, je vais vous citer la ville d'Orvault où on a fait une zone de rénovation concertée. Donc on a travaillé à en quelque sorte accélérer fortement la rénovation sur la ville d'Orvault avec ce dispositif travaillé avec Laurent. Je vous en ai cité une sur les 24, vous pourrez aller voir les 23 autres.

Enfin, le rapport développement durable se termine nécessairement par en quelque sorte la responsabilité sociétale des organisations, c'est-à-dire comment la Métropole s'organise pour faire attention à sa manière de fonctionner. Ce n'est pas anodin puisqu'une métropole, ça a beaucoup d'agences, ça a des élus également. Donc on a un impact fort et surtout on a beaucoup d'impact en termes de commande publique. Hervé Fournier vous avait présenté il y a quelques mois le SPAR, le Schéma de Promotion des Achats Responsables, et donc on vous fait un retour aussi un peu qualitatif de l'avancée de ce SPAR dans le rapport développement durable.

En conclusion, les scientifiques nous alertent pour dire que l'état écologique de la planète s'empire. C'est inquiétant. Il faut que l'on amplifie et que l'on maintienne les efforts. Il n'empêche qu'on voit qu'on a des trajectoires, des choses qui fonctionnent. Il faut s'appuyer dessus et il faut continuer à affirmer que l'habitabilité de notre planète, c'est quelque chose auquel il faut faire attention et donc amplifier les efforts sur ce sujet. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Nathalie Blin. »

M^{me} Blin : « Madame la Présidente, chers collègues, je me permets ici de souligner la qualité du rapport qui nous est présenté sur la situation en matière de développement durable pour la Métropole. Ce document qui énumère et donne les premières évaluations de nos actions au service de la transition écologique, celles dont nos territoires ont besoin, apporte un point d'étape essentiel à la compréhension des politiques mises en œuvre. Nous préparons l'avenir en liant les besoins de transition écologique aux enjeux sociaux d'aujourd'hui et de demain.

Ce rapport 2021-2022 met en lumière de nombreuses avancées sur lesquelles la collectivité peut s'appuyer pour poursuivre voire accélérer les processus engagés. Nous saluons ainsi les efforts en termes de réduction de consommation énergétique par habitant, notamment avec l'amélioration de l'isolation des logements sociaux ou avec le déploiement des réseaux de chaleur.

Je tiens aussi à souligner la stratégie vertueuse mise place concernant l'eau et l'assainissement et plus particulièrement la réfection des réseaux et les travaux en cours sur l'usine de l'eau de la Roche. Les investissements réalisés vont permettre d'économiser ce bien commun qu'est l'eau et d'améliorer encore notre service public. L'été dernier a d'ailleurs démontré toute la pertinence notre démarche.

Nous approuvons aussi les projets concernant le développement de la production d'énergies renouvelables sur le territoire, avec en vue la décarbonation progressive de la consommation énergétique du territoire, de même que l'extension des réseaux de transport public, le renouvellement et la rénovation de nos matériels roulants ou enfin la mise en application d'une écoresponsabilité de nos marchés publics.

Pour ce qui est de l'aspect nourricier du territoire, nous insistons sur la nécessité de préserver les terres agricoles d'un étalement urbain non maîtrisé en privilégiant clairement une densification urbaine, densification accompagnée d'un maillage resserré en services publics locaux.

Face aux changements climatiques, notre métropole peut être fière de mettre en place des politiques publiques qui contribuent à l'effort collectif de réduction d'émission de CO₂ et de sortie progressive des énergies fossiles. Il reste encore beaucoup à faire, mais notre but est clair : continuer à concrétiser le développement durable et solidaire de la métropole. Je vous remercie de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Matthieu Annereau. »

M. Annereau : « Merci. Alors, ce rapport développement durable, un enjeu très important. Pour vous signifier que nous validons bien entendu la stratégie qui a été évoquée et vous remercions pour les indicateurs auxquels nous pouvons de cette manière avoir accès.

Nous souhaitons nous attarder un peu plus précisément sur la partie bilan d'émission de gaz à effet de serre. Et pour cela, comment ne pas regarder de plus près le sujet des mobilités sur notre territoire et donc des conséquences en termes d'émission de gaz à effet de serre. Je parle bien entendu des bouchons monstres des véhicules que nous pouvons observer. À certaines périodes de la journée et de la semaine, on peut maintenant avoir besoin de jusqu'à trois quarts d'heure/une heure pour relier Saint-Herblain au centre-ville de Nantes. Et donc on imagine l'impact que peuvent avoir les gaz à effet de serre ainsi générés. Pas de position dogmatique ou idéologique, comme a pu l'avoir il y a quelque temps un maire d'une grande ville de la métropole, en exprimant, je cite, que : "par la porte ou par la fenêtre, il n'y aura plus de voitures dans le centre-ville de Nantes". Non, ce n'est pas l'objectif, ce n'est pas réaliste et ça ne fait que bloquer les situations et cela nous empêche très clairement d'avancer. Il nous faut une stratégie nouvelle en termes de mobilité sur notre territoire.

Pour cela, nous vous demandons de saisir la main tendue par le gouvernement sur la mise en place de RER au niveau métropolitain et notamment sur notre territoire, une véritable nécessité compte tenu des bouchons que je viens d'évoquer.

Et puis, nous nous permettons également à l'occasion de cette délibération de vous interroger sur votre engagement de campagne, Madame la Présidente, quant à une étude sur le métro sur notre territoire. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste un petit mot sur l'interpellation qui est la vôtre sur le RER métropolitain, cher Mathieu Annereau. Vous dire bien tranquillement, mais bien clairement, que nous ne vous avons pas attendus ni que vous nous tendiez la main. Et d'ailleurs, je crois que l'annonce émane du Président de la République, donc je pense que chacun est bien dans son rôle.

Le Président de la République a donc fait cette annonce – je crois pouvoir le dire, des échanges personnels que j'ai eus avec un certain nombre de ministres – à la surprise générale. J'ai salué cette annonce. J'ai indiqué que naturellement, la Métropole était tout à fait intéressée et disponible pour travailler à ce sujet. J'ai d'ailleurs écrit dès le lendemain à la Première ministre pour dire que nous étions tout à fait disposés à le faire.

Et je crois que nous serons nombreux sur ces rangs à attendre avec impatience que sur ce sujet comme sur d'autres, le gouvernement passe d'une logique de communication à une logique d'action. Parce que, pour ma part, quand j'ai interpellé un certain nombre de représentants de l'État sur le sujet, que ce soit à l'échelle nationale ou à l'échelle locale, en disant "quel calendrier, quelles modalités, quelle part de financement concrète, comment ça va se passer ?", je dois faire le constat qu'à ce stade, mes différents interlocuteurs locaux et nationaux n'avaient pas d'information.

Je crois donc que l'étape est devant nous, c'est que la Métropole et la Région ensemble, en bonne intelligence, dans un esprit d'intérêt partagé pour le territoire – et je l'ai découvert dans une attention à l'étoile ferroviaire que je ne peux que saluer – puissent agir de concert pour dire comment, en effet, nous pouvons avancer sur ce sujet. Mais je le dis parce que je ne voudrais pas qu'ici on leurre les habitantes et les habitants de la Métropole. Le ministre des Transports a lui-même indiqué l'échelle de temporalité sur ce sujet et force est de constater que dans ses propos, il n'évoque pas le mandat qui est devant nous.

En tout cas, la Métropole est prête, elle est archi prête. La vérité c'est que sur l'étoile ferroviaire, ça fait 15 ans qu'on est prêt, 15 ans qu'on a des positions de fond. Donc, allons-y avec enthousiasme et détermination. J'espère que tout le monde sera rendez-vous avec le même niveau d'engagement sur le sujet.

Erwan Bouvais. »

M. Bouvais : « Merci, Madame la Présidente, Monsieur le Vice-président, chers collègues.

Ce rapport est pour nous l'occasion de saluer le travail engagé depuis de nombreuses années par les communes de la Métropole nantaise, leurs habitants et les acteurs économiques. Il est toujours possible de faire mieux, mais il est important de confronter les objectifs à atteindre et les principes de réalité tout en ayant toujours en tête la capacité d'adaptation et d'acceptation de nos concitoyens.

Sur les cinq thèmes de référence, il me semble que sur trois d'entre eux – la sobriété carbone, les modes de production et consommation durable, l'alimentation et l'agriculture – le bilan de la période 2021-2022 est globalement très positif.

Sur la thématique de l'environnement favorable à la santé, il me semble que certains voyants sont à l'orange.

Nous voyons se multiplier de petits déserts médicaux dans plusieurs quartiers de la métropole qui peuvent entraîner des difficultés et des retards dans l'accès aux soins.

Par ailleurs, autant la mise en place d'une charte sur l'aménagement numérique en février 2022 était positive, autant nous ne pouvons que constater son inefficacité au regard de la toute-puissance des opérateurs qui peuvent déployer à loisir leurs antennes 5G sans que les élus locaux puissent réellement intervenir. Notre charte doit être confortée par une évolution de la législation.

Enfin, je suis beaucoup plus réservé sur la reconquête de la biodiversité. Car s'il faut se féliciter de la finalisation de l'Atlas sur les 24 communes, on peut avoir beaucoup de doutes sur la préservation des zones humides ou la place de l'arbre sur le territoire métropolitain en poursuivant une densification toujours plus massive.

À titre d'exemple, pris au hasard, je vais rapidement développer une situation sur la commune de La Chapelle-sur-Erdre. Dans la ZAC des Perrières, la commune avait délimité une parcelle pour accueillir un équipement public. Cette parcelle est composée d'une zone humide et d'une zone boisée. Très honnêtement, on aurait pu défendre l'idée de mettre en œuvre la stratégie "éviter, réduire, compenser" pour un équipement public de type gymnase. Mais au regard de ce rapport, comment une municipalité peut-elle encourager et soutenir un projet privé d'installation d'un complexe cinématographique de six salles ?

Ce projet, plusieurs fois modifié et à la rentabilité douteuse si on observe la fréquentation des complexes cinématographiques, va engendrer l'abattage de nombreux arbres et aura un impact fort sur la zone humide située à proximité de l'Erdre et d'une zone Natura 2000. Alors, oui aux paroles, mais venons-en aux actes. Merci. »

Mme la Présidente : « Merci Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Oui, merci. Juste un petit mot parce que vous avez eu quelques échanges sur le RER métropolitain. Je pense qu'effectivement, je vous rejoins, Madame la Présidente, sur le fait que les annonces du Président de la République ont été un peu avec un effet de surprise puisque ni les régions ni les métropoles n'avaient été concertées ou informées en amont.

Pour autant, ça apparaît comme une bonne nouvelle, et je pense qu'il faut que nous soyons en capacité de travailler ensemble sur ce sujet. La région est depuis longtemps engagée dans le renforcement de l'offre ferroviaire. On a déjà un certain nombre d'axes et de lignes sur lesquels nous sommes sur des fréquences à la demi-heure en heure de pointe, sur Nantes-Clisson sur, Nort-sur-Erdre-Nantes, sur Savenay-Nantes ou sur Ancenis-Nantes. Mais on peut aller encore plus loin, ce qui va demander des investissements extrêmement importants.

Et si je prends ma casquette de Conseiller régional, on a deux conditions à remplir pour y parvenir. La première, c'est qu'il y ait une participation de la Métropole au financement du projet, parce qu'il faut que sur ce sujet, on puisse changer de logiciel et de modèle. Et les territoires qui sont un peu en avance sur nous sont dans une réelle collaboration et une participation financière des métropoles. C'est le cas à Strasbourg, c'est le cas à Nice, c'est le cas à Bordeaux. Et donc, Madame la Présidente, vraiment, je souhaite que l'on puisse travailler collectivement sur ce sujet et que vous puissiez apporter une réponse positive à la sollicitation qui vous a été adressée par la Présidente de Région sur le fait de travailler ensemble et d'avancer sur un cofinancement métropolitain.

Et puis la deuxième condition, c'est évidemment qu'on ait plus d'informations, plus d'éléments et des financements à la hauteur de la part de l'État et que l'État précise la manière dont il entend financer ce projet dans les différents territoires. Je crois que collectivement, nous sommes prêts à y aller et qu'il faut que nous puissions avancer rapidement sur les questions des modalités. L'ensemble des collectivités y travaille, je sais qu'un vœu va être adopté d'ici la fin de matinée à la Région des Pays de la Loire et je pense qu'il sera adopté par l'ensemble des groupes politiques. Et donc, si vous pouviez répondre à cette petite question, Madame la Présidente, de "êtes-vous prête à engager financièrement la Métropole sur ce projet ?", je pense que ça serait une manière d'avancer concrètement. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je vais être très claire, nous sommes bien sûr prêts à nous mettre autour de la table, bien sûr. Je pense qu'on a deux étapes. Un, il faut que la Métropole et la Région, ensemble, main dans la main, en bonne intelligence, travaillent avec les responsables de l'État concernés pour dire c'est quoi la stratégie. Bien sûr que la discussion financière, elle existe, mais ça ne peut pas être uniquement une discussion budgétaire. On doit parler du fond, on doit parler des objectifs, on doit parler de la manière dont ça sert oui ou non l'étoile ferroviaire. On doit parler des autres intercommunalités. Donc oui, tout à fait prête à être autour de la table. Je l'ai déjà dit, je le redis ici publiquement.

Et puis j'ajoute un deuxième sujet que nous avons en partage. Je pense que la réalité des trajets Nantes-Paris aujourd'hui en train, ce n'est plus possible. Je vous le dis comme je le pense. Et je pense que là aussi, la Métropole est la Région qui, je le rappelle, a quand même une compétence particulière sur le champ du ferroviaire, doit monter au créneau.

Je ne passe plus une semaine sans être interpellée par un habitant de cette métropole qui explique qu'il doit prendre le train d'avant que celui qu'il avait prévu parce que bien trop souvent, il y a des aléas, un sanglier, un détournement, des gens qui au lieu de mettre deux heures pour faire Nantes-Paris font quatre heures.

Je le dis parce que là aussi, il y a un engagement, je le rappelle, qui avait été pris au plus haut niveau de l'État. Et moi, j'ai de la mémoire. Je me rappelle d'Édouard Philippe dans le hall de l'Hôtel de Région qui nous avait dit : "puisque'il n'y aura pas d'aéroport, il y aura du mieux sur le ferroviaire". Je me rappelle d'une Région qui nous a dit : "on va suivre ce qu'on appelle les travaux ERMTS qui sont les travaux de protection pour éviter les aléas". Donc voilà un deuxième sujet de bataille en commun que je vous propose.

Je pense qu'il y a urgence à ce que les avancent sur ce sujet. C'est le quotidien de nombreux travailleurs qui se retrouvent pénalisés sur cette question. Madame Oppelt. »

M^{me} Oppelt : « Merci, Madame la Présidente. Je voulais quand même réagir à l'intervention de Matthieu Annereau sur l'étoile ferroviaire. Vous renvoyez souvent à la responsabilité de l'État, comme malheureusement beaucoup trop de sujets, et vous parlez d'un sujet qui date de 15 ans. Donc déjà vous auriez pu effectivement le faire avancer beaucoup plus rapidement sous le quinquennat de François Hollande, vos alliés.

Et on parle de responsabilité de l'État. Mais là ici aujourd'hui, on est sur la responsabilité métropolitaine. Et vous n'avez pas répondu à la question de l'engagement, la promesse de campagne d'une étude lancée sur le métro métropolitain, étude qui pourrait être intéressante en parallèle à mener. Merci, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste deux mots sur le deuxième point, le Vice-président va vous répondre. Pour le deuxième, pour la bonne compréhension de tout le monde, je pense que vous n'avez pas saisi tout à fait mon intervention. En fait, ceux que j'interpellais sur l'étoile ferroviaire, pour être très claire, mais Monsieur Julien Bainvel le sait, c'est la Région et pas l'État. Merci. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Oui. Alors, sur l'étude sur le métro, on a dit qu'elle se ferait au cours du mandat, donc elle se fera au cours du mandat. Il trouve qu'on a quand même un plan de charge relativement important et bien actif du point de vue de nos services. Et donc moi, je préfère privilégier les services du quotidien et être sûr que nos tramways arriveront, nos grands tramways arriveront en temps et en heure. Et une fois qu'on aura effectivement toutes les certitudes sur leur arrivée, sur leur remisage, qu'on aura préparé les infrastructures, on pourra commencer à effectivement ouvrir cette étude d'opportunité pour savoir si c'est intéressant à travailler. C'est une étude d'opportunité, je crois que c'est l'engagement qu'avait pris Madame la Présidente.

Sur les éléments qui ont été indiqués ici, j'ai bien lu le courrier que la Présidente de la Région a envoyé à notre Présidente. Et il va falloir que l'on s'accorde sur un certain nombre de points. Parce que quand je lis, vous m'excuserez, je vais faire une citation : "en ce qui concerne les services, le développement de l'offre, la Région en assume aujourd'hui intégralement le financement sur le volet de son fonctionnement". Ce n'est pas vrai sur notre territoire puisque dans le cadre de la convention TAN-TER, nous cofinçons les services de transport ferroviaire dès lors que les usagers montent dans un TER sur le périmètre de Nantes Métropole. Donc il faut vraiment que l'on soit bien raccord pour partir sur des bases qui soient bien partagées.

Et puis je tiens à rassurer tout le monde, heureusement que Nantes Métropole participe à la fois au fonctionnement, mais participe aussi au financement d'études et au financement de travaux d'infrastructures. Parce qu'autrement, il n'y aurait pas eu de première pierre pour le pôle d'échanges multimodal dont nous parlerons tout à l'heure puisque nous cofinçons, nous avons cofinancé une partie des travaux de réinstallation des équipements sur le site de Grand-Blottereau notamment. Donc nous prenons nos responsabilités.

Nous prenons aussi nos responsabilités pour cofinancer un certain nombre d'études sur des dessertes régionales. Le dossier LNOBPL, Ligne Nord-Ouest-Bretagne-Pays de la Loire où par exemple, on peut cofinancer aujourd'hui des études pour faciliter l'accès à la ville de Rennes et essayer de gagner en de temps de parcours. Et ça, c'est utile pour nous, mais aussi pour nos amis rennais et les habitants du département puisque c'est le segment entre Redon et Rennes qui est particulièrement visé.

Donc nous prenons nos responsabilités, nous participons à un certain nombre d'études. Et puis Julien Bainvel le sait très bien parce qu'on a travaillé ensemble sur le dossier avec le Vice-président Roch Brancour. On est capable de travailler ensemble, par exemple pour assurer une desserte ferroviaire de l'aéroport, une desserte en bus à haut niveau de service. Et ensemble, nous cofinçons les études qui vont préparer ces deux réalisations.

Donc là, ce n'est pas chacun sur sa compétence. On a échangé et on s'est mis d'accord pour faire ensemble. Donc on est capable de le faire sur un dossier comme celui-ci, il n'y a pas de raison qu'on n'y arrive pas sur le RER métropolitain.

La bonne nouvelle dans tout ça, c'est que c'est quand même la plus haute autorité de notre État qui, un dimanche en fin d'après-midi, a lancé cette nouvelle. Donc moi, je trouve l'idée formidable. Maintenant, j'attends une chose, c'est qu'en plus de la bonne idée de la fin d'un dimanche après-midi, le Président de la République et l'État arrivent avec une besace pleine d'euros pour nous aider et aider SNCF Réseau à cofinancer tout ce qu'il va falloir financer pour mettre en place ces RER métropolitains. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Est-ce qu'il y a d'autres demandes d'intervention ? Jacques Pineau. »

M. Pineau : « Merci, Madame la Présidente. Merci tout d'abord au rapporteur et ainsi qu'aux services pour la grande qualité de cette présentation.

Ce rapport conforte notre objectif, celui de construire la métropole durable de 2030. En effet, chacun a conscience des défis environnementaux considérables qui nous attendent : réchauffement climatique, effondrement de la biodiversité, épuisement des ressources naturelles, montée des nuisances. Nous savons que l'accroissement de la population urbaine est susceptible d'aggraver ces phénomènes, mais nous pensons qu'une transformation en profondeur, celle de la ville durable, est porteuse de réponses face à ces enjeux. Au regard de la situation, cette transition n'est pas une option, mais une nécessité, un travail à mener sans le remettre plus tard, de peur qu'il soit justement trop tard. Pour construire ce nouveau modèle de territoires urbains, notre métropole ne se situe pas dans le registre de l'utopie ou des déclarations d'intention, mais bien dans celui du réalisme, celui qui nous confronte à des défis à la fois économiques, sociaux et environnementaux.

C'est ce qui nous pousse à explorer concrètement toute la gamme de solutions envisageables et en évaluer à chaque fois le degré de pertinence. Cette méthode suppose aussi de notre part une vigilance collective. En effet, et malgré des objectifs de réduction des nuisances environnementales et des inégalités sociales, les projets inscrits dans l'ambition de la ville durable peuvent manquer leur cible en ne prenant pas en compte l'hétérogénéité des moyens et des usages de nos concitoyens et concitoyennes.

Ce nouveau modèle doit, pour être viable, s'adresser et bénéficier à chacun. Les inégalités environnementales et d'accessibilité à l'innovation restent une réalité importante au sein de la population. Alors, méfions-nous de ce que le succès de cette ville durable ne se paye pas exemple par un recul de la mixité sociale ou par un décrochage d'une partie de la population.

C'est pourquoi il nous paraît nécessaire de nous fixer aussi d'autres objectifs à atteindre dans nos actions pour construire ensemble la métropole durable. Nous pensons par exemple à un droit à la ville, droit à la mobilité pour tous ou encore un droit aux transitions. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Nicolas Martin. »

M. Martin : « Madame la Présidente, chers collègues. J'avais plutôt prévu d'intervenir sur la délibération 9 à propos des infrastructures de transport. Mais puisque vous avez évoqué la question du RER métropolitain, je me permets de saisir la balle au bond.

C'est vrai que c'est un enjeu majeur pour notre territoire, que cette facilité du quotidien, elle est demandée par de très nombreux habitants de la métropole, mais bien au-delà. On a la première, deuxième, troisième couronne. Je crois que près de 60 % des collègues qui travaillent à Nantes Métropole habitent au-delà de la deuxième couronne. C'est pour montrer que pour aller travailler aujourd'hui, beaucoup doivent prendre les transports, soit aller jusqu'à un P+R, soit effectivement pouvoir prendre le train. Et aujourd'hui, les fréquences et les amplitudes horaires aujourd'hui ne sont pas du tout satisfaisantes.

Donc beaucoup en rêvent et pourtant, l'étoile ferroviaire est là, le réseau existe. L'étoile ferroviaire de Nantes, elle peut accueillir plus de trains à court terme. Ce scénario est donc réalisable. L'annonce d'Emmanuel Macron a effectivement surpris tout le monde. Elle est non concertée, vous l'avez rappelé, Madame la Présidente, elle est sortie d'un chapeau. Aujourd'hui, les ministres, personne ne sait nous répondre.

Bien sûr, on ne peut que la voir d'un bon œil. Cela dit, d'un point de vue financier, il n'y a pas de réponse. Donc on ne voit pas du tout comment l'État est en mesure de se mettre sur ce dossier. Et on sait aussi que les investissements aujourd'hui de l'État français sont bien en-dessous des enjeux. On a un réseau ferroviaire aujourd'hui avec un vieillissement de 30 à 36 ans contre 17 ans en Allemagne et on investit deux fois moins que nos amis allemands ou italiens.

Alors que sept Français sur dix habitent à moins de cinq kilomètres d'une gare, l'enjeu est de taille, donc investir dans le transport ferroviaire et nos modes alternatifs constitue un enjeu pour réduire l'utilisation de la voiture individuelle, source d'inégalités sociales, économiques et écologiques. Oui, parce qu'aujourd'hui, le pouvoir d'achat, il passe beaucoup dans la voiture individuelle. Et quand on habite en grande périphérie de l'agglomération nantaise, effectivement c'est eux qui payent le prix fort.

Je me réjouis d'entendre que nous allons et que nous sommes prêts pour nous engager avec l'État et la Région pour développer un RER métropolitain. Nous savons qu'un très grand nombre d'usagers de notre métropole habitent au-delà des limites de nos 24 communes et ne peuvent accéder par le train à notre réseau performant de transports en commun et de pistes cyclables.

Ce train du quotidien doit s'inscrire dans notre alliance des territoires. C'est une mesure que les élus écologistes et les associations soutiennent de longue date, une solution de bon sens et de rupture vers laquelle il faut concentrer nos efforts.

Aussi, notre groupe soutiendra bien sûr Johanna Rolland et Bertrand Affilé dans ce dossier pour qu'un travail sérieux et opérationnel soit engagé rapidement en coopération avec la région et l'État sur l'augmentation de l'offre ferrée et la connexion à notre réseau urbain. Saisissons-nous de chaque occasion et la révision, en tout cas de l'évaluation du PDU en 2024, est peut-être l'occasion, Bertrand, de rajouter en tout cas un chapitre de l'histoire dans ce domaine.

Enfin, je voulais citer nos collègues de Strasbourg Métropole, qui sont pionnier en la matière avec la Région Grand Est, qui ont mis en place un syndicat mixte aujourd'hui pour gérer une offre de transport et qui génère aujourd'hui 800 trains supplémentaires chaque semaine sur leur réseau ferroviaire. Donc c'est un chantier qu'il faut ouvrir pour ne pas rester à quai et laisser passer l'opportunité d'améliorer concrètement des trajets du quotidien que de nombreux travailleuses et travailleurs demandent pour vivre dans notre métropole. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Alors, une dernière intervention. Éric Couvez, Julien Bainvel, et je redonne la parole au rapporteur. Je rappelle qu'on a un ordre du jour assez dense, donc j'invite chacun à être synthétique. »

M. Couvez : « Désolé, Madame la Présidente, je devais intervenir également au point n° 8, mais le sujet étant d'actualité, permettez-moi de profiter de cette délibération pour revenir sur notre schéma de développement des transports puisqu'effectivement, le Président de la République a informé son gouvernement et sa majorité relative par voie de presse de son projet de doter les dix métropoles françaises de RER métropolitains.

C'était une belle idée pour développer nos transports publics, réduire les émissions de CO2, augmenter les fréquences pour les usagers, raccourcir les temps de trajet sur la métropole. Mais voilà, le coup de communication est parti, il faut nous en dire un peu plus.

Il lui appartient désormais de pousser la réflexion, de préciser les montants budgétaires en termes d'infrastructures, de matériel et de recrutement de personnel qui seront investis pour le développement de ce moyen de transport ferroviaire qui serait utile aux déplacements et aux mobilités des populations de la grande région nantaise, au développement du service public des transports, au développement économique durable.

La création de ce RER métropolitain doit être l'objet d'une grande concertation entre l'État, la Métropole, la Région, les communes concernées comme l'ensemble des acteurs concernés, pour savoir qui sera autorité organisatrice et dans quelles conditions. S'il voyait le jour, ce projet devrait concilier facilité de déplacements, développement économique du territoire, tarif accessible et respect de l'environnement.

Aussi et pour ce faire, nous nous opposerons à toute mise en concurrence entre la SNCF, exploitant historique du réseau ferroviaire, et les opérateurs privés. Nous avons l'intime conviction que si cette idée se concrétisait, elle serait une chance pour notre territoire, pour un meilleur maillage territorial multimodal de transport qui mettrait en réseau les futures liaisons RER et nos transports en commun de tramways, bus et busways pour une étoile ferroviaire performante pour construire la région nantaise de demain où les distances entre les lieux de vie et les lieux de travail, d'étude et d'activités autres seraient plus courtes.

Toutefois, ce possible projet de RER métropolitain, encore flou, ne nous interdit pas de poursuivre nos investissements en matière de transport urbain. Reste à déterminer pour investir, mais également pour faire fonctionner le service public, les moyens donnés à nos collectivités. Merci pour votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Merci, Madame la Présidente. Quatre mots pour dire à Nicolas Martin d'abord que ce qu'il a dit n'est pas totalement exact puisque l'offre ferroviaire ne cesse d'augmenter et qu'elle est déjà relativement dense quand on compare à d'autres régions, notamment en heures de pointe. On a des progrès à faire en heures creuses, mais en heures de pointe, on est quand même plutôt bien positionnés, +11 % de TER en circulation sur 2021-2023, près de 6 % supplémentaires pour la seule gare de Nantes. Donc la Région investit pour développer l'offre ferroviaire sur le territoire métropolitain.

Deuxième élément, pour rejoindre la Présidente sur la nécessité que l'ensemble des mesures inscrites et promises au contrat d'avenir soient bien appliquées et rapidement par l'État et le gouvernement. Dire que nous allons lancer au début de l'année les négociations et les discussions avec l'État sur le volet mobilité du CPER et que sur les discussions qu'on va avoir, notamment sur les liaisons vers Paris, évidemment nous sommes extrêmement actifs pour qu'il y ait des avancées aussi sur ce sujet-là.

Et puis m'étonner peut-être de la position de notre collègue, Couvez, sur l'ouverture à la concurrence. J'ai l'impression qu'il y est opposé à la Région, mais quand il s'agit d'ouvrir le réseau métropolitain à la concurrence, puisqu'il me semble que le réseau métropolitain est ouvert à la concurrence, plusieurs opérateurs pourraient se positionner pour exploiter le réseau de transport public de la Métropole, il ne vote pas contre. C'est exactement la même démarche qui est engagée à la Région : permettre de faire jouer la concurrence pour augmenter l'offre, tout ça au meilleur prix. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je redonne la parole à Tristan Riom puisque je rappelle qu'initialement notre sujet, c'est le rapport sur la situation en matière de développement durable. Ça en fait partie, j'en conviens bien, mais on a pris quand même un petit peu de latitude. »

M. Riom : « Je vais revenir sur quelques éléments rapides qui ont été cités.

D'abord, Monsieur Annereau, vous avez fait le lien entre la circulation automobile et les bouchons. Je vais juste vous rappeler que ce ne sont pas les bouchons qui polluent, ce sont les voitures. En fait, notre politique publique vise à réduire le nombre de voitures potentiellement pour réduire la quantité de bouchons. Mais si on construit plus de routes, il y a plus de voitures et ça pollue plus. Donc ce sont bien les voitures qui polluent, c'est pour ça qu'on veut en avoir moins et que le débat sur le RER métropolitain qu'on vient d'avoir participe évidemment potentiellement à cette politique publique.

Ensuite, vous dire aussi, parce que j'entends parfois des oppositions sur des questions sociales en disant : "sauver les voitures pour des questions sociales". En fait, quand on regarde les chiffres, la pollution atmosphérique, les enjeux de santé environnementale, ça touche avant tout les plus pauvres et les plus fragiles de la métropole et du monde. On a d'ailleurs une brillante chercheuse sur la métropole, Géraldine Molina, qui travaille sur les techniques d'adaptation au changement climatique et qui pointe exactement ça, c'est qu'en fait les riches, ils ont les moyens de partir de la métropole quand il y a un épisode de pollution, de partir quand il fait trop chaud, mais pas les personnes les plus fragiles. Donc c'est bien pour cela qu'on a des politiques volontaristes sur cette question-là. Lutter contre le réchauffement climatique et la pollution, c'est bien une politique sociale.

Ensuite rapidement sur l'intervention de Monsieur Bouvais, l'aménagement numérique. Je suis évidemment d'accord avec vous. On a eu un débat sur le territoire autour de la 5G. Des Nantais se sont exprimés en disant que ce n'était pas forcément nécessaire, qu'en plus ça ne rentrait pas forcément dans notre politique de transition énergétique puisque ça allait consommer beaucoup plus d'énergie et que c'était un problème. Du coup, l'État a fait le choix de développer à marche forcée et c'est bien dommage, ne serait-ce que pour des questions écologiques. Donc je vous suis tout à fait quand vous dites qu'il faudrait que l'on puisse avoir plus de marge de manœuvre en local sur l'aménagement numérique du territoire et je serais ravi de construire ensemble un indicateur pour le prochain rapport développement durable pour suivre spécifiquement cette question.

Après, je suis un peu en réserve par rapport à ce que vous avez exprimé, vous avez attaqué la densification parce que ce serait un peu opposé au développement de la nature en ville. Alors, ça dépend de quoi vous parlez parce que vous avez pris un exemple d'extension urbaine, donc ce n'est pas tout à fait le même sujet, mais en fait le renouvellement urbain et la densification, c'est justement ce qui nous permet de maintenir de la nature en ville. Donc continuons de densifier pour accueillir les habitants qui sont déjà là. Après, il y a le débat à nouveau sur la démographie qui est un autre sujet. Mais c'est bien comme ça, en faisant du renouvellement urbain, qu'on va arriver à maintenir de la nature en ville. Et c'est bien notre objectif vu ce qui s'annonce.

Voilà pour mes remarques et pour rappel, nous avons quatorze indicateurs qui permettent d'éclairer tout le débat que nous avons eu en parallèle sur les questions développement durable. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je rappelle que ce rapport était pour information et que nous n'avons pas de vote. »

7 – CONVENTION ENTRE NANTES MÉTROPOLE ET LE CLER – RÉSEAU POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE POUR LE RENOUVELLEMENT DU SERVICE LOCAL D'INTERVENTION POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE (SLIME) SUR LA PÉRIODE 2022-2025 – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Merci. Nous allons passer à la délibération 7 avec Martine Oger.

Une délibération qui concerne la convention entre Nantes Métropole et le CLER pour aller vers le Service local d'intervention pour la maîtrise de l'énergie concernant son renouvellement 2022-2025. »

M^{me} Oger : « Merci, Madame la Présidente, chers collègues.

Je vous propose de renouveler un outil très concret, un outil de protection de la Métropole au service des populations les plus fragiles. Tristan vient de parler de politique sociale, ça en fait partie.

Vous le savez sans doute, il existe quatre causes majeures de la précarité énergétique et Nantes Métropole intervient sur trois d'entre elles.

Tout d'abord, des tarifs élevés de l'énergie. On ne va pas revenir là-dessus.

Des revenus faibles sur lesquels les aides du Fonds de Solidarité Logement interviennent.

Des logements mal isolés sur lesquels dispositif Mon Projet Rénov, notamment avec le volet solidaire, peut intervenir également.

Et enfin, des usages énergivores sur lesquels, et c'est bien là l'objet de la délibération, les visites eau et énergie du Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie, le SLIME, interviennent pour réduire la précarité énergétique des ménages aux revenus les plus modestes à travers ces visites.

Le SLIME est un programme lié aux certificats d'économie d'énergie porté par l'association CLER, réseau qui existe depuis 2013 pour la transition énergétique. Ces visites permettent d'étudier les factures, d'échanger sur les habitudes du ménage, d'observer l'état du bâti et des équipements électroménagers pour mieux maîtriser ses consommations.

Les visites, d'une durée d'environ 1h30, sont faites par des professionnels formés à l'accompagnement social et au diagnostic sociotechnique du logement. Sur la base d'une relation de confiance, ils apportent des conseils personnalisés aux ménages. Les ménages sont alors informés des aides éventuelles, que ce soient les chèques énergies ou par exemple, les aides du Fonds de Solidarité Logement, et peuvent être orientées vers la Maison de l'habitant ou vers le dispositif Mon Projet Rénov.

Compte tenu du contexte lié aux dépenses énergétiques que l'on connaît, je voulais faire un petit focus sur ces aides du FSL qui sont liées aux dépenses d'énergie, qui seront, à compter de 2023, augmentées de 60 % afin de faciliter le rebond des ménages en difficulté et d'anticiper la hausse des factures d'énergie.

Pour revenir au SLIME, depuis 2019, le SLIME a accompagné 907 ménages métropolitains dans le cadre de ces visites eau et énergie, soit environ 300 visites par an.

Pour 2022-2025, les objectifs sont de passer à 450 visites par an, de développer l'animation territoriale sur la précarité énergétique en sensibilisant d'une part les professionnels de l'action sociale et d'autre part le public en situation de précarité.

Dans le cadre de ce renouvellement, le CLER propose de financer pendant deux ans 70 % du montant des visites, Nantes Métropole prenant en charge les 30 % restant. Par la suite, la Métropole compensera la diminution de la participation du CLER, allant jusqu'à prendre à sa charge 50 % en 2025. Illustrant là encore, comme on l'a vu tout à l'heure sur le sujet des services en énergie partagée, la solidarité intercommunale.

Le renouvellement de ce dispositif intégré au pacte de sobriété énergétique de la Métropole confirme la volonté de celle-ci de protéger les populations les plus vulnérables de la précarité énergétique, d'autant plus dans un contexte d'explosion du coût des énergies.

Il vous est demandé d'approuver la convention avec le CLER pour une période de quatre ans. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Oui ? »

M. Boileau : « Madame la Présidente, mes chers collègues.

L'Observatoire national de la précarité énergétique a établi en mai 2022 qu'en France, 12 millions de personnes sont en situation de précarité énergétique. Cela représente environ 20 % de la population française. Ce service local de maîtrise de l'énergie est une traduction concrète de notre volonté politique de réduire la précarité énergétique dans les 24 communes qui constituent notre métropole.

Cette précarité énergétique a des conséquences sur l'environnement puisque les logements avec une isolation insuffisante ou vétuste rejettent davantage de CO2 et participent ainsi au dérèglement climatique.

Sur le pouvoir d'achat, puisque les ménages consacrent une part importante de leurs revenus à payer des factures énergétiques élevées. Sur la santé enfin, puisque lorsqu'on vit dans un logement mal chauffé, on est plus souvent malade. Cela résulte d'études qui ont étudié des bénéfices sur la santé significatifs à la rénovation énergétique des logements.

Le SLIME, Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie, donne des moyens d'agir sur ces impacts en matière d'environnement, en orientant les ménages vers des aides à la rénovation. En matière de pouvoir d'achat, en les aidant à mieux maîtriser leurs dépenses liées à l'eau et aux énergies. En matière de santé publique, en améliorant le confort de leur logement.

Ce service contribue à la transition énergétique de notre territoire par sa dimension environnementale et ses bienfaits économiques et sanitaires. On peut saluer aussi sa dimension humaine, car les visites personnalisées sont réalisées au domicile des ménages par des professionnels de l'accompagnement social. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération donc adoptée. »

8 – TRANSFORMATION DE LA LIGNE 54 EN CHRONOBUS EN AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ET DU MAILLAGE DU RÉSEAU DE BUS – PROGRAMME ET ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE DE L'OPÉRATION – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Bertrand Affilé pour la délibération 8. »

M. Affilé : « Bonjour à toutes et à tous pour ceux que je n'ai pas vus.

Cette délibération, si j'ai bien compris, aurait pu appeler un certain nombre d'interventions complémentaires. Donc peut-être qu'il y en aura un peu moins compte tenu des débats que nous avons eus avant.

Il s'agit ici de la transformation de la ligne 54 en Chronobus et d'amélioration de la performance et du maillage du réseau de bus.

Un peu d'histoire, très rapidement. La création du réseau de Chronobus a été décidée au mois de mars 2009, mise en application 2012-2013. Donc vous voyez que quand on décide du prolongement ou de la création d'un Chronobus, il faut à peu près 3 à 4 ans pour que ça puisse être opérationnel.

Puis ensuite, une deuxième phase en 2018 avec la ligne C9 et la ligne C20 Chronobus de rocade.

Nous avons précédemment, l'année dernière, adopté un schéma de développement des transports à l'horizon 2035 pour renforcer la performance, le maillage et étendre le réseau de transport collectif. Il y a un certain nombre d'éléments qui ne figurent pas dans la délibération, mais qui sont déjà engagés ou qui sont en cours d'étude. Donc là, il convient de prendre un certain nombre d'orientations pour précisément des éléments qui n'avaient pas été encore délibérés.

D'abord, de transformer la ligne de bus n° 54 en ligne Chronobus. Cette ligne 54 part du terminus Marcel-Paul où nous avons un P+R, jusqu'à la gare SNCF.

Il s'agit donc de la transformer en Chronobus C8 vraisemblablement.

D'engager des réflexions visant, par des études d'aménagement et d'évolution des systèmes d'exploitation, à améliorer la performance sur un certain nombre de lignes, la ligne 50, qui est une ligne de rocade qui est aujourd'hui la plus extérieure sur le quart nord-ouest de notre métropole, avec un certain nombre de requalifications.

D'améliorer la desserte du lycée Rieffel par la ligne 69, le tout sans évidemment pénaliser la desserte de Sautron.

D'améliorer le franchissement du périphérique, notamment pour les lignes 81 et 91 qui peuvent parfois y passer beaucoup de temps et donc faire perdre du temps de transport.

Idem pour la ligne 89 à la porte d'Orvault.

Et puis de prolonger – et là, je crois que c'est aussi une décision importante – la ligne C7 de Souillarderie jusqu'au boulevard de Doulon, ce qui nous permettrait d'avoir une connexion avec la ligne C3, mais aussi dans le cadre de l'extension du réseau avec la future ligne 8 de e-Busway.

Et donc vous le voyez ici, ça veut dire que le boulevard de Doulon devient vraiment un pôle d'échanges multimodal associant tramway, e-Busway, Chronobus et bus, qui vous permet, de l'est de l'agglomération, d'aller sur quasiment l'ensemble des directions possibles.

Enfin, troisième point, d'engager une évolution des systèmes d'exploitation du réseau pour améliorer la circulation du bus dans les secteurs complexes. Donc là, c'est un ensemble d'améliorations techniques, à la fois le système de gestion des voies étroites, la gestion des vitesses commerciales autorisées, la prise en compte des bus aux feux. Et évidemment, à chaque fois, il s'agit bien aussi de favoriser la prise en compte des modes actifs. Parce que si on ne le fait pas à cette occasion, on risque de passer à côté.

Ce travail se fera aussi avec évidemment la mise en accessibilité de tous les arrêts de bus qui seront, sur le parcours, améliorés.

Nous avons une enveloppe financière prévisionnelle pour le programme d'études et de travaux qui est de 3 millions d'euros TTC, qui intègre l'enveloppe de la rémunération du mandataire. Et vous verrez qu'on vous propose d'attribuer ce marché à la SEMITAN comme un marché subséquent du mandat qui a été attribué à la SEMITAN.

Et évidemment, ça veut dire que nous aurons peut-être à revenir lorsqu'on passera opération par opération sur un détail, puisque c'est une première enveloppe prévisionnelle qui doit nous permettre de commencer à travailler. Mais vous vous doutez bien que si par exemple, nous avons quelques acquisitions foncières à faire pour pouvoir par exemple créer des voies en site propre, il faudra sans doute passer par des éléments complémentaires. Donc ça, ce sont les études qui nous le diront. Voilà, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Marie-Cécile Gessant. »

M^{me} Gessant : « Madame la Présidente, chers collègues. C'est à peu près à chaque fois la même chose. La simple évocation de l'amélioration de la performance et du maillage du réseau de transport provoque chez moi une douce euphorie !

Je me prends à rêver d'un réseau de transport idéal, c'est-à-dire un territoire équitablement desservi qui n'oublie pas les communes situées au-delà du périphérique, des transferts de ville à ville facilités sans avoir l'obligation de rentrer pratiquement au centre-ville de Nantes pour en ressortir pour parvenir à la ville où nous souhaitons aller, des temps de trajet sensiblement diminués.

Dans ce domaine, Sautron, comme beaucoup de communes situées en deuxième couronne de la métropole, est quelque peu oubliée de l'équilibre des territoires. Il n'existe en effet aucun transport pour nous rendre chez nos voisins d'Orvault ou de Couëron. Il faut compter près de 50 minutes pour se rendre au Cardo ou à Atlantis en transports en commun, contre 10 à 15 minutes en voiture. »

Je retiens malgré tout ce que vient de dire Bertrand Affilié, c'est-à-dire le projet d'amélioration de la desserte du lycée Jules Rieffel, qui n'est pas sur Saint-Herblain, mais très proche de Sautron. Et surtout la transformation de cette ligne 54 en ligne Chronobus qui va permettre aux habitants de Sautron d'aller beaucoup plus vite à la gare à partir du parking relais Marcel-Paul, situé sur Saint-Herblain, mais quand même proche de Sautron.

Et puis, pourquoi ne pas rêver à la magie de Noël en ces temps de fêtes ? Il m'arrive en effet de rêver, pourquoi pas, d'un RER à Sautron. Je vous remercie. »

Rires

Mme la Présidente : « Merci, Marie-Cécile, pour ce petit air de magie de Noël en ces temps d'assemblée. Thibaut Guiné. »

M. Guiné : « Merci, Madame la Présidente.

Mon propos va dépasser le cadre de cette délibération, mais je rassure, il va constituer une expression par rapport à la série de délibérations relatives à l'amélioration des transports en commun de ce Conseil. Nous allons y gagner du temps et j'en suis sûr, personne ne s'en plaindra.

Nous le voyons bien, il n'est pas facile de sortir du modèle encore dominant de la voiture, souvent considérée comme synonyme de liberté et qui mobilise un imaginaire puissant, mais aussi, il faut le reconnaître, qui est pour certains de nos concitoyens la seule mobilité possible. Et donc il faut aussi le prendre en compte dans nos politiques publiques.

C'est ainsi qu'il nous faut parvenir à rendre les transports en commun désirables aujourd'hui et dans le futur. Et j'ai envie de dire que cette délibération, elle s'y attache grandement. Ça passe donc d'abord par une amélioration de la qualité des transports publics. Pour répondre aux enjeux des déplacements, il nous faut des transports en commun performants en termes de fréquence et de rapidité bien sûr, mais également aussi en termes de confort.

Nous devons aussi faire que l'usage du transport collectif ne soit pas subi, mais choisi. Nous ne voulons pas que les métropolitains se privent de leur véhicule, mais plutôt qu'ils décident de s'en passer. Les améliorations proposées aujourd'hui, comme lors de la plupart de nos conseils métropolitains, y concourent.

On voulait aussi, bien sûr, nous exprimer sur la question du RER métropolitain, mais j'ai envie de dire que l'expression de Madame la Présidente et l'expression de Monsieur le Vice-président mobilité synthétisent très bien l'idée qui est la nôtre du groupe Gauche Citoyenne de soutenir ce projet avec les attentions particulières que sont celles du comment et de quel budget.

Je reprendrai une expression de mon collègue Jacques Pineau sur la délibération ultérieure qui évoquait la question du droit à la mobilité pour tous qui est, je pense, un des débats qui nous attendent sur ces questions-là. Nous le voyons bien dans le débat public aujourd'hui, la question des ZFE vient questionner ce que va être nos futures mobilités. Et notre majorité doit continuer à concourir à apporter des solutions.

On le voit bien, nous avons travaillé sur la tarification. Notre assemblée a su, en début de mandat, franchir l'étape importante de la gratuité le week-end. D'autres collectivités, elles, vont plus loin puisque le pas de la gratuité globale y est attendu dans certaines. Nous avons bien conscience que les situations ne sont pas toujours comparables, mais nous pensons qu'un débat sur l'accessibilité économique peut se poursuivre. Ce serait l'occasion de débattre de l'avenir de la mobilité urbaine, questionner cet aspect économique, mais aussi ouvrir à ce droit indissociable de la mobilité durable pour nous. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Merci, Madame la Présidente.

Comme Thibaud Guiné, je vais essayer de gagner du temps en faisant un peu un package sur les différentes délibérations qui sont relatives au transport.

Il y a évidemment des choses positives. La ligne 54, que je connais bien pour l'avoir fréquentée pendant plusieurs dizaines d'années et un passage en Chronobus est évidemment une bonne nouvelle. Je crois que, et je rejoins les propos de Marie-Cécile Gessant, il faudrait encore aller plus loin pour permettre les liaisons, notamment de commune à commune, pour simplifier la vie de nos concitoyens.

Ensuite, tout ce qui permettra d'améliorer la performance des différentes lignes qui sont évoquées dans cette première délibération, c'est évidemment positif. Mais il y a dans une délibération qui passera en fin de Conseil une proposition qui va être soumise à l'Assemblée et à laquelle nous nous opposerons, qui consiste à réduire l'offre de transport sur le réseau structurant de janvier à juin sur les jours jaune, bleu et vert en semaine, c'est-à-dire toute l'année, sauf en juillet et en août et sur l'offre du samedi en jours orange et violet, c'est-à-dire aussi tous les jours de l'année à compter du 1^{er} janvier 2023.

Et ça, pour nous, c'est vraiment une mauvaise nouvelle que l'offre sur notre réseau de transport métropolitain soit dégradée et qu'il y ait dans quelques jours moins d'offre qu'il n'y en a aujourd'hui. Je voudrais d'ailleurs vous alerter en usager quotidien sur la multiplication des incidents ces dernières semaines. La hausse, c'est une réalité, ce n'est pas un sentiment du nombre de transports bondés aux heures de pointe, que ce soit sur le tramway ou sur les lignes de bus.

Ce qui prouve bien que cette dégradation de l'offre, elle a commencé puisque notre fréquentation reste inférieure à ce que nous avons connu sur notre année de référence qui est 2019 et que pour autant, on a un certain nombre de services avec des transports bondés. Donc je crois qu'il faut être vigilant et Monsieur le Vice-président, je pense que ça serait intéressant qu'on puisse en commission avoir des échanges autour des indicateurs de qualité de la SEMITAN pour voir et pour partager ces éléments.

Je le disais, la dégradation de l'offre, pour nous c'est une mauvaise nouvelle. Nous, on considère, et on l'a évoqué tout à l'heure sur la question du RER métropolitain, que le vrai sujet pour permettre à nos concitoyens de lâcher leur voiture, d'utiliser les transports, c'est qu'il y ait une offre dense en heures pleines comme en heures creuses. Et en réalité, la décision que vous allez être obligé de prendre en fin de conseil, c'est une décision qui est liée à quoi ? À une décision que vous avez prise il y a un an et demi qui est la gratuité le week-end et qui, de notre point de vue, était une mauvaise idée et qui, un an et demi après, de notre point de vue toujours, a tendance à se concrétiser.

C'est-à-dire que ça coûte cher, ça vous oblige dans le contexte dans lequel on est à réduire l'offre. Et pour autant, visiblement, les gens, les habitants de la Métropole qui utilisent gratuitement les transports le week-end ne basculent pas sur un comportement d'utilisation des transports publics en semaine. On n'a pas de changement de comportement, donc c'est quand même très embêtant de notre point de vue.

Et donc, nous souhaitons que vous reveniez sur cette décision de la gratuité pour que nous puissions continuer demain à développer l'offre sur l'ensemble de la Métropole, sur l'ensemble des communes de la Métropole. C'est le vrai sujet. Et donc, nous vous demandons de revenir sur cette décision. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole à Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Oui, quelques éléments.

D'abord, je vais commencer par répondre à Julien Bainvel. On a toujours dit qu'on essayait de caler l'offre sur la fréquentation. On a aujourd'hui une fréquentation qui est aux alentours de 91 %-92 % de notre fréquentation de l'année 2019 qui nous sert effectivement, là on est d'accord, de référence. Et donc on se cale par rapport à cet usage tout simplement pour éviter de faire de la suroffre.

C'est vrai que le coût de l'énergie et par ailleurs aussi l'augmentation, les difficultés à trouver des conducteurs pour assurer des services complets font qu'on est bien économe sur le nombre de kilomètres parcourus. Tout simplement parce qu'à un moment, il n'y a rien de pire. Et Pascal Bolo l'a dit à l'Assemblée générale de la SEMITAN, il n'y aurait rien de pire que d'afficher des horaires avec régulièrement des bus qui ne passent pas faute par exemple de conducteurs pour prendre leur service, notamment en période grippale, épidémique ou pandémique.

Donc on a calibré l'offre par rapport à ce qu'on peut faire et par rapport à ce qu'on peut faire y compris en termes financiers, par rapport non pas à une décision qui a été prise il y a déjà quelque temps, mais je vais y revenir, mais par rapport à une augmentation du coût de l'énergie, qui rend chaque kilomètre parcouru aussi beaucoup plus coûteux qu'avant. On a dû passer à peu près, je crois, de 4,5 € à, à peu près, entre 5,50 € et 6 € le kilomètre. Donc cela veut dire qu'on est aujourd'hui à des coûts de production qui sont nettement plus forts. Donc on essaie d'ajuster tout simplement entre une offre qui nous coûte plus cher et une fréquentation qui est en baisse, de trouver l'équilibre. Ici ou là, je pense qu'il peut y avoir à certains moments effectivement davantage d'affluence et à d'autres moments beaucoup moins de monde.

Après, c'est une question d'équilibre. Et la difficulté qu'on a, c'est qu'on ne peut pas non plus bouger les services sans arrêt en cours de route parce que du coup, les salariés de la SEMITAN protesteraient, et je pense que ce serait avec une grande raison qu'ils le feraient, parce que ça ne serait pas tout à fait respectueux de leur organisation de temps de travail et de temps de vie personnelle.

Après, on peut avoir une perception différente des avantages et des inconvénients de la gratuité dans notre réseau pour le samedi et le dimanche.

Si on regarde l'ensemble des autres réseaux, on s'aperçoit que la baisse de fréquentation, elle est plutôt de l'ordre de 15 % ailleurs. Donc on peut se dire que peut-être le samedi et le dimanche, et là pour le coup on a davantage de monde dans les transports en commun, y compris par rapport à 2019. Et peut-être, mais ça c'est le temps qui nous le dira, parce qu'il est un peu tôt sans doute pour supputer ou tirer des conclusions un peu hâtives. On peut aussi poser l'hypothèse que si nous n'avions pas fait la gratuité, nous aurions peut-être encaissé une baisse de fréquentation comme les autres réseaux. Donc tout dépend de comment on regarde et selon qu'on soit ou qu'on veuille plaider à charge ou à décharge.

Sur la desserte de Sautron, Marie-Cécile sait que nous travaillons sur la création d'un bus à haut niveau de service sur la route de Vannes et que ceux-ci devraient bien entendu profiter directement ou indirectement aux habitants de Sautron. Et l'idée, c'est que notre P+R actuel, qui est un peu déjà à l'intérieur du périphérique, si on peut le ramener un peu plus près du périphérique et un peu moins à l'intérieur de Saint-Herblain, ça ne serait pas plus mal.

Et là, la bonne nouvelle, c'est que du coup, ça la rapprocherait des Sautronnais et donc ça permettrait plus facilement aussi de venir, de laisser sa voiture et ensuite de sauter dans un bus à haut niveau de service qui desservirait toute la route de Vannes. Alors peut-être pas jusqu'à Nantes, mais le plus loin possible aussi parce qu'il faut aller au moins jusqu'au à l'endroit où on a un tramway qui passe. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

9 – MAITRISE D'ŒUVRE D'INFRASTRUCTURES POUR LE RÉSEAU DE TRANSPORTS COLLECTIFS – LANCEMENT D'UNE PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION POUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD-CADRE

M^{me} la Présidente : « Bertrand Affilé pour la délibération 9. »

M. Affilé : « C'est une délibération qui est stratégiquement extrêmement importante. Mais vous allez voir, c'est assez vite expliqué. Nous avons confié la maîtrise d'ouvrage d'un certain nombre d'opérations, dont certaines dont on vient de parler, à la SEMITAN au travers d'accords-cadres monoattributaire pour l'acquisition de matériel, pour l'amélioration des infrastructures, des bâtiments, la sécurisation du réseau. Et évidemment, la SEMITAN n'a pas en interne l'ensemble compétences pointues qu'il faut pour réaliser ces études de prestation de maîtrise d'œuvre ou plutôt d'études et de prestations de maîtrise d'œuvre. Donc, il vous est proposé tout simplement d'autoriser la SEMITAN, en tant que mandataire, à conclure un accord-cadre sans montant minimum et avec un maximum de 15 millions d'euros hors taxes pour une durée de six ans, afin de pouvoir s'adjoindre toutes les compétences nécessaires à la fois de bureau d'études, mais aussi d'équipes d'urbanistes et d'architectes quand nécessaire pour assurer toutes ces missions d'entretien et de rénovation des infrastructures et de notre réseau et renouveler également le matériel. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

10 - EXPLOITATION DES PARCS PUBLICS DE STATIONNEMENT DU CENTRE OUEST DE NANTES – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – APPROBATION DU PRINCIPE

M^{me} la Présidente : « Délibération 10, Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Cette délibération concerne l'exploitation des parcs publics de stationnement du centre ouest de Nantes. Il s'agit d'approuver le principe de délégation de service public. Je vais vous faire l'économie de la liste des parkings qui sont concernés, je pense que vous les avez, vous avez lu la délibération et vous les avez vus. Ce sont des parkings qui sont regroupés dans le cadre d'une DSP qu'on appelle la DSP centre ouest qui est actuellement confiée à la société EFFIA stationnement.

Elle arrive à échéance le 31 décembre 2023 et donc il vous est proposé d'engager une nouvelle procédure de délégation de service public pour l'exploitation des parkings du secteur centre ouest pour une durée de cinq ans du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2028. Avec des orientations données pour le recrutement du futur délégataire, des missions d'exploitation et d'organisation des services de stationnement, bien entendu, la commercialisation et la promotion de ces services. Et puis le fait de réaliser, mais ça, ça sera dans le cadre du contrat, un certain nombre de travaux d'entretien et pour assurer la sécurité de l'ensemble des parkings.

Et donc nous avons ici reçu, présenté le rapport de projet de délégation à la Commission consultative des services publics locaux du 28 septembre 2022, qui a émis un avis favorable.

Il vous est donc proposé d'autoriser le lancement d'une nouvelle procédure de DSP pour confier à un délégataire la gestion, l'exploitation des parcs publics de stationnement, médiathèque, machines, cité des congrès, Aristide-Briand, Descartes et le nouveau parking des Nefs. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

11 - ENTRÉES D'AGGLOMÉRATION – DÉCLARATION D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Je donne la parole à Pascale Pras pour la délibération n° 11. »

M. Pras : « Bonjour à tous. Cette délibération n° 11 porte sur une déclaration d'intérêt métropolitain sur les entrées d'agglomération. On rappelle que dans le développement urbain de notre territoire, notre agglomération connaît une dynamique qui doit répondre aux enjeux de la transition écologique. Ainsi, il nous faut en particulier être plus sobre et moins consommateur de ressources.

Et pour cela, la ville de demain doit se reconstruire sur l'existant, notamment sur les sites à fort potentiel de renouvellement urbain.

Les entrées d'agglomération offrent cette opportunité de reconquête pour une ville plus qualitative, plus intense. Elles sont des axes historiques d'accès à la ville de Nantes, traversant les communes qui l'entourent. Elles se sont développées en particulier autour de grands ensembles fonciers, de grands tènements fonciers qui accueillent souvent des zones commerciales périphériques et ont pu faire ici et là l'objet depuis quelques années de projets d'urbanisme isolés peu structurés et surtout sans cohérence les uns avec les autres puisqu'il n'y a pas de projet ou de guide à l'élaboration de ce renouvellement.

Ces grands espaces monofonctionnels constituent aujourd'hui un enjeu majeur pour le développement de la métropole de demain. Ces espaces représentent de véritables laboratoires pour la fabrique de la ville écologique et solidaire, tant sur le modèle urbain à construire que sur le processus opérationnel et de gouvernance à mettre en œuvre.

Compte tenu des objectifs poursuivis par ces projets, de leur nature transversale qui implique des politiques publiques métropolitaines, il apparaît nécessaire que ces projets soient pilotés et mis en œuvre par la Métropole. Or, ces projets de renouvellement urbain correspondent à des actions et des opérations d'aménagement qui, dans le Code de l'urbanisme, sont définies de telle manière que la Métropole n'en ait pas la compétence. Ils ne sont pas d'intérêt métropolitain.

L'objet de cette délibération est bien de déclarer l'intérêt métropolitain de ces projets de renouvellement d'entrée d'agglomération.

On rappelle dans la délibération qu'ils visent à un équilibre entre un rayonnement métropolitain, intensité, développement urbain, accroissement et surtout l'amélioration du cadre de vie. Ils sont des espaces qui permettent la création de nouveaux quartiers, de villes mixtes, agréables à vivre.

Et puis après, on développe dans la délibération quatre orientations pour en faire participer au développement de la ville active et attractive, de la ville inclusive, de la ville renaturée, de la ville apaisée. On évoque notamment le fait de penser un développement cohérent sur les deux rives des axes qui sont concernés. Un projet cohérent et global, de faire de ces secteurs de véritables morceaux de ville mixte en particulier, de redynamiser, renouveler les polarités commerciales majeures qui s'inscrivent le long de ces voies, de traduire l'ambition d'une ville rapprochée, de la ville de la proximité, de la courte distance par l'affirmation des polarités et des lieux privilégiés de la mixité urbaine. Permettre le retour enfin de la nature en ville par le développement et la préservation de la biodiversité, la reconnexion des vallées, la limitation de l'imperméabilisation des sols et la lutte contre les îlots de chaleur. Et enfin, gommer les effets de rupture dans la ville en permettant la couture urbaine autour de ces axes, comme nous le travaillons par exemple actuellement sur la route de Vannes.

En même temps, ces projets pourront porter un dialogue citoyen qui permettra d'enrichir le projet sur la base de, notamment les pratiques de la ville et les attentes particulières de nos concitoyens.

L'intérêt métropolitain est majeur sur ce renouvellement. Et puis le portage des politiques publiques métropolitaines. Ils doivent permettre de s'inscrire dans une échelle. Ces projets géographiques de projet majeurs, souvent intercommunaux, ils doivent permettre de prendre en compte la multiplicité des acteurs qui sont à coordonner. Les acteurs privés, les acteurs publics, notamment les communes qui sont riveraines de ces axes. Développer des projets multithématiques qui assurent notamment la prise en compte des politiques publiques inscrites dans le PLUm, le PLH, le PDU, le Plan Climat Air Énergie. Et puis permettre l'accompagnement du développement économique et l'aménagement et la qualité des espaces publics.

Ils doivent aussi s'inscrire, et on le sait, dans un temps d'aménagement long, quelquefois qui nous conduit sur plus de 30 ans et nécessite donc des interventions d'ampleur à la fois dans l'organisation du projet, dans son développement, mais aussi dans son financement.

Compte tenu de ces enjeux, il est proposé de retenir cet engagement de la Métropole et cette coordination, qu'elle soit assurée par la Métropole et notamment en s'appuyant sur le recours à une assistance de maîtrise d'ouvrage. La Métropole est irriguée par 14 grandes voies d'accès qui vont vers sa centralité. Sur certaines d'entre elles, des plans guides, des études urbaines ont pu être menées et peuvent être continuées. Mais ces 14 entrées de ville ne présentent pas les mêmes caractéristiques.

Il vous est donc proposé dans la délibération de concentrer cette démarche sur sept entrées d'agglomération principales, qui cumulent des critères qui, à nos yeux, sont importants. Ce sont des entrées d'agglomération majeures. Elles ont un potentiel d'évolution vers une mixité de fonctions, un potentiel de mutabilité qui est important. Elles sont identifiées pour la majeure partie d'entre elles au PLUm par des OAP en particulier et elles présentent des dynamiques d'acteurs privés qui sont prêts à nous accompagner ou en tout cas qui s'engagent déjà dans ce renouvellement.

Ces sept secteurs sont la route de Vannes, la route de Rennes, la route de Paris, la route de Clisson, la route de Pornic, la route de La Rochelle sur sa traversée de Rezé et des Sorinières et puis la RN 444, c'est-à-dire la route autrefois appelée... qui traverse Saint-Herblain au-delà du boulevard Charles Gautier, sur la ZAC Armor.

Ces sept entrées de ville dans la délibération, on le rappelle, concernent 13 communes, mais concernent aussi les communes qui, à l'extrémité de ces projets, peuvent être concernées et associées à la gouvernance qui sera mise en place. Je pense en particulier à la commune de Sautron sur la route de Vannes.

Il vous est donc proposé de poursuivre les projets engagés et d'organiser, de renforcer l'aménagement du renouvellement urbain qui est déjà engagé sur certains de ces axes et de poursuivre les mutations de ces axes au service du projet de développement de notre territoire.

Il convient donc maintenant de déclarer d'intérêt métropolitain les opérations d'aménagement et de renouvellement urbain le long de ces sept axes.

Pour moi, il s'agit vraiment d'une chance donnée à notre métropole et aux communes qui sont riveraines de ces axes pour accompagner ce renouvellement en prenant en compte l'ensemble des politiques publiques portées par notre projet. J'en réfère aux marqueurs politiques sur lesquels nous avons déjà travaillé.

Voilà, madame la Présidente, l'enjeu de cette délibération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Véronique Dubettier-Grenier. »

M^{me} Dubettier-Grenier : « Merci, Madame la Présidente, Monsieur le Vice-Président, chers collègues.

Que les entrées de l'agglomération nantaise soient revisitées, réorganisées, repensées au regard de la dynamique de la Métropole, en prenant en compte les enjeux de la transition écologique, est une bonne chose.

Pascal Pras l'a dit, nous le constatons, toutes ces entrées relèvent d'une autre époque. De par leur aménagement actuel, elles sont en dissonance avec les projets que nous portons les uns et les autres sur nos communes. Ce sont des axes routiers aménagés au fil du temps au coup par coup, des lieux de passage peu adaptés aux mobilités actives.

Que la mutation de ces sept entrées identifiées soit portée par la Métropole et donc déclarée d'intérêt métropolitain est entendable, car justement, entrée de la métropole. Pour autant, si une réflexion collective et nécessaire. S'il est bien question de cohérence, et Pascal Pras l'a relevé à plusieurs reprises, sur la métropole, il ne s'agit pas, à mon sens, d'uniformiser, de faire table rase du passé. Chacune de ces sept entrées a une histoire, un passé. On ne part pas donc d'une page blanche.

Ça a été dit, Carquefou est concerné par cette délibération. En effet, la route de Paris relie Nantes à Sainte-Luce, à Thouaré, à Mauves, à Carquefou et inversement. La route de Paris nous lie les unes aux autres, mais c'est également un point de rupture pour les liaisons intercommunales et je pense notamment à Carquefou-Sainte-Luce, Carquefou-Thouaré.

En ce qui nous concerne, nous avons un petit peu d'avance par rapport aux autres entrées d'agglomération qui ont été citées, car la réflexion sur cette route de Paris est déjà lancée par l'élaboration d'un plan guide route de Paris. Les cinq communes ont déjà eu l'occasion d'échanger sur la base de supports métropolitains et d'éléments de Laurent. Même s'il s'agit par ces ateliers d'un travail enthousiasmant et passionnant, j'ai quelques points d'alerte, de vigilance pour les futurs ateliers et surtout sur la conclusion finale.

Tout d'abord, il nous a été demandé de réfléchir par secteurs de la route de Paris, par rive, ce qu'élus et services de la Ville de Carquefou ont bien volontiers fait.

Mais pour être tout à fait transparente et franche, il y a de la frustration et même un petit peu de désillusion. En effet, peu de nos propositions ont été reprises. Alors, sous couvert que l'on se projette sur 30 ans, on est face à un secteur d'habitat, on supprime des secteurs commerciaux ou au mieux on les réorganise sans tenir compte des habitants, des entreprises, des investissements réalisés. Bref, on a plutôt le sentiment qu'on efface tout un pan de l'identité d'une ville.

J'ai l'impression d'être dans un jeu vidéo. J'en conviens, mes références en matière de jeux vidéo datent un peu. Je vais vous parler d'un jeu que vous connaissez sûrement, SimCity, où le joueur crée une ville, mais où l'humain est cruellement absent.

Bien que l'on nous répète à l'envi qu'il s'agit d'anticiper les mutations foncières, je ne vois actuellement, je dis bien que actuellement que le déroulement d'une vision bien métropolitaine éloignée de notre métropole, d'où ma crainte de l'uniformité que je mettais en avant précédemment.

Sainte-Luce, Thouaré, Carquefou ont une identité forte. Zones industrielles, zones logistiques sur cet axe route de Paris.

Je partage bien sûr – et Pascal Pras l'a dit – le fait d'optimiser le foncier économique, d'accueillir de l'habitat. Mais à mon sens, la mutation doit se faire de manière raisonnable, raisonnée et surtout respectueuse du présent.

Nous avons pas mal travaillé, c'est une bonne chose. Et lors d'un précédent atelier, nous avons été amenés à nous pencher sur l'axe routier particulièrement. Que cet axe routier permette de créer des mobilités douces, actives pour inciter à modifier les habitudes des acteurs en matière de déplacements, c'est très bien. Mais objectivement, lorsqu'on nous présente une vue de ce que pourrait être la future voie avec un beau trottoir arboré où des parents se promènent la main dans la main avec leurs enfants, sincèrement, je suis stupéfaite. J'espère sincèrement que les futures familles préféreront aller se balader le week-end le long de la Loire et non pas route de Paris.

Par ailleurs, il ne faudrait pas que cette route de Paris, où il est prévu un transport en commun, vienne en concurrence avec l'axe Carquefou-Doulon, qui a été reconnu comme un axe magistral et sur lequel se déroule l'expérimentation d'un véhicule autonome. François Vouzellaud s'est d'ailleurs, à plusieurs reprises, exprimé sur le sujet.

Je continue dans le déroulé de nos ateliers. »

M^{me} la Présidente : « Néanmoins vous avez largement dépassé vos cinq minutes, Madame Dubettier-Grenier. »

M^{me} Dubettier-Grenier : « Ah, mince ! »

M^{me} la Présidente : « Je vous laisse naturellement continuer, mais pensez quand même à aller vers votre conclusion. »

M^{me} Dubettier-Grenier : « J'avais plutôt le sentiment d'être synthétique. D'ordinaire, je suis synthétique, Madame la Présidente. Là, la passion m'a emportée.

Donc je termine rapidement. Et sincèrement, je pense que c'est un des points les plus importants de mon intervention. Cela concerne justement la transition écologique dont a fait beaucoup cas ce matin. Cette route de Paris, elle fait huit kilomètres. C'est le premier secteur industriel de la métropole, 34 000 emplois. Mais c'est aussi l'un des secteurs avec des îlots de chaleur urbains les plus importants de la métropole.

Fort de ce constat, nous avons donc fait des suggestions en matière d'implantation de boisements, de parcs, parce que justement, il est nécessaire que l'on mette en place des îlots de fraîcheur, mais aussi que l'environnement un petit peu gris de ces zones économiques puisse permettre aux salariés, aux habitants d'avoir du vert dans leur environnement proche. Encore une fois, notre proposition est restée lettre morte.

Je termine. J'espère sincèrement que mes remarques, qui portent toujours dans un esprit constructif, seront prises en compte pour les futurs ateliers. Mais aussi je pense aux six autres entrées qui seront travaillées. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci pour votre intervention et pour votre contribution active aux ateliers. C'est effectivement une des conditions pour que les choses puissent continuer à avancer. Christelle Scuotto. »

M^{me} Scuotto : « Merci, Madame la Présidente, chers collègues.

Les entrées routières de notre métropole méritent effectivement notre attention. Souvent exutoires, commerciaux, sans liens réels avec les communes où elles sont installées et les habitants, pour la plupart, n'y font que passer.

Construites le long de voiries rectilignes, elles sont développées sans unité architecturale, ni commerciale, ni sociale depuis les années 60, avec pour seul objectif de proposer des centres commerciaux et des parkings. Le temps a passé, les modes de consommation ont évolué, l'organisation spatiale de nos villes aussi. Et notre regard aussi a changé à propos de ces entrées à l'esthétique peu attractive et au foncier quelque peu anarchique. Il faut maintenant offrir à nos villes des entrées en cohérence avec notre action, au service d'une métropole écologique et solidaire.

Élue d'une commune concernée par une de ces entrées d'agglomération, je salue cette proposition de déclarer d'intérêt métropolitain de prochaines opérations globales d'aménagement et de renouvellement urbain de sept d'entre elles. Il nous faut saisir cette chance en associant fortement à cette démarche nos concitoyens, mais aussi l'ensemble des acteurs, qu'ils soient économiques, sociaux, de nos communes et du territoire métropolitain.

Je me réjouis, dans un avenir proche, que ces grands espaces deviennent des lieux de vie multiples et différents, répondant aussi aux enjeux environnementaux et de transition climatique, outil supplémentaire à notre lutte contre l'étalement urbain.

Ensemble, ville et métropole, nous donnerons à ces axes routiers historiques une nouvelle vocation. Nous favoriserons une véritable mixité d'usages de ces lieux où l'habitat sera bien présent et l'espace public de qualité.

Cette déclaration d'intérêt métropolitain offrira une cohérence d'ensemble, sans retirer aux équipes municipales la pleine maîtrise d'aménagement de leur commune et sans effacer les spécificités géographiques, historiques, sociales, comme l'a dit Véronique, de chacune de nos entrées de notre métropole.

Depuis plus de 20 ans, notre majorité a toujours coconstruit au service du développement d'une métropole où il fait bon vivre. Et pour les communes concernées, adopter cette délibération permettra d'activer de nouveaux outils, de nouvelles méthodes, mais aussi de maîtriser sur un temps long un renouvellement urbain totalement inédit.

Chers collègues, nos entrées routières méritent de l'attention, comme je l'ai déjà dit, car elles peuvent devenir de véritables laboratoires dédiés à la fabrique d'une ville toujours plus attractive, active, renaturée et apaisée.

Comme mes collègues du groupe SERDA, j'espère donc que nous serons nombreux et nombreuses à nous prononcer en faveur de cette proposition de déclaration d'intérêt métropolitain. Merci, Madame la Présidente, merci, chers collègues. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Martine Métayer. »

M^{me} Métayer : « Merci, Madame la Présidente. Je ne vais pas changer de ton par rapport à ce que vient de dire Christelle, mais juste rappeler quelques éléments. Avant que la démocratisation de l'usage de la voiture ne bouleverse les faubourgs de nos villes, ceux-ci étaient surtout résidentiels, parfois même agricoles, et puis animés aussi par des artisans. Et c'est avec le développement d'un nouveau modèle social et économique durant les 30 Glorieuses que les grandes surfaces alimentaires, en particulier, mais pas seulement, ont commencé à s'implanter dans des zones périphériques. Cela en a transformé les paysages avec ces zones de stationnement immenses au bord de grandes voies d'accès au cœur des villes.

Ces zones, ça a été dit, monofonctionnelles, sont caractéristiques de ce que certains nommeront la France moche. Elles ne sont pas seulement inesthétiques, mais aussi en totale contradiction avec la ville durable telle que nous l'envisageons. Et saturées d'ailleurs le jour, ces entrées de ville sont désertées la nuit et le dimanche.

Les enjeux environnementaux et sociaux auxquels nous devons aujourd'hui répondre nous conduisent à reconsidérer ces grandes surfaces trop longtemps délaissées et qui constituent désormais une manne foncière et financière non négligeable. On le constate régulièrement et on voit aujourd'hui un certain nombre de promoteurs commencer à se positionner en tout cas sur ce secteur.

Et pour cause, depuis le début des années 2000, on assiste à une forte croissance des prix du foncier sur nos métropoles, notamment avec des facteurs différents qui sont ceux de l'inflation, la croissance de la population bien sûr, mais aussi la transformation des systèmes productifs, la concentration des activités à plus forte valeur ajoutée dans les cœurs métropolitains ou encore, et c'est bien ce qui nous importe aujourd'hui, l'incursion croissante dans la production urbaine d'acteurs financiers pour lesquels l'immobilier constitue un secteur d'investissement rentable.

Ces mutations accroissent la concurrence entre les usages, les fonctions et les personnes dans l'accès aux ressources foncières. Une tendance qui gagne aujourd'hui ces périphéries moins attrayantes jusqu'alors pour les investisseurs. Il est donc impératif pour notre territoire de maîtriser la seconde vague qui se profile et fait courir le risque d'une urbanisation anarchique, déséquilibrée et peu qualitative des grandes pénétrantes.

C'est tout l'enjeu de cette délibération : adopter la déclaration d'intérêt métropolitain pour les entrées d'agglomération, c'est se donner l'objectif de relever ce défi. Il nous faut mener une réflexion d'ensemble. On a eu un exemple avec la route de Paris, de ce qui se met en place. Mais nous ne sommes pas non plus en absence de réflexion sur d'autres zones. Je pense notamment aux deux axes sur Rezé ou avec Les Sorinières, puisqu'on a déjà eu l'occasion de commencer un travail de réflexion sur ces structurations.

Toutefois, cette réflexion d'ensemble, elle devra être menée sur la qualité urbaine, paysagère et architecturale de l'aménagement de nos entrées d'agglomération. Il nous faut penser leur accessibilité aux mobilités douces. La mise en valeur du patrimoine aussi, construit ou non, mais aussi renforcer la cohérence dans le lien des entrées d'agglomération avec le cœur de notre métropole.

La nécessaire restructuration de ces espaces doit nous permettre de construire des logements, et ainsi de lutter contre l'étalement urbain et la spéculation foncière. Ces zones ont vieilli, on l'a dit, elles sont peu denses. Leur transformation permettra de diversifier leur nature, de définir de nouvelles centralités sans avoir à augmenter la surface des sols artificialisés. »

M^{me} la Présidente : « Pardon, mais chère Martine, comme Véronique tout à l'heure, vous arrivez à vos cinq minutes. Il va aussi falloir penser à conclure. »

M^{me} Métayer : « D'accord. Donc il s'agit de se donner le droit à la ville.

Et juste pour terminer, Madame la Présidente. Pour y parvenir, on souhaite qu'au-delà des schémas directeurs, on puisse activer tous les outils juridiques adaptés dans la mise en place d'une concertation territoriale et d'une déconcentration peut-être de la gouvernance sur ces territoires. On y sera évidemment très vigilant, ainsi que les modalités financières qui accompagneront l'aménagement de ces territoires. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Vincent Boileau. »

M. Boileau : « Merci, Madame la Présidente.

Nous ne pouvons qu'adhérer à cette délibération puisque l'enjeu est de transformer ces axes de passage – étouffés par le trafic, la pollution et le béton – pour en faire des morceaux de ville soutenables et désirables.

L'intérêt métropolitain de ces transformations est évident. D'abord parce que ce ne sont pas seulement entrées de nos communes, mais bien également celles de notre Métropole, et qu'il s'agit d'un moment stratégique à saisir, en particulier à l'heure où nous devons concilier l'objectif de la nécessaire construction de logements et celui de la non moins nécessaire réduction majeure des phénomènes d'artificialisation.

L'intérêt métropolitain est évident ensuite parce que pour chacune de ces entrées, il s'agit de mener une réflexion globale et coûteuse qui concerne un périmètre important sur un temps long, pour lequel une ingénierie technique et juridique pointue est indispensable, qui nécessite la coordination de plusieurs communes puisque ces entrées sont souvent situées à la limite de plusieurs territoires municipaux. Ces axes apparaissent d'ailleurs également souvent comme des frontières et des barrières, alors qu'elles devront favoriser les connexions et les perméabilités.

Évoquer l'intérêt métropolitain, cela ne veut pas dire que toutes ces entrées de ville doivent être standardisées. Bien au contraire. Le travail effectué conjointement en ce moment sur la route de Vannes par les communes d'Orvault et de Saint-Herblain illustre la pertinence que les maires soient ou deviennent les acteurs centraux de ces évolutions, en particulier pour veiller à l'articulation de ces véritables nouveaux quartiers avec ceux qui existent déjà.

Pour fabriquer des morceaux de ville résilients, nous devons viser la multiplicité des fonctions, des logements, mais aussi des services et des commerces. Nous devons densifier les usages tout en rendant un maximum d'espace à la nature et en luttant contre les îlots de chaleur.

Ces transformations ne seront réussies que si ces nouveaux quartiers sont vivants et agréables, et non des quartiers-dortoirs, et si ce qui est construit et aménagé bénéficie aussi aux habitants des quartiers voisins.

L'expérience de la route de Vannes doit attirer sur deux points de vigilance. Le premier concerne la maîtrise foncière, qui est cruciale pour réussir de telles mutations. La stratégie de l'urbanisme négocié, qui consiste à coordonner ces transformations principalement via les documents d'urbanisme et les orientations d'aménagement, méritera d'être réévaluée en continu. Et nous probablement être capables de faire appel, sans doute ponctuellement au regard des surfaces concernées, à une maîtrise publique plus forte.

Le second concerne l'anticipation des financements. Ces transformations urbaines, même engagées sur un moyen terme, impliquent des dépenses d'investissement majeures pour les communes, pour construire les écoles, les multi-accueil, les salles associatives ou encore les espaces de loisirs et de respiration. Ces investissements ne seront soutenables pour les budgets municipaux que si nous anticipons les modalités de financement. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Oui, juste une courte intervention. D'abord pour dire que je souscris pleinement à la fin d'intervention, aux deux conditions évoquées par Vincent Boileau, bien entendu. Et je voulais juste apporter, en tant que maire de Saint-Herblain, une précision. La RN 444, qui concerne Armor et boulevard Charles Gautier, c'est inscrit sur la délibération. Le boulevard Charles Gautier, c'est presque fini. Mais au nord, on a encore un quartier qui s'appelle Laënnec, qui est amené à connaître de grandes mutations. Et au sud, un quartier qui s'appelle Atlantis qui, lui aussi, devrait connaître de fortes mutations, qui vont dans le sens de ce qui a été évoqué par tous les intervenants jusqu'à aujourd'hui.

Je souhaite vraiment qu'aux côtés de la délibération figure bien cette précision que ces deux quartiers sont pleinement associés à la RN 444 qui est juste au milieu. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je redonne la parole à Pascal Pras. »

M. Pras : « Merci, Madame la Présidente. Pour rassurer Bertrand, pour chacune de ces entrées de ville de ces sept voies, il y a une jolie carte avec un périmètre et qui fixe effectivement la RN 444 entre les deux secteurs d'Atlantis et d'Armor.

J'ai entendu des choses satisfaisantes et qui vont plutôt dans le sens de la délibération et des objectifs portés.

Je retiendrais les mots que vous avez régulièrement tous employés, que j'avais développés, qui sont ceux de cohérence et de globalité. Il s'agit, et vous l'avez tous compris, de travailler ensemble, la Métropole et les collectivités, pour construire un projet de cohérence, un projet qui noue les deux rives d'une même voie et qui permette le travail entre les collectivités qui sont autour de ces espaces.

Véronique Dubettier-Grenier a raison sur un point et je le partage. Il ne s'agit pas de vendre du rêve, il ne s'agit pas de vendre quelque chose de beau sur le dessin et des cartes postales. Il s'agit vraiment de fabriquer et d'utiliser l'opportunité de ces territoires pour accompagner à la fois le développement historique de ces territoires. Il ne s'agit pas de faire table rase. Il y a des choses qui existent, notamment en matière de développement économique. Il y a de l'emploi, vous le rappeliez, Véronique, sur la route de Paris, il y a de l'activité économique, il y a des centralités, des polarités commerciales. Il s'agit de retravailler, de requalifier tout cela dans le sens d'une ville durable, d'une ville du mieux vivre ensemble, d'une ville utile à ses habitants et aux besoins de ses habitants.

Elle continuera à certains endroits d'accueillir du commerce, d'accueillir de l'activité économique et de l'emploi. Elle permettra de développer de la mixité. Et puis surtout, elle permettra aussi d'améliorer l'espace public en permettant la place aux mobilités douces, aux transports en commun, et puis la construction de cette ville des courtes distances que nous souhaitons tous. Voilà ce que je peux dire, Madame la Présidente, au regard de vos interventions. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Chers collègues, je vais vous inviter à voter avec votre boîtier puisque nous avons besoin d'un vote à deux tiers sur ce sujet. Merci.

Les opérations de vote se sont donc achevées et la délibération est adoptée.

Chers collègues, je vous propose que nous puissions suspendre notre séance, d'abord pour le prix de l'innovation comme ça a été annoncé ce matin par Mahel Coppé. Pause déjeuner, nous reprendrons nos travaux à 14 h. »

Suspension de la séance

12 – PLAN LOCAL D'URBANISME MÉTROPOLITAIN (PLUM) – PROCÉDURE DE MODIFICATION N° 1 – APPROBATION
--

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, je vous propose de vous assoir, on va démarrer.

Je donne la parole pour commencer à Pascal Pras pour la délibération 12. »

M. Pras : « Merci, Madame la Présidente. Cette délibération concerne l'adoption de la procédure de modification n° 1 du Plan local de l'urbanisme.

Dans une délibération très longue et très précise, que je vais me contenter de survoler, on vous rappelle que le Plan local de l'urbanisme est le document qui est porteur de la stratégie d'aménagement métropolitaine et il définit sur le long terme le développement territorial de notre métropole.

C'est un outil qui est le socle qui permet d'organiser l'armature urbaine à l'échelle métropolitaine, en définissant notamment les espaces dédiés aux différents usages (urbains, économiques, naturels, agricoles). Le PLUm soutient entre autres l'évolution vers un modèle de développement urbain inclusif, sobre et résilient, qui associe les citoyens et les acteurs. Dans ce cadre, le document PLUm est un document qui est nécessairement évolutif afin d'accompagner le développement et l'aménagement du territoire.

Le fait qu'il soit évolutif nécessite sa modification et l'engagement de différentes modifications, ce qui était prévu à l'origine. Mais la loi aujourd'hui est venue rendre de manière un peu plus complexe la modification du PLUm, ce qui fait que ce que l'on pouvait envisager tous les deux ans aujourd'hui nous prendra plus de temps et nous savons tous aujourd'hui que nous aurons deux modifications du PLUm au cours du mandat qui se présente à nous.

On rappelle que le Conseil métropolitain d'avril 2021 avait approuvé les objectifs poursuivis par le PLUm. Qu'au mois d'octobre 2021, nous avons tiré le bilan de la concertation. Je rappelle que cette modification est organisée autour de trois éléments.

Une modification proposée pour les pièces de portée métropolitaine, celles qui ont vocation à s'appliquer sur l'ensemble des communes et qui prévoient notamment des modifications du règlement écrit.

Une ouverture à l'urbanisation des zones 2AU de Bouaye et de Nantes. Une zone 2AU sur chacune de ces communes.

Et les modifications proposées pour les pièces territoriales de portée locale et notamment des adaptations, des orientations d'aménagement et de programmation, des modifications ou des créations d'emplacements réservés nouveaux.

Et puis quelques évolutions des règles graphiques.

Le projet de modification a fait l'objet de consultations qui sont prévues par le Code de l'urbanisme, à la fois auprès des personnes publiques associées. Je rappelle, les chambres consulaires, la Région, le Département, les communes bien sûr, les membres de Nantes Métropole, les communes membres et puis auprès de la Commission départementale de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, le CDPENAF, de la Mission régionale de l'autorité environnementale, la MRAE, et qu'ensuite ce document a été soumis à l'enquête publique.

La délibération, qui est relativement importante, plus de dix pages avec ses annexes, évoque toutes ces modifications ou remarques qui ont pu être faites par les PPA et les personnes que nous avons dû consulter. Et vous avez dans ce document les tableaux qui mettent en évidence les demandes et les réponses que nous y avons amenées.

Nous avons, après la saisine de la MRAE, reçu son avis sur l'évaluation environnementale du projet. La MRAE dans son rapport souligne un réel effort d'organisation et de structuration des évolutions proposées, ainsi que le caractère proportionné des éléments d'analyse au regard de la nature du projet de modification et des nombreuses dispositions ponctuelles qui sont aujourd'hui présentes dans l'évolution des règles d'urbanisme.

Le CDPENAF a donné un avis favorable sur le projet de modification.

Les personnes publiques associées nous ont aussi rendu leur avis. Ainsi ont été contactés le pôle métropolitain de Nantes-Saint-Nazaire, la Région des Pays de la Loire qui n'a pas émis d'observations, la Chambre d'agriculture qui a émis un avis favorable assorti de quelques observations, le Grand Port maritime qui nous a fait part de différentes demandes d'adaptations pour lui permettre de réaliser ses projets, l'INAO n'a pas formulé de remarques et puis après, les communes qui nous ont écrit, qui ont formulé des remarques écrites sont la commune de Basse-Goulaine et la commune de Rezé. Et enfin, le document adapté a été soumis à enquête publique. On vous rappelle dans le document que l'enquête publique a eu lieu du 20 mai au 20 juin 2022. Que cela faisait suite à un arrêté de publicité de mise à l'enquête publique d'avril 2022. On a utilisé tous les canaux auxquels nous sommes soumis pour la publicité sur cette enquête publique. Qu'elle a été à la fois sur affichage, à la fois sur journaux, mais aussi sur les sites Internet de la métropole et puis relayée par les magazines municipaux et les communes qui ont bien voulu relayer cette information sur leur site.

Pendant toute la durée de l'enquête, qui s'est déroulée sur 25 lieux qu'étaient les communes et la métropole, les citoyens ont pu déposer des remarques, ont pu intervenir sur le site internet, ont pu adresser des courriers électroniques et ont pu rencontrer la commission d'enquête lors des permanences. On rappelle dans la délibération qu'il y a eu 27 permanences sur les 25 lieux d'enquête.

Au total, la commission d'enquête a reçu 185 personnes. Sur les registres papier et registres dématérialisés, nous avons recueilli 1 131 contributions qui représentent 1 848 observations différentes. Et le site internet a été visité plus de 25 000 fois pour venir consulter ce projet de modification.

Le 24 juin 2022, nous avons reçu le rapport de la commission d'enquête sur ces observations et nous avons nous transmis nos réponses le 11 juillet 2022.

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête nous ont été remis le 22 juillet 2022, formulant un avis favorable assorti de quelques recommandations et réserves. Je ne vais pas les énumérer, je vous renvoie au tableau relativement bien détaillé parce que c'est relativement long. Si vous voulez, je peux vous faire lecture totale de la délibération, il y en a qui disent oui, je peux le faire, mais je m'abstiendrai.

Nous avons amené des réponses à l'ensemble des remarques qui nous ont été formulées. Dans la délibération et dans l'annexe, vous trouverez les réponses motivées que nous avons pu amener pour prendre en compte à certains moments certaines de ces remarques, à d'autres expliquer que nous ne les prendrions pas en compte puisque nous avons déjà des travaux ou des choses qui étaient engagées. Je pense en particulier aux remarques de la MRAE qui nous demande de modifier ou de prendre en compte des contacts avec des partenaires qui existent déjà et notamment avec les opérateurs.

Les remarques du public sont aussi analysées, on y amène des réponses précises. Je n'évoque pas et je ne survole pas les communes qui ont été concernées par ces remarques. Il y a quelquefois des objets qui ont fait appel à des remarques particulières d'un certain nombre d'habitants sur les communes de Nantes, Les Sorinières, d'Orvault sur différents types de projets. Vous pouvez et si vous le souhaitez, j'y répondrai.

Aujourd'hui, nous arrivons à une proposition qui prend en compte ces quelques modifications sans remettre en cause l'esprit général de modification qui est proposé dans cet arrêté de modification n° 2.

Je vous soumets et je vous propose d'approuver en conséquence, conformément au Code de l'urbanisme, cette modification n° 1 du PLUm telle qu'elle est précisée dans la délibération et dans les deux annexes que j'évoquais et qui prend en compte les avis et les observations du public, qui prend en compte le rapport et les conclusions de la commission d'enquête.

Voilà, Madame la présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Matthieu Annereau. »

M. Annereau : « Merci, Madame la Présidente.

Très rapidement sur cette délibération, un point précis sur le secteur de la rue de Tolède à Saint-Herblain, qui est stipulé dans celle-ci.

J'étais déjà intervenu lors d'une précédente délibération, suite aux observations formulées par un collectif de riverains et une association sur des projets d'immeubles de hauteur à proximité de cette zone pavillonnaire.

Nous avons également interrogé la municipalité de Saint-Herblain dans le cadre d'un précédent Conseil municipal, par la voix de ma collègue Alexandra Jacquet, et il nous avait été répondu d'attendre le retour de cette commission d'enquête pour faire évoluer éventuellement le projet selon les préconisations.

Il est indiqué dans votre document que le commissaire enquêteur demande à la Métropole, notamment sur ce sujet, de faire en sorte que les hauteurs ne pénalisent pas l'intimité des jardins des personnes, en tout cas de la rue de Tolède et de ses propriétaires. Est-ce que vous pouvez nous exprimer, s'il vous plaît, précisément ce que va devenir ce projet et donc la prise en compte de ces remontées de terrain ? Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Primaël Petit. »

M. Petit : « Merci, Madame la Présidente, chers collègues.

Notre groupe citoyen et écologiste votera bien sûr pour cette délibération parce qu'elle est nécessaire pour le bon fonctionnement du plan local d'urbanisme métropolitain.

Néanmoins, nous remarquons que les ambitions exprimées et les modifications qui nous sont proposées sont encore et toujours tournées vers l'attractivité et vers le rayonnement de la métropole. À l'heure où la crise du logement bat son plein, cela a déjà été évoqué plus tôt dans ce Conseil, il serait temps de se poser les bonnes questions, celles des limites écologiques et démographiques du modèle de métropolisation que nous continuons d'alimenter. En particulier, il est urgent de mettre un grand coup de frein à l'artificialisation de nos sols. Pourquoi ? Parce que notre métropole ne peut plus s'étendre indéfiniment sur les terres agricoles et naturelles. Parce que nous en avons besoin pour nous nourrir, pour lutter contre les inondations, pour préserver notre biodiversité, pour préserver nos paysages, mais aussi, tout simplement, pour respecter la loi.

La prochaine modification du PLUm sera déterminante sur ce sujet. Il s'agira de protéger un maximum ce qu'il nous reste d'espaces naturels et agricoles pour nous et surtout pour les générations futures. Soyez donc assurés que les élus du groupe écologiste et citoyen seront particulièrement mobilisés et vigilants quant à ces évolutions.

Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascale Robert. »

M^{me} Robert : « Madame la Présidente, chers collègues.

Porteurs de la stratégie d'aménagement de la Métropole, nous avons approuvé le PLUm voici trois ans, après un long processus de travail débuté en 2014 entre communes, établissements publics et citoyens. Un tel document nous permet d'avoir une vision à long terme cohérente et partagée pour répondre aux problématiques communautaires en matière d'aménagement économique, de transport, de cadre de vie et d'habitat. Ainsi, notre programme local de l'habitat repose largement sur celui-ci, en nous permettant de densifier ou d'ouvrir des zones à l'urbanisation.

En matière de développement de l'offre de logements, les élus communistes et républicains sont inquiets. Le diagnostic de construction de logements neufs en France et sur notre territoire n'est pas bon et les perspectives invitent à encore plus d'inquiétudes. Après la pandémie, la construction peine à redémarrer. Prix des matières premières, inflation, coût du crédit, nouvelles normes et nouveaux prélèvements budgétaires de l'État dans les caisses des bailleurs sociaux sont autant de problématiques qui vont ralentir ou empêcher des projets de voir le jour. 6 000 logements neufs, dont 2 000 logements sociaux par an, sont les objectifs que nous nous sommes fixés avec le PLH 2019-2025 et nous ne devons pas en dévier, car le besoin se fait sentir chaque jour un peu plus. Ni le secteur privé ni les bailleurs ne peuvent répondre à la demande.

Alors oui, nous devons également répondre aux enjeux de demain en réduisant l'utilisation d'espaces naturels ou agricoles. Oui, la densification doit offrir un habitat où il fait bon vivre pour toutes et tous. Au vu du dynamisme des soldes naturels et migratoires, Nantes Métropole doit favoriser une urbanisation raisonnée et pourvoir à tous les besoins, du logement social aux logements intermédiaires.

Aujourd'hui, nous approuvons la première modification du PLUm pour ouvrir à l'urbanisme de deux zones 2AU. C'est une très bonne chose. Près de 80 zones sont encore dans les cartons du plan d'urbanisme. Celui-ci nous permet également de densifier l'habitat par endroits et les deux outils seront nécessaires vu l'ampleur de la tâche. Veillons tout de même à ne pas être en contradiction avec nos objectifs en prônant d'un côté "plus personne à la rue" et "il faut tout arrêter", que cela soit pour des raisons d'environnement ou par refus d'une partie de la population de partager l'espace urbain. C'est le même conservatisme qui est à l'œuvre. Je vous remercie de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Laurence Garnier. »

M^{me} Garnier : « Merci beaucoup, Madame la Présidente.

Juste un mot sur ce projet de modification du PLUm concernant le projet de Pirmil-les Isles.

Si on fait un petit retour en arrière, vous vous souvenez qu'il y a quelques années, nous débattions de l'utilité ou non d'un projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et qu'un certain nombre d'élus, de tous bords du reste, faisaient du nécessaire développement de notre cœur de métropole un des arguments pour installer l'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, notamment le projet de CHU sur l'île de Nantes et le projet de développement du secteur Pirmil-les Isles étaient affichés comme n'étant pas réalisables en cas de maintien de l'aéroport sur le site de Nantes-Atlantique. Depuis, on sait ce qu'il est advenu de ce projet d'aéroport. Suite à son abandon par le gouvernement en 2018, il a été acté une refonte de l'aéroport actuel et notamment l'allongement de la piste. Lequel allongement devait permettre aux avions d'atterrir selon un angle plus prononcé, donc d'atterrir sur une période plus courte, d'atterrir plus loin par rapport au cœur de métropole du fait de l'allongement de la piste et ceci, semble-t-il, rendait à nouveau possible le développement de ces deux projets urbains et notamment de Pirmil dont il est question dans cette délibération.

Aujourd'hui, nous n'avons pas de nouvelles, nous ne savons pas ce que l'État va faire ou ne pas faire concernant cet allongement de la piste qu'il avait annoncé. Le comité de suivi des engagements de l'État est régulièrement reporté et aujourd'hui, c'est silence radio de ce côté-là. Donc, avez-vous des informations ? Que va faire l'État ? Et en tout état de cause, il ne nous semble pas raisonnable de voter ce projet de PLUm alors même que nous n'avons pas ces informations qui ont des incidences importantes sur le projet de développement de ce secteur de Pirmil. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste un mot sur la question aéroport et puis je laisserai Pascal Pras répondre sur l'ensemble des questions ayant trait au PLUm.

La Présidente Région et moi-même, et l'une et l'autre en bilatéral et de manière coordonnée, ont eu un certain nombre d'échanges avec le ministre des Transports sur les questions que vous évoquez. Je crois pouvoir dire que tout le monde est aligné sur le fait que nous attendons de l'État de la transparence et des réponses.

Calendrier, projet, allongement ou pas allongement, quelles conséquences, pour quoi faire, sur quels critères ? Et je le dis ici, après ce que ce territoire a traversé, quelles qu'aient pu être les positions historiques des uns et des autres sur le sujet, quand la DGAC nous dit des choses, le mieux c'est qu'elle puisse nous les démontrer. Parce que l'histoire nous a montré que nous avons besoin de preuves, de démonstrations et d'éléments.

J'ai porté ce message auprès du ministre des Transports. Je sais que la Présidente de Région l'a fait également de son côté également et donc nous sommes aujourd'hui dans l'attente des réponses du ministre et des services de l'État sur ces sujets sur ces différentes questions que vous avez pointées, je le redis puisque nous en avons échangé à plusieurs reprises avec les maires, avec l'ensemble des élus concernés. Vraiment, je le redis, la nécessité de la transparence sur ces sujets dans le processus de décision me paraît un impératif absolument indispensable. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Pour répondre précisément, enfin avec les informations dont je dispose, dont vous aurez bien compris qu'elles ne sont pas forcément aussi complètes qu'on le souhaiterait les uns et les autres. À propos de l'aéroport, je pense que les cartes de bruit qui sont en vigueur aujourd'hui ne remettent pas en cause les projets que vous avez cités, Madame Garnier, et il n'y a pas de raison que demain ça soit le cas non plus. Donc je me permets de vous le dire, compte tenu des éléments dont on dispose à ce jour.

Et juste une petite réponse à Matthieu Annereau qui est très inquiet. Il s'agit juste dans cette modification du PLUm d'acter une modification du ratio de stationnement par logement et de caler sur le reste de Saint-Herblain et non pas sur la ville de Nantes. Puisque lorsqu'on a fait la carte, c'est un endroit où passe un trait et selon le côté où tombe le trait, en fait vous pouvez être assujetti à l'un ou à l'autre. Donc on a souhaité avoir la même logique en matière de nombre de places de stationnement par logement que sur le reste du quartier, pour qu'il n'y ait pas d'inégalité ou d'injustice entre les habitants. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascal Pras. »

M. Pras : « Merci, Madame la Présidente. Je vais terminer sur l'aéroport et les questions qui viennent d'être posées, Bertrand Affilé a donné un élément de réponse important.

Sur les éléments qui sont aujourd'hui portés à notre connaissance, ils n'induisent pas de difficultés au regard du projet urbain et du projet de ZAC sur la partie les Isles du projet Pirmil-les Isles. Au regard de ce qui aujourd'hui sera mis en œuvre en termes d'actions et d'engagements opérationnels de la ZAC, puisqu'on est sur la partie... Alors, vous voyez le boulevard Schoelcher qui coupe cette ZAC en deux. On est sur la partie est de cette zone des Isles, au frottement du boulevard Schoelcher. Donc pour l'instant, on n'est pas encore impacté ou le projet et les premiers projets opérationnels qui vont sortir ne seront pas impactés. Et pour aujourd'hui, si plus informés, nous on est effectivement en attente d'informations un peu plus précises, mais dans tous les cas ça ne viendra pas contrevenir au développement urbain du projet de Pirmil-les Isles.

Sur les problématiques de hauteur soulevées par Monsieur Annereau, effectivement il y a eu quelques remarques sur la ville de Nantes, sur la ville de Saint-Herblain, entre autres sur les hauteurs. Et si vous avez pris le temps de regarder ou de prendre connaissance du rapport, la commission d'enquête insiste sur le fait de recommander à Nantes Métropole de prendre à chaque fois les mesures adéquates pour préserver l'intimité des personnes et des biens dès lors que c'est possible. Et je vous rappelle que c'est une obligation de la loi et du Code civil et du Code de l'urbanisme de prendre en compte les problématiques de préservation des intimités, de limitation des co-visibilité, c'est le projet qui doit s'adapter à ça.

Et enfin, il y a des procédures de droit, des procédures juridiques qui peuvent être engagées dès lors qu'un propriétaire se sentirait lui-même lésé et qu'il y a des éléments d'arbitrages qui peuvent intervenir sur ces préservations des intimités, effectivement qui doivent être défendues ou assurées pour le bien-être des habitants, surtout quand on est dans des frottements à la couture du développement urbain à côté de zones d'habitat type pavillonnaire.

La réponse à l'intervention de Madame Robert, il n'y a pas de question, vous faisiez une remarque, on la partage sur la production du logement. Sur les deux zones 2AU qui ont été portées à l'ouverture, je vous rappelle que celle de Bouaye, elle n'accueille pas du logement, mais elle est pour accueillir un équipement public de la commune de Bouaye, c'est le centre technique de la commune de Bouaye. Et celle de Nantes, elle est sur le secteur du Bois des Anses, sur la grande ZAC Doulon-Gohards, pour permettre l'accueil notamment des fermes urbaines et des activités liées au développement du projet urbain.

Pour répondre à Monsieur Petit, je ne vais pas relancer le débat qui a eu lieu ce matin lorsqu'on a parlé des finances et de l'évolution de notre territoire. Je veux simplement rappeler, et je le fais assez régulièrement en tapant, mais je crois qu'il faudrait que je tape plus fort du poing. Je rappelle que l'on a fait un énorme travail dans l'élaboration de ce PLUm en 2019, notamment dès la phase du PADD et dès l'adoption de son PLUm, à savoir la réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, de 50 % sur l'ensemble du territoire, qui est venu réduire de manière considérable... Les zones NX, il n'y en a plus, les zones 2AU et les zones 1AU. Et que ce travail fait qu'aujourd'hui, nous avons un développement urbain qui est relativement contenu et qu'il est objectivement rappelé que 80 % du développement urbain doit se faire dans le tissu urbain constitué de la centralité métropolitaine et des centres bourgs des communes périphériques. C'est inscrit, c'est coulé, ça n'est pas remis en cause. Et cette évolution de notre PLU doit nous amener et renforcer cette démarche du renouvellement et de la reconstruction de la ville sur la ville. Vous l'avez rappelé, ce sera aussi un enjeu important de la modification n° 2.

Voilà, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je vous invite à voter, mes chers collègues.

Des oppositions ? Des abstentions ? Je crois qu'on me fait signe qu'il faudrait recommencer.

Je mets donc aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ?

Cette délibération est donc adoptée. »

13 – NANTES – PLAN LOCAL D'URBANISME MÉTROPOLITAIN (PLUM) – EXTENSION DE LA PISCINE DES DERVALLIÈRES – PROCÉDURE DE MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLUM SUITE À DÉCLARATION DE PROJET DE LA COMMUNE – APPROBATION
--

M^{me} la Présidente : « Délibération suivante, délibération 13, Pascal Pras. »

M. Pras : « La délibération 13 est l'adoption de la procédure de mise en compatibilité du PLUm suite une déclaration de projet sur la commune de Nantes et sur le secteur des Dervallières, lié au projet de la mairie de Nantes, de la Ville de Nantes, d'extension de la piscine des Dervallières. Dans la délibération, on vous explique que pour les besoins des activités et en réponse à l'apprentissage de la natation, au secteur d'animation que représente cette piscine, la mairie de Nantes souhaite réhabiliter et développer un projet d'extension de la piscine.

Pour cela, elle a besoin d'une procédure de déclaration de projet qui emporte mise en compatibilité du PLUm puisque le zonage qui se trouve autour de la piscine est un zonage NL et qu'il convient de le faire évoluer vers un zonage adapté à la construction, à savoir du zonage en NC L4, équipements d'intérêt collectif et de service public.

Et puis, il convient, pour étendre ce secteur de construction de la piscine, de modifier un EBC d'une surface de 120 m², en sachant que d'autres arbres et végétaux seront requalifiés, reclassés en EBC, notamment ceux qui se trouvent à proximité du parking de cette piscine.

Conformément à la procédure de déclaration de projet, celle-ci a fait l'objet d'une enquête publique, qui a été organisée par le Préfet de juin 2022 à juillet 2022. Que le commissaire enquêteur, à l'issue de cette enquête, a formulé un avis favorable avec trois recommandations, qui sont : l'ajustement de l'emprise exactement à la taille et à la capacité de la future zone STECAL ; que les travaux se réalisent au plus près de cette emprise ; et que les travaux ne soient pas de nature à gêner l'accès au parking et de garantir la quiétude des riverains.

En application du Code de l'urbanisme, les modifications ont été apportées à la mise en compatibilité ou au dossier de mise en compatibilité. Et puis, les observations du commissaire enquêteur ont été prises en compte, sans porter atteinte à l'économie générale du projet.

Par délibération d'octobre 2022, la Ville de Nantes a donné un avis favorable et a reconnu d'intérêt général cette action et il convient à notre tour d'approuver cette mise en compatibilité du PLUm pour permettre réalisation de cet équipement public. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de demandes d'interventions... ? Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Pardon, Madame la présidente, je pensais qu'il y aurait des interventions. C'est pour ça que quand vous avez dit "il n'y a pas d'intervention", ça m'a inquiété tout de suite. Ça m'a inquiété parce que j'ai entendu tout à l'heure les paroles de notre collègue Primaël Petit qui disait "stop à l'artificialisation des sols, nous y serons vigilants". Alors, je sais qu'il n'y a plus beaucoup d'arbres sur cet espace, évidemment, cet espace boisé classé, mais quand même, ce silence assourdissant sur ce projet me laisse à penser que Delphine Bonamy, Séverine Figuls ont donc disparu de nos débats ou fait évoluer leur position ou même valident cette suppression d'espaces boisés classés. Donc, j'en profite, et Jacques Garreau sait de quoi je veux parler. S'il est désormais possible d'abattre un arbre pour un projet, a fortiori, il doit l'être quand celui-ci cause des dégâts importants.

Donc, pouvez-vous, Madame la Présidente, m'expliquer la situation ubuesque que vivent deux retraités sur ma commune, finalement auxquels on refuse l'abattage d'un arbre situé sur un boulevard métropolitain et dont le système racinaire cause de nombreux dégâts et a d'ailleurs été à deux doigts de causer des dégâts encore plus importants.

Donc voilà, je m'inquiète et en même temps je relance Jacques Garreau même si, je le sais, il est très mobilisé sur la question. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Jacques Garreau. »

M. Garreau : « Je peux rassurer Monsieur le Maire de Vertou puisqu'encore je crois en début semaine ou en fin de semaine dernière, j'étais en communication téléphonique avec une des deux personnes âgées citées. On peut aussi informer l'ensemble du Conseil métropolitain que des travaux ont été faits et suivis par les services du pôle en question. Une tranchée je crois de plus d'un mètre de profondeur a été créée pour qu'une barrière fasse que des racines qui s'étaient développées ne puissent plus le faire. Donc le problème a été traité et on en est maintenant à la question de l'indemnisation. Mais il y a aussi des experts dans nos assurances et ils ne partagent pas forcément l'analyse que tout serait à mettre sur la charge d'un arbre métropolitain. Donc après, ce sont des batailles d'experts et on espère que les choses trouveront une issue favorable pour nos deux retraités.

Mais en tous les cas, je maintiens bien l'idée qu'un arbre d'alignement – et il y en a de très nombreux sur ce boulevard – a toute sa place pour y rester. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je crois donc que nous pouvons mettre aux voix cette délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

14 – VERTOU – CRÉATION D'UN GROUPE SCOLAIRE SUR LE SECTEUR DES ÉCHALIONNIÈRES – MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLUM SUITE À DÉCLARATION DE PROJET DE LA COMMUNE – APPROBATION
--

M^{me} la Présidente : « Délibération 14, Pascal Pras. »

M. Pras : « Cette fois-ci, nous nous déplaçons à Vertou, sur la belle commune de Vertou, pour évoquer la mise en compatibilité du PLUm pour permettre la réalisation non pas d'une piscine, mais d'une école. La Ville de Vertou a engagé une étude prospective sur ses effectifs scolaires. Et pour anticiper les besoins liés à son évolution démographique, a identifié la nécessité de créer un nouveau groupe scolaire, de manière aussi à rééquilibrer son offre éducative sur son territoire. Le nouveau groupe scolaire a été envisagé en continuité du collège Lucie Aubrac, sur le secteur des Échalonniers et donc un foncier permettra l'accueil en zone US de cet équipement. Néanmoins, pour son accès à la voirie, il est nécessaire de modifier le zonage d'un terrain qui permet cet accès qui est aujourd'hui en zone NN, en espace naturel, et de faire évoluer ce zonage en classement US. La Ville de Vertou, de la même manière a délibéré, a décidé une procédure de déclaration de mise en conformité du projet du PLUm, de déclarer l'intérêt général de ce projet. Une enquête publique a eu lieu du 7 septembre au 7 octobre 2022 et elle a eu un avis favorable du commissaire enquêteur. Le Conseil municipal de Vertou a délibéré le 17 novembre sur l'intérêt général du projet et il nous est aujourd'hui proposé de valider cet intérêt général permettant de modifier le PLUm. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Merci, Madame la Présidente. Après, j'arrête, évidemment. Vous tenez en main l'intelligence et l'âme des enfants. Ils doivent savoir ce qu'est une démocratie libre, quels droits leur confère, quels devoirs leur impose la souveraineté de la nation. C'est ainsi que, et je vous fais plaisir, Madame la Présidente, Jean Jaurès parlait à ses instituteurs. »

M^{me} la Présidente : « Deux fois aujourd'hui. Agir pour ne pas subir plus Jean Jaurès, on voit que c'est bientôt Noël, merci, cher Rodolphe ! »

Rires

M. Amailland : « Je suis toujours ravi quand vous vous êtes ravie, vous le savez bien ! »

Rires

M. Amailland : « L'inverse et la réciproque devraient être vrais également. »

Rires

M^{me} la Présidente : « Avec parcimonie, naturellement ! »

Rires

M. Amailland : « Naturellement et en tout bien tout honneur !

La création d'un nouveau groupe scolaire sur la commune de Vertou, dans le secteur dont vous avez parlé, Monsieur le Vice-président, répond à plusieurs enjeux pour la collectivité. Renforcer l'offre éducative évidemment pour les enfants vertaviens, afin de répondre à anticiper les besoins liés à la population et dans un contexte que chacune et chacun connaît difficile. Construire une école, ce n'est pas simple, c'est faire des choix, des choix assumés, des choix aussi de renoncement sur d'autres investissements pour pouvoir financer ce bel équipement.

Rééquilibrer les effectifs sur le territoire. Offrir au cœur d'une zone urbaine en plein renouvellement et en plein développement un si beau service public est une ambition partagée par l'ensemble du Conseil municipal de Vertou.

Cela permet aussi de conforter l'attractivité du centre-bourg de Vertou, de renforcer les passerelles, notamment grâce à son implantation à côté d'un collège, le collège Lucie Aubrac. Forte de sa volonté de créer ce nouvel équipement, la Ville a fait un choix d'implantation sur un terrain dont elle avait la maîtrise et qui était effectivement, comme tu l'as dit, Pascal, en zone US.

Malheureusement, une petite zone est classée en zone naturelle, mais je rassure évidemment tout le monde sur cette zone, il n'y a pas d'arbres ! Et donc, cette modification permettra de réaliser l'intégralité du projet dont, je le dis, les accès seront portés aussi en partenariat.

Il convient donc de faire évoluer ce zonage et je remercie l'ensemble de mes collègues qui croient en l'école, qui croient en l'émancipation par l'enseignement de bien vouloir voter cette modification du PLUm. Merci beaucoup. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix cette délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

15 – SAINT-SÉBASTIEN SUR LOIRE – SECTEUR DE FRÊNE ROND – SAINT-SEB BOULEVARD – PRISE EN CONSIDÉRATION DU PROJET D'AMÉNAGEMENT

M^{me} la Présidente : « Délibération 15, Pascal Pras. »

M. Pras : « Cette délibération doit nous amener à prendre en considération un projet d'aménagement sur la commune de Saint-Sébastien, sur le secteur du Frêne Rond.

On rappelle, mais ça fait un peu suite au débat que nous avons eu sur l'intérêt métropolitain pour les entrées de ville, que le Projet d'aménagement et de développement durable, le PADD de notre PLUm affichait une volonté de requalification des secteurs d'activité économiques, notamment ceux qui sont situés aux abords des axes structurants en favorisant le renouvellement urbain. La route de Clisson, on l'a vu ce matin, est une de ces entrées majeures. Elle porte également un pôle d'emplois important et bien sûr une très bonne accessibilité.

Le long de cet axe, il y a un secteur dénommé Frêne Rond Saint-Seb boulevard, qui bénéficie d'une réelle dynamique économique, qui est basé à dominante sur le commerce dans sa partie nord-ouest et puis à dominante plutôt productive et de loisirs dans sa partie est.

Néanmoins, ce territoire, par son histoire et son développement, a pu générer des incohérences, des défauts de lisibilité, des fonctions urbaines qui ne s'assemblent pas obligatoirement bien ensemble, un agencement complexe et surtout, un manque de qualité et de lisibilité sur la route de Clisson.

Nantes Métropole a engagé, en lien avec la commune de Saint-Sébastien, une étude de requalification et de développement sur ce secteur, de manière à préciser et à encadrer les futurs projets dans la perspective d'une dynamique de requalification.

Pour cela, des orientations ont été posées. Il s'agit aujourd'hui dans cette délibération, pour pouvoir éventuellement surseoir à des projets qui viendraient s'opposer ou qui seraient en contradiction avec le projet de développement de ce secteur, d'adopter un périmètre de prise en considération de ce secteur. Ce dispositif permettra, comme dans un périmètre d'étude, à l'autorité compétente, la Métropole et la commune, d'opposer un sursis à statuer à des demandes d'autorisations d'urbanisme qui viendraient contrevenir au projet développé à cet endroit.

Voilà, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demandes d'intervention particulières ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

16 – NANTES – BAS CHANTENAY – INSTAURATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN RENFORCÉ (DPUR)

M^{me} la Présidente : « Délibération 16, Laure Beslier. »

M^{me} Beslier : « Bonjour à tous. On est sur une délibération pour instaurer le droit de préemption urbain renforcé. C'est sur le projet Bas Chantenay.

La création de la zone d'aménagement concerté, donc la ZAC du Bas Chantenay à Nantes, a été approuvée au sein de ce Conseil métropolitain en date du 28 juin 2019 et son aménagement a été confié à Nantes Métropole Aménagement.

Je vais vous redonner les objectifs poursuivis pour l'aménagement de ce secteur qui sont donc : développer d'abord l'activité économique existante en maintenant le nombre d'emplois sur le site et en cherchant à rendre compatibles ville et industries. C'est aussi réaliser environ 90 000 m² de surface de plancher de commerces, d'activités tertiaires et équipements.

C'est aussi contribuer à renouveler l'accès de la ville à son fleuve berges, quais, espaces portuaires, cales. Mais également participer au développement de son habitat dans le cœur de la métropole en créant 1 000 logements. Mettre en valeur le patrimoine, notamment industriel.

Contribuer à la connexion du quartier au cœur de la métropole, mais aussi participer à l'attractivité de la métropole en développant l'offre de loisirs et culturelle, notamment au bord et sur le fleuve. Et également développer la biodiversité et intégrer le quartier dans les continuités vertes.

L'ambition donnée sur ce secteur pour répondre à l'enjeu de la centralité métropolitaine nécessite des moyens conséquents et des outils juridiques et réglementaires adaptés afin de ne pas compromettre la mise en œuvre des projets. En effet, vous le savez tous, le secteur attire les investisseurs et les professionnels de l'immobilier qui, pour certains, s'inscrivent dans une logique spéculative.

Il vous est donc demandé d'instaurer ce droit de préemption urbain renforcé pour permettre ce projet. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demandes d'intervention particulières ? Madame Van Goethem. »

M^{me} Van Goethem : « Bonjour. Simplement, pourriez-vous nous expliquer la différence entre ce droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé que nous allons voter ? ».

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas d'autres demandes d'intervention ? Oui, allez-y. »

M. Kabbaj : « Merci, Madame la Présidente. Quelques mots simplement pour dire que notre groupe soutient bien évidemment cette délibération. Mais aussi que nous appuyons plus globalement l'utilisation du droit de préemption urbain renforcé. En effet, dans le contexte de tensions sur le foncier que nous connaissons, il apparaît comme un outil pertinent de notre politique dans ce domaine. Il permet d'agir sur des secteurs urbains complexes, notamment ceux où les biens sont composés en majorité de copropriétés, de locaux professionnels ou mixtes par exemple.

La stratégie foncière est un enjeu crucial pour notre territoire et elle ne peut être laissée entre les mains des promoteurs immobiliers qui réalisent aujourd'hui les réserves foncières dont nos collectivités auront besoin demain.

Nos collectivités doivent donc actionner tous les leviers qui leur permettent de garder la main en n'hésitant pas à s'appuyer pour ce faire sur des acteurs publics tels que nos opérateurs publics d'aménagement.

S'agissant du droit de préemption renforcé, il nous semble qu'un travail de diagnostic initial pourrait permettre d'établir les secteurs de renouvellement urbain pour lesquels il serait utile à court et à moyen terme de l'instaurer. Cela permettrait de déterminer en amont les secteurs d'intervention prioritaires, comme certaines entrées de ville proposées d'intérêt métropolitain.

Le droit de préemption urbain renforcé constituerait alors un des moyens de prise en compte de la spécificité du tissu urbain au service des objectifs et orientations d'aménagement que nous portons. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Laure Beslier. »

M^{me} Beslier : « Oui, merci. Pour répondre à Madame Van Goethem, pour répondre à votre question, en fait c'est dans la première partie de la délibération. En fait, on exerce un droit de préemption urbain renforcé sur les secteurs de Nantes, Rezé et Bouguenais et pas dans les autres secteurs. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

17 – NANTES – ZAC NANTES NORD – PROJET DE PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS – DOSSIER DE RÉALISATION – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Pierre Quenea pour la délibération 17. »

M. Quenea : « Merci Madame la Présidente, chers collègues.

Cette délibération 17 concerne le projet des équipements publics et le dossier de réalisation sur la ZAC Nantes Nord.

Nous étions le 13 octobre dernier un certain nombre d'élus avec Anne-Claire Mialot, Directrice générale de l'Agence nationale de rénovation urbaine, sur les quatre quartiers prioritaires qui entrent dans ce périmètre du nouveau programme national de rénovation urbaine, dont celui de Nantes Nord.

Au même titre que Bottière Pin Sec, les Dervallières, Le Grand Bellevue, Nantes Nord figure comme projet d'intérêt national qui précise un partenariat actif entre acteurs, dont l'État, Nantes Métropole, les villes et les bailleurs sociaux.

Nous sommes ici au cœur du plus grand quartier d'habitat social nantais, avec pas moins de 11 600 habitants, 450 logements locatifs sociaux sur une surface de 80 hectares et trois secteurs prioritaires dont Bout des Pavés, Chêne des Anglais, Petite Sensive et Boissière.

Le 8 octobre 2020, notre Conseil a décidé de créer la ZAC Nantes Nord avec pour objectif de transformer, de requalifier le quartier afin de permettre à chaque habitant de pouvoir y vivre sereinement et dignement.

Il convient ici d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC, lequel comprend le programme de construction, celui des équipements publics, ainsi que les modalités prévisionnelles de financement échelonnées dans le temps. Le programme global des constructions prévoit notamment une construction de logements sur une surface prévue de 70 000 m², ainsi que des locaux d'activités, commerces, services sur plus de 6 000 m².

Le programme des équipements publics prévoit, lui, la création de voiries, des places publiques, des promenades paysagères, des équipements publics requalifiés destinés au patrimoine de la Ville de Nantes, tels que les aires de jeux et pataugeoires dont nombre d'entre nous en connaissent l'intérêt, notamment en période estivale pour les jeunes et familles plus généralement qui n'ont pas la chance de voir la mer chaque été, alors qu'elle n'est qu'à 50 km de chez eux.

Les modalités de financement sont ainsi prévues. Participation de Nantes Métropole à hauteur de 36 millions d'euros entre 2023 et 2034. C'est onze ans, c'est un temps long. Participation de Nantes à hauteur de 1 350 000 € sur la même période. De l'Agence nationale de rénovation urbaine pour 25 % des travaux d'aménagement des espaces publics des secteurs Bout des Pavés, Chêne des Anglais et du centre commerciale Boissière.

Il nous est donc demandé d'approuver ici le dossier de réalisation, le programme des équipements publics et d'autoriser Madame la Présidente à prendre les mesures adaptées à l'exécution de cette note. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Oui, je ne peux pas ne pas me réjouir de ce que Pierre vient de nous présenter. Et je voudrais insister sur un point, c'est sur la participation des habitants telle qu'elle a été sollicitée, notamment par les deux cabinets que nous avons pris en assistance à maîtrise d'ouvrage sur le sujet, qui ont réalisé une opération d'aller vers pour aller chercher l'avis des habitants sur notamment les aménagements d'espaces publics qui vont être libérés par la démolition de quelques barres d'immeubles et notamment qui ont été de manière très volontariste chercher la parole des enfants et des jeunes. Ce qui est souvent trop rare dans ce type d'opération. Et on a pu en tirer des expressions qui sont précieusement conservées, y compris dans leurs aspects graphiques. Des expressions, des demandes des enfants, des adolescents sur la manière dont ils voient l'évolution de leur quartier et les aménagements qu'ils voudraient voir s'y développer. Ce travail a été tout à fait remarquable et je voulais insister dessus à l'occasion de cette utile délibération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas d'autres demandes d'intervention ? Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

18 – NANTES/SAINT-HERBLAIN – PROJET DU GRAND BELLEVUE – RÉHABILITATION DE L'IMMEUBLE SIS 2, RUE ALFRED RÉBELLIAU – SIGNATURE DU MARCHÉ DE TRAVAUX
--

M^{me} la Présidente : « Délibération 18, Pierre Quenea. »

M. Quenea : « Cette délibération s'inscrit dans la même veine que la précédente, Madame la Présidente, puisqu'elle s'intéresse aux quartiers populaires et plus particulièrement ici au quartier du Grand Bellevue et plus directement la place centrale Mendès-France qui occupe les intérêts de Saint-Herblain et de Nantes conjugués.

Vous le savez, chers collègues, ce projet va modifier en profondeur la physionomie de ce quartier, de ce grand quartier.

Le temps des travaux n'étant pas sans impact sur le quotidien des habitants, nous cherchons par tous moyens à en limiter les effets. J'évoque ici la nécessaire continuité des services à la population, qu'il s'agisse des commerces ou des services publics.

Ainsi, préalablement à la relocalisation de La Poste dans la nouvelle polarité commerciale dans quatre ans, il a été évidemment nécessaire de valider une implantation temporaire.

Le Conseil métropolitain du 24 mars 2022 nous a permis d'approuver le programme des opérations de réaménagement de l'immeuble Rébelliau dont l'accueil de La Poste fera partie. Cet accueil, à partir de mi-2023, n'est possible qu'après des travaux de réhabilitation qui porteront notamment sur la démolition des espaces intérieurs du rez-de-chaussée, l'adaptation des façades existantes et du réaménagement intérieur fourni par La Poste et validé par Nantes Métropole.

Afin de permettre cette opération, une consultation en procédure adaptée avec possibilité de négociation pour désigner les entreprises en charge des travaux à réaliser a été lancée.

Au regard du rapport d'analyse des offres qui leur a été présenté hier, vous voyez qu'on ne perd pas de temps, les membres de la commission des appels d'offres réunis ont attribué les marchés d'installation de chantier, de désamiantage et de démolition.

Une attribution ultérieure sera réalisée sur les lots 4 à 17, ces lots étant restés infructueux, ce qui n'est pas sans poser un certain nombre de questions que vous connaissez bien à l'intérieur de vos collectivités respectives.

Il nous est demandé, mes chers collègues, d'autoriser la signature des marchés de ces trois lots pour une somme avoisinant les 226 000 €.

Voilà, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

19 – TRANSITION ÉCOLOGIQUE – CONSTRUCTION DE LA DÉCHÈTERIE DE COUËRON – APPROBATION DU PROGRAMME ET DE L'ENVELOPPE FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

M^{me} la Présidente : « Je donne la parole à Mahel Coppey pour la délibération 19, délibération qui concerne la construction de la déchetterie de Couëron. »

M^{me} Coppey : « Merci, Madame la Présidente.

Mes chers collègues, je viens vous présenter une délibération sur la création d'un équipement de déchetterie à Couëron en 2025. Cette délibération s'inscrit dans un projet plus global de notre politique publique. Celui d'abord de réduire de 20 % nos déchets à horizon 2030, mais aussi de mieux valoriser à hauteur de 65 % de valorisation matière nos déchets. Mais en parallèle, nous agissons aussi pour améliorer le service public de qualité et de proximité avec, vous le savez, des études qui ont montré que sur le quart nord-ouest de notre métropole, nous avons aujourd'hui seulement trois déchetteries, dont deux arrivent à saturation et on peut qualifier aussi de vétustes ces équipements. Je pense à celui de La Chapelle-sur-Erdre, pour laquelle nous allons mettre en place un programme de réhabilitation dès 2023 et pour Orvault, ce même programme est prévu sur 2024.

En parallèle, aujourd'hui je vous propose la création d'un équipement de proximité pour faciliter la vie des habitants et des habitantes et leur permettre de trier leurs déchets tout en limitant les déplacements.

Dans ce cadre, nous avons mené une concertation citoyenne sur le premier semestre 2022 pour recueillir les préconisations des usagers. Un chiffre, 2 millions de passages chaque année sur nos déchetteries et il était important pour nous de recueillir aussi l'avis des usagers sur nos équipements pour pouvoir intégrer leurs désirs d'amélioration et leurs propositions, autant dans les opérations de réhabilitation que dans les opérations de construction de nouvel équipement, comme celui dont je vous parle aujourd'hui.

Je me permets d'insister sur cette démarche citoyenne parce que Mesdames, Messieurs, c'est la première fois que nous nous appliquons à nous-mêmes les modalités d'expression citoyenne que nous avons votées et prévues dans le pacte de citoyenneté métropolitain, chère Christelle. Et je tiens à remercier aussi le panel de citoyens qui s'est mobilisé sur plusieurs séances d'immersion sur ce sujet et d'ateliers de travail.

Et puis, j'ai un clin d'œil appuyé parce que certains d'entre eux sont présents aujourd'hui et ils suivent nos débats. Je vous remercie, Mesdames et Messieurs, pour votre assiduité et votre engagement sur ce sujet.

Ils nous ont donc rendu un avis, un avis citoyen en mai 2022, le voici. Et puis, nous avons donc, avec les services de la métropole et en associant bien sûr les communes, instruit cet avis et proposé une réponse que voici. Elle est toute chaude puisque nous l'avons partagée en avant-première avec le panel citoyen, autant que faire se peut, mercredi dernier.

Que nous disent les citoyens et comment leur avons-nous répondu ?

Le message des citoyens est assez clair, ils veulent faire bouger les lignes, notamment sur les questions de réemploi. Comment on priorise la prévention, la réduction en proposant des solutions de réemploi sur nos équipements et comment on inscrit les équipements type déchetterie je dirais dans le maillon, dans la chaîne de l'économie circulaire sur notre territoire, en complémentarité de solutions qui existent déjà en proximité ?

Concrètement, comment on fait ? Pour favoriser le réemploi, on va donc augmenter les surfaces dédiées au réemploi, les connecter toujours plus et toujours mieux avec les partenaires, notamment d'économie sociale et solidaire. Nous avons les agents, notamment de la Métropole, qui ont participé à une formation ces quinze derniers jours avec Envie 44, avec la Ressourcerie de l'Île, avec L'Homme Debout pour mieux comprendre justement ce que recherchent ces partenaires, pour mieux aussi accueillir et orienter les usagers des déchetteries sur le réemploi.

Ensuite, les citoyens souhaitent comprendre ce que deviennent leurs déchets une fois déposés en déchetterie et veiller à ce que le parcours des déchetteries puisse aller j'allais dire du mieux valorisable au moins valorisable. L'idée étant aussi de leur souhait de voir comment on peut mettre en place une signalétique claire, didactique, pédagogique.

En clair, l'idée c'est que sur des équipements comme la déchetterie de Couëron, on va essayer aussi de consacrer une enveloppe à rendre les choses plus claires, plus lisibles, et donner, en tout cas tenter de contribuer à redonner confiance sur le cycle de vie des déchets et de leur valorisation.

Enfin, l'avis citoyen nous appelle à être vigilants sur notre manière de concevoir et d'implanter les équipements ou les opérations de réhabilitation de déchetteries.

Pour vous donner un exemple, sur l'implantation sur Couëron, nous avons fait le choix de concentrer la déchetterie sur 10 000 m². Au total, la parcelle concerne 30 000 m². Pourquoi ? Pour conserver les espaces naturels, les grands arbres bien sûr, mais aussi prendre soin de bien déconnecter cet équipement de la zone humide à proximité.

Les citoyens nous poussent aussi à aller plus loin sur les performances environnementales liées aux bâtiments et nous allons bien sûr saisir l'opportunité à Couëron, mais aussi sur l'ensemble de nos programmes de réhabilitation pour aller dans ce sens. Pourquoi ? Parce que ça nous permettra aussi de venir appuyer l'amélioration des conditions de travail des agents et des agentes de la métropole qui, vous le savez, sont sur le pont chaque jour dans les périodes de fortes chaleurs, de froid et de pluie. Donc, autant que faire se peut de profiter de ces enveloppes pour contribuer à améliorer les conditions de travail. Et puis ensuite, les citoyens ont aussi attiré notre attention sur la mise en sécurité et l'accès des déchetteries et c'est en ce sens que nous avons aussi consacré une enveloppe dédiée aux travaux de voirie sur l'aménagement de la proximité de la déchetterie de Couëron. C'est une enveloppe de 4,4 millions d'euros, cette construction de déchetterie. C'est une déchetterie qui sera modulable et qui pourra donc nous aider à faire face aux évolutions des filières de tri et de réemploi. Cette déchetterie est dimensionnée pour recevoir 13 000 tonnes de déchets à horizon 2040. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Carole Grelaud. »

M^{me} Grelaud : « Merci. Alors, on ne s'est pas coordonnées avec Mahel et j'aurais dû le faire parce que c'est difficile après de retrouver une accroche.

Alors moi, je vais faire l'accroche par rapport aux citoyens. Effectivement, il y a eu un travail important qui a été mené avec les citoyens. D'abord, certes, dans le cadre des ateliers qui ont été menés par la métropole, bien sûr avec la ville, mais aussi en amont, au niveau de la ville, nous avons concerté et demandé au Conseil des sages de réfléchir et de travailler. Et donc, le Conseil des sages avait fait un travail très pointu de recherche, dans une période qui n'était pas simple puisque nous étions à ce moment-là en pleine pandémie. Mais le travail a été rendu, a été rendu aussi au niveau de la Métropole, bien évidemment, et ils ont eu eux-mêmes aussi cette réponse. Donc ça a participé aussi au travail autour des déchetteries et de pouvoir justement avoir ce regard du citoyen. Mahel a tout dit, on en a déjà rendu réponse au panel mercredi soir.

Par contre, il y a aussi une interpellation des citoyens par rapport aux abords. Et surtout, comment... non pas par rapport à la déchetterie, la présence de déchetterie, tout le monde reconnaît que c'est indispensable. Ce qu'on aimerait bien, c'est qu'au bout du bout, on n'ait plus besoin d'en avoir ou très peu, mais on sait très bien qu'au niveau éducatif, on a encore beaucoup de travail à effectuer. Ils ont aussi donné des pistes pour aller sur des fois des petites antennes avant d'arriver justement sur cette déchetterie, pour éviter de concentrer trop de circulation voire de présence. Mais ils ont attiré notre attention évidemment et on a retenu et tu l'as dit Mahel, sur l'arrivée, la proximité de cette déchetterie au niveau de la circulation, au niveau des aménagements des abords. Donc c'est un travail, il y a un budget qui est ciblé sur ce domaine-là et on travaillera justement pour permettre de la façon la meilleure possible pour pouvoir accéder à cette déchetterie tout en créant le moins de gêne possible.

En tous les cas, je remercie la métropole. Je rappelle quand même que cette 12^{ème} déchetterie avait été arrêtée déjà il y a un certain temps et ce sera la seule du mandat, si je retiens bien ce qui m'a été dit.

Et ce travail quand même va aussi être très bénéfique pour l'ensemble des déchetteries de notre métropole, puisque je crois que le travail qui a été effectué pourra être mis aussi en action dans les autres déchetteries. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Matthieu Annereau. »

M. Annereau : « Oui, merci. La modernisation de notre réseau de déchetteries est une nécessité que vous avez identifiée et à laquelle nous souscrivons totalement. Accélérer sur la question du tri, de la valorisation des déchets et également structurer la filière de réemploi. Ce projet à Couëron va dans ce sens, mais ne va pas encore assez loin. Nous pensons qu'il faudra l'amender et le faire progresser ultérieurement. Toutefois, et j'associe à ça les élus de la Ville de Saint-Herblain, Bernard Floc'h et Alexandra Jacquet, de même que de Couëron, Patrice Bolo. Nous nous interrogeons sur le choix du site et sur le choix notamment qui n'a pas été fait de redimensionner la déchetterie de Tougas à Saint-Herblain.

Depuis des années, nous estimons que celle-ci est saturée. Nous demandons des études afin de la redimensionner et d'y implanter notamment une ressourcerie, demande à laquelle nous n'avons pas de réponse. Et aujourd'hui, ce projet pas très loin sur Couëron voit le jour.

Donc une interrogation sur le choix du lieu et s'il n'aurait pas été préférable de redimensionner la déchetterie de Tougas à Saint-Herblain. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je redonne la parole à Mahel Coppey. »

M^{me} Coppey : « Merci, Madame la Maire de Couëron pour ce complément d'information. Juste vous rappeler qu'en fait, cette déchetterie, effectivement, elle est implantée à Couëron, mais que j'ai commencé par vous expliquer qu'elle faisait partie d'un projet plus global et qui concerne le quart nord-ouest de notre métropole. L'idée étant effectivement de pouvoir avec ce nouvel équipement consacrer, un équipement de proximité auprès bien sûr des habitants de Couëron, mais pas seulement, ceux de Sautron, ceux de Saint-Herblain, ceux d'Orvault, ceux de La Chapelle-sur-Erdre, mais aussi tous ceux de la métropole. Je le rappelle, cet équipement viendra en complément des travaux que nous allons initier à Orvault et à La Chapelle-sur-Erdre pour justement répondre aux questions de saturation et de vétusté, comme je vous l'ai exposé. L'idée est bien d'avoir un système de complémentarité afin de soulager on va dire l'existant et surtout de permettre un nouvel équipement de proximité avec un service public de qualité et évolutif, puisqu'on essaye d'anticiper là aussi les réglementations et les obligations à venir sur les questions de réemploi et de tri. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Vous vouliez intervenir ? »

M^{me} Gessant : « Je voulais simplement expliquer mon vote. Je vais m'abstenir parce que, compte tenu de la situation dans laquelle la ville de Sautron est par rapport à la déchetterie industrielle aussi et compte tenu également de l'appui que nous ont apporté les habitants de Brimberne du côté de Couëron pour cette déchetterie industrielle, je ne voterai pas contre parce que je ne suis pas contre la déchetterie en elle-même, mais je veux leur faire comprendre aussi que je comprends leur démarche. Donc je m'abstiendrai uniquement. »

M^{me} la Présidente : « C'est noté. Je mets donc aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

20 – CENTRALE NANTES – CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PROJET ARTIST AU SEIN DU LABORATOIRE DES SCIENCES NUMÉRIQUE DE NANTES (LS2N) – SUBVENTION – APPROBATION
--

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, à partir de la délibération 20, je vais vous demander de redoubler d'attention puisque nous allons rentrer dans les délibérations qui vont demander, pas systématiquement mais assez régulièrement, des sorties de salle pour être totalement rigoureux sur les préconisations juridiques et réglementaires qui nous sont faites. Pour la délibération 20, comme vous l'avez constaté, je demande à Fabrice Roussel de quitter la salle et je vais donc donner la parole à Franckie Trichet. »

M. TRICHET : « Merci, Madame la Présidente, mes chers collègues. Cette délibération s'inscrit dans le cadre de notre stratégie de soutien à l'émergence d'une filière santé sur le volet économique, recherche, innovation et emploi. Et en particulier, c'est un travail qui est réalisé en lien avec la Région, dans le cadre d'un dispositif qui s'appelle Connect Talent, où l'objectif est d'aller attirer les chercheurs de renom à l'international qui vont justement proposer des innovations de rupture et créer des équipes de recherche avec de jeunes docteurs pérennes sur le territoire. Donc là, il s'agit d'une candidature d'une professeure qui s'appelle Caroline Cao, qui a la particularité et la singularité de travailler à l'interface de différentes disciplines scientifiques, en l'occurrence l'ingénierie, la santé et la médecine. Elle est aujourd'hui professeure d'ingénierie biomédicale. Elle est aussi professeure de traumatologie et de chirurgie à l'École de médecine de l'Université de Dayton aux États-Unis. Quelqu'un qui aujourd'hui avance des travaux scientifiques de renommée internationale et en plus est directrice et fondatrice d'un laboratoire sur ce sujet, en particulier l'ergonomie dans les environnements distants. On a la chance d'avoir cette candidature qui nous est proposée par l'École centrale, pour venir encore une fois conforter cette filière stratégique de la santé du futur, en lien avec les technologies immersives. L'objectif de ces recherches, c'est vraiment de pouvoir anticiper et accompagner les technologies innovantes de télémédecine, d'accompagnement des spécialistes qui vont utiliser aujourd'hui des microrobots invasifs pour aller opérer et de pouvoir justement accompagner le geste final d'opération avec des technologies numériques. Bien évidemment, je ne vais pas vous faire part de son CV, qui est conséquent, et on a encore une fois la chance d'avoir ce type de candidature qui nous vient sur le territoire. Preuve aussi qu'on est de plus en plus attractif avec nos grands projets structurants autour de la santé. Bien évidemment, le CHU, bien évidemment, l'IHU sur le thorax, sur lequel j'espère qu'on va être lauréats. Encore une fois, je tiens à signaler le fait qu'on a une candidature assez atypique et singulière pour remettre encore une fois le thorax et les maladies associées comme l'infarctus sur le devant de la scène à l'échelle nationale.

Et puis l'objectif, c'est de jeter les bases d'une équipe de recherche qui sera aussi rattachée au Laboratoire des sciences du numérique, en lien justement avec cette interdisciplinarité santé et numérique. L'objectif c'est de pouvoir contribuer à hauteur de 197 000 € pour l'accompagnement de cette équipe de recherche ici qui sera localisée à l'École centrale, sur le laboratoire des sciences du numérique. Sachant que le montant global de ce projet est de 687 000 €, la différence étant supportée par la Région. Donc nous demandons, mes chers collègues, de pouvoir approuver la venue de ce chercheur d'exception pour une filière d'excellence de notre territoire. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Marie Vitoux. »

M^{me} Vitoux : « Merci Madame la Présidente, chers collègues.

Évidemment, les investissements dans la santé doivent être soutenus et ils sont nécessaires. Cependant, face au constat de la saturation et aux situations de soins défaillantes partout en France, mais également sur notre territoire, on doit investir massivement dans la santé, mais également pour un hôpital public qui réponde aux besoins de notre territoire. Pour avoir plus de lits, plus de soignants et améliorer les conditions de travail de ceux-ci, mais également de celles-ci, puisqu'on sait que ce sont des professions aussi qui sont largement féminisées.

La technologie, elle vient en soutien de leur quotidien, mais sans elle et sans eux, ce sont nos hôpitaux qui s'effondrent, ce qui est plus ou moins le cas actuellement. Donc cette technologie ne va pas pouvoir se substituer aux compétences des professionnels et donc par rapport aux besoins de notre territoire, vous connaissez nos doutes sérieux sur la capacité du prochain CHU à y répondre. On doit augmenter le nombre de lits et de soignants. On a aujourd'hui un plan de financement qui est basé massivement sur l'endettement, donc qui fait reposer la viabilité économique du projet sur des coupes à tous les étages.

On sait aussi que l'implantation du CHU centralise toute l'offre de soins, privant une partie des habitants du territoire de la métropole, mais bien au-delà, d'un accès facilité à la santé publique. On a, à Saint-Herblain, une demande d'ouverture d'urgences. On a dans le pays d'Ancenis des habitants qui s'inquiètent de la fermeture définitive des urgences. Et donc on a un vrai enjeu de maillage territorial sur la question de la santé et de l'accès aux soins.

Franckie Trichet parlait d'innovation de rupture, je vous en propose une, cela serait d'investir massivement dans le service public de la santé. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste une remarque, je me permets de le dire, je pense qu'il y a là trois sujets qui sont mélangés de natures différentes.

Il y a un sujet sur lequel je vous rejoins qui est la situation actuelle du service public de santé dans le pays. Et là, je crois vraiment et même assez solennellement que tout le monde doit prendre la mesure de ce qui est en train de se passer. La situation des urgences aujourd'hui dans le pays n'est que le symptôme de la question des lits en amont et en aval. Et vraiment, là il y a une nécessité absolue que les autorités compétentes puissent amener des réponses. Elles sont difficiles, je le dis parce qu'on ne forme pas des médecins, des urgentistes et des infirmières en six mois, ça n'existe nulle part dans aucune réalité. Mais il est absolument juste que l'hôpital public est aujourd'hui au bord d'une situation extrêmement difficile. Et je crois que c'est important à la fois de saluer le travail des personnels, mais d'être lucide sur la situation dans laquelle nos hôpitaux se trouvent aujourd'hui. Ça, c'est le premier sujet, me semble-t-il.

Le deuxième sujet, c'est le transfert du CHU Hôtel-Dieu sur l'île de Nantes et, pardon de le dire, mais il y a eu des évolutions récentes sur ce projet qui sont tout à fait omises dans cette intervention et je le regrette.

Nous avons obtenu collectivement grâce à la mobilisation, y compris des collectifs de salariés que vous évoquez, le fait qu'il n'y ait plus de suppression de lits, contrairement au projet initial. Je crois que quand des luttes obtiennent des résultats, c'est mieux de pouvoir les saluer.

Et puis vous omettez aussi qu'il y a un pôle de gérontologie notamment, ce qui était pour nous important. Je regarde Bertrand Affilé, y compris parce que c'est cohérent avec ce qu'on a fait ici sur la longévité. Là aussi, je crois que quand les choses ont évolué, c'est mieux de pouvoir le saluer.

Enfin, il y a le sujet qui est celui de la délibération et celui de la délibération, il concerne bien ce continuum précieux que nous avons ici : enseignement supérieur, recherche, santé et innovation. Et c'est vrai que nous avons la chance sur ce territoire d'avoir des chercheurs qui émergent aujourd'hui au meilleur niveau. Donc, pour ma part, je n'opposerai jamais les chercheurs européens qui amènent des avancées sur des sujets aussi majeurs que la question du thorax et le service public de santé parce qu'en réalité, les deux sont totalement liés. C'est parce que nous avons des chercheurs au meilleur niveau que les jeunes internes choisissent Nantes parmi les premières destinations que nous avons un service public de santé qui n'est pas étanche aux réalités difficiles que vous avez évoquées, à raison. Donc, pour ma part, je n'opposerai jamais l'un à l'autre tout simplement parce que les professionnels de santé, dans leur diversité, nous demandent de ne pas opposer ces éléments.

Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ?

Cette délibération est donc adoptée. »

21 – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SITE DU CHÂTEAU DES DUCS DE BRETAGNE, DU MÉMORIAL DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE ET DES CRYPTES DE LA CATHÉDRALE – AVENANT N° 1 – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Délibération n° 21. Je vais demander à Elhadi Azzi, Anthony Descloziers, Anne-Sophie Guerra, Sandra Impériale, Anas Kabbaj, Florian Le Teuff, Fabrice Roussel, Aymeric Seassau, Emmanuel Terrien et Laurent Turquois de sortir de la salle et je donne la parole à Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Cette délibération concerne un avenant n° 1 pour la délégation de service public pour la gestion du site du château des Ducs, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des Cryptes de la cathédrale.

Nous avons confié en date du 10 décembre 2021, il y a un an, la convention de délégation de service public pour la gestion du site du château des Ducs de Bretagne, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des Cryptes de la cathédrale à la société publique locale Le Voyage à Nantes.

Au bout d'une année de contrat, il est nécessaire de procéder à un certain nombre d'actualisations et de précisions sur le contrat initial. Il y a cinq points.

Le premier point, c'est la programmation prévisionnelle de travaux. Nous allons avoir ici un mode de financement qui est précisé sur le site des réserves muséales. Il s'agit en fait d'attribuer au délégataire une subvention d'équipement de 33 000 € maximum pour la réalisation d'études préalables pour la réfection de la cour du château spécifiquement.

Il y a ensuite un deuxième point concernant la gestion des acquisitions et la restauration des œuvres du musée d'histoire. Il y a une convention de gestion qui a été conclue entre la Ville de Nantes, qui est propriétaire des collections muséales, et la SPL Voyage à Nantes. Donc il convient d'intégrer cette convention comme annexe dans le contrat de DSP, dans cet avenant.

Un troisième point, sur le volet de la responsabilité sociétale de l'entreprise. Il y a un plan de progression de la SPL en la matière. La phase de diagnostic a été achevée au cours de l'année. La feuille de route a pu être établie. La feuille de route doit être aussi intégrée en annexe 7B de ce contrat.

Un quatrième point pour ce qui concerne les assurances multirisques exposition. Il convient de préciser les conditions d'assurance des collections des expositions temporaires et des transports d'œuvres qui sont toujours des moments un peu délicats.

Et enfin, le cinquième point, c'est tout simplement l'avenant qui vient mettre au point les annexes 8A et 8B du contrat portant sur les moyens en personnels et de préciser les modalités de refacturation du poste de responsable scientifique qui n'avait pas été suffisamment explicité. Voilà, Madame la Présidente, je crois que j'ai expliqué les cinq points qui constituaient l'essentiel de cet avenant. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

22 – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT, L'ANIMATION ET LA PROMOTION DES INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES (ICC) SUR LE TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN ; L'EXPLOITATION, LA GESTION ET L'ANIMATION DES HALLES 1&2, BÂTIMENT TOTEM DES ICC SUR LE QUARTIER DE LA CRÉATION – AVENANT N° 2 – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Je vais laisser Fabrice Roussel revenir en séance puisque je dois lui donner la présidence pour la délibération 22, faisant partie des élus qui seront invités à quitter la salle. »

M. Roussel : « Merci, Madame la Présidente. Donc, avant l'exposé de cette délibération, je vais inviter Marie-Annick Benâtre, Cécile Bir, Delphine Bonamy, Marlène Collineau, Mahel Copey, Laurence Garnier, Isabelle Leray, Valérie Oppelt, Pascal Pras, Thomas Quero, Richard Thiriet, Franckie Trichet, Sophie Van Goethem et Louise Vialard à quitter la salle.

Cette délibération concerne la délégation de service public pour le développement, l'animation et la promotion des industries culturelles et créatives sur le territoire métropolitain, que nous avons confiée à la Samoa en 2019.

Cette délégation concerne aussi l'exploitation, la gestion et l'animation des halles 1&2 du bâtiment Totem des ICC, sur le quartier de la création.

Il s'agit de l'avenant n° 2 puisque nous avons eu un premier avenant en 2021 pour à la fois exonérer certains locataires du parc immobilier, dont ceux de la Samoa, et d'autre part, pour tirer les conséquences financières du retard de livraison du projet halles 1&2, dont la livraison a été différée à mi-2023.

Cet avenant concerne cinq points. Tout d'abord, la révision des tarifs de location pour l'ouverture des halles 1&2, puisqu'évidemment, vous le savez, il y a à la fois des conséquences durables de la crise sanitaire et puis également les impacts du contexte économique avec une forte reprise de l'inflation. Et compte tenu de ces éléments et afin de maintenir l'équilibre du contrat de DSP, les tarifs locatifs des espaces événementiels doivent être révisés.

C'est pour ça qu'il est proposé une augmentation de l'ordre de 10 % des tarifs. Cette progression doit permettre de couvrir l'augmentation des charges d'exploitation supportées par le délégataire.

Également, une nouvelle offre de tarification pour les locations événementielles pour des demandes supérieures à trois jours et au-delà du 10^{ème} jour. Et également, une précision des espaces pouvant être loués, notamment le hall d'accueil.

Deuxième élément, c'est la pérennisation de l'organisation d'une nouvelle manifestation dédiée à la créativité, la manifestation « Chtiing ! », qui a eu lieu du 21 au 24 avril 2022. L'idée, c'était à la fois de pouvoir rassembler des professionnels, des institutions, du grand public, des établissements académiques, des jeunes, des moins jeunes, des avertis ou des amateurs pour célébrer la créativité.

Vous avez dans la délibération, l'édition, les différents chiffres clés avec quatre jours dédiés à cette créativité aux rencontres. 34 ateliers, 300 inscrits aux rencontres professionnelles, treize lieux impliqués, dix nationalités représentées et 12 000 visiteurs à l'Art est au Nefs.

La volonté est de prolonger cette édition en 2023 et 2024 pour toujours associer et fédérer tous les acteurs locaux au-delà de l'île de Nantes, également prendre place dans les matrices pédagogiques pour largement mobiliser les étudiants du campus créatif et les établissements d'enseignement supérieur, développer les collaborations à toutes les échelles, densifier le programme avec des intervenants experts de dimension nationale et internationale et également la volonté d'accompagner l'émergence d'une nouvelle génération créative.

C'est pour ça qu'il est proposé d'augmenter de 100 000 € le montant de la contribution globale annuelle à la Samoa, donc pour 2023 et 2024 également.

Troisième élément de l'avenant, la clause d'indexation de la contribution de Nantes Métropole à la rémunération du personnel du pôle économique. Nantes Métropole a révisé les clauses d'indexation du traité de concession confié à la Samoa pour la réalisation du projet urbain de l'île de Nantes dans l'objectif de revaloriser les rémunérations des salariés. Donc par mesure d'équité, notamment nécessaire au volet social de la Samoa, une indexation équivalente de la compensation financière de la délégation de service public est proposée. L'impact financier de cette mesure est de 29 000 € en 2023 et 40 000 € en 2024.

Quatrième élément, c'est la mise à jour des accélérateurs des projets ICC et donc à la fois pour donner plus de lisibilité et pour intégrer les frais liés à la participation d'intervenants extérieurs. La Samoa propose de renommer ces dispositifs et donc également d'en rendre certains payants.

Les dispositifs Evolution seront proposés à un tarif initial de 2 000 € par an hors taxes. Et nouvelle recette, estimée à 16 000 €, a pour objectif de couvrir les charges extérieures afférentes à l'organisation de ces programmes.

Dernier point de l'avenant, la structuration de la filière de la mode durable et responsable. Depuis plusieurs années, les industries créatives et culturelles, dont les filières de la mode, ont affirmé leur sensibilité aux enjeux du développement durable et de la transition environnementale.

Cela représente un fort potentiel de création d'emplois, d'innovation et également de réindustrialisation des territoires. Nous souhaitons confier à la Samoa, en partenariat avec Nantes-Saint-Nazaire Développement, une étude pour faire remonter les besoins et les attentes de ces acteurs et les opportunités potentielles de la filière mode durable pour le territoire, avec l'objectif d'identifier les enjeux potentiels de cet écosystème afin de proposer sur la séquence 2023-2024 une feuille de route structurante.

À cet effet, la Samoa en 2023 va réaliser cette étude afin de préciser les moyens et forces en présence et identifier des actions à mener. Le montant prévisionnel de l'étude est de 25 000 €, incluant les prestations de conseil et de communication. Pour 2024, le budget prévisionnel est de 20 000 € dédiés à l'animation économique de la filière, sur la base d'un programme qui sera précisé à l'issue de la phase de l'étude en 2023.

L'ensemble des mesures exposées représentent un volume financier de 154 000 € pour 2023, nécessitant de porter la subvention de la Samoa au titre du contrat de DSP pour 2023 à 1 422 937 € et pour 2024, 1 512 603 €.

Est-ce qu'il y a des demandes d'intervention ? Il n'y en a pas. Je mets donc aux voix cette délibération. Pas d'oppositions ? Pas d'abstention ? C'est donc adopté. »

23 – ÉQUIPEMENTS CULTURELS MÉTROPOLITAINS – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

M. Roussel : « Nous avons ensuite la délibération 23, avec les équipements culturels métropolitains, avec deux dispositions. Tout d'abord le musée d'art avec la convention de coordination avec la ville du Havre pour le musée d'art moderne André-Malraux, dans le cadre de l'exposition "Paquebot 1913-1942, une esthétique transatlantique". C'est une exposition qui sera présentée au musée d'art de Nantes de novembre 2024 à février 2025 et au musée d'art moderne André Malraux d'avril à juillet 2025.

L'engagement financier de Nantes Métropole au titre de la convention est de 220 000 €, en sachant qu'une subvention sera sollicitée auprès de la Drac.

Et puis, vous avez également une disposition qui concerne les grilles tarifaires des équipements culturels métropolitains qui sont regroupés dans un seul document et qui liste également les bénéficiaires de gratuité ou de tarif réduit pour une mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2023.

Est-ce qu'il y a des demandes d'intervention ? Il n'y en a pas. Je mets aux voix. Pas d'opposition ? Pas d'abstention ? C'est donc adopté. »

24 – GESTION DE L'ÉQUIPEMENT CULTUREL ZÉNITH NANTES MÉTROPOLE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – APPROBATION DE L'AVENANT N° 2 AU CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC – APPROBATION DE LA GRILLE TARIFAIRE 2023

M. Roussel : « Nous avons ensuite la délibération n° 24, avec la gestion de l'équipement culturel du Zénith de Nantes Métropole.

Je rappelle que nous avons confié à la société Colling & Cie la gestion et l'exploitation de son zénith pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2028.

Il vous est proposé un avenant n° 2. Cet avenant vise d'une part à modifier le pourcentage possible de négociation commerciale des prestations refacturées, qui était prévu initialement à 5 %, on le porte à 20 %, tout simplement pour donner plus de marge de manœuvre au délégataire afin qu'il soit en mesure, le cas échéant, d'ajuster au mieux ses tarifs.

Et puis également, il est proposé une révision annuelle des tarifs. Et donc tout cela est basé sur l'évolution des indices proposée par l'Insee.

Sur cette délibération, est-ce qu'il y a des demandes d'intervention ? Il n'y en a pas. Je mets donc aux voix. Pas d'oppositions ? Pas d'abstention ? C'est donc adopté. »

25 – CITÉ DES CONGRÈS – PARC DES EXPOSITIONS – MACHINES DE L'ÎLE – POLITIQUE TOURISTIQUE – TARIFS 2023

M. Roussel : « Nous avons ensuite la délibération 25, qui va concerner plusieurs établissements, la Cité des congrès, le Parc des expositions, les Machines de l'Île et puis également, des tarifs liés à la politique touristique.

Tout d'abord pour la Cité des congrès. Là aussi, nous souhaitons faire en sorte que le délégataire dispose d'une possibilité de négociation commerciale de 25 % par rapport aux tarifs arrêtés. Là aussi, pour donner plus de latitude sur la négociation.

Concernant l'évolution des tarifs 2023, pour tout d'abord les locations de salles pour l'activité congrès, il est proposé d'appliquer une augmentation tarifaire de l'ordre de 4 % sur l'ensemble des salles. Les salles 100, 150, 200 et 300 verront quant à elles une augmentation de 5 %. Cette évolution demeure cohérente avec les niveaux de prix pratiqués par les centres des congrès implantés en France. Et par ailleurs, tout client contractant en 2023 pour une manifestation qui serait amenée à se dérouler sur 2024, 2025 ou 2026, se verra appliquer les présents tarifs majorés de 2 %.

Pour les locations de salles pour l'activité spectacles, cela concerne l'auditorium 2 000, 800 et 450. L'évolution tarifaire est de 4 %.

Également le partenariat avec l'ONPL avec deux évolutions de prix. Tout d'abord, pour la part relative aux espaces est proposé 5,73 % sur l'indice des prix à la consommation hors tabac et pour la part relevant du personnel est proposée une évolution de l'indice Syntec pour 3,87 %.

Pour les locations de bureaux, c'est une augmentation de 5,31 % qui est proposée.

Pour Exponentes, l'augmentation des tarifs sera de l'ordre de 5 % en moyenne. Selon les espaces concernés, c'est entre 4,8 et 5,3 %.

Pour les Machines de l'Île, je tiens d'abord à rappeler que la part recettes est importante puisqu'elle représente 83 % du budget des machines. Et donc depuis 2015, les tarifs n'avaient pas subi d'augmentation alors que sur la même période, l'inflation s'est établie à près de 12 % et qu'évidemment, nous souhaitons aussi conserver un taux d'autofinancement important.

C'est pour cela qu'il vous est proposé une augmentation moyenne de 5,8 %. À noter que cette proposition augmente moins fortement les tarifs du Carrousel des mondes marins pour tenir compte de l'attente du public d'un tarif accessible sur cet équipement en particulier. Elle fait porter également l'augmentation plus fortement sur les tarifs pleins que sur les tarifs réduits, et qu'il n'y a pas d'augmentation pour les tarifs pour les porteurs de carte blanche.

Dernier point, c'est la gestion et la mise en œuvre de la politique touristique métropolitaine. Avec tout d'abord des tarifs groupe qui voient une augmentation de 4,90 % pour un groupe de 30 adultes et puis également une augmentation moyenne de 3,28 % pour les visites guidées.

Sur les tarifs individuels, il est proposé une évolution tarifaire sur les tarifs pleins des pass 24 h et 48 h de 5 %.

Et puis également, vous avez l'évolution de 4 % pour les tarifs à la nuitée de la Villa Cheminée et de Micr'Home. Voilà, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention particulières, je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? La délibération est donc adoptée. »

26 – PERSONNEL MÉTROPOLITAIN – ADAPTATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS – DISPOSITIONS DIVERSES – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Délibération 26, Aïcha Bassal ».

M^{me} Bassal : « Merci, Madame la Présidente.

Cette délibération comporte douze points de notre politique ressources humaines.

Le premier point va concerner l'adaptation du bureau des effectifs avec, pour le budget principal, la création de 19 postes, une suppression de poste et 46 transformations de poste pour adapter la nature aux besoins des services ou au grade des agents.

Dans le budget annexe de l'eau, nous proposons quatre transformations de postes. Dans le budget annexe de l'assainissement, deux créations de postes de technicien et deux transformations de poste. Et dans le budget annexe des déchets, nous proposons trois transformations de poste. Et enfin, dans le budget annexe des transports, un poste en surnombre pour répondre à une situation individuelle. Vous avez le détail, mes chers collègues, dans l'annexe 1.

Le deuxième point va concerner le nombre prévisionnel d'agents temporaires que la collectivité prévoit d'embaucher pour des besoins d'accroissement de l'activité ou pour remplacer les agents lors des maladies ordinaires de congé de formation ou de congé maternité. Il est prévu pour l'année 2023 de créer 622 emplois non permanents, ce qui correspond à 171,70 équivalents temps plein. Vous avez également le tableau prévisionnel dans l'annexe 2.

Le troisième point va concerner le rapport social unique 2021. Comme vous le savez, l'ensemble des collectivités territoriales et des établissements publics doivent établir un rapport social unique au titre de l'année écoulée. Ce rapport social unique se décline en dix thématiques (l'emploi, le recrutement, les parcours professionnels, la formation, les rémunérations, la santé et la sécurité au travail, l'organisation du travail et l'amélioration des conditions et de la qualité au travail, l'action sociale, la protection sociale, le dialogue social et enfin la discipline).

Au-delà évidemment de mesurer l'évolution de l'ensemble des données RH, le nombre d'agents, les statuts, le temps de travail, la pyramide des âges, cela permet également d'établir les lignes directrices de gestion. Et puis, ça nous permet surtout d'avoir un véritable état des lieux des données relatives à nos effectifs. Ça nous permet de mieux ajuster, dans le cadre d'un dialogue social que nous souhaitons évidemment de qualité, notre stratégie et notre politique RH.

Et on peut le voir et vous pourrez voir mes collègues que dans ce rapport par exemple, un indicateur sur lequel nous devons évidemment continuer à travailler et pour lequel nous avons un retard, c'est le recrutement des personnes porteurs de handicaps. C'est une des priorités que nous nous fixons pour les mois et années à venir.

Le quatrième point concerne le régime indemnitaire qui tient compte des fonctions, des suggestions d'expertise et d'engagement professionnel. C'est ce qu'on appelle le RIFSEEP. Je rappelle qu'il est commun aussi bien à la Ville, à son CCAS et à Nantes Métropole. Donc, il s'agit aujourd'hui d'apporter, à travers cette délibération, des modifications sur le montant du régime indemnitaire responsabilité pour les directeurs de département, d'apporter également des modifications sur le cadre d'emploi des cadres territoriaux de santé paramédicaux, sur le cadre d'emploi des conseillers territoriaux socio-éducatifs, de permettre le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires à certains cadres d'emploi de la filière médicosociale et enfin, de permettre le versement d'un complément sous la forme d'une indemnité de fonction, sujétion et d'expertise, comme nous le permet le décret, notamment aux conservateurs des bibliothèques qui sont mis à notre disposition.

Le cinquième point va concerner un avenant pour le contrat de prévoyance. Depuis maintenant plusieurs années, nous proposons à nos agents et à nos agentes un contrat de prévoyance qui est commun à 18 structures. Vous avez la liste des structures bénéficiaires dans la délibération. Pour le contrat actuel qui a été mis en place à partir du 1^{er} janvier 2020 pour une durée de six ans, il avait été acté un gel des taux pour les trois premières années. La négociation pour les années suivantes a donc eu lieu et il en ressort et convient, au regard de l'aggravation de la sinistralité, d'appliquer de nouveaux taux de cotisation que vous trouverez dans la délibération.

Le sixième point va concerner le remboursement au Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante, que l'on appelle le FIVA. La commission de réforme a reconnu comme imputable au service la maladie d'un agent de Nantes Métropole, aujourd'hui en retraite. L'agent a fait une demande indemnitaire auprès de la FIVA qui l'a acceptée. Il s'agit aujourd'hui de rembourser une partie de cette somme, soit pour Nantes Métropole 10 300 €.

Le septième point, c'est juste le changement de direction pour un dispositif Cifre qui passe de la direction géographie observation à la direction animation de la transition écologique.

Et le 8^e, le 9^e, le 10^e, le 11^e et le 12^e point concernent des conventions de mise à disposition de personnel.

La première convention, c'est dans le cadre du Plan métropolitain de lutte contre la pauvreté. Elle est conclue entre le CCAS de la ville de Nantes et Nantes Métropole. Elle permet la mise à disposition de la directrice du département prévention et solidarité à raison de 5 % d'un équivalent temps plein et ceci pour une durée de deux ans.

La deuxième convention est dans le cadre de la feuille de route longévité. Nous sommes toujours sur une convention avec le CCAS Ville de Nantes avec la mise à disposition de la directrice du département prévention et solidarité à raison de 10 % d'un équivalent temps plein et pour une durée de deux ans.

La troisième convention est dans le cadre du Fonds de solidarité logement. Donc là, il est proposé qu'un agent du CCAS de la Ville de Nantes soit mis à disposition de Nantes Métropole à raison de 90 % d'un équivalent temps plein. Et cette convention est établie pour une durée d'un an.

La quatrième convention est entre Nantes Métropole et la SPL Le Voyage à Nantes. Nous avons approuvé, mes chers collègues, lors d'un précédent conseil, le renouvellement de la gestion dédiée du site du château des Ducs de Bretagne, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des cryptes de la cathédrale à la SPL le Voyage à Nantes pour une durée de cinq ans. Nous avons également voté une convention de mise à disposition de personnel et donc il est proposé aujourd'hui de renouveler cette mise à disposition de 14 agents de Nantes Métropole pour une période d'un an.

Et enfin, la dernière convention concerne la mise à disposition de personnel auprès du Pôle métropolitain Nantes-Saint-Nazaire. Dans le cadre de la protection de l'environnement et à l'alliance des territoires du Scot, il est proposé de mettre à disposition un agent du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux et trois agents du cadre d'emploi des techniciens territoriaux, à raison de 5 % de leur temps de travail et ceci pour une durée d'un an.

Vous avez évidemment, mes chers collègues, l'ensemble des conventions dans les différentes annexes qui vous ont été remises et il vous est demandé d'approuver cette délibération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Sophie Van Goethem. »

M^{me} Van Goethem : « Madame la Présidente, chers collègues.

Nous tenons régulièrement, vous le savez, à faire le point sur les recrutements dans le domaine de la sécurité et de la tranquillité publique. Nous en avons fait un la semaine dernière au Conseil municipal de Nantes puisque nous avons constaté que le nombre de postes créés, malheureusement, n'était pas totalement occupé puisque nous avons 42 recrutements à la police municipale et quinze départs d'ici la fin de l'année. Donc un solde simplement de 27 en fin d'année.

Du coup, nous avons regardé les chiffres du ministère de l'Intérieur et ce sont ceux de 2021 que nous avons bien entendu récupérés. On a constaté, vous l'avez peut-être vu d'ailleurs sur les réseaux, que le nombre de victimes de coups et blessures volontaires augmente plus rapidement dans les transports en commun.

Nous nous posons donc la question de savoir ce que devient cette police métropolitaine des transports en commun, la PMTC, qui a été créée fin 2019. Pouvez-vous nous faire un point aujourd'hui sur le nombre de personnes qui ont été recrutées sur les 32 postes qui étaient prévus ? Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Est-ce qu'il y a d'autres demandes d'intervention ? Je donne donc la parole à Denis Tallédec. »

M. Tallédec : « Juste pour répondre à Madame Van Goethem sur le cadre et l'évolution en effet des crimes et délits dans les transports en commun. Sur Nantes, ce n'est absolument pas la réalité et d'ailleurs les chiffres nous le prouvent. Je laisserai Aïcha Bassal faire un point plus précisément sur les agents de la police métropolitaine des transports, sur lequel le recrutement continue et en effet se fait au quotidien pour arriver aux chiffres préalablement énoncés. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération ? Pardon, Aïcha Bassal. »

M^{me} Bassal : « Juste peut-être apporter les chiffres. Nous sommes aujourd'hui à 25 policiers PMTC, nous avons reçu en jury quatre candidats. Donc, s'ils confirment leur recrutement, ça nous fera aujourd'hui un nombre de 29 policiers PMTC. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

27 – DÉCISION MODIFICATIVE N° 4 – BUDGET ANNEXE TRANSPORTS COLLECTIFS

M^{me} la Présidente : « Délibération 27, Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Il s'agit de la seule décision modificative que nous aurons à approuver, si vous le souhaitez, mes chers collègues. C'est celle sur le budget annexe des transports collectifs, qui est affecté, vous le savez, à la fois par une fréquentation qui ne retrouve pas complètement ses normes d'avant Covid, qui étaient, il faut le dire, assez exceptionnelles, qui enregistre donc à ce titre des pertes de recettes et par ailleurs des charges supplémentaires liées notamment à la crise Covid.

En dépenses, il faut enlever un certain nombre de crédits et en rajouter sur le forfait de charges, conformément à l'avenant 6 au contrat de délégation de service public. Et en recettes, il nous faut, puisque vous savez que désormais c'est la métropole qui encaisse directement les recettes de fonctionnement, ces recettes de fonctionnement sont diminuées de 1,7 million, alors même que le versement mobilité connaît un dynamisme bienvenu. Donc voilà sur cette légère décision modificative qui vient entériner en fait l'avenant DSP. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

28 – CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE NANTES MÉTROPOLE ET N7TV – 2023-2026 – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Pour la délibération 28, formellement je dois demander à Bassem Asseh, mais qui je crois est excusé aujourd'hui, de sortir de la salle. Pascal Bolo. »

M. Bolo : « C'est le contrat d'objectifs et de moyens entre Nantes Métropole et N7TV. Vous savez que Nantes Métropole soutient la télévision locale Télénantes, qui nous retransmet d'ailleurs actuellement, et que le principe de ce nouveau contrat d'objectifs et de moyens est de veiller à ce que, de plus en plus et progressivement, la télévision locale puisse se passer de subventions publiques et qu'elle puisse trouver sur le marché publicitaire les ressources dont elle a besoin pour remplir les objectifs qu'elle s'est donnés.

Vous savez que Télénantes s'est transformée récemment en une télévision purement d'information. Cela lui a valu un gain d'audience tout à fait significatif et qui va permettre d'aboutir à un contrat d'objectifs et de moyens en baisse par rapport à la période précédente, en baisse de -350 000 € sur la durée du contrat.

Nous vous demandons d'approuver ce contrat d'objectifs et de moyens entre la société N7TV, éditrice de Télénantes, et Nantes Métropole, d'approuver la contribution financière qui est prévue à la délibération, de désigner Bassem Asseh comme observateur de Nantes Métropole et d'autoriser Madame la Présidente, etc., etc. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

29 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES DIVERSES

M^{me} la Présidente : « Délibération 29. Je dois demander à Bassem Asseh, qui est donc excusé, Elhadi Azzi, Laure Beslier, Véronique Dubettier-Grenier, Anne-Sophie Guerra, Guillaume Richard, Fabrice Roussel, Aymeric Seassau, Jeanne Sotter, Frankie Trichet, Alain Vey, Louise Vialard, Martine Oger et Richard Thiriet de sortir et je redonne la parole à Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Je trouve ça un peu désagréable qu'autant de gens sortent au moment où je prends la parole, mais bon ! »

Rires

M. Bolo : « Premier point de ces dispositions diverses. Je vois que vous vous étiez un peu assoupis, donc il faut raconter quelques bêtises pour vous réveiller !

En ce qui concerne la transition écologique, nous acquérons un grand nombre de rames de tramway et évidemment, il y a des adaptations des infrastructures et des centres techniques et d'exploitation existants à faire et il s'agit de modifier légèrement le programme et l'enveloppe prévisionnelle. Vous avez vu les chiffres dans la délibération, je n'y reviens pas.

Le deuxième item, c'est l'aménagement des carrefours boulevard des Belges, Tortière, Lemoine & Belges, etc. Il s'agit d'une modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle avec le lancement d'une procédure adaptée. Il s'agit également d'approuver les tarifs de la patinoire du Petit Port qui est confiée en délégation à Nantes Métropole Gestion Équipements.

La délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la Cité des Congrès nécessite un 14^e amendement et donc il s'agit d'ajuster la contribution financière de Nantes Métropole au titre de l'année 2022 pour La Folle Journée et c'était le dernier item de cette délibération "diverses". »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

30 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS (CITÉ DES CONGRÈS, N7TV, LES ECOSSOLIES)

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, je vais donc vous proposer de passer à la délibération 30. Et à nouveau, je dois demander à : Bassem Asseh, Elhadi Azzi, Laure Beslier, Véronique Dubettier-Grenier, Anne-Sophie Guerra, Guillaume Richard, Fabrice Roussel, Aymeric Seassau, Jeanne Sotter, Franckie Trichet, Alain Vey, Louise Vialard, Martine Oger et Richard Thiriet, ainsi que Bassem Asseh, Marie Vitoux et Mahel Coppey de sortir. »

M. Bolo : « Ça tombe bien, ce sont quasiment les mêmes. On va juste ajouter Mahel qui doit nous quitter. Nous avons donc les subventions à donner aux Ecossoles, à la Cité des Congrès et également à N7TV. C'est l'application de la convention actuelle et donc vous avez les montants proposés au vote. 5 000 € pour les Ecossoles, 10 000 € pour le soutien aux grands événements à la Cité des congrès, 120 000 € pour un autre événement aux Ecossoles et la subvention pour N7TV. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention, je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

31 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS (ATDEC, NANTES UNIVERSITÉ, CONSEIL RÉGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE)

M^{me} la Présidente : « Délibération 31. Je dois donc demander à : Michèle Bonnet, Hervé Fournier, Nathalie Le Blanc, Pierre Quenea, Françoise Vouzellaud pour l'ATDEC.

Pour Nantes Université, Bertrand Affilé, Pauline Langlois, Nicolas Martin, Fabrice Roussel, Christophe Jouin, Richard Thiriet, Franckie Trichet, Sophie Van Goethem.

Et pour le Conseil régional des Pays de la Loire : Julien Bainvel, Mahaut Bertu, Anne-Sophie Guerra, Sandra Impériale et Richard Thiriet de sortir.

Et je donne la parole à Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Ceux qui n'ont pas été nommés n'ont pas le droit de sortir, que les choses soient très claires ! Vous aurez observé, mes chers collègues, qu'alors que d'habitude, nous avons une seule et unique délibération pour l'ensemble des subventions, là justement, en raison de la gymnastique que l'on nous oblige à faire, sauf moi qui reste assis, cela a été divisé en plusieurs tronçons.

Et donc, il s'agit là de voter les subventions à l'ATDEC, l'Association territoriale pour le développement de l'emploi et des compétences, qui regroupe Mission locale et Maison de l'emploi, ainsi que le PLIE.

Nantes Université sur divers items de subventions concernant l'exécution de la convention pluriannuelle.

Et également le Conseil régional des Pays de la Loire, pour le développement de l'intermodalité dans les transports collectifs.

Et l'ATDEC également pour un deuxième type de subvention, qui est la subvention principale d'ailleurs, puisque c'est un avenant à notre convention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

32 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS (IEA, NSD, MAISON DE L'EUROPE)

M^{me} la Présidente : « Je vais vous inviter, chers collègues, à passer à la délibération 32 et nous allons attendre que Bertrand Affilé puisse revenir à sa place puisque je fais partie des élus qui doivent quitter la salle. »

M. Affilé : « C'est ce qu'on appelle les chaises musicales, vous l'avez toutes et tous compris. Je redis que doivent quitter la salle notre Présidente, Pascal Bolo, Véronique Dubettier-Grenier, Hervé Fournier, Aziliz Gouez, Juliette Le Coulm, Jean-Claude Lemasson, Valérie Oppelt, Tristan Riom, Fabrice Roussel, Robin Salecroix, Richard Thiriet, Franckie Trichet, Louise Vialard pour NSD.

Pour l'IEA, notre Présidente.

Et pour la Maison de l'Europe, Anthony Berthelot, Yves Pascouau, Tristan Riom et Fabrice Roussel.

Nous avons ici des subventions pour trois structures.

La première, c'est l'Institut d'Études Avancées, pour un montant de 857 273 €. Il s'agit essentiellement de la valorisation des locaux qui sont mis à disposition de la structure.

Nous avons ensuite, pour NSD, une subvention de 15 000 € et il s'agit de la part qu'a pris NSD dans la réalisation d'un pavillon territorial au salon Produrable qui s'est déroulé au mois de septembre. Des entreprises ont évidemment payé une partie de ce pavillon et il reste une partie résiduelle prise en charge par NSD.

Et pour la Maison de l'Europe, 32 500 €, qui sont tout simplement une avance sur la subvention de fonctionnement 2023.

Y a-t-il des questions ? Il n'y en a pas. Donc je vais mettre aux voix. Qui donne un avis défavorable ? Pas d'avis défavorable. Qui s'abstient ? Pas d'abstention. Donc délibération votée à l'unanimité. »

38 – CENTRE DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES DÉCHETS DE LA PRAIRIE DE MAUVES – CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ ALCEA – AVENANT N° 6 – PROTOCEL DE FIN DE CONTRAT

M. Affilé : « Je continue ? M. Bolo ? Je veux bien continuer. Mahel n'étant pas là non plus ? Si, tu es là Mahel. Mahel, je te propose de passer à la délibération 38. Je vérifie qu'il n'y ait pas d'indisponibilité. Vas-y, Mahel. »

M^{me} Coppey : « La délibération 38 concerne le centre de traitement et de valorisation des déchets de la prairie de Mauves.

Il s'agit d'un avenant, le n° 6, à la convention de délégation de service public avec la société Alcéa.

Je vous propose de le faire en condensé. Il y a plusieurs sujets qui sont traités dans cet avenant. On solde un litige, notamment sur le traitement de terres excavées. On parle de l'extraction de métaux ferreux. On en profite aussi d'inscrire dans cet avenant un certain nombre de sujets autour de financement d'équipements de vidéosurveillance, de vidage en insertion, de l'insertion d'une clause sur le respect de principes de laïcité. Et puis, nous avons aussi commencé à travailler sur le protocole de fin de contrat de cette DSP, puisque cette DSP prendra fin au 7 janvier 2025. »

M. Affilé : « Merci, Mahel. Y a-t-il des questions ? Alain Vey. »

M. Vey : « Merci, Monsieur le Président.

Mahel Coppey, qui vient d'exposer le sujet, a été beaucoup plus laconique que ce qu'elle a dit en commission. Et je crois avoir relevé une problématique sur cette délibération avec cette société Alcéa et c'est pour cela qu'on va s'abstenir sur cette délibération. Il a été évoqué, et c'est évoqué dans la délibération, qu'il y a des histoires de terres polluées qui étaient à évacuer et qu'il y a donc un conflit qui règne déjà depuis plusieurs années et que malgré cela, on a prolongé le contrat de DSP. Donc je voudrais savoir de combien d'années, parce que ce n'est pas précisé dans la délibération. Que l'on accepterait éventuellement de payer une indemnisation d'à peu près 250 000 € au cas où on trouverait de l'amiante, qu'on complète également par une subvention d'équipement. Ça fait beaucoup de choses pour quelqu'un qui ne paraît pas très clair sur cette délégation.

Donc je voudrais avoir une précision supplémentaire, en particulier sur le prolongement de cette délégation. Merci. »

M. Affilé : « Mahel. »

M^{me} Coppey : « Donc je vais reprendre les éléments que j'ai pris le temps d'expliquer longuement en commission puisque c'est le lieu pour le faire.

Donc effectivement, depuis 2013, il y a un litige concernant l'évacuation et le traitement des terres excavées. Lors de la construction du quai de transfert en 2013, des terres ont dû être excavées et l'usine Alcéa étant construite sur l'ancienne décharge dite de la prairie de Mauves, les terres excavées étant polluées par des déchets.

Alcéa a évacué une partie de ces terres en 2014, soit 3 400 tonnes de terres, et aujourd'hui environ 6 000 tonnes de terres localisées sur le terrain en limite de propriété avec notre OPC restent à évacuer.

Dans un souci de dialogue avec notre partenaire, la Métropole a exprimé longuement ce désaccord et en responsabilité, on a cherché à trouver un compromis.

Ce compromis, nous l'avons trouvé, afin d'éviter des procédures de contentieux particulièrement longues et coûteuses. Les parties sont parvenues à un accord, comme décrit dans la délibération. L'accord est le suivant. Les différentes discussions nous ont permis d'aboutir sur la prise en charge opérationnelle et financière de l'évacuation et du traitement de ces terres par le délégataire. En contrepartie, Nantes Métropole a consenti une prolongation de la durée de trois mois de cette DSP, jusqu'au 7 janvier 2025 à 23 h 59.

De plus, dans le cas où effectivement on trouve de l'amiante dans ces terres, Nantes Métropole s'engage à prendre en charge, sous forme d'indemnité, le coût de traitement et d'élimination de l'amiante si le tonnage est supérieur à 1 093 tonnes. Le cas échéant, l'indemnisation maximum, je dis bien maximum, sera de 248 000 €.

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autres demandes d'intervention, je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ?

Cette délibération est donc adoptée. »

33 – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX ARTS DE NANTES SAINT-NAZAIRE

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, je vais vous proposer de reprendre à la délibération 33.

Je dois donc inviter Sébastien Arrouet, Aïcha Bassal, Laure Beslier, Anthony Descloziers, Sarah El Hairy, Hervé Fournier, Fabien Gracia, Anne-Sophie Guerra, Sandra Impériale, Pauline Langlois, Nathalie Le Blanc, Élisabeth Lefranc, Jean-Claude Lemasson, Aziliz Gouez, Valérie Oppelt, Pascal Pras, Ghislaine Rodriguez, Fabrice Roussel, Aymeric Seassau, Jeanne Sotter, Emmanuel Terrien et Laurent Turquois à sortir et je donne la parole à Pascal Bolo. »

M. Bolo : « N'allez pas trop loin quand même parce que ça va aller très vite. Il s'agit juste de voter la subvention de 1 800 000 € au profit de l'École des Beaux-Arts de Nantes Saint-Nazaire. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

34 – ATTRIBUTION DES AUTRES SUBVENTIONS

M^{me} la Présidente : « Je donne la parole à Pascal Bolo à nouveau pour la délibération 34. »

M. Bolo : « Et là, personne ne sort ? »

M^{me} la Présidente : « Je n'ai rien d'indiqué sur mon déroulé. »

M. Bolo : « C'est une sacrée bonne nouvelle ! Donc, il s'agit d'attribuer des subventions dans les domaines du sport, des mobilités, des affaires générales, de longévité, de développement économique et de tourisme. Subventions pour l'année 2022 pour un total de 4 031 503,77 € et également des acomptes sur subvention pour l'année 2023. Vous savez que s'agissant de partenaires qui ont notamment des masses salariales, il convient de ne pas les mettre en difficultés de trésorerie pour leur permettre de fonctionner avant même que nous ayons voté notre budget 2023.

Et donc, il y a 3 millions 652 milles et quelques poussières par anticipation au titre de l'année 2023. Vous trouverez là les subventions sportives à nos sportifs de haut niveau, en saluant les exploits des Neptune, mais aussi du HBC Nantes, etc.

Subvention au COS, subvention à Pick Up pour 50 000 € si je lis bien mon tableau.
Bref, vous avez le panel là un peu plus habituel. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de demandes d'intervention ? Laurence Garnier. »

M^{me} Garnier : « Merci, Madame la Présidente. C'est juste une demande de dissociation pour nous permettre de voter les subventions proposées, à l'exception de celle accordée à Pick Up Production, qui a déjà coûté beaucoup d'argent à notre métropole pour un succès parfaitement mitigé. »

M^{me} la Présidente : « Merci, j'accède à cette dissociation. Je mets aux voix d'abord la partie de la délibération qui concerne Pick Up. Des oppositions ? Des abstentions ?
Ce point est donc adopté.
Je mets aux voix l'intégralité du reste de la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ?
La délibération est donc adoptée. »

35 – SERVICES PUBLICS LOCAUX DÉCHETS – TARIFS 2023

M^{me} la Présidente : « Pascal Bolo pour la délibération 35. »

M. Bolo : « La délibération 35, il s'agit des tarifs 2023 des services publics locaux des déchets. Le tarif de la redevance spéciale pour la collecte et le traitement des déchets non ménagers. Il vous est proposé que le tarif soit fixé à 0,618 € annuel par litre à compter du 1^{er} janvier. Il s'agit d'une augmentation un petit peu significative, il faut le dire.

Les tarifs des prestations usagers, par ailleurs, sont présents. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ?
Je remets aux voix pour la bonne clarté des services. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

36 – SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – TARIFS 2023

M^{me} la Présidente : « Délibération 36, Pascal Bolo. »

M. Bolo : « C'est la même, mais pour les services de l'eau et de l'assainissement collectif et non collectif. Et je me permets respectueusement de vous suggérer, Madame la Présidente, de donner la parole à mon ami Robin Salecroix, qui est bien plus qualifié que moi pour parler de la tarification de l'eau qui subit là quelques modifications. »

M^{me} la Présidente : « Merci, bien volontiers. Robin Salecroix. »

M. Salecroix : « Merci, Madame la Présidente, merci Monsieur le Vice-président, chers collègues. Permettez-moi peut-être de commencer par la fin, c'est-à-dire des remerciements. Des remerciements aux services de la Direction du cycle de l'eau. Je pense à l'ancien et au nouveau directeur, Messieurs Guilbert et Gilles [1:58:37], au service des finances, pour le travail mené à propos de cette réforme qui contribue, j'en suis convaincu, à allier meilleure justice sociale dans la tarification de l'eau et meilleure réponse aux enjeux écologiques et environnementaux de notre temps.

Je tenais d'ailleurs à souligner la conscience collective que nous avons que lorsque nous touchons aux enjeux de la tarification, nous abordons évidemment des sujets sensibles. D'autant plus dans un contexte de crise qui touche un grand nombre de nos concitoyens. Sensible également lorsque nous touchons au prix de ce bien commun des métropolitains qu'est ce précieux or bleu.

Ce sont donc bien ces principes d'égalité et de préservation de la ressource qui nous ont guidés pour cette délibération qui, au-delà de l'actualisation classique de nos tarifs, vous propose, mes chers collègues, également une refonte de l'architecture de nos prix de l'eau.

Nous avons souhaité en effet étudier la structuration actuelle de nos prix et ses potentielles évolutions pour répondre à trois objectifs.

Le premier, préserver le pouvoir d'achat des ménages dans une période d'hyperinflation. Mieux corrélér la facture d'eau à la consommation pour inciter à économiser la ressource. Et, troisième objectif, préserver les équilibres budgétaires de nos budgets annexes pour nous permettre d'assumer les ambitions importantes arbitrées en début de mandat.

Pour ce faire, nous vous proposons de mettre en œuvre un certain nombre d'inflexions, après avoir entamé un comparatif fin avec les autres collectivités et étudié les impacts de différents scénarios.

Aujourd'hui et pour faire simple, la tarification de l'eau de la métropole est marquée par une part importante de l'abonnement dans la facture. Cette part fixe induit de fait des biais importants et notamment une forme de dégressivité du prix de l'eau.

Pour parler clairement, avec la constitution actuelle de notre tarification, un petit consommateur d'eau voit son prix au mètre cube être plus élevé qu'un grand consommateur.

Nous vous proposons donc de diminuer le poids de la part fixe dans la facture et d'augmenter celui de la part variable. Tout cela évidemment avec un taux d'inflation contenu que nous intégrons dans cette proposition.

Concrètement, avec cette réforme, les plus petits consommateurs et les plus petits ménages vont connaître une stabilisation voire une baisse de leur facture. Avec les critères d'évolution que je viens de vous rappeler de nos prix, 80 % de nos abonnés bénéficieront quant à eux d'une sorte de bouclier anti-inflation, avec une évolution des tarifs contenue en-deçà de l'inflation prévue au projet de loi de finances de 2023 qui est estimée à 4,3 %.

D'autre part, et pour les quelques abonnés grands consommateurs d'eau qui connaîtront parfois une augmentation plus importante de leurs factures, nous prévoyons une information et un accompagnement dédiés pour les inciter, en lien notamment avec l'Agence de l'eau, à entamer une démarche d'économie de la ressource. En effet, l'Agence de l'eau peut accompagner les acteurs du territoire dans leur dynamique d'économie d'eau, notamment en cofinçant un certain nombre d'études ou de travaux.

Nous vous proposons donc dans cette délibération un certain nombre d'évolutions. La baisse, comme je vous l'ai rappelé, importante des abonnements. Une évolution de l'inflation pour les tranches trois à cinq. Une augmentation de la part variable. Le tarif de la redevance assainissement en augmentation quant à lui de + 3,3 %. Et pour vous redire que la facture de référence qui sert à comparer les collectivités entre elles, la facture de référence de 120 m³, évoluera en conséquence de + 3,95 %. Et donc là aussi, en-dessous du taux d'inflation qui est prévu pour 2023.

Enfin, cette délibération propose un certain nombre d'actualisations sur d'autres tarifs, mais aussi sur les seuils de tarification sociale de l'eau qui est pour rappel un véritable bouclier social pour les plus précaires de notre territoire qui garantit que chacune et chacun ne consacre pas plus de 3 % de ses ressources au paiement de sa facture d'eau.

Voilà, mes chers collègues, une délibération qui n'est pas seulement technique, mais je le crois profondément politique et qui va dans le bon sens, en alliant à la fois les enjeux de justice sociale et de préservation de la ressource. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demandes d'intervention particulière ? Je mets aux voix la délibération, en saluant le gros travail qui a été fait par Robin Salecroix et l'ensemble des équipes de la métropole sur ce sujet. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée à l'unanimité. »

37 – VOIERIE – PRESTATIONS À L'USAGER – OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – TARIFS 2023

M^{me} la Présidente : « Délibération 37, Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Il s'agit des tarifs de prestations à l'utilisateur d'occupation du domaine public en matière de voirie. Il y a deux évolutions principales. Pour les tarifs découlant des pouvoirs de police transférés, + 6 % en moyenne. Il s'agit des voies métropolitaines hors agglomération et ce sont les tarifs du secteur deux de la zone quatre qui correspondent aux zones périphériques de la Ville de Nantes. Vous verrez tout ça en annexe trois.

Et pour les prestations voirie et nettoyage, +4,3 %.

Pour les coûts de main-d'œuvre, +0,8 %.

Pour le tarif des communications électroniques, les tarifs sont actualisés selon les indices en vigueur.

S'agissant des concessions funéraires dans les cimetières métropolitains, après concertation et mise en cohérence avec les communes concernant leurs tarifs communaux, il est proposé une augmentation générale de 6 %.

Et pour les travaux réalisés pour les comptes de tiers, vous voyez des prestations externalisées en augmentation de 10 % pour les frais généraux. Je ne vous fais pas le détail, cela devient très technique, mais vous avez l'ensemble du détail dans la délibération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

39 – EXPLOITATION DU CENTRE DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DE LA PRAIRIE DE MAUVES – CONCESSION DE SERVICE PUBLIC – APPROBATION DU PRINCIPE – CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT D'AUTORITÉS CONCÉDANTES – PARTENARIAT ENTRE COLLECTIVITÉS À L'ISSUE DE LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC 2025-2045

M^{me} la Présidente : « Nous avons d'ores et déjà regardé la délibération 38. Nous allons donc pouvoir passer à la délibération 39 et je donne la parole à Mahel Coppey. »

M^{me} Coppey : « Merci, Madame la Présidente. Une délibération qui peut paraître au premier abord assez technique, mais qui est en fait une belle délibération politique, notamment sur le champ de l'alliance des territoires. Vous allez comprendre pourquoi.

Aujourd'hui, Nantes Métropole est dotée de plusieurs unités de valorisation de déchets ménagers et notamment l'unité de traitement dont il est question ici, celle de la prairie de Mauves. Et cette unité de traitement est actuellement exploitée par la société Alcéa, comme j'ai pu vous le décrire sur la délibération 38.

De quoi parle-t-on ? Cette unité de traitement, c'est un centre de séparation des sacs bleus et jaunes Tri'sac, qui est donc amené à s'arrêter progressivement partir de 2023 et jusqu'à fin 2024. D'une unité de valorisation énergétique équipée de deux lignes d'incinération, pour une capacité de 140 000 tonnes par an. Et de deux quais de transfert pour la collecte sélective.

Au regard de ce que nous venons de voter sur la délibération 38, l'échéance de cette DSP en 2025 nous a obligés à avoir une réflexion sur l'exploitation, les usages et le dimensionnement futur de l'équipement que nous devons engager.

Parallèlement, il est apparu que plusieurs collectivités ou groupements de collectivités voisines de Nantes Métropole ne disposaient plus suffisamment à court terme d'outils de traitement de déchets pour permettre la valorisation de l'intégralité de leurs déchets ménagers ou en partie sur leur territoire.

Et c'est là où nous avons impulsé, avec notamment notre Vice-présidente Aziliz Gouez, le levier je dirais de l'alliance de territoires, de la coopération territoriale et initié un travail en partenariat avec plusieurs collectivités pour regarder comment, ensemble, on pouvait éviter la création d'une usine d'incinération, limiter l'enfouissement supplémentaire des déchets avoisinants et surtout travailler sur l'adaptation de la capacité d'installation existante et déjà performante énergétiquement.

Les collectivités et les groupements de collectivités dont je vous parle, je vais les citer parce que cela fait plus d'un an et demi que l'on travaille ensemble sur ces sujets-là et je tiens à souligner les excellentes relations de travail que nous avons ensemble. Je vous parle donc de Cap Atlantique, de la Compa, de Grand Lieu Communauté, de Redon agglomération, de la SMCNA, de Trivalis et de Valor3e.

Nous avons partagé notre volonté de coopération et de solidarité territoriale et ces collectivités apporteront à l'usine Alcéa tout ou partie de leurs déchets ménagers et participeront au financement des investissements.

La délibération que je vous propose, elle parle de cette DSP, de cette future DSP, avec ce principe d'alliance de territoires, mais aussi un engagement sur le long terme avec nos partenaires pour les études au-delà de la DSP. Concrètement la future concession prévoira bien sûr des travaux de refonte du site avec les objectifs qui vont donc augmenter la capacité, comprise entre 250 000 et 270 000 tonnes par an pour la nouvelle unité de traitement et de valorisation énergétique.

Mais quand on parle déchets, on parle aussi des spécificités de notre territoire. Avec les déchets hospitaliers, que l'on reçoit déjà sur l'unité, que l'on continuera bien sûr à recevoir sur cette unité.

Et puis, on a aussi croisé avec les enjeux réglementaires sur les boues et la gestion des boues issues de nos steppes. Pour pouvoir anticiper cela, nous allons donc avoir une capacité de traitement de boues de stations d'épuration et d'eaux usées déshydratées sur au maximum 25 000 tonnes par an.

J'insiste sur ce sujet parce que l'idée, c'était bien sûr de pouvoir anticiper aussi avec les services gestion de l'eau, avec Robin Salecroix et ses services, les différents investissements et mutualiser nos forces sur ces sujets-là.

Et puis, nous sommes aussi à la croisée d'un sujet, celui du prix de l'énergie. Et l'idée aussi était de pouvoir faire de cet équipement un équipement à la hauteur des enjeux énergétiques et climatiques dans lesquels nous nous inscrivons.

Je vous le rappelle, cette DSP nous inscrit sur 20 ans, voire peut-être plus. Donc nous avons fait le choix aussi d'avoir un équipement performant énergétiquement, avec la fourniture de réseaux de chaleur urbains d'une puissance comprise entre 45 et 50 mégawatts. Pour rappel, aujourd'hui on est un peu en deçà de 30 mégawatts.

Bien sûr, nous augmentons la capacité des quais de transfert des collectes sélectives. Puisque, nous le savons déjà, les habitants de notre métropole trient plus et mieux.

La Métropole apporte un montant de subvention d'équipement maximum à hauteur de 79 millions d'euros et l'ensemble des partenaires apporteront 70 millions d'euros, en fonction bien sûr du tonnage respectif qu'ils apportent sur cette future unité.

Après mise en concurrence et choix définitif du délégataire, les contrats de DSP seront soumis au Conseil de Nantes Métropole au titre de sa mission de coordinateur du groupement de l'autorité concédante.

Ce centre de tri et de valorisation de la prairie de Mauves fait partie du projet d'écologie urbaine de la prairie de Mauves, qui comprend trois autres équipements. L'extension et la réhabilitation de la déchetterie de Nantes. La construction d'une plateforme de valorisation des déchets alimentaires. Et la construction d'une station d'épuration.

Nous avons donc fait appel à la Commission nationale de débat public pour venir aussi travailler sur la question de la concertation et cette concertation devrait se dérouler à partir d'avril et jusqu'en juin 2023.

J'insiste pour conclure sur les remerciements appuyés, remerciements à nos partenaires, je l'ai déjà fait, à leurs services effectivement, mais aussi aux services de la Métropole qui sont extrêmement mobilisés sur ces dossiers. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

40 – NANTES – ÎLE DE NANTES – RÉALISATION ET PRISE EN CHARGE DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE DANS LA ZAC ÎLE DE NANTES – AVENANT N° 1 À LA CONVENTION CADRE

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, je vous propose de passer à la délibération 40 et je donne la parole à Tristan Riom. »

M. Riom : « Je vais enchaîner deux délibérations sur l'énergie, mais je ne vous cache pas que la première des deux est quelque peu technique.

Sur la ZAC Île de Nantes, c'est la métropole de Nantes qui a la responsabilité de la construction des ouvrages électriques. La convention pour la construction de ces ouvrages avait été signée en 2007, donc c'est assez ancien. Et le système de financement de ces ouvrages par Enedis a quelque peu changé parce que le monde a changé depuis 2007. À l'origine, c'était un système de remboursement via la redevance R2 à hauteur de 20 %. Et maintenant, on passe sur un financement direct d'Enedis à hauteur de 40 % et Enedis se finance donc via le TURPE.

Voilà ce que je peux vous dire sur cette délibération. Il faut donc approuver le changement de financement des ouvrages électriques sur cette ZAC Île de Nantes. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

41 – NANTES – EXPLOITATION ET EXTENSION DU RÉSEAU DE CHALEUR BELLEVUE – CHANTENAY – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – CHOIX DU DÉLÉGATAIRE – CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « 41, Tristan Riom. »

M. Riom : « Maintenant, je vais vous parler des réseaux de chaleur.

On a parlé ce matin d'énergies renouvelables, d'énergies locales. Là on est en plein dedans puisque les réseaux de chaleur, c'est donc une énergie pour majoritaire renouvelable, portée par l'institution publique ou déléguée à un privé, mais en tout cas le public est pleinement présent sur ces sujets. Ce qu'il faut savoir, c'est que l'énergie, il y a plein de sources d'énergie différentes, mais on utilise un tiers de notre énergie pour se chauffer. C'est-à-dire qu'on peut se transporter, allumer un ordinateur, mais un tiers sert à se chauffer. Et c'est particulièrement absurde d'utiliser par exemple du charbon avec lequel on va chauffer

de l'eau pour faire de l'électricité qu'on transporte et qu'on réutilise pour chauffer de l'eau chez soi. Vous voyez bien que ce n'est quand même pas très rentable.

L'idée de développer un réseau de chaleur, c'est donc amener directement de la chaleur chez les gens. C'est donc un troisième réseau puisqu'il en existe deux que l'on connaît bien, à savoir l'électricité et le gaz. Et donc nous, on a le réseau de chaleur. Je reste là pour les explications générales, mais je voulais bien le préciser.

On a un réseau de chaleur historique à Nantes, historique parce que c'est le plus ancien. En 1968, on a construit le réseau de chaleur de Bellevue et donc maintenant, il s'agit de renouveler la délégation de service public qui régit le développement de ce réseau de chaleur.

J'étais déjà venu vous présenter en juin 2021 le concept de ce renouvellement avec un petit peu le cahier des charges, comment on allait fonctionner. Un an et demi après, on a choisi le délégataire et c'est cela que l'on doit acter ensemble. Pour rappel, un réseau de chaleur, on a trois choses que l'on regarde principalement. C'est le niveau de développement, on veut développer les réseaux chaleur, donc il faut installer du kilomètre de tuyaux dans la ville.

Le deuxième élément, c'est le taux d'énergies renouvelables. Il faut que le réseau de chaleur soit issu d'énergies renouvelables et de récupération.

Et enfin, le prix, parce qu'il faut que le réseau de chaleur soit le moins cher possible.

Et comme ça, on réunit l'équation magique qui est que l'on fait de l'écologie et du social en même temps et c'est comme cela qu'on arrive à préparer l'avenir.

Sur ce nouveau réseau de chaleur, on va avoir un développement pas démesuré si je puis dire, puisqu'on va passer de 24 kilomètres à 30 kilomètres d'ici 2028. Donc on développe le réseau de chaleur, mais de manière quand même relativement maîtrisée. Relativement maîtrisée parce que l'on veut que le prix reste très attractif et donc on va réussir à baisser en moyenne de 25 à 30 % le coût pour les usagers de l'énergie, ce qui est évidemment très important dans cette période de crise énergétique. À savoir que le réseau de chaleur de Bellevue est aujourd'hui majoritairement alimenté grâce à une chaufferie bois, mais que l'on viendra se raccorder au centre de traitement et de valorisation des déchets de la prairie de Mauves. Donc, vous voyez la continuité avec la délégation que Mahel Coppey vous a présentée. Et on fera ça via une interconnexion, donc on va venir connecter deux réseaux de chaleur entre eux.

Je lève le suspense sur l'entreprise qui a été la meilleure finalement pour obtenir ce marché.

On avait quatre entreprises qui avaient déposé un dossier : Engie, Coriance, Dalkia et Idex. On en a retenu trois pour présenter leur offre, Engie, Dalkia et Idex. Et c'est Dalkia qui, au terme d'une série de négociations âpres, a réussi à montrer qu'ils étaient les mieux disant sur les différents facteurs que je vous ai présentés. Donc, je vous propose de leur confier cette délégation de service public. Ils auront donc la responsabilité de la conception, le financement et la réalisation de l'ensemble des travaux.

À noter aussi que pour chaque réseau de chaleur, nous organisons de manière annuelle une commission des usagers. Ça veut dire que tous les usagers qui sont raccordés à un réseau de chaleur ont l'immense honneur de me rencontrer une fois par an pour poser toutes les questions qu'ils veulent sur le réseau de chaleur. Et donc, si vous avez des concitoyens qui ont des questions, n'hésitez pas à les renvoyer sur ces commissions des usagers où on fait notre possible pour répondre à toutes les demandes et toutes les interrogations des citoyens.

Voilà pour la délibération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Juste un petit point de vigilance. Sur ces dernières semaines, il y a eu deux grosses pannes de ce réseau de chaleur, qui ont entraîné la privation de chauffage pour de nombreux habitants de l'ouest de l'agglomération, en particulier sur le Grand Bellevue, mais aussi aux Dervallières, sur Saint-Herblain, et de nombreux équipements publics également. Au point où on s'est posé la question si on allait ouvrir des écoles, je crois que c'était mardi matin.

Monsieur le Vice-président, j'attire votre attention sur le fait qu'il faudra être particulièrement vigilant à ce que toutes les dépenses d'investissement nécessaires pour, comme vous l'avez dit, rénover ce réseau qui est déjà ancien, soient bien réalisées pour éviter que de tels soucis se reproduisent à l'avenir. Sachant que la dernière panne visiblement était en toute sortie de la chaufferie et donc effectivement, cela pose la question de la vétusté éventuelle des installations. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Tristan Riom. »

M. Riom : « Je vais répondre à ce point. Je vous ai dit, le réseau date de 1968 et certains tuyaux étaient d'époque. Et donc, dans la nouvelle délégation de service public, nous avons demandé le renouvellement complet du réseau d'époque.

Ensuite, peut-être vous préciser que suivre une délégation de service public, ce n'est pas gratuit, ça ne coûte pas rien. On a un service dédié à ça, avec des agents qui suivent justement la bonne réalisation de ces travaux. Et donc ils sont très mobilisés avec moi également pour interpellier les délégataires quand on a des pannes comme c'est le cas en ce moment et on a eu d'autres problèmes ces dernières semaines. Donc à chaque fois, on est sur le terrain pour s'assurer que ce soit rapidement résorbé. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

42 – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC DU RÉSEAU DE TRANSPORTS PUBLICS URBAINS DE PERSONNES DE NANTES MÉTROPOLÉ – AVENANT N° 6

M^{me} la Présidente : « Je vais donner la parole à Fabrice Roussel, mais avant, je dois demander pour la SEMITAN à Bertrand Affilé, Sébastien Arrouet, Marie-Annick Benatre, Pascal Bolo, Delphine Bonamy, Michèle Bonnet, Jacques Garreau, Jean-Sébastien Guitton, Elisabeth Lefranc, Christelle Scuotto-Calvez et François Vouzellaud de sortir. Fabrice Roussel. »

M. Roussel : « Madame la présidente, mes chers collègues.

Cette délibération concerne l'avenant n° 6 à la délégation de service public du réseau de transports publics urbains de personnes de Nantes Métropole.

Comme ça a été évoqué déjà ce matin, la fréquentation du réseau n'est pas revenue à son niveau d'avant crise. Une baisse de 10 % de l'usage du réseau de transport collectif a été enregistrée en 2002 par rapport à 2019.

Et évidemment, cela a des conséquences notables et durables sur les fréquentations et nécessite donc une adaptation de l'offre et également des objectifs de recettes résiduelles du contrat, auquel s'ajoutent les impacts de la pénurie de main-d'œuvre qui affecte le secteur depuis la crise sanitaire.

Une nouvelle modification du contrat est donc nécessaire. Elle porte sur la modification des objectifs de recettes puisqu'elle intègre de nouvelles hypothèses d'évolution de la fréquentation jusqu'à la fin du contrat et la prise en compte également de l'extension de la tarification solidaire que nous avons adoptée le 10 octobre dernier.

Une adaptation de l'offre avec les lignes 69 et 98 affrétées qui ont été reprises par la SEMITAN pour que cette dernière puisse en assurer l'exploitation en propre. Et puis un niveau d'offre sur les lignes du réseau structurant qui est optimisé de janvier à juin, donc pour les jours bleu et vert, et l'offre le samedi correspondant aux jours orange et violet du calendrier commercial qui est réduite à partir du 1^{er} janvier 2023.

Une révision des programmes de maintenance également pour ces différents programmes qui n'ont pas pu être conduits.

Et puis, vous le savez, à la situation générée par la crise sanitaire s'ajoute la crise de l'énergie, l'augmentation des coûts. Les surcoûts sont estimés à 5 865 000 € hors taxes pour 2022. Donc ils sont pris en compte pour cette année, en l'absence de visibilité sur les évolutions à venir. Mais Bertrand Affilé a aussi évoqué de fortes évolutions pour 2023. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

43 – NANTES – AMÉNAGEMENT DU PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE LA GARE DE NANTES – AVENANTS ET CONVENTIONS DE FINANCEMENT – AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS ET DU PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL SUD AVEC LA RÉGION ET DU DÉPARTEMENT

M^{me} la Présidente : « Je vais laisser à Bertrand Affilé le temps de revenir dans la salle et pendant qu'il arrive, j'en profite pour indiquer que j'invite à sortir de la salle, pour le Conseil régional des Pays de la Loire, Julien Bainvel, Mahaut Bertu, Anne-Sophie Guerra, Sandra Impériale et Richard Thiriet.

Et pour le Département de Loire-Atlantique, Rodolphe Amailland, Cécile Bir, Pascal Bolo, Erwan Bouvais, Véronique Dubettier-Grenier, Carole Grelaud, Ali Rebouh et Laurent Turquois.

Je donne la parole à Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Bon, ça en fait du monde qui doit s'absenter. En fait ici, il s'agit de l'aménagement du pôle d'échanges multimodal de la gare de Nantes et ce sont des avenants et des conventions de financement qui concernent l'aménagement des espaces publics et du pôle d'échanges multimodal sud et c'est avec le Département et la Région.

Comme vous le savez, nous avons déjà largement investi et d'ailleurs inauguré notre nouvelle gare de Nantes.

Nous avons également, dans le cadre de ce grand projet, plusieurs conventions à intégrer dans une convention globale qui est en cours de finalisation. Une partie concernait la gare bâtiment mezzanine et puis les parvis nord et sud qui sont en partie livrés. Toutes les opérations de cette convention sont déclinées en conventions spécifiques attachées à chaque maître d'ouvrage.

Pour les principales concernant la métropole, il s'agit de travaux préparatoires de SNCF Réseau, avec deux conventions, une pour le transfert du centre télécom et une pour le transfert du Centre de réparation des engins à moteur, dit le CREM. Puis du cœur de gare pour Gares & Connexions et travaux connexes de SNCF Réseau, une convention. Et pour les espaces publics Sud et du pôle d'échanges multimodal, une nouvelle convention.

Je vais passer directement à l'explication de l'ensemble.

Sur les travaux achevés, nous avons à la fois un certain nombre d'économies et un certain nombre de surcoûts.

Tout d'abord, des économies dans les opérations de reconstitution ferroviaire sous maîtrise d'ouvrage de SNCF réseau, de 600 000 € et 100 000 €, c'est-à-dire 700 000 € au total. Et sur l'opération Cœur de Gare, donc sous la maîtrise d'ouvrage Gares & Connexions, des coûts complémentaires au contraire de 176 882 €.

Nous avons donc pour ces deux conventions évidemment la nécessité d'une convention financière dédiée avec chacun des opérateurs, chacun des maîtres d'ouvrage, de façon à pouvoir répartir entre tous les partenaires à la fois le surcoût, de 178 882 €, et les économies de 700 000 €.

En complément de cet accord global financier, il vous est également proposé de conclure une convention financière relative à la réalisation des espaces publics Sud et du Pôle d'échanges multimodal Sud, entre la Région, le Département et la Métropole, qui est maître d'ouvrage pour un montant de 14 778 852 € pour les espaces publics Sud. Et de 12 480 000 € pour le pôle d'échanges multimodal Sud.

Sur chacun de ces projets, nous avons une quote-part de la métropole. Cette convention nous permettra de percevoir les contributions du Département et de la Région d'un montant respectif de 1 779 743 € pour le Département et 4 766 709 € pour la Région. Et l'État contribuera à hauteur de 3 843 000 € et la provision FEDER est estimée à 4 694 080 €.

Je vous demande de bien vouloir approuver l'avenant n° 3 de l'accord-cadre de financement Pôle d'échanges multimodal de la gare de Nantes, d'approuver l'avenant n° 3 de la convention de financement de l'opération Cœur de Gare et travaux connexes, d'approuver l'avenant n° 1 de la convention de financement du transfert du centre télécoms, d'approuver l'avenant n° 2 de la convention de financement du transfert du CREM et enfin d'approuver la convention de financement Gare Sud aménagement des espaces publics et du pôle d'échanges multimodal. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

44 – NANTES – EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT DU CŒUR DE VILLE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – MODIFICATION DU COMPTE D'EXPLOITATION PRÉVISIONNEL – AVENANT N° 4
--

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, je vous propose de passer à la délibération 44 et je demande à Julien Bainvel, Nathalie Blin, Pascal Bolo, Aurélien Boulé, François Brillaud de Laujardière, Nicolas Martin, Liliane Ngendahayo et Denis Talledec de sortir. »

M. Affilé : « Il s'agit ici d'un avenant n° 4 pour l'exploitation des parcs de stationnement du cœur de ville. Nous avons confié ces parcs de stationnement à la société Nantes Métropole Gestion Services, NMGS, pour une durée de quatre ans et trois mois à compter du 1^{er} octobre 2018 jusqu'au 31 décembre 2022 par contrat de délégation de service public.

Nous avons encaissé, et vous allez voir que c'est propre à l'ensemble des trois dossiers, les deux suivants également, des effets de la crise sanitaire qui se traduisent pour l'année 2022 par un impact sur l'économie générale du contrat d'exploitation, avec une baisse durable des fréquentations en raison des changements d'usages liés à la mise en place du télétravail, des visioconférences, le changement des pratiques au profit des modes doux et également la baisse de fréquentation dans certains secteurs d'activités économiques, en particulier on peut penser aux congrès et à l'événementiel. Du coup, il y a une baisse conséquente des déplacements et donc nécessairement une baisse des stationnements.

De ce fait, le chiffre d'affaires du délégataire a une nouvelle fois connu une baisse au titre de l'année 2022.

Pour prendre en compte l'ensemble de ces impacts, il vous est proposé un avenant n° 4 et de réexaminer le compte d'exploitation prévisionnel de cette délégation de service public. Et dans cet avenant n° 4, il vous est proposé de faire passer la redevance du montant théorique prévu dans la DSP de 2 658 566 € à 1 400 332 €, soit une baisse de 1 258 000 € environ. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

45 – NANTES – EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT DU SECTEUR CENTRE OUEST – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – MODIFICATION DU CONTRAT – MODIFICATION DU COMPTE D'EXPLOITATION PRÉVISIONNEL – AVENANT N° 3

M^{me} la Présidente : « Délibération 45, Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Vous allez voir que c'est quasiment le même mécanisme qui prévaut.

Cette fois-ci, c'est l'exploitation des parcs de stationnement du secteur Centre Ouest, avec une proposition d'avenant n° 3.

Ici, il y a une petite subtilité, c'est que nous avons ouvert un parking supplémentaire qui s'appelle le parking des Nefs qui est situé sous l'école de design de Nantes-Atlantique, qui a été mis en service au mois de septembre et nous avons délibéré pour confier son exploitation à Effia stationnement en raison de sa proximité géographique avec les parkings qui sont déjà exploités dans le cadre de cette délégation.

Il apparaît donc nécessaire de conclure un avenant n° 3 à la convention de DSP Centre Ouest afin de mettre à jour les dispositions contractuelles et les annexes pour préciser l'usage et les caractéristiques de ce nouveau parc de stationnement. Et par ailleurs, de prendre en compte l'ensemble des effets induits par cette crise sanitaire.

Il est nécessaire de réexaminer le compte d'exploitation prévisionnel dans cet avenant n° 3, pour l'année 2022, mais également en s'intéressant à l'année 2023.

Pour l'année 2022, nous vous proposons de passer d'une redevance de 2 220 000 € à 1 874 361 €, soit une baisse d'un peu plus de 345 000 €. Et pour l'année 2003, de passer cette redevance de 2 265 000 € à 1 300 000 €, donc 965 000 € de baisse.

Je précise que pour une partie de l'année 2023, une partie de la fréquentation à venir va être impactée aussi par la réalisation de travaux, je crois de renouvellement du réseau d'eau, si je ne me trompe pas, sur le boulevard qui longe le parking et donc évidemment, cela va avoir un impact sur le stationnement puisque pendant une petite partie de l'année, le parking ne sera même plus complètement accessible. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

46 – NANTES – EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT DU SECTEUR GARE – DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC – MODIFICATION DU CONTRAT – MODIFICATION DU COMPTE D'EXPLOITATION PRÉVISIONNEL – AVENANT N° 3

M^{me} la Présidente : « Délibération 46, Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « La délibération 46, les mêmes causes produisant les mêmes effets, concerne la délégation de service public du secteur gare qui a été confiée à la société Effia Stationnement pour une durée de quatre ans jusqu'au 31 décembre 2023, qui comprend six parkings, je ne vous fais pas la liste. Et nous avons ici les mêmes éléments, les effets de la crise sanitaire, la remise en cause d'un certain nombre de pratiques de stationnement, etc., mais aussi spécifiquement le réaménagement de la Gare Sud et de ses abords. Et il se trouve que dans les six parkings, il y en a trois qui concernent la Gare Sud. Il apparaît nécessaire donc de conclure un avenant qui permettrait de prolonger d'un an la durée de la convention et d'ajuster le montant de la redevance pour l'année 2022.

Il vous est proposé de prolonger jusqu'au 31 décembre 2024 le contrat actuel conclu avec la société Effia et d'ajuster, pour les raisons que j'ai évoquées tout à l'heure, le montant de la redevance qui était fixée en théorie à 3 575 000 € dans le cadre du contrat et qu'il vous est proposé pour l'année 2022 de baisser à 2 833 000 €, soit 742 000 € de baisse environ.

Et pour l'année 2023, en anticipation des difficultés qu'il pourrait y avoir du fait nécessairement des travaux qui ont lieu, il vous est proposé de réduire également la redevance de 3 665 000 € à 3 100 000 €, ce qui fait 565 000 € tout rond de diminution. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Alain Vey. »

M. Vey : « Merci, Madame la Présidente. Juste une petite question. Pourquoi on anticipe 2023 sur cette délibération et on ne l'a pas fait sur les deux autres ? »

M. Affilé : « On le fait ici parce que comme on fait un avenant spécifique pour 2023, il faut que l'on indique un montant pour 2023. Et donc du coup, ça veut dire qu'on ne peut pas faire comme si on ne savait pas qu'il y allait avoir une perturbation de l'activité, donc on préfère le faire tout de suite par honnêteté et par transparence tout simplement. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

47 – RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MÉTROPOLITAIN – MODIFICATIONS – APPROBATION
--

M^{me} la Présidente : « Délibération 47, Fabrice Roussel. »

M. Roussel : « Madame la présidente, mes chers collègues.

Cette délibération porte sur des modifications au règlement intérieur du Conseil métropolitain.

Il est proposé de le modifier afin notamment de prendre en compte des évolutions législatives liées à la loi 3DS. Les changements portent notamment sur les articles 10 et 18 du règlement intérieur, dédiés respectivement au rôle du Secrétaire de séance et aux modalités d'organisation des conseils métropolitains en visioconférence.

Également, différents ajustements rédactionnels sont proposés. Cela concerne les délais de transmission des justificatifs d'absence et l'usage du vote électronique.

Et puis, conformément au chapitre 15 du règlement intérieur, le projet de règlement a été soumis au groupe de travail qui s'est réuni le 25 novembre dernier. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Merci, Madame la Présidente, Monsieur le Vice-président. Pas de problème sur les prescriptions légales et réglementaires.

Une petite question, vous connaissez mon attachement, notre attachement dans notre groupe à la métropole des maires et donc, pour fluidifier et améliorer encore ce fonctionnement de la Conférence des maires, nous avons proposé quelques modifications, un peu tardives, je l'ai concédé au premier Vice-président, et donc des petites modifications sur le délai, notamment pour amender et enrichir l'ordre du jour et des délais de réception et de transmission de tous les documents afférents à cette conférence des maires. Par souci de sobriété de notre assemblée, je ne porte pas d'amendement, ayant eu effectivement l'assurance que nous pourrions retravailler ces questions par la voix du premier Vice-président. Mais je préférerais quand même le redire ici : nous souhaiterions voir améliorer cette Conférence des maires. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Fabrice Roussel. »

M. Roussel : « Oui, on va regarder, notamment sur la question du délai de transmission des documents et aussi sur l'ordre du jour de cette Conférence des maires. Et puis aussi, vous le savez, dans le règlement intérieur, il y a un délai pour poser si vous souhaitez voir porter des points à la Conférence des maires. Là aussi, on peut être souple.

Et puis, je le rappelle, Rodolphe, pour que les choses soient claires. S'il y a des modifications du règlement intérieur, c'est marqué justement dans le règlement intérieur. La demande doit être écrite et au préalable, le groupe de travail doit se réunir. C'est pour ça que, je pense que c'est mieux de procéder de cette façon-là plutôt que par des amendements en Conseil métropolitain. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets donc aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée.

Vous voulez que je remette aux voix ? Je regarde les services, je remets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ?

La délibération est donc adoptée. »

M^{me} la Présidente : « Délibération 48, et là il n'y aura pas de vote. Fabrice Roussel. »

M. Roussel : « Cela concerne le bilan d'activité de la commission "éthique et transparence". Je veux tout d'abord remercier les services, les élus, les citoyens qui participent à ces différents travaux. Je rappelle qu'on avait voté à l'unanimité la charte de déontologie des élus métropolitains en octobre 2020 et donc à cet effet, une commission "éthique et transparence" avait été instituée.

Je rappelle qu'elle est garante de la tenue de l'ensemble des engagements en matière d'éthique et de transparence, qu'elle est composée de dix élus métropolitains et de citoyens métropolitains qui sont tirés au sort. On avait organisé ce tirage au sort en août 2021 avec une trentaine de citoyens et citoyennes qui s'étaient vu attribuer soit le statut de titulaire ou suppléant ou réserviste.

L'article 5 de la Charte précise que le Président de la commission doit présenter chaque année un bilan. Vous avez les différentes réunions qui se sont tenues. À la fois la séance d'installation, qui a fait l'objet notamment de la présentation du mandat et de l'objet de la commission. À cette occasion, une formation spécifique relative à l'éthique et à la transparence avait été proposée.

Nous avons ensuite étudié les candidatures pour le poste de déontologue. À l'issue de cette séance, quatre candidatures avaient été retenues pour participer au jury d'entretien et trois candidatures avaient été proposées, par ordre de préférence, à la Présidente de Nantes Métropole. On avait désigné en décembre Monsieur Granger. Également en janvier 2022, la Commission établit son programme de travail en choisissant les engagements dont elle étudierait la mise en œuvre au cours des séances suivantes.

Et puis, lors de la réunion du 19 mai dernier, la commission a étudié l'engagement relatif à la participation citoyenne et celle du mois de septembre 2022 a porté sur la prévention des risques de conflits d'intérêts.

Et nous avons également organisé une séance supplémentaire pour préparer le bilan d'activités qui vous est présenté, en sachant que nous réunirons une plénière de cette Commission au mois de janvier prochain et que, vous le savez sans doute, Monsieur Granger a démissionné et donc nous avons fait le choix, là aussi en faisant cette proposition à la Présidente, de prendre la personne qui était arrivée numéro deux lors des différents entretiens que nous avons eus. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Sophie Van Goethem. »

M^{me} Van Goethem : « J'interviens sur cette commission éthique et transparence.

Deux points à voir. Tout d'abord, je tenais à vous dire qu'il est fort dommage que les élus du Conseil métropolitain ne prennent pas cette charte de déontologie en priorité. Nous avons voté à l'unanimité il y a deux ans en délibération n° 3. Là il va être 17 h, délibération n° 48, et il est évident que l'attention n'est pas la même, la concentration n'est pas la même, alors que nous avons quand même beaucoup de choses à voir ensemble. Ça, c'est dommage et je pense qu'il faudra peut-être un jour réfléchir à ça.

Second élément, je tenais à me positionner par rapport à ce bilan. Sur la deuxième page du bilan, on précise qu'il y a un rappel des engagements. Vous l'avez dit, Monsieur le premier Vice-président et Président de la Commission. Cette commission éthique et transparence de Nantes Métropole, comme celle de Nantes d'ailleurs, est garante de la tenue des engagements de la charte. Or, la fin du bilan précise que certains engagements sont tenus en dehors de discussions au niveau de la commission. Je fais aussi partie de cette commission et je peux vous dire qu'on n'en a pas discuté. Donc, la liste qui a été faite est juste faite en plus dans ce bilan, mais personne n'en a discuté et surtout pas les citoyens qui font partie de cette commission. Et ça aussi, c'est regrettable. Je pense qu'on en tire un bilan, que ce soit à Nantes ou à Nantes Métropole, on en tire des bilans et il faudra peut-être modifier quelques éléments pour la prochaine fois afin que cette commission soit vraiment opérationnelle et nous serve à tous. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste un mot sur l'endroit où c'est positionné et la question de l'horaire. Je le dis de manière très simple. Moi, je suis toujours un peu ennuyée par cet argument qui consiste à dire "il est 17 h, il est un peu tard, on a moins d'attention". Je pense qu'on doit être attentif à ce genre d'arguments. Les salariés de la métropole, pour bon nombre d'entre eux, finissent bien après 17 h et je ne doute pas qu'à 17 h, notre assemblée est toujours concentrée et au travail. Je le dis pour celles et ceux qui nous écoutent, parce que parfois les habitants m'ont dit avoir pu être heurtés de ce type de remarques. Donc je le partage pour nous tous collectivement, il n'y a pas de question de telle ou telle sensibilité. Mais je crois qu'à 17 h, quand on est élu, c'est normal d'être au travail, assidu et concentré. Fabrice Roussel. »

M. Roussel : « Pour répondre à madame Van Goethem, je tiens à rappeler qu'effectivement, il y a des engagements qui sont dialogués avec les citoyens. Et puis il y a des engagements qu'on a mis en place tout de suite parce qu'ils étaient clairs, ils étaient nets et précis. Et donc, je rappelle que ce qui a été finalement fait sans qu'on en discute profondément avec les citoyens, c'est la publication de l'état des indemnités, c'est l'application des retenues sur indemnités, c'est la publication sur le site de la collectivité des rendez-vous avec des représentants d'intérêts qui figurent au répertoire de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique et c'est le partage des déclarations d'intérêts obligatoire et volontaire auprès des services et du déontologue. C'étaient des choses quasiment obligatoires à mettre en œuvre tout de suite pour aussi montrer la crédibilité de cette charte et dire qu'on voulait s'engager très rapidement sur la réalisation des engagements. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je rappelle que ce point est pour information puisque formellement, il n'y a pas de vote. »

49 – DÉLÉGATION DU CONSEIL MÉTROPOLITAIN À LA PRÉSIDENTE ET AUX VICE-PRÉSIDENTS – AJUSTEMENT DE LA DÉLÉGATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN ET DU DROIT DE PRIORITÉ

M^{me} la Présidente : « Je vous invite, chers collègues, à passer à la délibération 49 et je donne la parole à Laure Beslier. »

M^{me} Beslier : « Donc là, il s'agit d'une délégation du Conseil métropolitain à Madame la Présidente. Concernant la délégation du droit de préemption urbain et du droit de priorité.

Comme vous le savez, l'objectif est de proposer un logement adapté aux besoins et aux ressources de chacun pour permettre les parcours résidentiels dans l'ensemble du territoire métropolitain. Ça, c'est une des priorités pour Nantes Métropole que, quels que soient ses revenus, chaque citoyen de l'agglomération doit pouvoir accéder à un logement répondant à ses attentes et ses besoins.

Comme vous le savez, la politique menée par Nantes Métropole, définie dans son PLH, Programme local de l'habitat, recense 2 000 logements par an et du logement social. Forcément, accession abordable, qui permet d'améliorer les réponses aux besoins de logements sur la métropole. Cet effort doit aujourd'hui être poursuivi et conforté.

Face aux tensions accrues du marché métropolitain du logement, il convient de mobiliser l'ensemble des leviers concourant à la production de logements sociaux et abordables. De ce fait, il vous est proposé de modifier le point 12.1.1 de la délibération qui va permettre de déléguer l'exercice des droits de préemption et de priorité à un certain nombre de partenaires avec qui on travaille déjà. C'est-à-dire à l'Atlantique Accession Solidaire, mais également l'OFS qui est l'Organisme de Foncier Solidaire de Loire-Atlantique, mais également aux signataires de la convention de partenariat accru entre Nantes Métropole et les maîtres d'ouvrage sociaux membres de l'Union Sociale pour l'Habitat des Pays de la Loire intervenants sur le territoire métropolitain. À savoir on a : Aiguillon Construction, Harmonie Habitat, Habitat 44, le CIF Coopérative, Atlantique Habitations, le CDC Habitat, Logis Ouest, la Nantaise d'Habitation, Coop Logis, ICF Habitat Atlantique, Vilogia, Compagnie Immobilière Saint-Nazaire Atlantique, GHT et Gambetta Locatif.

Il s'agit ainsi de mettre en œuvre les principes de la stratégie foncière métropolitaine, qui a été approuvée le 29 juin 2022, à travers des outils juridiques et partenariats permettant de favoriser la libération du foncier. Et contribuer à accélérer la procédure de maîtrise foncière afin d'atteindre nos objectifs fixés dans le Programme local de l'habitat, l'objectif 2019-2025.

Il vous est également proposé de prendre en compte la modification de nom de l'Agence foncière de Loire-Atlantique, désormais qui s'appelle l'Établissement Public foncier de Loire-Atlantique. J'en ai fini, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demandes d'intervention ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

50 – DÉSIGNATIONS DIVERSES – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Avant de donner la parole à Fabrice Roussel pour la délibération 50, je dois indiquer que Tristan Riom, pour le CEREMA, doit quitter la salle. »

M. Roussel : « Cette délibération concerne différentes désignations.

Quatre sujets. Tout d'abord, la réalisation d'études de déplacements et modélisation sur le territoire de Nantes Métropole, avec un groupement de commandes entre Nantes Métropole, Nantes Métropole Aménagement et la Samoa. Puisqu'au Bureau métropolitain du 1^{er} juillet dernier, nous avons approuvé le lancement d'un appel d'offres pour la conclusion d'un accord-cadre relatif aux études de déplacement et de modélisation multimodal.

Cette consultation est lancée dans le cadre de ce groupement de commandes et donc cette convention de groupement de commandes prévoit une commission d'appel d'offres spécifique pour procéder au choix des attributaires ressentis.

Nous avons à désigner deux représentants titulaires, Bertrand Affilé, Michel Lucas et un remplaçant, François Prochasson.

Nous avons ensuite des travaux de redimensionnement des réseaux de refoulement et d'eaux usées sous le boulevard de la Prairie au Duc place de la République et boulevard Victor-Hugo. Ce sont des travaux conséquents qui vont avoir une durée prévisionnelle de neuf mois. Et tout cela est évidemment susceptible d'impacter l'activité des professionnels riverains et d'engendrer des préjudices financiers. C'est pour cela que nous mettons en place une procédure d'indemnisation des professionnels riverains avec une commission de règlement amiable qui sera composée de la façon suivante. Le Président sera magistrat du tribunal administratif, ensuite, nous aurons un représentant de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers de Loire-Atlantique, de Nantes Métropole, de la Samoa, donc à chaque fois un titulaire et un suppléant. Et donc là, il vous est proposé comme titulaire Thomas Quéro et suppléant Michel Lucas.

Nous avons ensuite l'adhésion au Centre d'étude et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, le CEREMA, qui forcément dispose d'un savoir-faire transversal, de compétences pluridisciplinaires et d'un fort potentiel d'innovation et de recherche. Et évidemment, il intervient auprès des collectivités pour réussir le défi de l'adaptation au changement climatique. C'est pour ça qu'il nous a paru important d'adhérer puisque cette adhésion permet de s'impliquer et de contribuer à renforcer l'expertise publique territoriale. Également, de disposer d'un accès privilégié et prioritaire à l'expertise du CEREMA, de bénéficier d'un abattement de 5 % sur ses prestations et de rejoindre une communauté d'élus, d'experts et de disposer de prestations spécifiques. La période initiale d'adhésion court jusqu'au 31 décembre de la quatrième année pleine, soit au 31 décembre 2026. Il est proposé que Tristan Riom puisse être à l'Assemblée générale.

Enfin, pour Nantes Métropole Habitat, il est proposé le remplacement de Cécile Bir, qui est désormais membre du Conseil métropolitain, par Laurence Brosseau en tant que conseillère municipale de Nantes en tant que personnalité qualifiée. Et de remplacer Madame Véronique Lambert, démissionnaire, par Monsieur Gendron, président de l'association l'Étape, en tant que représentant des associations, dont l'un des objets est l'insertion au logement des personnes défavorisées. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée. »

51 – OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT ET D'HABITAT – COMPTES-RENDUS ANNUELS D'ACTIVITÉS 2021 À LA COLLECTIVITÉ – AVENANTS AUX CONCESSIONS D'AMÉNAGEMENT – SUPPRESSION DE ZONES D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ – RÉTABLISSEMENT DE LA TAXE D'AMÉNAGEMENT – FIXATION DU TAUX DE LA PART INTERCOMMUNALE – APPROBATION

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, je vous propose de passer à la dernière délibération de notre séance. Et pour cela, je dois, avant de donner la parole à Pascal Bolo, demander, pour la SELA, à Pascal Pras, Tristan Riom et Richard Thiriet de sortir.

Et pour NMA : Bassem Asseh, Marie-Annick Benatre, Laure Beslier, Vincent Boileau, Delphine Bonamy, Jocelyn Bureau, Mahel Coppey, Anthony Descloziers, Marie-Cécile Gessant, Christine Guerriau, Sandra Impériale, Jean-Claude Lemasson, Michel Lucas, Pascal Pras, Pierre Quénéa, Thomas Quero, Christelle Scuotto-Calvez et Françoise Vouzellaud.

Je donne la parole à Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Quelque chose me dit qu'ils ne reviendront pas ! »

Rires

M. Bolo : « Et ils vont rater le bouquet final qui consiste à adopter le compte rendu de déroulement de la ZAC des Coteaux de Grandlieu à Bouaye, par la SELA, la SEM du Département.

Il vous est proposé également d'approuver l'avenant n° 6 à la concession d'aménagement de la ZAC de la Gaudinière, dans la belle commune de La Montagne.

Et, de Profundis, proclamer la fin de la ZAC du Taillis 3 aux Sorinières, puisqu'elle a été clôturée en juin 2021. Donc il faut approuver sa fermeture. Il faut approuver le rapport qui le suggère. Et il faut également approuver le fait que la taxe d'aménagement sera portée à 5 % sur le périmètre de cette ZAC, ancienne désormais, à compter du 1^{er} janvier 2024. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demandes d'intervention particulières ? Je mets aux voix. Des oppositions ? Des abstentions ? Cette délibération est donc adoptée.
Chers collègues, notre Conseil est donc terminé. Merci à chacune et à chacun. Merci aux services qui nous accompagnent. Vous me permettrez une mention particulière au service des assemblées parce que vous imaginez pour mettre en œuvre les allers retours que nous avons à faire, il y a un sacré travail en amont qui a été réalisé. »

Applaudissements

M^{me} la Présidente : « Un grand merci à vous pour ce travail rigoureux et exigeant. Merci à tous et bonne soirée. »

Le secrétaire de séance



M. Patrick GROLIER

La Présidente



Mme Johanna ROLLAND

V – Vote électronique

Délibération

Date et Heure:

Vote POUR:

Vote Contre:

Abstentions:

Non voté::

11. Entrées d'agglomération – Déclaration d'intérêt métropolitain – Approbation

16/12/2022 12:34

87

0

7

4

Pour

Boîtier

Commune

Nom

82 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	A. SALAUN
9 NANTES	A.BASSAL
13 INDRE	A.BERTHELOT
20 NANTES	A.BOULÉ
30 SAINTE-LUCE SUR LOIRE	A.DESCLOZIERS
39 NANTES	A.GOUÉZ
96 NANTES	A.HAKEM
50 REZE	A.KABBAJ
75 NANTES	A.REBOUH
85 NANTES	A.SEASSAU
49 ORVAULT	AS.JUDALET
1 SAINT-HERBLAIN	B.AFFILE
6 NANTES	B.ASEH
10 NANTES	C.BASSANI
51 NANTES	C.BIR
41 COUERON	C.GRELAUD
44 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	C.GUERRIAU
48 NANTES	C.JOUIN
84 LES SORINIERES	C.SCUOTTO-CALVEZ
18 NANTES	D.BONAMY
61 COUERON	D.LOBO
88 NANTES	D.TALLEDEC
7 NANTES	E.AZZI
27 SAINT-HERBLAIN	E.COUEZ
58 NANTES	E.LEFRANC
89 MAUVES SUR LOIRE	E.TERRIEN
22 LE PELLERIN	F.BRILLAUD DE LAUJARDIERE
29 SAINT-HERBLAIN	F.DELABY
40 LA MONTAGNE	F.GRACIA
56 NANTES	F.LE TEUFF
2 REZE	F.NICOLAS
72 NANTES	F.PROCHASSON
81 LA CHAPELLE SUR ERDRE	F.ROUSSEL
91 NANTES	F.TRICHET
98 CARQUEFOU	F.VOUZELLAUD
79 NANTES	G.RODRIGUEZ
35 NANTES	H.FOURNIER
60 REZE	I.LERAY
23 SAINT-HERBLAIN	J.BUREAU
37 BOUAYE	J.GARREAU
54 VERTOU	J.LE COULM
65 REZE	J.PINEAU
87 NANTES	J.SOTTER
59 SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU	JC.LEMASSON
46 ORVAULT	JS.GUITTON

15 BRAINS
66 SAINT-HERBLAIN
92 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE
95 NANTES
4 SAINT-HERBLAIN
11 NANTES
14 NANTES
19 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE
25 NANTES
26 NANTES
62 COUERON
64 REZE
67 THOUARE SUR LOIRE
97 NANTES
12 NANTES
38 SAUTRON
16 NANTES
57 LA CHAPELLE SUR ERDRE
63 NANTES
17 NANTES
42 SAINT-LEGER LES VIGNES
52 NANTES
53 BOUGUENAI
70 SAINT-HERBLAIN
71 SAINT-JEAN DE BOISEAU
78 NANTES
3 VERTO
28 NANTES
83 NANTES
33 NANTES
34 NANTES
69 CARQUEFOU
47 BOUGUENAI
55 VERTO
45 NANTES
74 NANTES
77 NANTES
32 ORVAULT
24 SAINTE-LUCE SUR LOIRE
31 CARQUEFOU
68 NANTES
86 NANTES

L.BESLIER
L. NGENDAHAYO
L.TURQUOIS
L.VIALARD
M.ANNEREAU
M.BELHAMITI
M.BERTU
M.BONNET
M.COLLINEAU
M.COPPEY
M.LUCAS
M.METAYER
M. OGER
M.VITOUX
MA.BENATRE
MC.GESSANT
N.BLIN
N.LEBLANC
N.MARTIN
P. BOLO
P.GROLIER
P.LANGLOIS
P.LE CORRE
P.PETIT
P.PRAS
P.ROBERT
R.AMAILLAND
R.DANTEC
R.SALECROIX
S.EL HAIRY
S.FIGULS
S.GUILLON
S.IMPERIALE
S.PARAGOT
T.GUINÉ
T.QUERO
T.RIOM
V.BOILEAU
V.CADIEU
V.DUBETTIER-GRENIER
V.OPPELT
Y.PASCOUAU

Contre

Boitier

Commune

Nom

Abstentions

Boitier

Commune

Nom

43 NANTES

AS.GUERRA

21 LA CHAPELLE SUR ERDRE

E.BOUVAIS

8 NANTES

J.BAINVEL

36 NANTES

L.GARNIER

90 NANTES

R.THIRIET

5 ORVAULT

S.ARROUET

93 NANTES

S.VAN GOETHEM

SUBVENTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2022								
Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2021	Rappel Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Mission Territoire de Longévité	LES ECOSSOLIES	455 000 €	5 000 €	410 000 €	308 000 €	Les Ecossoles, dans le cadre du dispositif « La Fabrique à Initiatives », animent depuis l'été 2020 un « labo » Habitat Inclusif pour identifier les opportunités et les freins au développement de cette offre d'habitat en Loire Atlantique. L'objectif : fédérer les acteurs de la filière, soutenir l'émergence de coopérations et solutions collectives, valoriser l'offre existante auprès du public. A cette fin, les Ecossoles et ses partenaires, dont Nantes Métropole, organisent un évènement « Demain mode d'emploi : booster son projet d'habitat inclusif » sur 3 jours en février 2023 pour impulser et développer des projets d'habitat inclusif. Cet évènement s'adresse aux porteurs de projets : leur accompagnement a été identifié comme un enjeu fort et prioritaire. Un appel à projets a été lancé en septembre 2022 pour sélectionner 5 à 10 projets qui bénéficieront d'ateliers collectifs, d'échanges avec des experts et entre pairs, de mentorat et mises en lien avec des partenaires ressources. Les porteurs de projets se verront également remettre une dotation financière d'un montant compris entre 2 500 et 5 000 €. Il est proposé de contribuer à ce fonds de dotation à hauteur de 5 000 € (sur une enveloppe globale de 25 000 €), en complément de la subvention de fonctionnement de 450 000 € pour l'année 2022, votée lors du conseil métropolitain du 24 mars 2022.	Avenant à la convention en cours ANNEXE N°6	3749
Soutien aux Grands Evénements Métropolitains	LA CITE DES CONGRES	392 000 €	10 000 €	323 000 €	308 000 €	La Cité des Congrès organise l'édition 2022 du festival Les Utopiales du 29 octobre au 1er novembre 2022. L'évènement, au rayonnement national voire international, ambitionne chaque année de rendre accessible à tous l'univers de la science fiction, la littérature, la recherche et les nouvelles technologies qui la composent. Nantes Métropole a, de son côté, défini une politique publique en matière de recherche scientifique, d'enseignement et d'innovation par laquelle elle entend soutenir les évènements et projets portés sur la science, la vulgarisation scientifique et l'innovation. A ce titre, il est proposé, par avenant à la convention, l'attribution par Nantes Métropole d'une subvention complémentaire de 10 000 € au titre de l'année 2022 pour permettre à la Cité de faire face à des dépenses exceptionnelles liées à la venue de l'invité d'honneur de cette 23ème édition, le célèbre réalisateur de manga japonais Rintaro, dont les apparitions en Europe sont très rares et qui a été l'occasion de souligner les imaginaires de l'animation japonaise.	avenant N°12	3554
ACOMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE 2023								
Politique publique	Nom du bénéficiaire		Montant proposé au vote			Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Emploi et Economie responsables	LES ECOSSOLIES	-/-	120 000 €	410 000 €	308 000 €	Les Ecossoles, en tant que tête de réseau, déploient des actions contribuant à la mise en œuvre de la feuille de route de l'ESS sur le territoire. Elles s'articulent autour de 5 axes principaux : Accompagner, via leur offre de services, l'émergence des besoins et des projets et la structuration des filières de coopération dans les secteurs priorités de la feuille de route, Accompagner le développement des entreprises via un accélérateur de territoire, Développer une offre de formation au service des porteurs de projets et dirigeants, Organiser des évènements « grand public » et imaginer des évènements professionnels pour valoriser l'ESS. Travailler au Sollab de demain et participer la mise en œuvre de la stratégie immobilière au service du déploiement de l'ESS sur le territoire. Une convention a été approuvée au conseil métropolitain du 24/03/2022 pour 2022-2024. Afin de pouvoir sécuriser leur financement dès le début de l'année 2023, il est proposé de verser un acompte de subvention d'un montant de 120 000 € sur la subvention 2023.	Avenant à la convention 2022-2024 N°6	2223
Affaires Générales	N7TV	-/-	582 500 €	-/-	-/-	N7 TV, editrice de la chaîne TéléNantes, assure des missions de service public dans le cadre d'un contrat d'objectifs et de moyens conclu avec Nantes Métropole sur la période 2023-2026. Afin de permettre à N7 TV de mettre en œuvre ses missions dès le début de l'année, il est proposé de lui accorder un acompte sur subvention de fonctionnement pour 2023	Convention pluriannuelle en cours N°22	2373

SUBVENTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2022								
Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2021	Rappel Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Recherche, Innovation et Enseignement Supérieur	NANTES UNIVERSITE	4 820 019 €	750 000 €	567 500 €	715 000 €	Exécution de la convention pluriannuelle 2021-2023 approuvée au conseil métropolitain du 10/12/2021. Nantes Métropole poursuit son soutien à Nantes Université par le financement d'actions répondant aux axes stratégiques prioritaires dans le cadre de Campus Nantes.	Avenant 1 à la convention 2021-2023 N°1	3525
Recherche, Innovation et Enseignement Supérieur	NANTES UNIVERSITE	4 820 019 €	720 000 €	567 500 €	715 000 €	Exécution de la convention pluriannuelle 2018-2023 NEXT approuvée au conseil métropolitain du 05/10/2018 et modifiée par avenant du 6 avril 2021. Le cofinancement de Nantes Métropole permet d'accompagner, de soutenir des dizaines de projets de recherche, d'innovation, de formation, de pédagogie et de partenariats internationaux dans les domaines de la santé du futur et de l'industrie du futur	Avenant à la convention 2018-2023 en cours N°2	3525
Soutien à la recherche et innovation	NANTES UNIVERSITE	4 820 019 €	40 000 €	40 000 €	0 €	Les démarches RFI (Recherche Formation Innovation), initiées par la Région Pays de la Loire en 2012, ont pour vocation d'accompagner des thématiques fortes du territoire dans le cadre d'une démarche intégrée en agissant sur les trois axes recherche, formation et innovation. Dans le cadre de la convention pluriannuelle 2021-2022 signée avec Nantes université, il est proposé d'approuver pour l'année 2022, la subvention de 40 000€ pour le projet OIC.	Avenant à la convention 2021-2022 N°3	3522
Emploi et Economie responsables	ASSOCIATION TERRITORIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	6 671 232 €	250 000 €	4 141 382 €	4 148 370 €	Le PLIE de Nantes Métropole, porté par l'ATDEC, accompagne chaque année en continu 2 000 bénéficiaires en grandes difficultés d'insertion (35 % issus des quartiers Politique de la Ville et près de 80 % de niveau de formation inférieure ou égale au CAP/BEP). Pour mettre en œuvre ses actions, il mobilise des financements du Fonds Social Européen (FSE). L'enveloppe FSE du PLIE métropolitain 2021-2027 enregistre une baisse de 18,84%, par rapport à la programmation précédente, qui impacte le financement de l'animation du PLIE Métropolitain. La situation financière du PLIE est d'autant plus complexe que les principes de mise en œuvre de la nouvelle programmation FSE ne sont toujours pas fixés (deux années de retard), 2021 et 2022 sont gérées en situation d'inter-programmation et les modalités de mise en œuvre pour 2023 ne sont toujours pas fixées, ceci oblige un principe d'anticipation et de précaution quant à l'atterrissage budgétaire 2022 et les clôtures comptables des exercices 2022 et 2023. Afin de permettre la continuité de service du PLIE métropolitain, il est proposé une subvention exceptionnelle. Cette dernière vise à soutenir les actions d'animation du PLIE.	Avenant à la convention financière 2022 N°5	3064
Mobilités	CONSEIL REGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE	50 284 €	3 878,74 €	83 325 €	6 206 €	Afin de développer les pratiques d'intermodalité dans les transports collectifs de voyageurs, en particulier le long de l'Estuaire de la Loire, la Région des Pays de la Loire, Nantes Métropole, la CARENE ont mis en place le titre Métrocéane, qui permet avec un seul titre d'emprunter tous les transports collectifs sur l'ensemble du périmètre (ALEOP en TER, cars ALEOP, STRAN et TAN). Les partenaires, dont la SEMITAN, se partagent les recettes issues de la vente des titres Métrocéane. Les coûts de fonctionnement de ce dispositif sont également répartis entre les partenaires au prorata des recettes perçues. Ces coûts sont de 20 860,89 € pour 2022 dont 3 878,74 € à la charge de Nantes Métropole. Ces coûts couvrent le fonctionnement du dispositif qui est assuré par la SNCF (vente des titres, formation des personnels, fourniture des éléments d'évaluation financière et qualitative).	06/05/205 08/06/2022 N°13	65 / 65 732
ACOMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE 2023								
Politique publique	Nom du bénéficiaire		Montant proposé au vote			Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Emploi et Economie responsables	ASSOCIATION TERRITORIALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	-/-	2 259 600 €	3 736 000 €	3 736 000 €	La politique publique de Nantes Métropole en matière d'insertion professionnelle et d'emploi se traduit notamment par le soutien à l'Association Territoriale pour le Développement de l'Emploi et des Compétences (ATDEC) qui depuis 2018 réunit les activités de la Maison de l'emploi, la Mission Locale et du PLIE (Plan Local Pour l'insertion et l'Emploi de la métropole nantaise). Elle rassemble des services et dispositifs qui ont pour mission l'insertion et le retour à l'emploi de tous publics, notamment les plus fragiles. A ce titre, cette structure bénéficie d'un conventionnement pluriannuel pour la période 2022/2024. Au titre de l'année 2022, Nantes Métropole a attribué à l'association, lors du Conseil Métropolitain du 10 décembre 2021, un acompte de 2 241 600 €, afin de permettre à l'Association de pouvoir mettre en œuvre ses activités dès le début d'année. En 2022, il est proposé de renouveler le versement d'un acompte sur la subvention 2023.	Avenant à la convention 2022-2024 N°5	3053

SUBVENTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2022								
Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2021	Rappel Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Recherche, Innovation et Enseignement Supérieur	INSTITUT D'ETUDES AVANCEES	1 315 273 €	857 273 €	1 265 909 €	1 254 091 €	Nantes Métropole met à disposition de l'IEA des locaux dont elle est propriétaire situés Allée Jacques Berque, dans le cadre d'une convention de mise à disposition conclue pour la période 2009-2028. Il convient donc de valoriser cet avantage en nature. Pour l'année 2022, la valorisation de cette subvention en nature est estimée à la somme de 857 273 €. La revalorisation est calculée en fonction de l'indice INSEE (1886) coût de la construction de Décembre 2021.	Convention Pluriannuelle 2009-2028 en cours	50
Emploi et Economie responsables	NANTES SAINT NAZAIRE DEVELOPPEMENT	2 915 000 €	15 000 €	2 900 000 €	3 050 000 €	Réalisation d'un pavillon territorial par NSD au salon Pro durable qui s'est déroulé les 13 et 14 septembre 2022, sur le développement économique responsable. Des entreprises ont accompagné Nantes Métropole sur le stand ainsi que la plateforme RSE. Chaque entreprise a apporté une contribution pour le financement du stand. Le soutien de Nantes Métropole vient compléter ces contributions.	Avenant à la convention 2022 N°4	3066
ACOMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE 2023								
Politique publique	Nom du bénéficiaire		Montant proposé au vote			Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Ouverture et rayonnement au monde	MAISON DE L'EUROPE	-/-	32 500 €	210 000 €	195 000 €	La Maison de l'Europe sensibilise à la citoyenneté européenne sur le territoire métropolitain. Depuis 2019, elle anime aussi Europa Nantes, le lieu de l'Europe, propriété de Nantes Métropole. Europa Nantes, est un lieu de vie et d'expérimentation pour l'action européenne des associations sur le territoire métropolitain. Dans l'attente de déterminer le montant de la subvention 2023 conformément à la convention pluriannuelle 2022/2023 et afin de permettre à l'association d'assurer la mise en œuvre de ses missions dès le début de l'année 2023, il est proposé de lui attribuer une avance sur la subvention de fonctionnement 2023.	Avenant 1 à la convention 2022-2024 N°23	2743

ACOMPTE AU TITRE DE L'EXERCICE 2023								
Politique publique	Nom du bénéficiaire		Montant proposé au vote			Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Développement Economique / Tourisme	ESBAMN	-/-	1 800 000 €	-/-	-/-	L'Ecole des Beaux Arts de Nantes Saint-Nazaire a pour missions principales l'enseignement supérieur et la recherche dans le domaine des arts plastiques et la mise en place de programmes de formations et d'éducation artistique à destination des jeunes publics et des pratiques amateurs. Afin de lui permettre d'assurer la mise en œuvre de ses missions dès le début de l'année 2023, il est proposé de lui attribuer un acompte sur la contribution obligatoire au titre de l'année 2023.	Néant	Article 6558

SUBVENTIONS AU TITRE DE L'EXERCICE 2022								
Politique publique	Nom du bénéficiaire	Montant demandé en 2022 par l'organisme	Montant proposé au vote	Rappel Montant 2021	Rappel Montant 2020	Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
SPORTS	HBC NANTES	-	704 500 €	1 334 500 €	1 260 000 €	Le HBC Nantes évolue en Division 1 de handball et participe à la Coupe d'Europe ; cette subvention est proposée dans le cadre de la convention de missions d'intérêt général conclue avec le club et concerne la 2ème partie de la saison 2022-2023. Le rapport missions d'intérêt général 2021-2022 est annexé.	Convention 2022-2023 en cours + rapport MIG 2021-2022 N°7	3336
SPORTS	NANTES BASKET HERMINE	-	356 000 €	674 500 €	637 000 €	Le Nantes Basket Hermine évolue en Division Pro B de basket ; cette subvention est proposée dans le cadre de la convention de missions d'intérêt général conclue avec le club et concerne la 2ème partie de la saison 2022-2023. Le rapport missions d'intérêt général 2021-2022 est annexé.	Convention 2022-2023 en cours + rapport MIG 2021-2022 N°8	3336
SPORTS	LES NEPTUNES DE NANTES HANDBALL	-	278 250 €	534 000 €	255 750 €	Les Neptunes de Nantes Handball évolue en Ligue féminine de handball et participe à la Coupe d'Europe ; cette subvention est proposée dans le cadre de la convention de missions d'intérêt général conclue avec le club et concerne la 2ème partie de la saison 2022-2023. Le rapport missions d'intérêt général 2021-2022 est annexé.	Convention 2022-2023 en cours + rapport MIG 2021-2022 N°9	3336
SPORTS	LES NEPTUNES DE NANTES VOLLEY BALL	-	297 250 €	297 250 €	0 €	Les Neptunes de Nantes Volley-Ball évolue en Ligue A féminine ; cette subvention est proposée dans le cadre de la convention de missions d'intérêt général conclue avec le club et concerne la 2ème partie de la saison 2022-2023.	Convention 2022-2023 en cours N°10	3336
SPORTS	ASB REZE - NANTES REZE METROPOLE VOLLEY	-	324 250 €	655 000 €	653 000 €	ASB Rezé – Nantes Rezé Métropole Volley : excellence sportive – soutien au sport de haut niveau – championnat Ligue A masculine – subvention pour la 2ème partie de la saison 2022-2023.	Convention 2022-2023 en cours N°11	3336
Mobilités	SNCF	2 219 815 €	2 012 314,77 €	1 177 948 €	1 935 268 €	Afin de développer l'usage des TER dans le périmètre de l'agglomération pour des déplacements urbains, la Région des Pays de la Loire et Nantes Métropole ont mis en œuvre en janvier 2000 une intégration tarifaire TAN - ALEOP en TER, à l'intérieur du ressort territorial de Nantes Métropole. Cette intégration permet l'utilisation des titres urbains TAN pour effectuer des déplacements sur le réseau ALEOP en TER à l'intérieur du ressort territorial de Nantes Métropole. Nantes Métropole verse, chaque année, à la SNCF une compensation correspondant au manque à gagner de cette dernière pour les trajets effectués sur son réseau. Sur la base des fréquentations relevées en 2021, le montant de la compensation à verser à la SNCF en 2022 est de 2 012 314,77 € (retour à une fréquentation d'avant COVID et impact de la gratuité des week-ends sur le réseau TAN) conformément à la convention renouvelée le 31 juillet 2020 pour une durée de trois ans renouvelable une fois.	31/07/2020 N°13	65 / 65 738

Politique publique	Nom du bénéficiaire		Montant proposé au vote			Motivations	Convention	Numéro d'opération budgétaire
Affaires Générales	COMITE DES OEUVRES SOCIALES	1 633 908 €	78 908 €	1 502 635 €	1 555 283 €	Le Comité des Œuvres Sociales (COS) a pour objet de fournir des prestations dans le domaine du social, des loisirs et de la culture au bénéfice individuel ou collectif des agents (ou à leurs ayants droits) de Nantes Métropole notamment. Il convient d'arrêter les montants définitifs des subventions annuelles 2022 allouées au COS. Il convient donc de réaliser les ajustements nécessaires au regard des sommes déjà versées au titre de l'exercice 2022	Convention pluriannuelle en cours	Budget Principal
Affaires Générales		126 943 €	-10 647 €	121 210 €	131 398 €		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe de l'Eau
Affaires Générales		102 423 €	723 €	98 526 €	92 996 €		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe Assainissement
Affaires Générales		173 848 €	-9 062 €	174 632 €	168 643 €		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe Déchets
Affaires Générales		8 263 €	-337 €	7 759 €	7 099 €		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe Stationnement
Affaires Générales		20 854 €	-646 €	20 968 €	19 763 €		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe Transport
ACOMPTES AU TITRE DE L'EXERCICE 2023								
Affaires Générales	COMITE DES OEUVRES SOCIALES	Budget Principal	528 373 €	-/-	-/-	Le Comité des Œuvres Sociales (COS) a pour objet de fournir des prestations dans le domaine du social, des loisirs et de la culture au bénéfice individuel ou collectif des agents (ou à leurs ayants droits) de Nantes Métropole notamment. Il convient d'arrêter les montants des acomptes à verser dès le début de l'exercice 2023, dans l'attente du vote des montants prévisionnels au budget primitif.	Convention pluriannuelle en cours	Budget Principal
Affaires Générales		Budget Annexe de l'Eau	45 121 €	-/-	-/-		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe de l'Eau
Affaires Générales		Budget Annexe Assainissement	31 382 €	-/-	-/-		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe Assainissement
Affaires Générales		Budget Annexe Déchets	53 267 €	-/-	-/-		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe Déchets
Affaires Générales		Budget Annexe Stationnement	2 532 €	-/-	-/-		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe Stationnement
Affaires Générales		Budget Annexe Transport	6 390 €	-/-	-/-		Convention pluriannuelle en cours	Budget Annexe Transport
Développement Economique / Tourisme	PICK UP PRODUCTION	-/-	50 000 €	1 200 000 €	-/-	<i>Pick Up Production a porté le projet « Transfert », projet métropolitain d'urbanisme artistique et culturel transitoire, inédit à cette échelle en France. L'expérience a démontré en 2022 un succès de fréquentation et une forte capacité d'innovations et de croisement de regards entre urbanisme et culture. La finalisation de cette expérience ayant cours jusqu'en 2023, afin de permettre à l'association de la mettre en œuvre dès le début d'année, il est proposé d'accompagner la transition sociale de la structure, et de lui accorder un acompte sur subvention de fonctionnement au titre de l'année 2023.</i>	NON	3554
Développement Economique / Tourisme	SYNDICAT MIXTE ANGERS NANTES OPERA	-/-	2 000 000 €	-/-	-/-	Le Syndicat Mixte Angers Nantes Opéra (SMANO) est un acteur structurant du territoire, vecteur de rayonnement culturel et d'attractivité de la métropole nantaise. Ses missions contribuent au développement d'une politique métropolitaine dynamique en matière d'art lyrique, basée sur l'exigence artistique, résolument tournée vers tous les publics, et contribuant à la politique culturelle du territoire. Afin de permettre au SMANO la mise en œuvre de ses missions dès le début de l'année, il est proposé de lui accorder un acompte sur la contribution obligatoire au titre de l'année 2023.	NON	3572
Mission Territoire de Longévité	CCAS ORVAULT Pour le CLIC Orvault-La Chapelle sur Erdre	-/-	84 897 €	64 287 €	64 287 €	Nantes Métropole coordonne les 8 CLIC (Centres Locaux d'Information et de Coordination) situés sur son territoire et assure également le subventionnement de ces centres. Pour rappel, les CLIC sont des lieux d'accueil, d'information, d'accompagnement et de coordination des acteurs autour des personnes âgées. Ils sont ouverts aux personnes de 60 ans et plus et à leur entourage ainsi qu'aux professionnels de la gérontologie et du maintien à domicile. En 2022, un travail de conventionnement pluriannuel d'objectifs et de moyens couvrant la période 2023 à 2026 a été réalisé avec l'ensemble des 8 CLIC et des communes couvertes. Ce travail a permis de préciser les missions, les objectifs partagés et les perspectives pour l'ensemble des 8 CLIC. Les critères de financement ont également évolué prenant en compte l'évolution démographique des territoires. La subvention globale a augmenté de 272 264 €, soit un total de 935 293 € pour l'ensemble des CLIC.	ANNEXE N°14	3749
Mission Territoire de Longévité	CCAS SAINT HERBLAIN Pour le CLIC Indre_St Herblain	-/-	85 837 €	66 996 €	66 996 €		ANNEXE N°15	3749
Mission Territoire de Longévité	CCAS BOUGUENAIS Pour le CLIC Loire-Acheneau	-/-	82 981 €	63 666 €	63 666 €		ANNEXE N°16	3749
Mission Territoire de Longévité	CCAS CARQUEFOU Pour le CLIC Intercommunal Loire et Erdre	-/-	82 438 €	61 485 €	61 485 €		ANNEXE N°17	3749

Mission Territoire de Longévité	CCAS COUERON Pour le CLIC Couéron-Sautron	-/-	71 727 €	53 980 €	53 980 €	ANNEXE N°18	3749
Mission Territoire de Longévité	CCAS REZE Pour le CLIC Sorinières-Rezé	-/-	92 248 €	70 931 €	70 931 €	ANNEXE N°19	3749
Mission Territoire de Longévité	CLIC Villes Vill'Agés	-/-	93 821 €	78 574 €	78 574 €	ANNEXE N°20	3749
Mission Territoire de Longévité	CCAS NANTES Pour le CLIC Nantes Entour'Age	-/-	341 344 €	203 110 €	203 110 €	ANNEXE N°21	3749